

سنة ١٤٠١ هـ

TRENTE ET UNIÈME ANNÉE — N° 9230

THE LIBRARY - THE UNIVERSITY OF JORDAN
44 PAGES

MERCREDI 18 SEPTEMBRE 1974

Après l'enchérissement
du pétrole

UN RATIONNEMENT
DE L'ESSENCE
N'EST PAS EXCLU

LIRE PAGE 44

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Belgique, 7 sch. ; Espagne,
5 fr. ; Canada, 60 c. ; Danemark, 2,50 kr. ;
France, 10 fr. ; Grande-Bretagne, 14 p. ; Grèce,
15 dr. ; Israël, 20 n. ; Italie, 200 l. ; Liban, 125 p. ;
Luxembourg, 5 fr. ; Norvège, 3,50 kr. ; Pays-Bas,
0,75 fl. ; Portugal, 10 esc. ; Suède, 1,75 kr. ; Suisse,
2,50 fr. ; U.S.A., 75 cent. ; Yémen, 4 n. dr.

Tarif des abonnements page 27

5, RUE DES ITALIENS

75001 PARIS - CEDEX 08

G.C.F. 4207-22 Paris

Tél. Paris 91-6377

Tél. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

VERS DE NOUVELLES ÉLECTIONS EN TURQUIE ?

La démission du gouvernement Ecevit était en germe dans la coalition contre nature scellée le 25 janvier dernier à Ankara après trois mois de crise gouvernementale. Le nouveau chef de gouvernement était en effet sorti grand vainqueur des élections d'octobre 1973, mais sa victoire, qui était celle du parti d'Atatürk régénéré, n'avait pas suffi à lui assurer sur le plan parlementaire une majorité absolue.

Disposant de 185 sièges sur 450, le chef du P.R.P. (Parti républicain du peuple) avait dû chasser des parlementaires sur sa droite et les avait trouvés au Parti du salut national. Cette formation de création récente avait remporté, elle aussi, un net succès en s'assurant quarante-huit sièges et la troisième place après le Parti républicain du peuple et le grand parti d'opposition, le Parti de la justice de M. Demirel. La coalition disposait donc d'une majorité suffisante, mais elle était ébranlée. Les objectifs de M. Ecevit et de ses amis, qui se complaisaient aux succès électoraux d'Europe occidentale, étaient difficilement compatibles avec les principes conservateurs et religieux des islamistes du Salut national.

Les premières dissensions apparurent à propos du projet d'amnistie des condamnés politiques, essentiellement des militaires. En 1973, M. Ecevit déclara : « Je ne suis pas un homme de sang ». M. Demirel lui livra un combat acharné, refusant le pardon aux condamnés politiques. Un certain nombre de députés du Salut national se laissèrent convaincre et rallièrent leurs voix à celles des amis de M. Demirel, faisant échouer dans un premier temps un projet de gouvernement qui fut sauvé « in extremis » grâce à un recours de M. Ecevit à la Cour constitutionnelle.

L'intervention turque à Chypre, le samedi 20 juillet dernier, devait mettre le feu aux poudres à l'intérieur de la coalition. Le coup d'audace de M. Ecevit et le succès du débarquement lui valurent une immense popularité dans le pays et surtout dans l'armée. M. Erbakan, qui en prit visiblement ombrage, choisit le parti de la surenchère. Il s'adressa au peuple, réclamant publiquement l'annexion d'une partie de l'île.

L'échec de la conférence de Genève et la reprise des hostilités à Chypre, avec l'occupation de la zone d'occupation turque, ne découragèrent pas M. Erbakan. Au contraire, le Parti du salut national tenta de s'attribuer tous les mérites de la décision d'intervention. Finalement, la nomination du ministre d'Etat M. Ertugrul Koc comme premier ministre intermédiaire pendant le voyage que M. Ecevit devait entreprendre en Scandinavie à partir du mercredi 18 septembre servit de prétexte à M. Erbakan pour rompre la coalition.

Sûr de son prestige et de sa popularité, M. Ecevit a l'intention d'organiser le plus vite possible de nouvelles élections, avec l'espoir de renforcer les positions de son parti. En attendant, et pour assurer la transition, il cherchera peut-être à former une autre coalition avec le Parti démocratique de M. Ferruh Bozbulut. Cette formation, qui compte à peu près autant de sièges au Parlement que le Parti du salut national (45 contre 48), se situe à droite elle aussi, mais se montrera sans doute plus accommodante sur les questions religieuses.

Le problème de Chypre toujours sans solution, les réserves suscitées dans l'opinion publique internationale par l'extension de la zone d'occupation turque, la nécessité de renouer les négociations avec la Grèce sur l'ensemble du contentieux turco-grec, il y a là autant de motifs qui devraient inciter le chef de l'Etat, M. Karamanlik, à chercher, avec l'aide de M. Ecevit, une solution rapide pour sortir de l'impasse gouvernementale.

LES HÉSITATIONS DE L'EUROPE

Les propositions monétaires de la France sont accueillies avec scepticisme à Bruxelles

Les ministres de l'agriculture des Neuf s'attendent à voir ce 17 septembre à Bruxelles, un nouveau « marathon » pour essayer de s'entendre sur la proposition faite par la Commission de relever de 4 % les prix agricoles. Hier, le Parlement européen s'était prononcé en faveur d'une augmentation minimale de 6 %. Quant aux agriculteurs, c'est par centaines de milliers qu'ils ont manifesté lundi dans les différents pays de la Communauté pour réclamer une hausse de 8 %.

D'autre part, les neuf ministres des affaires étrangères, qui s'étaient rencontrés la veille à Paris dans le cadre de la coopération politique (ils ont à cette occasion assuré de leur appui les nouveaux régimes d'Athènes et de Lisbonne), devaient discuter aujourd'hui, également à Bruxelles, des relations de la Communauté avec la Grèce et de la politique énergétique commune.

M. Fourcade avait lundi exposé aux huit autres ministres des finances des pays de la C.E.E. plusieurs propositions, destinées selon lui à relancer la coopération monétaire entre les Neuf : émission immédiate d'un emprunt communautaire de 11 milliards de francs, placés directement auprès des Etats producteurs de pétrole, cet emprunt étant libellé dans une nouvelle unité de compte européenne à définir ; mise en place d'un mécanisme souple de flottement concerté pour les devises des pays de la C.E.E. ; renforcement et harmonisation de la surveillance exercée sur l'euro-dollar. Les ministres allemands des finances a souligné des objections au projet d'emprunt, et les autres propositions de M. Fourcade ont été accueillies plutôt avec scepticisme.

UN EMPRUNT DE 11 MILLIARDS DE FRANCS ?

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — Les milieux bruxellois espèrent que le conseil prendra la décision de lancer un emprunt communautaire ou accomplirait au moins un progrès significatif dans cette direction. Parmi les questions ouvertes par M. Fourcade — en mettant de côté la surveillance du marché des eurodollar qui a été traitée lors de la réunion de Champs — c'était celle avec laquelle les ministres étaient le plus familiers, puisque, aussi bien, l'idée d'un emprunt communautaire que celle d'un emprunt européen, de Bruxelles, dès le vote de la loi, et qu'ils en avaient longuement débattu lors de leur session de juillet. De plus, pour guider leurs travaux, les députés des rapports, résumés, rédigés par le comité des gouvernements des banques centrales et le comité monétaire. Ces hauts fonctionnaires suggèrent aux ministres de s'orienter vers le schéma suivant : adopter d'abord une décision de principe affirmant la capacité à emprunter de la Communauté, en indiquant les principales modalités selon lesquelles s'effectueraient ces emprunts ; puis, au coup par coup, en fonction des besoins et sur proposition de la Commission de Bruxelles, lancer des émissions sur le marché.

La proposition de M. Fourcade est conforme à ce schéma, puisqu'elle suggère comme première illustration de la volonté de la Communauté de se manifester activement sur le marché des capitaux, de lancer avant la fin de l'année un emprunt de l'ordre de 2 milliards d'unités de compte (une unité de compte vaut environ 65 francs) à placer directement auprès des producteurs de pétrole. M. Fourcade a précisé que cette première émission n'exclurait pas d'autres opérations du même genre. Sept délégations ont appuyé la proposition française. Les Anglais, qui, bien sûr, pour valoir être entendus, les bénéficiaires d'un tel emprunt européen, ont abandonné les doutes et critiques formulés en juillet. M.M. Emilio Colombo et Willy De Clercq, respectivement ministres

des finances de l'Italie et de la Belgique, ont insisté sur l'opportunité de doter la Communauté d'un instrument spécifique de recyclage des capitaux. Tous ont souligné que le lancement de cet emprunt était l'opération la plus urgente à entreprendre pour manifester la volonté d'ouvrir et relancer leur coopération monétaire.

PHILIPPE LEMAITRE

(Lire la suite page 4)

MOINS D'UNE SEMAINE APRÈS LA DÉPOSITION DE L'EMPEREUR

LES MILITAIRES ÉTHIopiENS SE VOIENT RÉCLAMER LE RETOUR A UN GOUVERNEMENT CIVIL

Addis-Abeba. — Le lundi 18 septembre, une certaine agitation après le calme qui avait suivi la destitution de l'empereur, malgré l'interdiction de toute manifestation édictée par le comité de coordination des forces armées, deux mille étudiants sont descendus dans la rue.

Des membres du comité de coordination militaire ont accepté de venir discuter avec les contestataires sur le terrain de sport de la faculté des sciences. La plupart des participants se sont séparés calmement, mais deux groupes de deux

Addis-Abeba. — Dix ou vingt fois par jour apparaît sur le petit écran la carte de l'Éthiopie, qui porte bizarrement en son centre un œil de femme grand ouvert et, en surimpression, le slogan de la « révolution tranquille » : « Ethiopia tekdem (Éthiopie d'abord) ». Le nationalisme, pour l'instant paralysé, s'exprime largement sur tout le reste. « Transfusions ensemble », disent les speakers, pour bâtir l'Éthiopie de demain. L'empereur déchu, en compagnie de sa fille, la princesse De-

DANS UNE INTERVIEW AU « MONDE »

Mgr Makarios se déclare résolu à rentrer à Chypre le mois prochain

L'ethnarque accepterait un système fédéral dans l'île

Conformément à l'accord du 13 septembre entre M.M. Cléridès et Denktash, leaders des deux communautés, deux cent quarante-cinq prisonniers malades ou blessés ont été échangés lundi à Nicosie. D'autre part, quatre explosions provoquées par des charges de dynamite se sont produites, dans la nuit du lundi à mardi, à Limassol. Selon l'A.F.P., qui cite des sources proches de la police, ces attentats feraient partie d'une campagne menée par les partisans de Mgr Makarios en faveur du retour de l'ethnarque.

Alors que s'ouvre à New-York l'Assemblée générale des Nations unies, qui sera saisie par la Grèce notamment du problème chypriote, le président du conseil turc, M. Ecevit, a déclaré à un hebdomadaire ouest-allemand qu'Ankara ne reconnaît plus Mgr Makarios comme le président de Chypre mais seulement comme « le représentant des Grecs chypriotes », dans la mesure où ces derniers veulent bien le considérer comme tel. Cependant, comme il l'a indiqué à notre envoyé spécial, l'ethnarque compte reprendre prochainement ses fonctions.

De notre envoyé spécial ERIC ROULEAU

Londres. — « Je rentrerai à Chypre le mois prochain. » C'est sur un ton volontaire, confiant, voire provocateur, que Mgr Makarios nous annonce sa décision de reprendre, dans les plus brefs délais, ses fonctions de président de la République chypriote.

Se voit-elle toute tracée. A partir de cette semaine, il rendra visite aux principaux leaders du monde non aligné. Il plaidra sa cause auprès des présidents Tito, Sadate et Houphouët. Il ira ensuite à New-York pour arracher aux Nations unies une résolution « plus efficace » ou, en tout cas, « moins platonique » exigeant le retrait de toutes les forces étrangères de l'île. Quel que soit le résultat de sa démarche, il est résolu, peu après la

fin des débats de l'Assemblée générale, à faire une rentrée triomphale à Nicosie, via Athènes, bien que le gouvernement grec ne l'ait pas encore invité à fouler le sol de la mère patrie.

L'ethnarque supporte mal l'exil. Le soleil chypriote, la chaleur communicative de ses compatriotes méditerranéens, les bains de foule, l'exercice du pouvoir auquel il demeure viscéralement attaché, lui manquent visiblement. Derrière la fenêtre de l'appartement qu'il occupe dans un grand hôtel londonien, il contemple, avec un regard empreint d'une profonde tristesse, la grille d'une ville baignée par une interminable pluie fine.

(Lire la suite page 3.)

La prise d'otages de La Haye

Le départ du commando japonais se prépare sur l'aérodrome de Schiphol

Un dénouement paraissait s'annoncer ce mardi 17 septembre en fin de matinée à La Haye où, neuf otages, dont l'ambassadeur de France aux Pays-Bas, M. Jacques Senard, restaient détenus depuis quatre jours par trois terroristes japonais. La direction de l'aéroport de Schiphol annonçait en effet que le commando des Japonais pourrait arriver « très prochainement » à l'aérodrome, où étaient prises de nouvelles mesures de sécurité et qui allait, dit-on, être incessamment fermé au trafic. Simultanément, l'autoroute reliant La Haye à l'aéroport était dégagée. Peu après on annonçait que le commando quitterait l'embassade vers 15 heures.

Toujours selon la direction de l'aéroport, le commando et ses otages seraient dirigés vers le Boeing-707 garé à environ 3 kilomètres à l'est de la tour de contrôle. On ignorait encore tout, cependant, des modalités de l'échange. Le Japonais Furuya n'avait pas quitté, pour sa part, le Mytore-30 rangé près des bâtiments de l'aéroport et où il demeure sous la garde des policiers français.

Selon l'agence japonaise Kyodo, qui se réfère à des milieux proches de l'Armée rouge japonaise à Beyrouth, des éléments de la résistance palestinienne s'efforceraient de trouver un pays qui accepterait de recevoir le commando de La Haye. D'après les mêmes sources, le Yémen du Sud serait la destination la plus probable. Kyodo évoque d'autre part la possibilité de nouvelles opérations qui pourraient être entreprises par l'Armée rouge japonaise en fonction de la manière dont se termine la prise d'otages de La Haye.

À Paris, le premier ministre, M. Jacques Chirac, a renoncé en raison de l'affaire de La Haye à inaugurer ce mardi après-midi la nouvelle salle du Palais de la découverte consacrée à l'homme et son alimentation. Il a rencontré M. Giscard d'Estaing en fin de matinée en compagnie de M. Pompidou. Celui-ci avait reçu dans la nuit M. de Marenches, directeur général du SDRCE.

À Tokyo, le ministre japonais des affaires étrangères, M. Toshio Kimura, a donné instruction aux ambassadeurs du Japon à Paris et à La Haye de présenter aux gouvernements français et néerlandais les regrets du peuple japonais pour la prise d'otages dont leurs ressortissants ont été victimes.

(Lire nos informations page 2.)

UN COLLOQUE MONDIAL A LA SORBONNE

Biologie et devenir de l'homme

Les questions que soulèvent les finalités et les conséquences du progrès scientifique se posent de manière sans cesse plus aiguë. Et les réponses ne reposent pas seulement sur des informations parcelaires ou des critères désuets, d'ordre dogmatique.

Afin de définir les modalités des décisions communautaires qui conditionnent le destin de l'humanité, et

de mettre en évidence les données scientifiques qui devraient inspirer ces décisions, les universités de Paris ont pris l'initiative, au travers de leur chancellerie, d'organiser un colloque mondial sur le thème « Biologie et devenir de l'homme ». — Nouveaux pouvoirs de la science, nouveaux devoirs de l'homme.

Ce colloque, qui réunira à la Sorbonne, du 18 au 24 septembre, cent cinquante personnalités, appartenant à trente-six nations, et comptant plusieurs titulaires du prix Nobel, devrait permettre de jeter les bases d'un « mouvement universel de la responsabilité scientifique », qui, en permanence, enregistrerait, en toute objectivité, les progrès de la connaissance dans ses nécessaires relations avec les pouvoirs, l'éthique, et la « conscience d'une morale de la planète ».

Le recteur Robert Mallet et le professeur Jean Bernard expliquent les motifs et la portée de cette initiative, à laquelle des gouvernements et les plus importantes organisations à vocation internationale, de l'UNESCO au mouvement Pugwash et au Club de Rome, portent un intérêt considérable.

(Lire page 21.)

3 grands romans

JULLIARD

MICHEL BATAILLE

soleil secret

VLADIMIR POZNER

mal de lune

ADRIEN SALMIERI

chronique des morts

AU JOUR LE JOUR

Depuis qu'il a brisé la cocotte de son affiche électorale, M. Giscard d'Estaing s'est livré, aux yeux étonnés des Français, à un étrange ballet de la séduction.

Cependant, ce petit matin de ce premier bal, la modestie des sonnettes éclaire une France aux yeux cernés, avec dans le regard cette désillusion triste des jeunes filles charmées mais pas convaincues.

Peut-être parce que, malgré

LES VIOLONS DU BAL

les changements promis et les promesses accomplies, le prix de la lettre d'amour est passé de 50 à 30 centimes. Peut-être parce que le séducteur semble vouloir justifier un style plus qu'une politique. Peut-être parce qu'il ressemble un peu trop à un poster et que ce n'est pas de son âge.

Peut-être, enfin, parce qu'il regarde trop au fond des yeux pour qu'on lise dans les siens.

BERNARD CHAPUIS.

EUROPE

LA PRISE D'OTAGES A L'AMBASSADE DE FRANCE A LA HAYE

Chacun donne des signes de nervosité

La Haye. — Au petit matin, le ministre de la justice, M. Van Agt, qui dirige les opérations avec son collègue de l'intérieur et sous la conduite du premier ministre, a fait une courte visite à l'ambassade américaine, proche du bâtiment où se déroule le drame. Là, un poste de commandement avancé a été installé. En sortant, M. Van Agt déclarait que les négociations avaient « peu avancé » et confirmait que la situation n'avait pratiquement pas évolué depuis la libération des deux jeunes femmes, dans la nuit de dimanche à lundi. M. Den Uyl lui-même, la veille, avait indiqué qu'il y avait encore « quelques points de divergence difficiles à résoudre » entre les négociateurs néerlandais et les japonais, ce qui, selon lui, rendait tout événement impossible pour le moment.

De notre correspondant

La nervosité, de part et d'autre, reste grande. Les Japonais ont ainsi exigé lundi après-midi que la porte et les fenêtres du studio local de la télévision néerlandaise — qui se trouve pratiquement en face de l'ambassade — soient fermées, car le va-et-vient des journalistes les agace. Un autre exemple d'énervement a été donné par un policier néerlandais qui, ayant vu apparaître une voiture à la vitre d'une voiture passant à grande vitesse et entendu une sorte de cliquetis, crut qu'on tirait sur lui. Plus tard, ses collègues n'ont trouvé aucune balle ni impact de balle dans les environs.

plein air sur la place à côté de l'ambassade — ont été concentrés dans le quartier.

A l'aéroport, un équipage néerlandais, mis à la disposition des autorités par la compagnie des charters Transavia, a essayé lundi après-midi, le Boeing 707 d'Air France, qui n'a pas exactement les mêmes commandes de vol que les appareils de la société néerlandaise.

Yutaka Furuya, cependant, est toujours jalousement gardé par les agents de la sûreté française dans un des mystères 20 venus de Paris. Dès samedi, un « nippologue » néerlandais, le professeur De Vos, l'a reconquis à la demande des autorités. Furuya lui aurait déclaré que « ses camarades de La Haye avaient été exécutés leur mission (la prise d'otages) avec plus de vigueur, qu'il a eu la mort d'un certain nombre de personnes ». Le professeur De Vos a caractérisé Furuya comme « un fanatique amoral ».

En raison des événements, l'ouverture de l'année parlementaire par la reine Juliana, ce mardi matin, a été privée du faste habituel. Le « carrosse d'or » était remplacé par de simples voitures fermées et les dignitaires avaient été priés de venir en tenue de ville et non en queue-de-pie ou en uniforme de gala. « Tout sera très sobre », avait décidé le gouvernement.

PHILIP FRERIKS.

QUATRE DES OTAGES APPARTIENNENT A LA COMPAGNIE TOTAL

Quatre des otages détenus à l'ambassade de France à La Haye appartiennent au groupe Compagnie française des pétroles Total, apprend-on de bonne source. Il s'agit, croit-on, de M. Jacques Desbès, directeur des relations extérieures commerciales de la C.F.P., Roux-Buisson, directeur général de la raffinerie de Flessingue, Willem Hendrik Grootenboer, directeur général de Total-Hollande, et Decock, administrateur de Total-Hollande.

LE DIRECTEUR DU S.D.E.C.E. S'ENTRETIENT AVEC M. PONIAKOWSKI

Au cours de la nuit du 16 au 17 septembre, le directeur du Service de documentation, d'étude et de contre-espionnage (S.D.E.C.E.), s'est entretenu longuement des événements de La Haye, avec M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur. Il est arrivé à 1 heure du matin place Beauvau accompagné de deux de ses collaborateurs, M. Faure-Berthelin, directeur adjoint du S.D.E.C.E. et le général de brigade Jean-Louis Lacaze, directeur de la recherche. M. Robert Fandraud, directeur adjoint du cabinet de M. Poniatowski, assistait également à l'entretien.

MESURES DE SÉCURITÉ SUR TOUS LES AÉROPORTS FRANÇAIS

Les mesures de sécurité ont été renforcées sur tous les aéroports français depuis le 13 septembre. Les effectifs de la police et de la gendarmerie de l'air ont été placés en état d'alerte, notamment sur les trois aéroports parisiens : Orly, Roissy-en-France et Le Bourget. Les mouvements des personnels de service dans les différentes installations des aéroports sont strictement surveillés, le contrôle des passagers a également été renforcé.

Dans son discours du trône

LA REINE JULIANA ANNONCE QUE LES FORCES DE POLICE SERONT ACCRUES

La Haye (A.F.P.). — La reine Juliana a annoncé le mardi 17 septembre, dans son discours du trône marquant l'ouverture des états généraux, que « les forces de police seront sensiblement accrues et mieux équipées » pour faire face au problème posé par l'accroissement de la violence dans le pays.

Evénement qui a conduit la Communauté européenne, la reine Juliana a indiqué que le fonctionnement souvent décevant de l'institution ne doit pas faire oublier pour autant qu'elle constitue un élément indispensable pour assurer le bien-être et la prospérité des citoyens.

LES NÉGOCIATIONS

Lundi 16 septembre

Au milieu de l'après-midi, le premier ministre néerlandais, M. Den Uyl, déclare au cours d'une conférence de presse consacrée au budget que les négociations avec le commando japonais sont « extrêmement difficiles ». Nous avons affaire à des personnes qui commencent à donner des signes d'épuisement et dont les réactions peuvent être imprévisibles. Nous avons besoin d'une solution, mais tout reste encore incertain », précise-t-il.

A Orly, les autorités françaises renforcent les consignes de sécurité. 15 heures. La compagnie de charters Transavia annonce que l'un de ses cinq équipages s'est porté volontaire pour piloter le Boeing-707 français destiné à évacuer le commando japonais.

16 h. 30. — Le Boeing-707 d'Air France effectue un vol d'essai d'une heure.

16 h. 40. — Un paquet est déposé sous la fenêtre de l'ambassade de France. Il s'agit, selon la police, d'aliments pour l'un des prisonniers diaboliques.

18 h. 12. — La radio néerlandaise a annoncé que Furuya a inspecté le Boeing français, puis a téléphoné aux hommes retranchés dans l'ambassade.

20 h. 2. — « Certains points des pourparlers avec le commando japonais sont encore impossibles à régler », déclare le premier ministre néerlandais, M. Joop Den Uyl.

20 h. 30. — Un second paquet est déposé sous les fenêtres de l'ambassade de France. Il s'agit de médicaments.

Mardi 17 septembre

5 h. 30. — Un porte-parole du ministère néerlandais de la justice annonce que les négociations se poursuivent, mais qu'elles ont « peu avancé ». Sur l'aérodrome de Schiphol, le Boeing-707 et son équipage, composé d'un de deux Néerlandais et d'un Britannique, sont en attente dans un épais brouillard.

Dans la nuit, le directeur du contre-espionnage français, M. Alexandre de Marenches, a conféré pendant une heure avec le ministre de l'Intérieur, M. Poniatowski.

1 h. 40. Yutaka Furuya est transféré du mystère-20 dans lequel il était gardé depuis samedi sur l'aérodrome de Schiphol par les policiers français dans le second appareil français du même type. Les caches-radios des deux appareils sont restés.

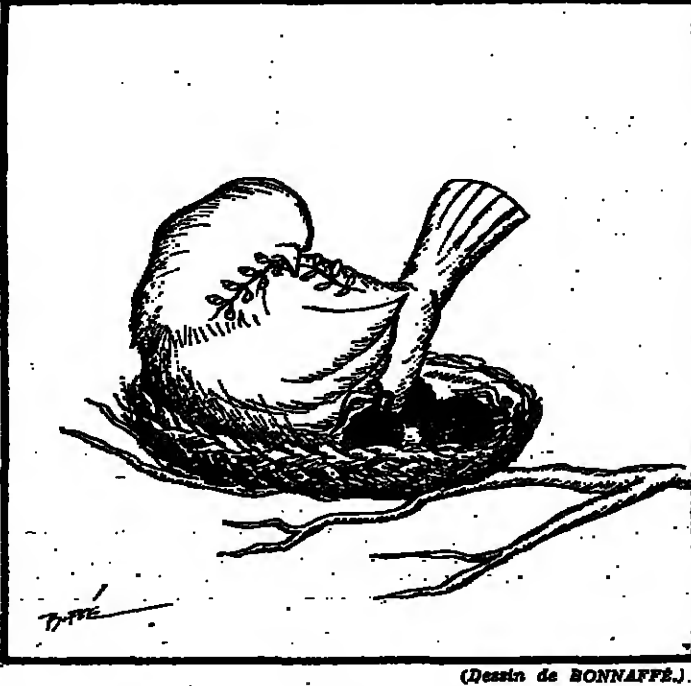
LA DESTINÉE DES OTAGES EST ENTRE NOS MAINS

affirme à Damas un communiqué de l'Armée rouge japonaise

Dans un second communiqué remis le lundi 16 septembre au bureau de l'agence Reuter à Damas et adressé aux « impérialistes japonais, néerlandais et japonais », l'Armée rouge japonaise déclare notamment :

« Si les exigences de nos camarades ne sont pas remplies, vous porterez la responsabilité de toutes les conséquences. Les vies des otages sont protégées par nos camarades, mais leur destinée est entre nos mains et dépend de la satisfaction de nos demandes. Vous avez un libre choix, mais nous sommes déterminés à mourir pour la justice et la liberté. Nous avons toujours été ainsi. Vous le savez toujours maintenant et continuerez à l'être ».

Le communiqué accuse « les impérialistes japonais, qui sont les alliés du système » de vouloir tromper l'opinion publique française « en repoussant la responsabilité sur les impérialistes néerlandais, qui sont aussi et uniquement des proches alliés des japonais, en envoyant notre camarade Furuya en Hollande et en évacuant ainsi le problème du territoire français ».



(Dessin de BONNAFFÉ.)

LES « NEUF » ASSURENT LA GRÈCE ET LE PORTUGAL DE LEUR APPUI

Au cours d'un dîner « privé », qui s'est terminé vers minuit trente, les ministres des affaires étrangères de l'Europe des Neuf ont repris, lundi 16 septembre, la discussion de la relation européenne commencée l'avant-veille par les chefs d'Etat et de gouvernement. Rien n'a filtré de cette discussion et, comme celle de samedi, auxqueltes, cette fois, les ministres des affaires étrangères seront conviés.

Dans une conférence de presse, le chancelier d'Allemagne fédérale, M. Schmidt, a déclaré que le dîner de l'Europe des Neuf avait « sous cette forme légère et ouverte été très utile ». Enumérant les thèmes abordés par lui-même, il a insisté sur le fait que les problèmes institutionnels n'étaient pas au centre de ses préoccupations.

« Les Neuf ont adopté une « communication » dans laquelle il se « félicite » de la restauration en Grèce des libertés individuelles et politiques, et approuve les efforts pour la démocratie dans le gouvernement de M. Constantinos. Le texte des Neuf pour le gouvernement de M. Constantinos a été transmis par le gouvernement grec de manière rapide et efficace à son terme le processus de démocratisation en cours, les premières mesures prises à cet effet et, tout particulièrement, le rétablissement de la Constitution démocratique de 1952 doivent à leurs yeux permettre à la Grèce de reprendre le plus tôt possible sa place dans l'Europe démocratique et notamment au sein du Conseil de l'Europe. Les Neuf, pour ce qui les concerne, demandent aux instances compétentes du Conseil de l'Europe de prendre les initiatives nécessaires à la réalisation de cet objectif ».

CHYPRE : dans une autre « communication », les Neuf déclarent la persistance à Chypre d'une « situation humanitaire douloureuse et politiquement dangereuse » continue de les préoccuper. Rappelant que la Grèce, la Turquie et Chypre sont associées à la C.E.E., les Neuf attirent l'attention sur le sort des réfugiés (que la Communauté aide) et demandent aux parties en cause « un geste de nature à amorcer une solution de ce problème ». Les Neuf rappellent enfin que la négociation est « la seule voie qui permette de ramener la paix et d'aboutir à une solution équitable pour toutes les parties ». Les Neuf ont considéré à cet égard que les contacts établis entre les représentants des deux communautés de l'île ont ouvert le chemin à une négociation de compréhension et d'entente réciproques et, avec l'appui des autres parties concernées, au rétablissement de la paix et à la stabilité de l'île.

GRÈCE : les Neuf ont adopté une « communication » dans laquelle il se « félicite » de la restauration en Grèce des libertés individuelles et politiques, et approuve les efforts pour la démocratie dans le gouvernement de M. Constantinos. Le texte des Neuf pour le gouvernement de M. Constantinos a été transmis par le gouvernement grec de manière rapide et efficace à son terme le processus de démocratisation en cours, les premières mesures prises à cet effet et, tout particulièrement, le rétablissement de la Constitution démocratique de 1952 doivent à leurs yeux permettre à la Grèce de reprendre le plus tôt possible sa place dans l'Europe démocratique et notamment au sein du Conseil de l'Europe. Les Neuf, pour ce qui les concerne, demandent aux instances compétentes du Conseil de l'Europe de prendre les initiatives nécessaires à la réalisation de cet objectif ».

CHYPRE : dans une autre « communication », les Neuf déclarent la persistance à Chypre d'une « situation humanitaire douloureuse et politiquement dangereuse » continue de les préoccuper. Rappelant que la Grèce, la Turquie et Chypre sont associées à la C.E.E., les Neuf attirent l'attention sur le sort des réfugiés (que la Communauté aide) et demandent aux parties en cause « un geste de nature à amorcer une solution de ce problème ». Les Neuf rappellent enfin que la négociation est « la seule voie qui permette de ramener la paix et d'aboutir à une solution équitable pour toutes les parties ». Les Neuf ont considéré à cet égard que les contacts établis entre les représentants des deux communautés de l'île ont ouvert le chemin à une négociation de compréhension et d'entente réciproques et, avec l'appui des autres parties concernées, au rétablissement de la paix et à la stabilité de l'île.

« Ce roman est impressionnant, car on y apprend ce que fut réellement la guerre... Lisez-le, si vous en avez la possibilité. »

SOLJENITSYNE

PRESSES DE LA CITE

Grande-Bretagne

Dans son manifeste électoral le parti travailliste s'engage à respecter un vote populaire sur l'adhésion du pays à la Communauté

De notre correspondant

Londres. — Les travaillistes ont publié, le lundi 16 septembre, leur manifeste intitulé : « La Grande-Bretagne, vaincue avec le Labour », mais M. Wilson n'a toujours pas révélé officiellement la date des élections (sans doute le 10 octobre).

Victimes d'une fuite embarrassante, les conservateurs avaient dû le semaine dernière publier prématurément leur programme électoral. Le Labour a pu choisir le moment le plus approprié : il semble pas, cependant, que son manifeste doive créer de sensation. A la télévision, qui est pour les millions de citoyens le principal moyen d'information, le programme travailliste n'a été mentionné lundi soir qu'à la troisième place après les événements de l'ouragan et le remboursement promis à des dizaines de milliers de familles qui ont dû annuler leurs vacances lorsqu'une grande agence de voyages a réouvert fermée ses portes. Il est vrai que le gouvernement Wilson a déjà inondé le public de promesses électorales avec la publication de toutes une série de livres blancs auxquels le manifeste ne saurait plus ajouter grand-chose.

Les conservateurs ont placé la lutte contre l'inflation au centre de leur programme. Les libéraux ne vont pas manquer d'en faire autant en publiant leur propre manifeste de mardi. Le Labour s'échappe pas à la règle et communique, lui aussi, par présenter quelques perspectives économiques assez sombres et affirmer, à son tour, que la Grande-Bretagne fait face à la crise « la plus grave depuis la guerre ». Les trois prochaines années seront donc « assez difficiles ». Le programme ne propose pas de « solution miracle », mais il s'efforce de convaincre les électeurs que « la tempête sera surmontée » grâce à un « contrat social » conclu entre le gouvernement travailliste et les syndicats.

Un programme de nationalisations un peu allégué

Bien peu de citoyens, à vrai dire, sont convaincus que ce contrat par lequel les Trade Unions promettent de modérer leurs revendications de salaires sera scrupuleusement respecté une fois passé le cap électoral. Mais beaucoup d'électeurs se disent sans doute que si M. Heath revient au pouvoir, la rébellion syndicale sera plus dangereuse que les aventures, alors qu'avait M. Wilson le déclin économique

se poursuivra peut-être autant, mais de façon moins brutale. Le « contrat social » est présenté comme une façon d'unir le peuple britannique en instaurant plus de justice sociale. Les dirigeants travaillistes affirment qu'ils sont seuls qualifiés pour cette tâche, car un gouvernement travailliste marquerait le retour à une politique de « confrontation » avec la classe ouvrière qui compterait bientôt des millions de chômeurs. Mais cette promesse de reconstruction sociale est contredite par un passage du manifeste qui affirme que la « philosophie » du travaillisme est absolument incompatible avec celle des autres partis, parce qu'elle vise à une transformation fondamentale de la société.

Le résultat proposé à l'inflation et au chômage n'est pas de nature à apaiser tous les esprits. Une fois de plus, le Labour compte sur les nationalisations pour « résoudre » l'industrie. A cet égard, il semble bien que les porte-parole de la gauche soient parvenus à maintenir la plupart de leurs thèses. Le programme réaffirme en effet l'intention de faire entrer dans le secteur public les terrains à bâtir, la construction navale, les ports, l'exploitation des minerais et l'industrie aéronautique. Il est vrai que, à la différence du manifeste paru avant les élections de février dernier, les banques et les compagnies d'assurances ne sont plus directement menacées de nationalisation. Il est cependant question de prendre des mesures qui leur permettraient de financer une « meilleure contribution à l'économie nationale ». D'autre part, un gouvernement du Labour compterait toujours créer un « conseil national d'emploi » chargé d'étendre l'intervention de l'Etat dans l'économie par l'acquisition partielle ou totale de « firmes profitables » qui ne sont plus précisément définies.

Le manifeste travailliste condamne de façon totale et catégorique l'idée d'une coalition gouvernementale avec les libéraux ou les conservateurs. Le document déclare qu'il s'agit là d'une « farce cruelle ». M. Wilson lui-même, en présentant le programme à la presse, a déclaré que l'alliance quiconque entre les partis ne pourrait mener ou à l'impuissance et à la confusion. Jusqu'à présent, d'ailleurs, le chef travailliste n'a jamais cessé de s'efforcer de présenter la situation absolue aux prochaines élections, il préférerait un gouvernement conservateur à tout autre combinaison possible.

Ce sont, toutefois, les passages du manifeste consacrés au Marché commun qui ont, pour autant que l'on sache, provoqué les controverses les plus vives de la réunion commune du cabinet et de la direction du parti chargée d'approuver la version finale du document. Un nouveau gouvernement du Labour s'engagerait fermement à « donner la parole au peuple » dans douze mois au plus tard. Pour la première fois, aussi, il est précisé que le vote populaire ne serait pas simplement « consultatif », mais qu'il lierait le gouvernement. C'est un paradoxe dans la mesure où les adversaires de la Communauté ont toujours prétendu défendre « la souveraineté de Westminster contre la bureaucratie de Bruxelles », alors que le référendum ne manquerait pas de réduire cette souveraineté du Parlement de Londres et lui imposer les décisions d'un vote populaire. Certains dirigeants modérés, et notamment le ministre de l'Intérieur, M. Jenkins, ont tenté d'observer qu'une telle attitude pourrait conduire à un conflit constitutionnel. Interrogé sur ce point, M. Wilson a déclaré qu'il ne voit « aucune étrangeté » dans laquelle le verdict des citoyens et celui du Parlement pourraient se trouver en contradiction lorsqu'il s'agit de savoir si la Grande-Bretagne doit rester dans le Marché commun ou en sortir.

Le manifeste du Labour souligne qu'il est encore trop tôt pour juger des résultats probables de la re-négociation du contrat britannique avec la Communauté. En fait, il est clair pour l'instant que les adversaires les plus résistants du Marché commun (c'est-à-dire le ministre du travail, M. Foot, et celui du commerce, M. Shore) ne seront satisfaits par aucun accord avec les huit, tandis que les modérés du cabinet travailliste seraient sans doute prêts à résister au sein de la Communauté, même si les revendications britanniques n'étaient pas entièrement satisfaites.

Quant au secrétaire au Foreign Office, M. Callaghan, il a, comme bien souvent, laissé son auditoire perplexe en annonçant d'abord que les partenaires confédéraux commenceraient à se montrer plus accommodants pour ajouter ensuite que la politique agricole commune « tombe d'elle-même en morceaux, sans même que nous ayons à la pousser ».

JEAN WETZ.

VICTOR NEKRASSOV

Dans les tranchées de Stalingrad

« Ce roman est impressionnant, car on y apprend ce que fut réellement la guerre... Lisez-le, si vous en avez la possibilité. »

SOLJENITSYNE

PRESSES DE LA CITE

UN ENTRETIEN

No disposition combler trop d'ennemis...

Le rôle de la C.E.A.

EUROPE

Chypre

UN ENTRETIEN AVEC Mgr MAKARIOS

(Suite de la première page.)

La silhouette qui se détache de la pénombre n'est pas, cependant, celle d'un homme brisé. Grand, svelte, la taille bien prise, la stature rendue plus imposante par la longue soutane bleu marine, la tête légèrement relevée, la barbe grisonnante bien plantée, il a l'allure d'un patriarche sûr de lui, habitué à se faire obéir.

Chypriote de Chypre depuis un quart de siècle, président depuis quatre ans, il n'a plus autour de lui qu'une poignée de fidèles : un aide de camp, l'ancien chef des services de sécurité, ainsi que M. Patrocles Stavrou, secrétaire d'Etat auprès du président, son homme de confiance depuis toujours. Mgr Makarios est, cependant, un homme seul. Ne se liant à personne, il se lève à l'aube pour lire les journaux, les lettres et les rapports qu'il annota de sa main. Il rédige ou dicte son courrier à une secrétaire, que lui « prête » quelques heures par jour le haut commissaire chypriote à Londres. Refusant toute aide financière du gouvernement de Nicosie, il vit frugalement grâce à des subsides provenant de « sources privées », vraisemblablement grâce à de riches hommes d'affaires avec lesquels il entretient des relations personnelles.

« Ma disparition comblerait d'aise trop d'ennemis... »

Quatre hommes, deux « barbouzes » chypriotes et deux agents de Scotland Yard, se relaient jour et nuit aux portes de son appartement pour veiller à sa sécurité. Le chef de l'Etat chypriote, se rend compte que sa vie est en danger. « Ma disparition comblerait d'aise trop d'ennemis, locaux ou étrangers, pour qu'il n'en soit pas ainsi », nous dit-il en anglais d'une voix monocorde. Assis au bord d'un fauteuil de style, le buste raidi, les genoux serrés, en apparence très calme, il exhale quelque peu son émotion en aspirant profondément la fumée qui se dégage d'une cigarette. Il évoque les multiples tentatives d'assassinat perpétrées ces dernières années par des membres de l'organisation terroriste EOKA-B et auxquelles il a échappé « miraculeusement ». Ne nous trait-il pas dès lors une fatale imprudence en rentrant à Chypre ?

« Je ne le pense pas », répond-il. M. Stavrou (le vice-président et ministre des affaires étrangères de Grèce), que j'ai rencontré à Genève, m'a donné l'assurance que dans un délai de deux semaines, son gouvernement renverrait à Athènes tous les officiers grecs de la garde nationale qui ont participé au coup d'Etat dirigé contre ma personne le 15 juillet dernier. Quant aux membres chypriotes de l'EOKA-B, ils ne constituent pas vraiment un problème. Cette organisation ne compte pas plus de deux cents militants, il suffirait de neutraliser une dizaine de ses dirigeants pour qu'elle cesse d'exister. Pour l'instant, le président intermédiaire, M. Clérides, n'a pris aucune mesure draconienne contre ces terroristes, mais j'ai l'intention de lui demander d'agir à cet égard, avec célérité.

« Cependant, ne craignez-vous pas, monsieur le président, que certains membres de l'EOKA-B cherchent à se venger après les tortures qu'ils disent avoir subies dans vos prisons ? »

« Tous ces propos, complaisamment rapportés par une certaine presse, font partie de la campagne menée pour me faire disparaître de la scène », déclare-t-il. Les dirigeants de l'EOKA-B. Les dirigeants de la presse étrangère ont pu constater, à cet égard, les supercheries de M. Nicos Sampson, hôte à la tête de l'Etat par les putschistes, quand il présenta de faux témoins à la conférence de presse qu'il tint peu après le coup d'Etat du 15 juillet. L'affaire n'est pas nouvelle. L'année dernière, une commission parlementaire avait mené une enquête qui avait abouti à la conclusion que ces accusations étaient nettement exagérées.

« Sans doute dans certains cas des policiers ont-ils maltraité des terroristes lorsqu'ils les ont arrêtés. Je regrette totalement ces méthodes, mais il n'est pas toujours aisé de contrôler des individus qui, de leur propre initiative, tentent de prouver de nouveaux crimes perpétrés par des hommes qui n'hésitent pas à lancer des bombes, à attaquer des postes de police, à tuer des innocents. Comme dans le passé, je suis disposé à ouvrir les portes de mon pays à toute commission étrangère qui souhaiterait mener sa propre enquête. En tout cas, la preuve est faite que le régime d'Athènes, qui jure qu'il n'a aucun lien avec le putsch, destinés à me supprimer physiquement. Et le régime d'Athènes n'était pas le seul engagé dans cette entreprise criminelle... »

Le rôle de la C.I.A.

« Faites-vous ainsi allusion à la C.I.A. ? »

« Je ne dispose pas de preuves formelles quant à la participation active de la C.I.A. dans le complot. Mais ce dont je suis sûr, c'est que les propos que m'ont tenus l'ancien ambassadeur des Etats-Unis à Nicosie, qui était venu me rendre visite deux jours avant le coup d'Etat, ont confirmé mes soupçons : c'est que la C.I.A. était par faitement au courant de ce qui se tramait. Comment en aurait-il été autrement, alors que le général Ioannidis, commandant en chef de la garde nationale, a obtenu de me rencontrer secrètement à l'archevêché, où j'entretenais des relations avec les services de renseignements américains ? En outre, l'EOKA-B entretenait des relations directes avec la C.I.A. Nous avions intercepté, par exemple, un chèque de 33 000 dollars émis aux Etats-Unis à l'ordre de M. Dimitrios Chacoliadis, un membre dirigeant de l'EOKA-B, lequel n'a pu fournir la moindre justification pour ce mystérieux transfert de fonds.

« Pourquoi le régime d'Athènes aurait-il cherché à vous supprimer ? »

« Le général Ioannidis m'en voulait personnellement depuis 1963-1964, à l'époque où il faisait partie du contingent grec à Chypre. Par l'intermédiaire de M. Nicos Sampson, il sollicita et obtint de me rencontrer secrètement à l'archevêché, où j'entretenais des relations avec les services de renseignements américains. Il me soumit un plan comportant une attaque générale contre la communauté turque de l'île, ce qui permettrait de réaliser l'union. Je refusai avec indignation son projet. Mais l'ancien « homme fort » du régime d'Athènes n'était pas seul dans la conspiration montée contre moi en juillet dernier. J'accuse formellement, car j'en ai la preuve, l'actuel chef de l'Etat, le général Ghizikis, les généraux Bonanos et

Georgiades, qui occupaient respectivement les postes de chef de l'Etat-major général des forces armées et de commandant en chef de l'armée de terre, ainsi que le colonel Spanos, l'adjoint du général Ioannidis. J'ai donc donné le feu vert ou participé au putsch du 15 juillet.

« Les généraux d'Athènes avaient de multiples raisons pour me supprimer. Ils voulaient éliminer à Chypre leur système dictatorial ; ils estimaient que le gouvernement de Nicosie devait nécessairement recourir aux instructions du « centre ethnique ». Athènes ; ils cherchaient encore à saboter les négociations intercommunautaires, car celles-ci avaient une chance d'aboutir à un accord qui aurait consolidé notre autonomie vis-à-vis de la Grèce. Or, ils ne pouvaient attendre aucun de ces objectifs sans écartier l'obstacle que je constituais à leurs yeux.

« Ne croyez-vous pas que vous les ayez provoqués en exigeant, par votre lettre du 3 juillet, le retrait immédiat de tous les officiers grecs qui encadraient la garde nationale chypriote ? »

« Sans doute ma lettre a-t-elle accéléré un processus déjà engagé. Le coup d'Etat aurait eu lieu, en tout cas, mais peut-être deux ou trois mois plus tard. Je n'avais décidé de demander le rappel des officiers grecs qu'après avoir eu entre les mains des documents démontrant, sans contestation, la culpabilité des dirigeants et des militaires grecs dans les complots tramés par l'EOKA-B. En outre, je n'étais pas sûr de la sincérité des assurances d'Athènes des menées subversives des officiers grecs. Chaque fois, cependant, le général Ghizikis se refusait de ne pouvoir prendre des sanctions, faute de preuves.

Or cette fois-ci je détenais les preuves et je n'allais pas m'en priver.

« Les dirigeants d'Athènes et ceux de Washington ne vous reprochaient-ils pas encore votre neutralisme en politique étrangère et votre complaisance à l'égard du parti communiste Akel ? »

« Oui, certaines puissances étrangères estimaient que Chypre glissait vers la gauche. Les dirigeants grecs se plaignaient de mon attitude à l'égard de l'Akel. Je leur expliquais inlassablement que je ne soutenais pas ce parti, mais que je bénéficiais de son appui.

« Quant à ma politique étrangère, personne ne s'en est jamais plaint », explique-t-il. Trois interrogés M. Kissinger lors d'un récent entretien et il m'a répondu que Washington n'avait aucun reproche à me faire à ce sujet.

« Les Américains n'étaient peut-être pas contents de votre attitude à l'égard de la question de Chypre, attitude qui alimentait les guerres gréco-turques... »

« M. Kissinger m'a dit à ce propos que toute solution acceptable par les parties concernées était également par son gouvernement. Mais je suppose qu'en réalité les Américains préféraient le partage de l'île, un double Enosis qui rattacherait les deux tronçons de mon pays à la Grèce et à la Turquie. Chypre deviendrait ainsi partie intégrante de l'OTAN. Les Etats-Unis pourraient établir leurs propres bases sur l'île. Washington craint vraisemblablement que, pour des raisons financières, la Grande-Bretagne ne décide un jour prochain d'abandonner ses bases, lesquelles ne sont pas cessibles à des tiers puissances... »

« Mgr Makarios s'anime. Le défilé de la parole s'accélère. Il poursuit : « Je ne suis pas content, mais

L'attitude équivoque de l'U.R.S.S.

« Juges-vous la politique soviétique dans la crise chypriote plus satisfaisante que celle de la Grande-Bretagne ? »

« J'apprécie l'utilité de certaines propositions soviétiques. L'attitude de Moscou est amicale, mais plutôt équivoque à l'égard de la Turquie. Pratiquement, les Russes ne prennent aucune position. Mais peuvent-ils faire davantage, compte tenu du caractère international et de leurs intérêts dans la région ? Il en va de même pour la France et la Communauté européenne, auxquelles va toute ma gratitude pour leur soutien au sein des Nations unies, de la C.E.E. et du Conseil de l'Europe.

« Quel type de règlement de la question chypriote accepteriez-vous ? »

« J'ai modifié mes positions à ce sujet. J'ai abandonné l'idée d'un système centralisé dans lequel la communauté turque bénéficierait d'une certaine autonomie en rapport avec son importance numérique. Je suis disposé aujourd'hui, tout comme le gouvernement d'Athènes, à envisager la création d'une fédération fonctionnelle, c'est-à-dire administrative, en maintenant telle quelle l'implantation des deux communautés. Mais je demeure résolument hostile à une fédération géographique, en d'autres termes, fondée sur l'échange de populations et le partage territorial. Une telle situation porterait atteinte à l'ordre constitutionnel, à l'intégrité de Chypre, et constituerait une étape vers la sécession.

« Le rapport des forces actuel ne permettrait peut-être pas une autre solution que le partage... »

« Je n'accepterai pas de dictat. Pas plus M. Caramanlis. Ce dernier dispose des moyens de pression. Il a déjà retiré la Grèce de l'organisation militaire de l'OTAN. Il n'est pas exclu qu'il prenne d'autres mesures pour inciter à l'action les Etats-Unis, la seule puissance qui peut exercer des pressions sur la Turquie. »

« Mgr Makarios revient sur le coup d'Etat du 15 juillet et sur son évocation, qui lui a seule permis d'avoir la vie sauve. Il avait quitté son palais en traversant le pont par l'unique chemin qui n'avait pas encore été bloqué par les chars et les blindés des putschistes. Ayant atteint, à pied, la localité de Strovolos, il recourut à l'auto-stop. La première voiture, pour enfants handicapés, tomba en panne sèche quelques minutes plus tard. Le second véhicule qu'il emprunta le

pas du tout, de la politique des Américains depuis le début de cette crise. Ils auraient pu empêcher les Turcs d'envahir Chypre, mais ils ne l'ont pas fait. Ils auraient pu interdire aux troupes d'Ankara de poursuivre leur avance, mais ils s'en sont abstenus. Au lendemain de la reprise de l'offensive turque, après l'échec de la conférence de Genève, Washington a publié un communiqué soutenant la politique d'Ankara. Pour me rassurer, M. Kissinger m'a dit qu'il essayait dans les coulisses pour modérer le comportement du gouvernement de M. Ecevit. A en juger par les résultats, c'est plutôt le contraire qui s'est produit. Les moyens de pression de Washington sur Ankara sont multiples et puissants, et personne ne me convaincra que M. Kissinger est à ce point impuissant.

« Pourtant, les Américains vous reconnaissent comme étant le président légitime de Chypre... »

« C'est vrai. Mais ils ne peuvent faire autrement. Ils connaissent l'étendue de ma popularité dans l'île.

« Êtes-vous, en revanche, satisfait de l'attitude du Royaume-Uni ? »

« Elle est amicale mais passive. La Grande-Bretagne est l'une des puissances garantes de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de Chypre. Mais elle demeure les bras croisés face à l'agression turque. Elle ne prend aucune initiative. Peut-être les Anglais préfèrent-ils traiter avec un homme comme M. Clérides, dont l'attitude conciliante dans les présentes négociations est très appréciée à Londres et ailleurs. M. Clérides a également toute mon estime. D'ailleurs, je ne veux pas participer aux négociations intercommunautaires. Je ne suis pas le chef de la communauté grecque, mais le président de tous les Chypriotes.

ERIC ROULEAU.

conduisit d'abord au monastère de Kykkos, ensuite à Paphos, où il m'attendait. Je suis allé à l'hôtel, mais j'ai pu assister à sa mort. « Je n'ai pas assisté à mes funérailles, ajoute-t-il en riant, mais j'ai eu le rare privilège de lire les nombreux articles nécrologiques qui m'ont été consacrés dans la presse internationale. Pour la première fois, j'ai ressenti l'extrême bonheur d'être bien vivant... »

« Avez-vous jamais le bonheur de reprendre la place à la tête de l'Etat chypriote ? Il le croit, avec une optimisme sans faille. « Je reviendrai, répète-t-il, car je sais que la quasi-totalité des Chypriotes le souhaitent ardemment. »

Enfin, des dictionnaires pour bien parler et bien écrire le français d'aujourd'hui.

- « Le dictionnaire des synonymes ». 30 000 mots pour apprécier toute la richesse de la langue et trouver le mot juste. 486 pp. 54 F.
- « Le dictionnaire des analogies ». Pour passer avec facilité d'un mot à l'autre, d'une idée à l'autre. 640 pp. 50 F.
- « Le dictionnaire des citations françaises ». 16 000 citations de 900 auteurs classiques et modernes, pour illustrer brillamment vos idées. 1624 pp. 56 F.
- « Le dictionnaire des difficultés du français ». Les réponses à 30 000 questions sur l'orthographe, la prononciation, la construction grammaticale ; le sens de 10 000 mots. 878 pp. 56 F.
- « Le dictionnaire étymologique du français ». 40 000 mots, de leur origine à leur signification actuelle, pour faire revivre l'évolution de la langue. 846 pp. 56 F.
- « Le dictionnaire des mots nouveaux ». Le premier répertoire de mots français ou techniques, récemment admis dans le vocabulaire contemporain. 594 pp. 54 F.

Choisissez à l'essai celui ou ceux correspondant à vos besoins spécifiques.

Bon de commande à l'essai

Veuillez m'adresser, franco de port et d'emballage, les nouveaux dictionnaires du français contemporain suivants :

☐ SYNONYMES 54 F ☐ ANALOGIES 50 F ☐ CITATIONS 56 F

☐ DIFFICULTES 56 F ☐ ETYMOLOGIES 56 F ☐ MOTS NOUVEAUX 54 F

Ci-joint, à l'ordre des Editions du Cap, la somme correspondante de _____ F.

Il est expressément convenu que si, au bout de 10 jours, je vous retourne tout ou partie de cette commande, je serai remboursé du montant correspondant sans discussion.

Nom _____ Prénom _____

N° et Rue _____

Code Postal _____ Ville _____

Date _____ Signature _____ US 37

à retourner aux EDITIONS DU CAP
Palais de la Scala - MONTE-CARLO.

Allemagne fédérale

LA VISITE DE M. GROMYKO A BONN

Le chancelier Schmidt se rendra à Moscou à la fin d'octobre

De notre correspondant

Bonn. — Le chancelier Schmidt et M. Genscher, ministre fédéral des affaires étrangères, se rendront à Moscou du 28 au 31 octobre : tel est apparemment le seul résultat concret de la visite de deux jours que M. Gromyko vient de faire à Bonn. Le 15 et 16 septembre, après avoir conféré avec M. Genscher tout l'après-midi de dimanche, le ministre soviétique des affaires étrangères a eu lundi un entretien de plus de deux heures avec M. Schmidt. Antérieurement, il avait rencontré M. Schöck, président de la République fédérale, qui a accepté de faire une visite officielle en U.R.S.S. à une date qui reste à déterminer.

Au cours d'une conférence de presse, M. Schmidt a affirmé que « certains progrès avaient été réalisés » dans les domaines abordés au cours des conversations. Les Soviétiques ont montré tout l'intérêt qu'ils attachaient à une conclusion rapide de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.). Le chancelier s'est déclaré convaincu que les questions encore en suspens pourraient être réglées avant la fin de cette année ou au plus tard au début de l'année prochaine. Son discours a été accueilli avec une satisfaction particulière à ce que l'inviolabilité des frontières « réclame » par les Soviétiques n'exclue pas la possibilité de changements pacifiques et négociés. Si cette condition est remplie, rien ne s'opposera, selon M. Schmidt, à l'organisation d'un « grand sommet » européen. Un succès de la C.S.C.E. aurait, selon les Allemands, une influence favorable sur le déroulement des négociations à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (O.S.C.E.).

Le problème lié à l'inclusion de Berlin dans les accords a été mentionné dans le communiqué final, qui reprend simplement la formule, désormais inévitable, sur le respect et la pleine application de l'accord de Quatre sur Berlin. Selon les Allemands, cependant, un pas en avant a été fait. M. Schmidt espère qu'une solution pourra être trouvée lors de son voyage à Moscou. L'installation de l'Office fédéral de l'environnement à Berlin-Cues est la première des mesures prises pour la réduction des voies d'accès à la ville qu'elle a provoquées ont fait l'objet d'un échange de vues entre le chancelier et son interlocuteur soviétique. Les deux sont tombés d'accord pour dire que « cette période était terminée ».

Concernant la coopération économique, les deux parties ont manifesté la volonté d'accroître les échanges commerciaux entre les deux pays. « Economiquement, nous sommes complémentaires », a déclaré M. Schmidt. « Nous avons besoin d'énergie et de matières premières, tandis que les Soviétiques sont acheteurs de biens d'équipement et de technologie. » M. Schmidt n'a pas exclu qu'un certain nombre d'accords, comme

celui de la coopération scientifique et technique, soient prêts avant la fin du mois d'octobre.

Au cours de son entretien avec M. Gromyko, M. Schmidt a particulièrement insisté sur le « regroupement des familles ». Les Allemands ne désespèrent pas d'arriver peu à peu à une solution satisfaisante pour les citoyens soviétiques d'origine allemande qui souhaitent s'installer en R.F.A. Dans l'ensemble des conversations ont eu lieu « dans une atmosphère réaliste et dans un esprit de compréhension mutuelle », indique le communiqué. M. Genscher a précisé que la République fédérale et l'U.R.S.S. voulaient « poursuivre continuellement une politique de détente ». Il restait aux experts à faire en sorte que cette bonne volonté débouche sur des résultats concrets lors du voyage du chancelier à Moscou.

DANIEL VERNET.

Union soviétique

Après l'exposition « sauvage »

TROIS JEUNES PEINTRES SONT CONDAMNÉS A QUINZE JOURS DE PRISON

Moscou (A.F.P.). — Trois des peintres soviétiques non conformistes, arrêtés le dimanche 15 septembre lors de l'exposition « sauvage » dans le banlieue de Moscou, risquent par des bulldozers, ont été condamnés le lendemain à quinze jours de prison chacun (le Monde) du 17 septembre. L'accusation : « avoir exposé des œuvres d'art « sauvages » ». Les deux principaux organisateurs de l'exposition, MM. Oscar Rabin et Vyacheslav Koudachine ont été condamnés à une amende de 20 roubles, qu'ils ont refusé de payer. En quittant la salle de prison, M. Rabin a annoncé qu'une nouvelle exposition serait présentée « au même endroit dans deux semaines ».

Le contrôle des expériences atomiques « pacifiques »

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE INVITE LES GRANDES PUISSANCES NUCLEAIRES A ACCEPTER LA PRESENCE D'OBSERVATEURS.

Vienne (Reuter, A.F.P., A.P.). — M. Sigvard Eklund, directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique, a invité lundi 16 septembre devant la conférence générale de l'Agence les cinq puissances pourvues d'armes nucléaires (Etats-Unis, Union soviétique, Chine, France et Grande-Bretagne) à « accepter volontairement des observateurs internationaux lorsqu'elles procèdent à une explosion nucléaire à des fins pacifiques ». Il a précisé qu'il était plus important que jamais que les pays industrialisés ratifient le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Il a ajouté que, « à l'heure actuelle, il n'y a pas d'autres choix que l'énergie nucléaire pour faire face à la demande croissante d'énergie dans le monde », précisant que, pour des raisons économiques, une quarantaine de pays en voie de développement étaient intéressés par la construction de centrales nucléaires.

[La déclaration de M. Eklund reflète le souci de l'A.I.E.A. et notamment des grandes puissances nucléaires, de renforcer le contrôle de l'utilisation de l'énergie atomique, en particulier depuis l'explosion à laquelle a procédé l'Inde en mai dernier. D'autre part, selon le Foreign Office, seize pays membres de l'Agence — dont la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Union soviétique — seraient tombés d'accord « sur une interprétation commune de leurs engagements dans le cadre de l'Agence » concernant les mesures de sauvegarde à observer en cas de livraisons de matière fissile à des fins pacifiques à des pays non nucléaires. La presse américaine avait fait état récemment (le Monde) du 10 septembre) de l'interruption par les Etats-Unis des livraisons d'uranium enrichi à l'Inde. Cette question ferait l'objet d'un projet de discussions entre Washington et New-Delhi.]

L'ÉVÉNEMENT

LE MÉCANISME DES PRIX DANS L'EUROPE VERTE

Des rouages grippés

HABITUELLEMENT, l'Europe verte était mise en cause pour sa mauvaise maîtrise des problèmes de la production. C'était un « fléau de lait » débordant et une montagne de beurre encombrant les frigorifiques. Puis à l'abandon, la pénurie. L'embargo sur le soja, décidé pour les mois de l'été 1973 par les États-Unis, a fait apparaître un important déficit en protéine végétale de la C.E.E. Au même moment, tout le monde craignait un manque grave de viande bovine dans la C.E.E. Quelques

mois plus tard, la situation des marchés était bouleversée. De leur côté, les agriculteurs luttaient pour obtenir un prix rémunérateur de leurs produits, n'hésitant pas à descendre dans la rue pour faire pression sur les décisions du conseil des ministres des Neuf.

Le lundi 16 septembre, ils ont une fois encore utilisé ce procédé : dans tout les États membres ils ont manifesté sous des formes diverses pour obtenir du conseil des ministres, réuni les 17 et

18 septembre, une augmentation minimum de 8 % de leurs prix garantis. En effet, leur pouvoir d'achat est littéralement « grignoté » par l'inflation : on estime dans la plupart des pays de la C.E.E. que le revenu des paysans baissera en 1974 d'un pourcentage égal à celui de l'augmentation de la vie. Mais au-delà de cette revendication « urgente », les agriculteurs en posent une autre : l'achèvement de l'Europe verte.

La mécanique même du Marché commun agricole se trouve en effet grippée par la crise

monétaire. Le principe de l'unité des prix agricoles dans la C.E.E. est misé. Les montants compensatoires imaginés pour pallier les effets des disparités de changes se sont révélés, avec l'aggravation de la crise monétaire depuis 1971, extrêmement complexes à gérer et au bout du compte dangereux pour le développement des échanges commerciaux de denrées.

Bref, une nouvelle crise grave pour le Marché commun agricole.

Les « montants compensatoires » remplissent imparfaitement leur office

Le Marché commun agricole repose sur trois piliers : l'unité de marché qui se concrétise par un prix commun dans toute la C.E.E. ; la solidarité financière, qui implique la participation de tous les États membres aux recettes et aux dépenses du Marché commun ; enfin la préférence communautaire qui est mise en œuvre par un tarif douanier commun à l'égard des pays tiers. Or ce « triple » risque d'être déséquilibré par les perturbations monétaires de ces dernières années ou par l'adhésion de nouveaux États, la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Danemark. Essentiellement pour deux raisons :

1. Le prix communautaire de chaque produit est fixé chaque année par le conseil des ministres en unités de compte (1 UC = 5,55 F). Or les prix agricoles des nouveaux membres de la C.E.E. s'écartaient de ceux de la C.E.E. : un alignement immédiat n'était pas possible. En outre, les glissements de parité, en modifiant le rapport entre l'unité de compte et les monnaies, rompent l'unité de prix.

2. La solidarité financière qui lie les partenaires européens serait ébranlée si le coût des différentes opérations variait selon les États en raison de leur dépréciation de prix.

Pour résoudre la difficulté posée par l'entrée de nouveaux partenaires dans la C.E.E., les instances communautaires ont imaginé les « montants compensatoires adhésions ». Il s'agit d'éviter que les pays de la Communauté à six soient envahis par les

denrées en provenance de trois nouveaux États où les cours des produits agricoles sont plus faibles. Le montant compensatoire sert d'« écoule » entre les deux prix. Pratiquement, elle permet à l'État dont les prix sont les plus élevés de taxer les importations et de subventionner ses exportations. À noter toutefois que le montant compensatoire est calculé sur la base du prix d'intervention et non des prix indicatifs ou des prix de marché : la politique agricole commune ne garantit, en effet, que des prix-plancher (intervention).

Un exemple : si le prix d'intervention d'un produit est de 80 unités de compte en Angleterre et de 100 en France, les exportations françaises de ce produit outre-Manche recevront un montant compensatoire de 20 U.C. Ou encore : lorsque l'Irlande vend en Italie une denrée dont le prix d'intervention est de 70 U.C. chez elle contre 100 U.C. dans la péninsule, la vente est grevée d'un montant compensatoire de 30 U.C.

Les montants compensatoires sont également appliqués aux échanges avec les pays tiers. Bref, le régime des « montants compensatoires adhésions » est relativement simple :

— le niveau de la compensation applicable à chaque produit est fixé au cours d'une même campagne ;

— l'ensemble du système est « transitoire » : il s'achève normalement le 1^{er} janvier 1978 avec la phase de « rapprochement » des économies prévues par le traité d'adhésion.

voqués des modifications dans les courants commerciaux : il s'agit dans le jargon communautaire de l'écartement des montants compensatoires. En simplifiant : les Neuf ont décidé que les montants compensatoires perçus ou octroyés par un État membre ne pourraient être supérieurs à la charge à l'importation perçue par cet État lors de ces échanges avec les pays tiers. Les prix monétaires étaient alors plus bas que les prix européens. Cette décision avait pour but de ne pas alourdir la charge du F.E.O.G.A., et de ne pas subventionner les achats sur le marché mondial. Or les cours monétaires de certaines denrées, notamment les céréales, ont dépassé les prix communautaires : il n'y a donc plus de montants compensatoires et le décalage de prix qu'ils sont censés supprimer subsiste. Un exemple : la France dont la devise se déprécie vend de plus en plus de céréales à l'Allemagne dont la monnaie révalue alors que les échanges avec l'Italie diminuent car la lire se déprécie plus que le franc.

Un autre exemple : les montants compensatoires applicables à la viande bovine irlandaise ont été au début de l'année « écrêtés » au niveau de 4 1/2 alors que le taux de dépréciation de la livre irlandaise était de 18 %. Dublin envoyait donc sur les marchés de la Communauté sa viande à un prix sensiblement inférieur aux prix d'intervention de ses partenaires.

En bref, la « roue de secours » de l'Europe verte est aussi inutilisable que le « train d'origine » sur le chemin chaotique de la crise monétaire. Les disparités de prix sont, en effet, accentuées par l'existence même des montants compensatoires. À tel point que le développement des échanges pourrait en être freiné. Or la santé du Marché commun agricole dépend pour une large part de la croissance de ces échanges.

Manipuler les « devises vertes »

Les opérateurs et l'administration en ont conscience : ils cherchent diverses solutions pour « recouper » le système mais toutes butent sur l'harmonisation des politiques monétaires des Neuf. Il reste donc aux États membres la possibilité de « manipuler » leur « devise verte ». Rien, en effet, n'empêche les Neuf de faire comme si telle ou telle monnaie était officiellement dévaluée ou révaluée, c'est-à-dire comme si une nouvelle parité avait été déclarée au Fonds monétaire international (F.M.I.).

Le conseil des ministres de la Communauté peut donc autoriser l'État dont la monnaie se déprécie — par exemple — à augmenter ses prix nationaux d'un pourcentage égal à cette dépréciation. De cette façon les montants compensatoires sont éliminés ou pour le moins sensiblement diminués. C'est ainsi que les Pays-Bas ont baissé leurs prix agricoles après avoir révalué leur « taux représentatif » en 1973. De même l'Italie a pu augmenter en 1973 et au début de 1974. On a alors parlé de réévaluation du « florin vert » et de dévaluation de la « lire verte ». Mais la France et la Grande-Bretagne se sont refusées à de telles opérations sur le « franc vert » et la « livre verte ».

Il restait donc aux Neuf à pallier les carences des montants compensatoires — un champs d'application insuffisant, la règle de l'« écrêtement », la complexité des mécanismes. Une telle entreprise est nécessaire pour éviter le démantèlement de l'Europe verte.

Cette page a été réalisée par ALAIN GRAUDO

L'écart entre les prix nationaux est supérieur à celui de 1962-1963

Le système des montants compensatoires doit permettre aux échanges agricoles de s'effectuer librement sans que les fluctuations monétaires remettent en cause les principes de l'unité des prix communautaires. L'exemple de l'évolution du prix indicatif du blé en France et en Allemagne au gré des fluctuations monétaires montre qu'il n'en est pas tout à fait ainsi :

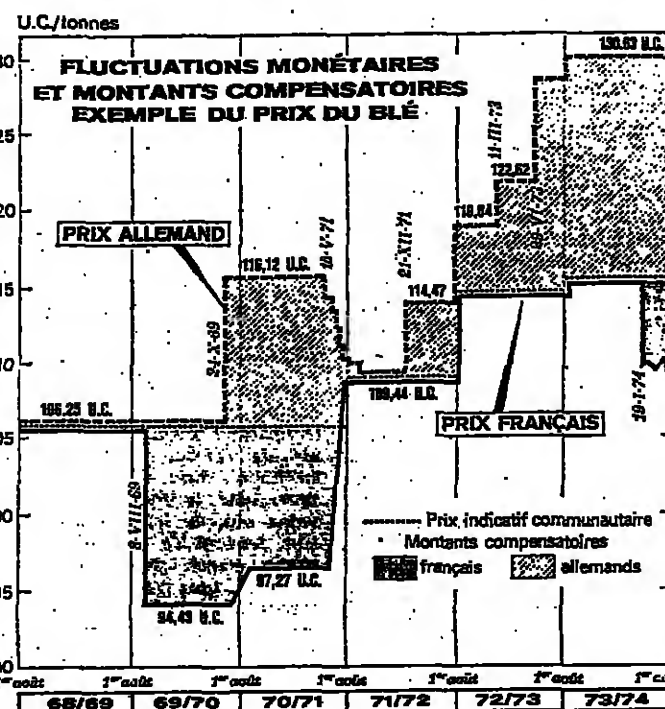
● 8 AOÛT 1969 : DEVALUATION DU FRANC. La valeur en devise nationale en unité de compte passe de 4,937 F à 5,554 F. Le prix indicatif du blé (10,625 U.C. le quintal [Q]) devrait être relevé de 52,45 F/Q (10,625 x 4,937) à 59,01 F (10,625 x 5,554). Un montant compensatoire comble l'écart.

● 27 OCTOBRE 1969 : REVALUATION DU DEUTSCHE-MARK (+ 8,5 %). La valeur de l'unité de compte en DM tombe de 4 à 3,66. Le prix indicatif allemand, qui était de 42,50 DM/Q (10,625 x 4) devrait passer à 38,89 DM/Q (10,625 x 3,66). Mais le prix en DM demeure inchangé et passe en unités de compte à 11,612 U.C/Q (42,50 : 3,66).

● 15 MAI 1971 : LE DEUTSCHE-MARK FLOTTE. Le R.F.A. ne modifie pas son prix exprimé en DM. Les montants compensatoires sont calculés chaque semaine en se référant à l'écart du cours du change comparé à l'ancienne parité DM-dollar.

● 21 DÉCEMBRE 1971 : SMITHSONIAN AGREEMENT. Différents États européens et le Japon négocient avec les États-Unis un rajustement des parités de leurs monnaies par rapport au dollar qui est lui-même dévalué de 7,29 %.

LUATION DU DEUTSCHE-MARK. — (+ 3 % par rapport aux droits de tirage spéciaux du F.M.I.). Le taux central du DM ressort à 100 DM = 183,5071 F (le franc a conservé sa parité). Le prix indicatif allemand, qui devrait tomber à 38,89 DM/Q, est maintenu à 41,65 DM/Q et les montants compensatoires sont relevés.



prix indicatif exprimé en U.C. : 11,47 U.C/Q [40,05 (1,587 : 5,554)]. Un montant compensatoire couvre donc l'écart avec le prix commun de 10,944 U.C/Q.

● 11 MARS 1973 : REVALUATION DU DM (+ 5,5 % par rapport au D.T.S.). Le taux central du DM est désormais de 100 DM = 172,503 F. Le prix indicatif allemand est maintenu à 41,65 DM/Q, au lieu de tomber à 38,89 DM. On augmente les montants compensatoires.

● 19 JANVIER 1974 : LE FRANCO FLOTTE. — Sa dévaluation est évaluée à 5,5 % le 21 janvier 1974. Le prix indicatif du blé en franc n'est pas modifié, il est donc décroché par rapport au prix commun en unité de compte et un montant compensatoire est nécessaire.

Il était évidemment difficile de faire supporter aux agriculteurs allemands les baisses successives de prix garantis qui devaient résulter des révaluations du DM ou de la dévaluation du franc. Il est donc décroché par rapport au prix commun en unité de compte et un montant compensatoire est nécessaire.

Le conseil des ministres de l'agriculture fixe chaque année le prix indicatif à partir duquel sont calculés les prix d'intervention et de seuil. Les ministres fondent leur choix d'une part sur l'évolution des coûts de production au cours des trois dernières années et d'autre part sur les « choix politiques » (on a vu ces dernières années le prix des productions animales augmenter plus vite que celui des productions végétales).

Quelques définitions

Le vocabulaire de l'Europe verte est complexe en matière de prix : on ne relève pas moins de onze termes différents. En simplifiant, on peut les ramener à trois catégories :

● **LE PRIX INDICATIF** (ou d'orientation) est le prix des gros qu'on cherche à assurer pour chaque campagne aux producteurs.

● **LE PRIX D'INTERVENTION** est le prix auquel les organismes stockeurs ont l'obligation d'acheter les produits qui n'ont pu trouver acheteur sur le marché communautaire ou à l'exportation à un cours au moins égal.

● **LE PRIX DE SEUIL** est le prix le plus bas auquel une

merchandise provenant des pays tiers peut entrer dans la Communauté. Il sert à déterminer le niveau des prélèvements (taxes) et des restitutions (subventions) qui sont versés pour équilibrer les cours monétaires avec les cours de la C.E.E.

Le conseil des ministres de l'agriculture fixe chaque année le prix indicatif à partir duquel sont calculés les prix d'intervention et de seuil. Les ministres fondent leur choix d'une part sur l'évolution des coûts de production au cours des trois dernières années et d'autre part sur les « choix politiques » (on a vu ces dernières années le prix des productions animales augmenter plus vite que celui des productions végétales).

Hors d'un environnement monétaire stable

La crise monétaire qui s'est amorcée en 1968 et qui s'est déchaînée en 1971 a provoqué une situation infiniment plus complexe. La politique agricole commune a, en effet, été élaborée dans un environnement monétaire stable. Il a fallu concevoir une nouvelle doctrine sous la pression des événements. Lorsque la France a dévalué en août 1969, elle a obtenu l'autorisation du conseil des ministres de ne pas augmenter ses prix agricoles exprimés en franc. Cela aurait relancé l'inflation que la dévaluation avait justement pour but de combattre. La France a donc fixé un calendrier de « rattrapage » de ses prix agricoles : et a appliqué des « montants compensatoires monétaires » aux frontières pour corriger l'incidence de la dévaluation pendant la période de rattrapage.

Rigueur et complexité

La suite des événements monétaires en 1971 n'a pas permis d'appliquer à nouveau ses solutions. Après diverses modifications, la réglementation couvre désormais les deux situations monétaires coexistant dans la C.E.E. D'une part celle des pays qui se conforment à l'accord de réajustement des marges de fluctuation et qui font flotter leur monnaie de concert : les montants compensatoires sont stables pour la durée de la campagne ; d'autre part, les autres États membres : Italie, Angleterre, Irlande et France (depuis le 20 janvier 1974), qui laissent flotter leur monnaie de façon tout à fait indépendante : les montants compensatoires sont ajustés hebdomadairement si l'écart de change est supérieur à 1 %.

Toutefois le mécanisme des montants compensatoires monétaires fonctionne grosso modo selon les règles des « montants adhésions » : les États dont les monnaies sont révaluées ou flottent à la hausse, perçoivent à l'importation et octroient à l'exportation des montants compensatoires ; les États dont la devise est dévaluée ou flotte à la baisse perçoivent des montants compensatoires à l'exportation et en octroient à l'importation.

Quelques mois plus tard, la République fédérale allemande (24 octobre 1969) révaluait le mark. Dans un premier temps, l'Allemagne a maintenu le niveau de ses prix agricoles exprimés en DM et a instauré un régime de montants compensatoires analogue à celui de la France, mais « inverse » dans son application. Puis, en décembre 1969, le conseil des ministres a décidé de supprimer progressivement ce système, les agriculteurs recevant, en contrepartie de la baisse de leurs prix, une subvention du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.) et ayant la possibilité de récupérer une partie de la T.V.A. comprise dans le prix de vente de leur produit.

L'application n'en est cependant pas automatique : le conseil des ministres arrête la liste des produits auxquels il s'applique. Les fruits, les légumes, les oléagineux par exemple ne sont pas sous ce régime. Le cumul des montants adhésions et monétaires ne simplifie pas les choses. Un exemple : un produit agricole français vendu à l'étranger est d'abord « taxé » par un montant monétaire proportionnel à la dépréciation du franc, puis il bénéficie d'un montant adhésion équivalent à la différence entre le prix d'intervention français et le prix d'intervention irlandais de ce produit, et il reçoit enfin un montant monétaire en fonction de la dépréciation de la livre irlandaise.

Rigoureux au plan de la logique, ce système s'est adapté à des situations monétaires de plus en plus complexes. Apparemment les principes du Marché commun agricole étaient donc préservés. Apparemment seulement : les montants compensatoires pouvant créer des distorsions de concurrence qu'ils devraient éliminer.

En effet, outre les fraudes et la spéculation sur les marges de variations qui se sont fait jour, une particularité de la réglementation a pro-

FISCALITÉ et FAILLITES

INFLATION IS DAUGHTER OF THE HIGH PRIESTS OF DOUBLE ENTRY. L'inflation est fille du mensonge comptable qu'est la Comptabilité à partie double. Ne tenant pas compte de l'évolution des prix, c'est-à-dire en opposition à la recommandation de 1971 de la Commission BAUMGARTNER au Ministre Valéry GISCARD d'Estaing, elle affiche des bénéfices d'autant plus fictifs que les prix montent plus vite. Commandez pour 65 francs, l'ouvrage « ACCOUNTING FOR STEWARDSHIP » à CHARTERED ACCOUNTANTS, Moorgate Place, London EC2R 6EQ. Demandez-moi mon Analyse gratuite, selon ma NORME comptable internationale, de ce cas du 9^e exercice d'une entreprise de croissance : la Comptabilité légale, à partie double, affiche que cette entreprise a accumulé 1.000.000 de bénéfices, alors que le Calcul Indexé, qui tient compte de l'évolution des prix, montre que, en réalité, elle a accumulé 3.000.000 de DÉFICITS ! Et il s'agit d'une période où les prix montent, en moyenne, seulement de 4,3 % par an ! Le Calcul Indexé a été promu par ces honorables Chartered Accountants, le 15 mai 1974, au rang de NORME comptable, avec l'assentiment de la Confédération de l'Industrie Britannique et du Stock Exchange.

Avec mon Analyse gratuite, je vous enverrai, le tout gratuitement et franco de port, mon ouvrage de Calcul Indexé. C'est extrêmement URGENT. Il faut que les Assises Nationales du Patronat, à Lille, les 8 et 9 octobre 1974, décident de Recommander aux Chefs d'entreprise de pratiquer le Calcul Indexé, faute de quoi ils seront en instance de FAILLITE sans s'en rendre compte. La COMPTABILITÉ INDEXÉE est valable quelle que soit l'évolution des prix, en baisse comme en hausse. Elle a fait l'objet, le 24 octobre 1972, du veto du Ministre Valéry GISCARD d'Estaing. Mais personne ne peut s'opposer au Calcul Indexé du montant réel du bénéfice ou du DÉFICIT.

Emile Krieg, Promoteur de la COMPTABILITÉ INDEXÉE, 7, rue d'Anjou, 75005 Paris

LA «JOURNÉE» DES AGRICULTEURS

DANS LES PAYS DE LA C.E.E.

Des centaines de milliers de paysans sur les routes

Meetings, cortèges de tracteurs, ventes directes de produits, dépôts de motions, et un calme déterminé. Plusieurs centaines de milliers d'agriculteurs de la Communauté européenne ont manifesté, lundi 16 septembre, pour obtenir une augmentation de 8 % des prix garantis du conseil des ministres de l'agriculture, qui se réunit mardi 17 et mercredi 18 septembre.

M. Michel Debattiste, président de la Fédération des exploitants agricoles (F.N.S.E.A.), s'est déclaré « particulièrement satisfait » de l'ampleur prise par cette « journée d'action » dont il est personnellement à l'origine. Le président de la F.N.S.E.A. a estimé, en outre, que les Neuf ne pouvaient plus faire autrement que d'octroyer le pourcentage de hausse réclamé par les professionnels.

LE CHANCELIER SCHMIDT A DEMANDÉ AUX NEUF DE DRESSER UN BILAN DES RÉSULTATS DU MARCHÉ COMMUN

Bonn. — Le chancelier Helmut Schmidt, de retour à Bonn, a révisé le 16 septembre qu'il avait demandé aux chefs des gouvernements des Neuf, lors du dîner présidentiel du 14 septembre à Paris, de dresser le bilan des résultats du Marché commun agricole. Un tel examen, a-t-il précisé, pourrait faire l'objet d'une conférence comme celle de Stresa en 1958.

M. Schmidt a souligné le succès de la réunion privée à l'été, et n'a pas exclu la réunion d'une conférence des chefs d'Etat des Neuf, officielle cette fois, avant la fin de l'année. Enfin, le chancelier a critiqué les « zones bureaucratiques » de la Commission de Bruxelles, qui inonde les instances nationales « sous des flots de papiers et de paragraphes ».

influx dans le Centre), et soutenus par la C.G.T., les agriculteurs ont formé, à partir de 10 heures (pour ne pas gêner la rentrée des classes) et jusque vers 13 heures environ, une dizaine de cortèges de tracteurs dans chaque département, sur les principaux axes routiers et même dans certaines villes (Clermont-Ferrand, Rennes, Angers, Ajaccio). La circulation a ainsi été fortement perturbée.

La bonne humeur et la courtoisie sont restées de rigueur. Un seul incident grave est à déplorer :

Le Parlement européen demande une hausse de 6 %

De notre correspondant

Luxembourg. — Après douze heures de discussions, les membres du Parlement européen, réunis, le lundi 16 septembre, à Luxembourg en session extraordinaire, ont adopté une résolution demandant une hausse de 8 % en moyenne des prix agricoles communautaires. Les parlementaires précisent que cette revalorisation « s'impose d'urgence pour faire face à la hausse exceptionnelle des coûts de production », mais qu'il doit être possible, « lorsque les conditions particulières le justifient », d'augmenter les prix de certains produits d'un pourcentage supérieur ou inférieur à 8 %. La Commission européenne, on le sait, propose une hausse limitée à 4 %.

Les parlementaires ont, en outre, donné un avis favorable sur l'essentiel des autres mesures proposées par la Commission européenne pour accompagner cette hausse des prix, dévaluation de la « livre verte » irlandaise (15,3 %), suppression de l'« écartement » des montants compensatoires pour les échanges de céréales, augmentation de certaines bonifications d'intérêts... Les parlementaires ont aussi exprimé leur désaccord avec les mesures de la Commission européenne sur les travaux — ont avant tout évoqué le pourcentage d'augmentation des prix. La grande majorité, mis à part les socialistes allemands — dont il était intéressant de noter l'attitude après les déclarations du chancelier Schmidt sur la politique agricole commune, — trouvait insuffisants les 4 % proposés par la

un jeune paysan a été écrasé dans les Deux-Sèvres, par un camion qui doublait — tout à fait normalement — une colonne d'engins agricoles.

Le folklore n'a pas perdu ses droits : un pique-nique aux abords de la préfecture de la Vienne, une gigantesque vente directe de vin (des milliers de bouteilles de côtes-du-rhône) et de fruits (20 tonnes) à Avignon, un camion militaire transportant de la viande d'Argentine « arraisonné » au Mans. Dans la Loire,

les agriculteurs de Saint-Germain-Laval ont décidé de faire la grève des achats de matériels et de retirer leur argent des banques jusqu'à la fin novembre.

Dans les autres pays de la C.E.E. on peut noter : la remise d'une pétition à M. Wilson par le président des fermiers britanniques, des cortèges en Allemagne fédérale, aux Pays-Bas, en Belgique, etc. Une cinquantaine de cultivateurs belges ont occupé les bureaux de l'administration à Gand... Et aux frontières entre les différents Etats membres, des manifestations de solidarité.

« Cette réussite au plan européen est d'autant plus appréciable au moment où le Marché commun agricole est mis par certains en accusation, où l'on parle de plus en plus d'échecs de la politique agricole commune », a commenté M. Debattiste.

LE « FRONT VERT »

(De notre correspondant.)

Nancy. — Tellencourt, lundi matin à 11 heures. Un modeste poste-frontière entre Longwy et Vion. Une cinquantaine d'agriculteurs belges stationnent près de la douane française, leurs tracteurs soigneusement alignés dans un pré. Les engins sont ornés de drapeaux rouge-jaune-noir, de crêpe noir et de panaches du genre « Technocrate C.E.E. réparez vos erreurs ! ». Une banderole tendue entre deux arbres les accueille : « Bienvenue à nos amis belges ! ». Par petits groupes, où sont présents des femmes et des enfants, les agriculteurs wallons en beret et casquette discutent sur « cette journée historique » où pour la première fois des rencontres ont lieu aux frontières.

« L'Europe verte prend corps aujourd'hui. Le front vert commence à s'organiser », entend-on. Une jeune fille distribue des tracts.

« Nous ne sommes plus des Belges, précise un jeune responsable en chemise colorée, mais des Européens. Les gouvernements tentent de combattre l'infatigable sur le dos des agriculteurs, car nous sommes les derniers de la chaîne ».

Vers 11 h. 30, le premier tracteur français arrive en avant-garde. « On a mis le paquet, déclare le conducteur en sautant de son engin. Il ne faut pas rester dans le pré mais bloquer la route ».

On installe à la hâte une tribune. Une agricultrice wallonne, intimidée mais résolue, grimpe. Elle insiste sur « ce contact où, pour la première fois, les paysans européens manifestent pour les mêmes objectifs ».

« Nous sommes là pour nourrir la société, qu'elle ne nous fasse pas mourir ! ».

On écoute en silence, debout, les orateurs qui se succèdent.

« Comme la taim fait sortir le loup de la forêt, les revenus dérisoires font sortir le paysan de sa ferme », déclare l'un d'eux. On sourit, on applaudit. Sans passion exagérée. A midi, tout est terminé. Dans le brouhaha, on entend : « On se reverra peut-être bientôt ! ».

C. L.

Après les incidents d'Ajaccio

Les manifestants corses inculpés sont interrogés à Paris

M. Jean Pascal, premier juge d'instruction à Paris, doit confronter en principe ce mardi 17 septembre les cultivateurs corses inculpés pour la manifestation d'Ajaccio du 27 août avec un témoin, M. Gaston Silvani, chef de service à la direction départementale de l'agriculture. Celui-ci serait en mesure de préciser le rôle de certains d'entre eux, mais, actuellement en congé, il ne s'est pas présenté lundi 16 septembre au cabinet du magistrat.

Le magistrat d'instruction a d'abord interrogé dans l'après-midi de lundi, en présence de M. François Sarda, les quatre inculpés laissés en liberté à Marseille, le 29 août, au terme de la garde à vue : MM. Dominique Ferrand, Antoine Martini, Simon Fazzi, Louis Medori. Ceux-ci déclarent avoir participé à la manifestation, mais assurent n'avoir pas pénétré à l'intérieur du bâtiment où le directeur départemental, M. Guy Degos, fut malmené.

M. Pascal a entendu ensuite, à titre de témoins, deux policiers d'Ajaccio, MM. Fioravanti et Villanova, et un policier de Marseille, M. Thibaud, qui ont expli-

qué dans quelles conditions ils ont mené leur enquête.

M. Paoli, correspondant du *Provençal*, et M. Faraldi, photographe de ce journal, M. Gérard, correspondant de *Nice-Matin*, ont indiqué, d'autre part, qu'ils avaient reçu un appel téléphonique anonyme les invitant à se rendre à la direction départementale de l'agriculture, où devaient se passer « des événements intéressants ».

Les trois journalistes ont ajouté qu'ils ne connaissent pas l'identité de l'homme auquel on avait retiré son permis de conduire, et dont la tête était recouverte d'un sac de jute, qu'ils n'ont pu identifier au surplus les manifestants qui participaient à ces actions, mais que, même s'ils avaient pu en reconnaître certains, ils se retrancheraient aujourd'hui derrière le secret professionnel.

Extendu à son tour par le juge et confronté avec les dix inculpés, M. Degos a mentionné qu'il était incapable de reconnaître les agresseurs, avant seulement d'être agressé par MM. Ange Acquaviva et Roch Simoni au moment où on lui retirait le sac de jute. Sa collaboratrice, Mlle Torre, n'a également reconnu personne.

A TRAVERS LE MONDE

Dahomey

LA PREMIERE PHASE DES NEGOCIATIONS FRANCO-DAHOMÉENNES en vue de la révision des accords de coopération entre les deux pays s'ouvrira le 16 septembre à Paris. Cette première phase durera quinze jours, et la signature des accords n'aura lieu qu'à l'issue d'une seconde phase, a indiqué le commandant Alladaye, ministre dahoméen des affaires étrangères. — (A.F.P.)

Finlande

M. GUSTAV HOSAK, secrétaire général du P.O. tchécoslovaque, fait depuis le lundi 16 septembre une visite de quatre jours à Helsinki. C'est le premier déplacement de M. Hosak dans un pays non socialiste depuis sa venue au pouvoir en avril 1968. — (A.F.P.)

Irlande du Nord

DEUX MAGISTRATS CATHOLIQUES DE BELFAST, MM. Rory Conaghan et Martin McBurney, ont été tués lundi 16 septembre, à peu près à la même heure, à leur domicile respectif. L'IRA provoque une revendiqué cet attentat contre les deux hommes qu'elle qualifie, dans un communiqué de « rouages de la machine de guerre britannique ». Les deux magistrats étaient des personnalités très connues de la province. M. McBurney avait été président du parti travailliste d'Irlande du Nord. Ce double meurtre relance tragiquement la série des « crimes à domicile » qui furent très fréquents en Ulster en 1972 et 1973. — (A.F.P.)

Mauritanie

M. MOKTAR OULD DADDAB, président de la Mauritanie, a quitté Nouakchott le lundi 16 septembre à destination de Pékin, où il fera une visite officielle. M. Ould Daddab, qui est le septième chef d'Etat africain à se rendre en Chine cette année, visitera également la Corée du Nord. — (Reuter.)

Portugal

L'HEBDOMADAIRE DE DROITE «TEMPO NOVO» vient d'être suspendu pour une durée de deux mois par la commission chargée du contrôle de la presse. Cette décision a été prise après la publication, dans le numéro du 13 septembre de cette revue, d'un éditorial justifiant la récente rébellion d'Européens au Mozambique. — (A.F.P.)

Roumanie

M. PIERRE MAZEAUD, secrétaire d'Etat français à la Jeunesse et aux sports, a été reçu lundi 16 septembre à Bucarest par M. Manescu, président du conseil roumain. L'entretien a porté sur le développement de la coopération entre les deux pays, notamment par une intensification des contacts entre les jeunes français et roumains. — (A.F.P.)

Union soviétique

M. ALEXANDRE VORONEL, qui a perdu sa chaire de physique expérimentale depuis qu'il a demandé à émigrer en Israël en 1972, a comparu en justice sous l'accusation de « parasitisme », a annoncé sa femme aux correspondants étrangers à Moscou. Le juge lui a donné quinze jours pour trouver un emploi, faute de quoi il sera emprisonné. Or personne en U.R.S.S. ne prend la responsabilité de fournir un travail à un candidat à l'émigration. Le professeur Voronel, qui avait tenté, en juin dernier, d'organiser un séminaire scientifique international privé à Moscou, n'a aucune chance d'obtenir un emploi. — (A.F.P.)

Yougoslavie

UNE QUANTITE « CONSIDÉRABLE » de textes subversifs édités à l'étranger a été saisie récemment au siège de l'hebdomadaire catholique *Drustva* (la Confrérie), à Ljubljana, capitale de la Slovaquie. Des poursuites judiciaires ont été engagées contre plusieurs personnes soupçonnées d'avoir introduit clandestinement en Yougoslavie les écrits en question. — (A.F.P.)

A PARTIR DU MARDI 17 SEPT.

PRESENTATION mondiale de la FOURRURE

dans les salons de

L'HOTEL

GEORGE V

31, Avenue George V. Paris 8^e

LA PLUS IMPORTANTE EXPOSITION-VENTE JAMAIS RÉALISÉE

PLUS DE 5000 MANTEAUX

Collection présentée par les Fourrures du Nord, Passy-Lafayette, avec le concours des plus importants fabricants français, américains, canadiens, anglais, allemands, italiens, hollandais, suisses, belges, etc.

Toutes les fourrures précieuses classiques, fantaisies dans toutes les tailles.

REMISE EXCEPTIONNELLE

10%

PENDANT TOUTE LA DURÉE DE L'EXPOSITION jusqu'au 12 oct.



MANTEAUX

Vison pastel dark	8250 ^f	7425 ^f
Vison pastel allongé	11750 ^f	10575 ^f
Vison dark allongé	17250 ^f	15525 ^f
Vison black glamma	22500 ^f	20250 ^f
Castor du Quebec	9750 ^f	8775 ^f
Loutre de mer	6850 ^f	6165 ^f
Queue de Vison	4850 ^f	4365 ^f
Rat d'Amérique	4750 ^f	4275 ^f
Castor de couleurs	15750 ^f	14175 ^f
Zibeline de Sibirie	98000 ^f	88200 ^f

CRÉDIT DIRECT

ENTRÉE LIBRE tous les jours

de 10 h. à 20 h., sans interruption

PRESTIGIEUX

DEFILE DE MANNEQUINS

présenté par les animateurs

d'EUROPE N° 1 à 15 h 30

Robes : Anny Blatt. Coiffure Alexandre

MÉTRO & PARKING GEORGE V

AFRIQUE

Ethiopie

MILITAIRES ET ÉTUDIANTS FACE A FACE

(Suite de la première page.)

La dernière phase de l'énigmatique révolution éthiopienne a donc été réalisée comme une simple formalité, après sept mois de prudentes manœuvres et de vagues hésitations. Longue partie d'échecs entre les quatre-vingts membres anonymes du comité militaire et les fantômes de l'ancien empire progressivement désarmé. Jeudi dernier, en somme, le général Amha Selassie a murmuré « échec et mort » tandis que le Roi des rois, prisonnier, sortait de son palais, petite silhouette recroquevillée dans une Volkswagen que la foule conspuait aux cris de « Au voleur, pendez-le ! ».

Oh est donc le bain de sang que provoquent la plupart des révolutions ? Ou sont donc les émeutes d'un peuple armé qu'on disait prêt à défendre jusqu'au

bout son empereur de droit divin ? Ou est cette résistance militaire des grands féodaux, ces « ras » tout-puissants qui devaient, pensait-on, prendre la tête d'une espèce de chomannerie éthiopienne ? Rien. Pas un geste. Le sang n'a pas coulé, le peuple applaudit, et tous les « ras » sont en prison. Le mythe fabuleux de la couronne impériale qui fascina le monde entier depuis cinquante ans paraît s'être brusquement dissous. Mieux : il se trouve désormais retourné comme un doigt de gant grâce à une longue et subtile « préparation psychologique ». Aux yeux du peuple, les piliers de l'ancien monde, hier symbole de la grandeur impériale, ne sont plus aujourd'hui qu'une poignée de tricheurs et de corrompus qu'il faut jeter très vite.

A Addis-Abeba, le nouveau pouvoir se trouve devant une table rase, une économie réduite à zéro, avec une orientation politique mal définie, qui fait déjà l'objet d'obscurs trahissements. Conscient de l'immensité de sa tâche, un peu dépassé peut-être par la rapidité des derniers événements, il a préféré rester pour l'instant dans

la légalité en entretenant la fiction d'une monarchie qui continue. La nomination du prince héritier irrita les étudiants, qui auraient préféré tout de suite une république socialiste. Mais elle permit de gagner du temps. Or les tâches prioritaires du nouveau régime ne sont pas simples à accomplir.

Les étudiants à la campagne

D'abord, il s'agit d'obtenir du vieux empereur prisonnier, que l'on va probablement ménager, le rapatriement de son immense fortune. Non seulement par souci de « récupérer ce qui a été volé au peuple », mais parce que ce trésor de plusieurs milliards de dollars constituerait pour l'Éthiopie un ballon d'oxygène qui lui permettrait de ne pas être, déjà, tributaire de l'aide étrangère, notamment américaine. A cette reprise, déjà, avant d'être destitué, l'empereur avait mis à la porte de son palais les officiers qui lui demandaient de ramener en Éthiopie son trésor personnel. Réflexe de vieillard orgueilleux ? Sûrement ? Les membres du comité militaire ne paraissent pourtant pas avoir renoncé à convaincre leur prisonnier.

Les militaires se trouvent ensuite confrontés avec les problèmes des étudiants, des intellectuels, de toutes les forces vives — et « civiles » — du pays qui n'accepteront pas d'être longtemps tenues à l'écart du pouvoir et

dont l'armée ne pourra d'ailleurs pas se passer. Ceux-là même qui applaudissent lorsque l'armée renversait le monarque s'inquiètent déjà ouvertement aujourd'hui devant les perspectives d'un « régime militaire autoritaire ». Les trois mille étudiants de l'université et les dix-huit mille professeurs éthiopiens s'insurgent, souhaitent aller plus vite. « On ne pourra rien changer réellement en Éthiopie sans faire couler le sang », nous disait un étudiant de vingt-deux ans, c'est une illusion que de croire le contraire.

En décidant d'envoyer des étudiants dans les campagnes pour « enseigner la révolution aux masses », les militaires ont résolu une partie du problème. Mais ce n'est pas suffisant. Le comité devra rapidement élargir son assise, accepter des civils en son sein (le principe semblait d'ailleurs en être acquis dimanche soir) en tâchant de surmonter les contradictions idéologiques qui ne manquent pas de se multiplier dans les semaines à venir.

Le point IV

Au centre de celui-ci, et à côté du problème de l'Érythrée et de celui de l'Église (tous deux abondamment débattus ces jours-ci), la réforme agraire occupe, bien sûr, la première place. Les militaires ont promis de la conduire rapidement à son terme et, déjà, le point IV de leur programme prévoit que les paysans recueilleront sans plus attendre les fruits de leur récolte. Avant eux, déjà, l'empereur lui-même avait pris des engagements analogues depuis des années. Or, sur ce terrain, le fossé est énorme qui sépare les bonnes intentions de la réalité. Compte tenu de la complexité du régime foncier, qui varie d'une province à l'autre, de l'importance traditionnelle de la propriété terrienne en Éthiopie (« Ici, nous disait un étudiant, on

tue facilement son frère pour 200 mètres carrés de terre »), la réforme agraire est une tâche à la fois urgente et difficile. Plus difficile en tout cas que ne veulent bien le reconnaître la plupart des étudiants qui lancent volontiers des slogans à l'emporte-pièce.

Dans ce domaine prioritaire, comme dans tous les autres, les militaires ne pourront rien faire tout seuls, quelles que soient leurs compétences. Toute la question est de savoir comment pourront être conciliées dans les semaines qui viennent leur remarquable prudence et toutes ces impatiences « civiles » qui déjà bouillonnent dangereusement à Addis-Abeba.

JEAN-CLAUDE GUILLAUBAUD.

Le rôle de la radio

Non, ce ne sont pas les tanks de la 4^e division ou ceux de la garde impériale, ralliés à la révolution, qui ont vaincu l'empereur. C'est d'abord la radio nationale, qui a révélé médiocrement au pays pendant des mois et des mois la face cachée du mythe ; c'est la télévision, qui a montré et remontré au petit peuple des repus signés « par un empereur ploutocrate » encaissant de fabuleux bénéfices de ses hôtels, de ses casinos personnels, de ses entreprises. L'événement ne s'est pas passé dans la rue mais bien dans les esprits.

Les militaires, devant l'obstacle « magique » que constituait la vénération du peuple pour son empereur, ont usé avec une efficacité qui les surprend eux-mêmes du régulateur radio-diffusé, selon une savante progression. Résultat : aujourd'hui à Addis-Abeba, chacun vous explique que Haile Selassie est un escroc, qu'en 1988 il avait « fui comme un lâche devant l'invasion italienne », et que s'il ne s'était enfui par la suite que de courtes vacances méditerranéennes en laissant les grands patriotes de la résistance, c'était pour « ne pas avoir devant

lui trop de témoins gênants ». Chaque jour qui passe permet aux militaires de réviser aux Éthiopiens un nouveau scandale qui discrédite un peu plus la famille impériale. On vient de publier, par exemple, la liste des fils de grandes familles qui bénéficiaient de bourses importantes pour faire leurs études à l'étranger. On explique comment les tribus Danakils ont été expulsées de la vallée de l'Aouache et refoulées dans le désert. On discute à perte de vue, à la radio et dans les cafés, sur le fantastique trésor (entre 5 et 10 milliards de dollars) que l'empereur avait dissimulé à l'étranger comme un vulgaire dictateur sud-américain. « Comment ? disent les gens, alors même que cent mille paysans mouraient de faim dans le Wollo, l'empereur gardait dans ses coffres de l'étranger un trésor représentant cinq ou dix fois le budget total de l'Éthiopie ! »

La foule n'en finit pas de s'indigner avec sévérité mais, curieusement, sans haine véritable. « Les Éthiopiens », nous disait-on, sont probablement trop polis et trop orgueilleux pour qu'ils trahissent un vieillard.

« Les risques de guerre civile ne sont pas écartés »

Une dame de vieille famille, mère d'un étudiant contestataire, nous chuchotait dimanche en buvant son thé (hydromel) : « Quand on l'a arrêté, j'ai eu de la peine bien sûr. Mais, après tout, ce que la télévision nous avait appris, je pense que le comité a bien fait, et j'ai applaudi ».

En dehors de cette savante dissolution d'un mythe, grâce aux armes de la persuasion, deux autres éléments paraissent avoir joué un rôle non négligeable. L'aristocratie féodale d'abord a été finalement incapable d'organiser une contre-révolution. Prisonniers de la cour impériale depuis des années, aussi coupés de leur province que pourraient l'être les nobles à Versailles, ils se sont effondrés comme des légendes creuses. La garde impériale, ensuite, qui, avec ses deux brigades suréquipées, aurait pu tenir tête à la 4^e division révoltée (le reste de l'armée étant mobilisée sur les frontières de l'Ogaden et en Érythrée), a rallié un mouvement dont elle constituait aujourd'hui la fraction la plus radicale. On avait oublié, il est vrai, qu'en 1960 c'était cette garde impériale qui avait organisé la première tentative de coup d'État.

« Nous allons donner une leçon de révolution au monde », nous disait, en mars dernier, avec un brin de dédain un capitaine éthiopien. Apparemment, c'est fait. La première partie de l'aventure — « la phase négative » — est consommée. Et dans les meilleures conditions possibles. Mais

rien n'est fini. « Au contraire », dit un journaliste éthiopien, c'est maintenant que tout commence, que tout devient dangereux. Non, les risques de guerre civile ne sont pas écartés ».

« Vous devenez propriétaire d'un appartement de 58000 F sur la COSTA DEL SOL.

• Nous sommes les seuls à vous faire profiter d'un CREDIT DE 8% DEGRESSIF avec 30% d'apport.

• Vous percevez des revenus locatifs importants, revalorisés et NETS D'IMPOTS.

• Vous bénéficiez d'une PLUS-VALUE PIERRE de l'ordre de 20% par an.

• Vous pouvez y passer vos vacances quand vous le voulez, il y a toujours le soleil, la mer, la montagne.

• Vous êtes propriétaire sans en avoir les soucis, nous entretenons, nous louons, nous gérons pour vous.

PEREZ-LOPEZ 603.58.96/97

125 rue du Vieux Pont de Sévres 92100 Boulogne

Don à découper

Nom _____

Prénom _____

Profession _____

Adresse _____

Téléphone _____

125 rue du Vieux Pont de Sévres 92100 Boulogne

Pour mieux comprendre les événements d'aujourd'hui

ETHIOPIE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

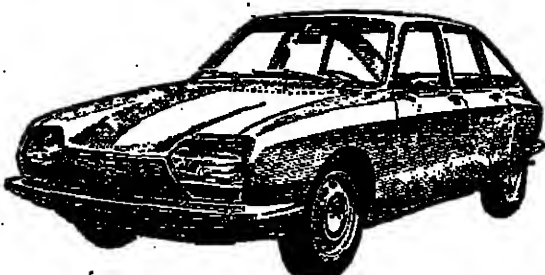
par André Davy

Un volume de 256 pages illustrées, 15x21, F 43,00

LE LIVRE AFRICAIN
11, Rue de Sévres, Paris 6

GS DS

Finition exportation.
Faible kilométrage.
Garantie usine.
Tous coloris disponibles.



Exposition permanente (8 h - 20 h) de 200 CITROËN de la 2 CV à la SM.

Assurance gratuite (48 h) à tout acheteur. Toutes possibilités de crédit.
Demander Monsieur Lemaire
3 bis rue Scheffer Paris 16^e 553.28.51



Une mesure importante: le droit de porter des costumes en pure laine vierge de Modern House a été ramené à 18 ans.



modern house
15 Bd Saint Michel, Paris 5^e

La Pompadour
présente
SES PLUS BEAUX MANTEAUX
SES ROBES ET ENSEMBLES HABILLÉS
SA COLLECTION "JERSEY" TUNIQUES, ROBES
TAILLEURS-PANTALONS
GRANDES TAILLES
du 42 fort au 60
32 bis, Bd HAUSSMANN
16^e arrondissement

30 JOURS D'EUROPE
la vie quotidienne de 240 000 000 d'Européens.
N° Septembre
*
Les grandes surfaces
*
Vers un nouveau Messine ?
*
L'Europe contre l'inflation
*
Le marché commun agricole dans la tourmente
*
Vente par abonnement
1 an : 25 F
(Étudiants : 20 F)
2 ans : 40 F
Si vous voulez recevoir gratuitement 30 jours d'Europe pendant 3 mois envoyez ce bon 61, rue des Belles-Feuilles Paris 16^e
NOM _____
RUE _____
VILLE _____
casterman

une nouvelle culture mise en cause

SERGE THION

FRANÇOIS CERUTTI LES JEUNES, AU BOULOT!

Se mettre au travail, au sortir de l'enfance et de l'école, c'est entrer dans un monde nouveau, dur et pénible: la transition est cruelle. Les jeunes travailleurs qui parlent ici, voient clairement ce qu'on leur fait faire et ils jugent.

NELCYA DELANOË DETROIT, MARCHÉ NOIR

Des Noirs dans une grande ville industrielle des États-Unis

S'écarter des idées reçues, ce livre est une série de photographies réalistes du sous-prolétariat que forment les Noirs dans une grande ville industrielle américaine. Et ce sont des Noirs qui parlent, avec une totale franchise.

à paraître : **MICHÈLE NOËL LE COMMERCE DES FEMMES**

AMÉRIQUES

Chili

La presse commence à parler des prisonniers politiques

Santiago (A.F.P.). — De nombreux Chiliens ont, paradoxalement, appris l'existence d'un nombre important de prisonniers politiques dans leur pays grâce à la promesse de clémence formulée à l'égard des détenus par le général Pinochet à l'occasion du premier anniversaire du coup d'État militaire du 11 septembre 1973. Les journaux chiliens, en général discrets, sinon muets, sur ce sujet, ont, en effet, accordé une large place à la future libération des prisonniers.

Le comité national d'aide aux réfugiés, organisme clandestin, estime que quatre mille environ des quelque sept mille détenus bénéficieraient de la mesure : deux mille seraient des personnes « inculpées » entre le 1^{er} août et le 11 septembre dernier à l'occasion de rafles massives dans les cités ouvrières de la banlieue de Santiago et des principales villes du pays ; et deux mille seraient des personnes incarcérées entre le 11 septembre 1973 et le 11 septembre dernier. Cinq cents au moins des personnes libérées devraient prendre le chemin de l'exil.

Selon des sources diplomatiques, les personnalités de l'Unité populaire détenues par la junte ne

bénéficieraient pas, pour la plupart d'entre elles, des mesures de clémence. En particulier, M. Claudio Almeyda, ancien ministre des affaires étrangères, dont la libération avait été considérée comme probable peu avant le 11 septembre, restera incarcéré. On vient même d'apprendre, à Santiago, qu'il était accusé de « détournement de fonds publics ». L'ancien sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères, M. Anibal Palma, est poursuivi pour la même raison.

D'autre part, le défi lancé à Cuba et à l'U.R.S.S. par le général Pinochet de libérer autant de prisonniers politiques que le Chili s'apprête à le faire n'était pas destiné à la seule gloire de la mesure de clémence. Dans les milieux diplomatiques de Santiago, on pense qu'il s'agit là d'une manœuvre destinée à redorer le blason du Chili en opposant la « clémence » de la junte à la « propagande du communisme international ». Cette « clémence », estime-t-on, n'est pas étrangère à la volonté du gouvernement de vaincre la résistance des pays qui s'étaient, jusqu'à présent, montrés peu enclins à fournir au Chili l'aide économique qui lui fait cruellement défaut.

PROCHE-ORIENT

La conférence interparlementaire euro-arabe demande la reconnaissance des « droits nationaux » du peuple palestinien

De notre envoyé spécial

Damas. — A deux mois de la rencontre prévue à Paris entre les représentants de la Commission économique européenne et ceux de la Ligue arabe, la première conférence interparlementaire euro-arabe s'est tenue dans la capitale syrienne les 14, 15 et 16 septembre. Préparée par la création, le 25 mars dernier, à Paris, d'une association des parlementaires européens pour la coopération avec les pays arabes, puis par celle, le 22 juin à Damas, d'une Union parlementaire arabe, cette conférence a permis de dégager certaines perspectives du dialogue euro-arabe, sur le plan politique comme sur le plan économique.

Les cent trente parlementaires présents n'auraient pas reçu de mandat de leurs gouvernements et ne pouvaient qu'adopter des recommandations sans valeur compromettante.

M. Offroy, député U.D.R. et président de l'association parlementaire de coopération euro-arabe, a ouvert la conférence, le samedi 14, en déclarant que « si l'Europe retrouve le chemin de ses alliances naturelles avec le monde arabe, nous pouvons constituer ensemble une très grande puissance qui rétablira l'équilibre du monde ».

Le docteur El Hachem, président du conseil du peuple syrien et président de l'Union interparlementaire arabe, parlant au nom du général Hafez Assad, chef de l'Etat syrien, lut une déclaration plus réservée mais complétement affirmant qu'il n'était pas question d'élaborer une coopération sans que l'Europe abandonne son soutien au régime » et demandant que l'O.L.P. soit reconnue comme seule représentant du peuple palestinien.

Les deux présidents ne furent cependant pas suivis. Il se révéla, en effet, rapidement qu'une forte proportion de parlementaires européens s'opposaient à toute résolution qui condamnerait sommairement l'Etat d'Israël. Finalement, la modération l'emporta, grâce à l'esprit de conciliation des Arabes, apparemment décidés à passer outre à leurs traditionnelles objections politiques, pour favoriser la coopération avec l'Europe. En ce qui

concerne la crise du Proche-Orient, la conférence se concentra d'adopter — à l'issue de débats parfois houleux — cinq résolutions, dont la plus significative est une invitation à la reconnaissance des « droits nationaux » du peuple palestinien.

Du coup, la relative neutralité des recommandations politiques a été en fait une invitation à la reconnaissance des « droits nationaux » du peuple palestinien.

Du coup, la relative neutralité des recommandations politiques a été en fait une invitation à la reconnaissance des « droits nationaux » du peuple palestinien.

Quant à son revirement d'attitude, le président Ford l'explique essentiellement par les indications que lui donnèrent ses conseillers sur la possibilité d'un long procès, facteur de divisions, de son prédécesseur.

Enfin, il a confirmé que, à la demande du procureur Jaworski, une formule était à l'étude, qui permettrait aux enquêteurs d'avoir connaissance des bandes sonores de M. Nixon, dont le droit de propriété sur ces enregistrements a été officiellement reconnu. Plusieurs sénateurs démocrates ont remarqué que le président avait

Etats-Unis

DANS UNE CONFÉRENCE DE PRESSE

M. Ford justifie le pardon accordé à M. Nixon et annonce une amnistie conditionnelle pour les déserteurs de la guerre du Vietnam

De notre correspondant

Washington. — Le président Ford s'est largement expliqué au cours de sa conférence de presse — la seconde depuis son accession au pouvoir — sur sa décision d'accorder à son prédécesseur, Richard Nixon, une grâce totale, absolue et inconditionnelle. Mais d'après les premières réactions du Congrès, il n'est pas établi que ses explications aient entièrement satisfait ceux qui n'acceptent pas ce qu'ils considèrent comme une atteinte grossière au principe de l'égalité devant la loi.

M. Ford n'a pas évoqué cet aspect important et dérangeant de l'affaire, mais il a admis que son pardon avait été créé « plus d'anticipations qu'il n'y avait de certitudes ». « Je reste convaincu que ma décision est juste et bonne, prise dans l'intérêt de la nation », a-t-il déclaré. « Un souci de réconciliation nationale, de « guérir les blessures », a déterminé le président à prendre une mesure de grâce qui, a-t-il précisé, n'a pas été déclinée à la légère et rapidement. C'est après avoir consulté le procureur Jaworski, ses propres conseillers et après une longue réflexion qu'il a affirmé avoir pris une décision difficile.

Il est vrai que dans ses réponses à propos du Chili, le président Ford a parlé un peu comme saint Jean Bouche-d'Or. Pour la première fois, en effet, un président des Etats-Unis admettait publiquement que ses services spéciaux étaient intervenus dans les affaires intérieures d'un autre pays, et cela « dans le meilleur intérêt du Chili et de nous-mêmes ». Le président a bien réitéré que les Etats-Unis n'étaient pour rien dans le coup d'État militaire, mais il a admis l'intervention américaine qui visait à maintenir les partis politiques et la presse d'opposition que, dit-il, « l'Allende voulait détruire ». Là encore, le président a commis une maladresse, versé de l'huile sur le

feu qui couve au Capitole au sujet de l'action de la C.I.A., qu'il considère comme justifiée et dans l'intérêt national, compte tenu, selon lui, des importantes sommes consacrées par les pays communistes à ce genre d'entreprise. Il est évident que tant le département d'Etat que la C.I.A. auraient souhaité moins de franchise et davantage de subtilité et d'habileté dans les réponses du président.

Le programme d'amnistie

Dans la matinée, le président avait annoncé un programme d'amnistie en faveur des déserteurs et insoumis de la guerre du Vietnam. Ceux-ci, selon des modalités différentes, pourront « payer » leur réintégration dans la société américaine par un service civil d'une durée maximum de deux ans, mais qui pourrait être réduite en fonction de circonstances atténuantes.

Néanmoins, le projet mis au point par les départements de la défense et de la justice reste dans son esprit restrictif. Il s'agit moins d'amnistie que de clémence. Autrement dit, on ne veut pas oublier les violations de la loi, mais simplement accorder une grâce conditionnelle à ceux qui sont prêts à accomplir un service civil et à réaffirmer leur sentiment d'allégeance envers les Etats-Unis. Dans certaines conditions seulement, les déserteurs et insoumis auront sur leurs papiers militaires la mention « démission de clémence » au lieu des mentions « indésirable » ou « moins qu'honorable » qui, pratiquement, les empêchent de trouver un emploi.

Les réactions, cependant, sont négatives. Les organisations d'anciens combattants sont mécontentes de mesures qui, à leur avis, favorisent les mauvais citoyens aux dépens des bons, tandis que les organisations de déserteurs et insoumis estiment qu'ils n'ont pas à être pardonnés pour des actions qui, loin d'être criminelles, représentent une protestation légitime contre une guerre « immorale ». Malgré ces positions extrêmes, les autorités pensent qu'un nombre important, parmi les vingt-cinq mille déserteurs et insoumis (selon les chiffres officiels), profiteront de l'occasion qui leur est donnée pour rentrer au pays et retrouver leur place dans la société américaine.

HENRI PIERRE.

L'homme malade

« Je lui ai téléphoné et il paraît en forme. Il m'a dit qu'il prenait ses médicaments. » — « Il lui faudra un miracle pour s'en sortir. » Qui a raison, de Julie Nixon, qui n'a pas vu son père depuis quelques jours, ou du médecin personnel de l'ancien président, le docteur Thach, qui estime — selon les propos rapportés par les agences de presse — que la phlébite dont souffre son patient a atteint un état très grave ?

Depuis le 8 septembre, date du pardon accordé par le président Ford à son prédécesseur, en partie pour des raisons de santé, les commentaires, autorisés ou non, sur l'état physique et mental de M. Nixon se sont multipliés. On avait été tantôt de voir, dans le souci affiché que prenait M. Ford du malade Nixon, une préférence pour faire passer plus facilement une décision qui s'est révélée immédiatement impopulaire. Il semble aujourd'hui que des personnages de premier plan, M. Henry Kissinger ou le général Alexander Haig, aient exercé de fortes pressions sur M. Ford pour qu'il accorde une grâce « qui devait étonner, selon les mots de M. Bunchen, conseiller juridique du président, le spectacle d'un

homme — allant pas à pas vers l'abîme ».

Mais le pardon dont il bénéficie ne semble pas avoir remonté le moral de M. Nixon. A côté de quelques témoignages qui le décrivent comme brisé et désemparé, la plupart des déclarations faites par des personnes qui ont eu récemment contact avec lui sont alarmantes. Il semble que Richard Nixon, au contraire de l'attitude de toute une vie, ait perdu la volonté de se battre qui faisait sa force. Il serait tout à fait anormal et euhoristique et aurait, selon l'ancien secrétaire à la défense Melvin Laird, « perdu le contact avec la réalité ». On a même craint un suicide. Physiquement, l'état de M. Nixon a empiré. La phlébite qui l'avait fait souffrir durant son voyage au Proche-Orient s'est aggravée. Le caillot de sang formé dans la jambe gauche est monté au-dessus du genou, ce qui laisse toujours planer la menace qu'il n'atteindra un jour le cœur. Mais le signe le plus visible du désarroi profond dans lequel se trouve M. Ford pour qu'il accorde une grâce « qui devait étonner, selon les mots de M. Bunchen, conseiller juridique du président, le spectacle d'un

Les feuilles mortes se ramassent à la pelle.
Pas partout.

Les jours raccourcissent. Le brouillard s'installe, avec lui la mélancolie. Faites peau neuve avant l'hiver, partez au soleil. Au Club les bougainvillées sont en fleurs, le sable chaud, la mer accueillante. Partez en Espagne, en Israël, au Maroc, en Tunisie, en Égypte, aux Caraïbes, dans l'Océan Indien ou en Afrique. Vous bénéficierez des tarifs basse saison. Vous choisirez votre court de tennis et le moment de votre ski nautique. La plage sera toute à vous et à vos amis. Et si vous avez décidé de vous initier au yoga ou à la plongée sous-marine, c'est l'occasion rêvée. Au Club, tout est compris, même le temps de profiter de tout à loisir.

La vie du Club, vous pourrez la découvrir à partir du 16 septembre gratuitement au cinéma UGC Ermitage, 72, Champs-Élysées, salle 3, permanent de 10 h à 13 h 30, non stop.

Club Méditerranée.

Place de la Bourse 75003 Cedex 02 Paris / 86 avenue des Champs-Élysées Paris 8^e / Tél. 266.52.52. Agence Voyages de votre ville.

Une mise au point de l'Alliance France-Israël

M. Raymond Offroy, député U.D.R. de Seine-Maritime et président de l'association parlementaire pour la coopération euro-arabe, ayant déclaré devant les représentants de la presse syrienne à Kuneitra que la vision de cette ville détruite lui rappelait celle qu'il avait eue d'Oradour après la libération (le 14 septembre), l'Alliance France-Israël nous adresse une mise au point où on lit notamment :

Des témoins irréfutables, qui ont visité Kuneitra après la guerre de six jours, en 1967, puis une seconde fois à la suite de la guerre du Yom Kippour, en octobre 1973, ont pu constater que cette ville avait été réduite en ruine par les combats acharnés qui s'y sont déroulés. Damas a tenté de faire croire que l'armée israélienne y avait procédé à des destructions systématiques « avant d'abandonner le terrain ». C'est faux. Plusieurs délégations, qui se sont rendues en Israël sous l'égide de l'Alliance France-Israël ou des groupes du Parlement, ont pu constater l'absence de destructions de la Ligue arabe. Au nombre de ces personnalités se trouvaient notamment : M. M. Futer, de Bézouville. D. Médé Gatrux, Chénoud, Alfred

Coste-Floret, Jacques Dominati, Maurice Faure, Louis Gabriel-Bonin, Pierre Giraud, Jean Leclercq, le général Lecomte, Max Lejeune, Gabriel Péronnet, Michel Poniatoński, Michel Soulié, le général Stehlin et Raymond Tréboul.

L'Alliance France-Israël ajoute : On a encore affirmé que les Israéliens avaient eu peur d'empêcher la restauration à Kuneitra d'une vie civile normale. Or depuis que l'armée de l'Etat hébreu s'est retirée de la localité, il n'a pas été entreprise la moindre reconstruction, se bornant à y établir une nouvelle implantation militaire — ce qui jette une singulière lumière sur les préparatifs des Syriens en vue d'une reprise de la lutte armée.

AMÉRIQUES

États-Unis

Argentine

LE GÉNÉRAL HAIG NOMMÉ COMMANDANT ALLIÉ EN EUROPE

Le comité des plans de défense de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord a adopté, le lundi 16 septembre, une résolution nommant le général Haig au poste de commandant suprême allié en Europe.

Pour le grand public américain, Alexander Haig n'est pas une de ces figures martiales qui font jadis palpiter les foules.

C'est en qualité de secrétaire général à la présidence (titre qui n'exista pas à Washington, mais qui correspond bien aux fonctions qu'il avait tîn par y assumer) qu'à dater du 4 mai 1973, jour où Richard Nixon, qui a eu quatre ans pour le connaître et l'apprendre, fait d'urgence appel à ses services. Il n'est donc pas inutile de retracer le rôle qu'il a joué durant les mois cruciaux qui aboutirent, le 9 août dernier, à la première démission d'un président américain.

De mai 1973 au 24 juillet 1974, date de l'arrêt unanime de la Cour suprême qui déloge Richard Nixon de ses dernières retransmissions, et précipite l'échec de la destitution qui l'attend désormais avec certitude, Alexander Haig aura été l'auxiliaire patient et indéfectible de l'effort combat d'arrière-garde mené par le président pour s'accrocher à un pouvoir dont il avait mésestimé qu'il ne maîtriserait plus. Donc, tout de suite, une question liminaire : celle-là même qui intrigue l'opinion : Haig était-il dans le coup ?

Avait-il sciemment cherché à couvrir les manipulations qui, dans l'affaire du Watergate, ont conduit M. Nixon à sa perte ?

La réponse ne saurait être que nuancée. Pour un homme de l'intelligence d'Alexander Haig, il était impossible de ne pas douter de la rectitude de Richard Nixon. Le président avait accumulé trop de contradictions et de faux-fuyants pour ne pas prêter à la suspicion. D'un autre côté, c'est une chose de flâner la mauvaise loi et une autre de la prendre en flagrant délit. Seule, les juges, d'un John Sirica, magistrat fédéral de première instance au bord de la retraite, à l'immuable « Chief Justice » Warren Burger — tous deux mis en place par une administration républicaine — ont refusé de le prendre pour argent comptant.

Mais si le scepticisme fait la force d'une magistrature, celle des armées, comme on sait, repose sur la discipline. Successeur à la Maison Blanche de Bob Haldeman, une des âmes damnées du président, Alexander Haig n'avait même pas accès au coffre de ce dernier, dont la commission était sous bonne garde. Interdit de vérité comme on est interdit de séjour, Alexander Haig n'en acceptait pas moins des « missions de sauvetage » qui accoururent sa notoriété et dont il s'acquitta d'ailleurs avec un maximum de délicatesse. Rétrospectivement, dira-t-on qu'il en fit trop pour ce qu'il savait ou qu'il n'en fit pas assez pour tout savoir ? Le débat est ouvert, placez sur table. Au lendemain de la liquidation retentissante du « procureur spécial », le professeur Archibald Cox, le 20 octobre 1973, c'est lui qui, trois jours plus tard, est chargé de « briefing » à la presse destiné à amortir le choc de ce « massacre ». (C'est à lui également que reviendra de faire apposer du jour au lendemain les scellés sur les bureaux du « procureur ».) Le 23 octobre, il ne craint pas d'affronter à nouveau les journalistes à l'émission télévisée « Face the Nation », sur les ondes de la C.B.S. Il s'en tire au mieux d'une situation qui ne cesse de se dégrader.

Il avait été moins loquace, le 2 mai, lorsque, sur convocation impérative (subpoena) de la commission d'enquête du Sénat, il s'était contenté de produire, à huis clos, une lettre du président Nixon lui enjoignant de garder bouche cousue. Le 8 décembre 1973, Alexander Haig comparait devant le juge Sirica, qui exige des explications sur le brouillage de dix-huit minutes des pistes d'un des enregistrements remis par la Maison Blanche. Il s'agit de la conversation du 20 juin 1972 — trois jours après l'effraction du Watergate — entre M. Nixon et Bob Haldeman. Les experts conclueront à une oblitération (erasure) délibérée. Alexander Haig n'a pas de théorie sur la

chance : tout au plus avance-t-il l'hypothèse qu'une « puissance occulte » (sinister force) a pu causer ce qui, de l'avis des parités en présence, ne relève pas d'un simple « incident technique ». Rappelons que, ce jour-là, le juge Sirica est à deux doigts du secret. Peu nous importe ce que se sont confiés, ce 20 juin, M. Nixon et Bob Haldeman, ce seront les trois conversations enregistrées des deux personnalités, au cours de la seule journée du 23 juin, qui, mises sur la place publique le 5 août dernier par M. Nixon sur ordre de la Cour suprême, trahiront sa participation dans l'étouffement du scandale du Watergate et décideront de sa chute.

Démision de l'armée

Cette chute, Alexander Haig, qui n'a pu la freiner, s'emploiera à en décamorer ce qu'un Nixon au bord de l'abîme aurait pu être tenté de lui donner d'explication. Il est aussi obligé — et efficace — dans la détresse que dans les tâches de diversion et d'entre-mise qui lui ont été précédemment assignées. Il est vrai qu'Alexander Haig a contracté une dette de reconnaissance personnelle envers l'ancien président. C'est, en effet, l'administration Nixon qui élève Alexander Haig au plus haut grade de la hiérarchie militaire. Sans doute a-t-il été « découvert » et mis sur son orbite sidérale par des démocrates bon teint, un Joseph Callifano, ancien conseiller de Lyndon Johnson, un Cyrus Vance, qui, de 1961 à 1967, occupa de hautes fonctions au Pentagone, et en fera son assistant. Néanmoins, à quarante-neuf ans, il est aujourd'hui l'un des douze généraux à quatre étoiles des U.S. Forces. Il n'est encore que colonel quand, fin 1968, Henry Kissinger, assistant du président pour les affaires de sécurité nationale, poste-clé qui le met en prise directe sur la défense, la diplomatie et les services de renseignement, s'attache ses bons offices. En octobre 1969, le colonel Haig reçoit sa première étoile. La seconde suivra le 1^{er} mars 1972. Le 7 septembre de la même année, deux autres étoiles s'ajoutent à celles qu'il a déjà : c'est le top, le plateau de l'avancement.

Certes, le 1^{er} août 1973, Alexander Haig décide-t-il de démissionner de l'armée plutôt que de continuer à subir les critiques qui lui reprochent de cumuler responsabilités civiles et militaires, les premières entraînant de plus en plus à embrasser une cause politique, si non partisane. Il sait que sa carrière n'est pas brisée pour autant. D'un trait de plume, le président au pouvoir peut, selon la législation en vigueur, le réintégrer de plein droit dans le service actif.

La vocation militaire se déclare très tôt chez ce fils d'avocat de Philadelphie, né le 2 décembre 1924 dans une famille catholique et même pieuse de la métropole de Pennsylvanie : un de ses frères est membre de la Compagnie de Jésus. Lui-même fréquente l'« école libre » et, en partie grâce à ses économies, passe deux ans à l'université catholique la plus respectée des États-Unis, Notre-Dame, dans l'Indiana. C'est sa préparation à West Point, où il entre en 1944. Il en sort trois ans plus tard (les études y durent maintenant quatre ans) dans un rang qui ne le désigne pas à une carrière fulgurante. Après des stages de perfectionnement aux centres de Fort Riley et de Fort Knox, il se retrouve en 1949 auprès du général McArthur. Puis, c'est la Corée, avant et pendant le conflit. Il est du débarquement d'Inchon, qui retourne une situation désastreuse.

En 1951, une hépatite l'arrache aux hasards de la guerre. Il regagne les États-Unis avec le grade de capitaine, instructeur à West Point, il suit à New-York, qui n'est pas loin, des cours d'administration des affaires à l'université Columbia. Il est transféré alors en Europe, où il est nommé commandant, et restera trois ans en diverses positions. De retour

sur le sol natal, il travaille à la section politique du Pentagone et, en profite pour s'inscrire sur l'autre rive du Potomac, à l'Institut des relations internationales de l'université Jesuit de Georgetown. En 1962, il est promu lieutenant-colonel. L'année suivante, il part pour le Vietnam, où il assume une série de commandements.

Carrière sérieuse, solide, mais sans promesse ni d'éclatantes promesses d'avenir. En temps normal, l'armée américaine dégage très jeunes des cadres l'officier qui ne s'est pas imposé de bonne heure. Ce n'est pas tout à fait le cas d'Alexander Haig, qui, au Pentagone et ailleurs, s'est signalé à l'attention de ses chefs et s'est fait des relations à Washington. L'une d'elles le recommande à Henry Kissinger, qui vient d'être appelé par le président élu au scrutin de novembre 1968. Haig lui plaît. Il a quarante-cinq ans ; il inspire confiance. Et il se trouve, ce qui ne se révèle qu'avec le temps, que l'un et l'autre ont en commun d'être de faux similes, qui ont tout ce qu'il faut pour devenir des hommes indispensables, avec assez de distance, cependant, pour ne pas se porter ombrage. C'est dans le sillage d'Henry Kissinger qu'Alexander Haig donne la pleine mesure de ses capacités. Et, dans les dernières semaines de la présidence Nixon, c'est lui le véritable « régent » de la Maison Blanche.

Dans l'intervalle, il s'est affirmé comme organisateur et agent de liaison. En janvier 1972, il dirige sur le terrain l'équipe qui dispose la logistique de la visite en Chine, un mois plus tard, du président Nixon. Sa quatrième étoile en septembre

1972, s'accompagne d'une nomination au poste d'adjoint du chef d'état-major des forces terrestres, le général Creighton Abrams — terrassé par le cancer le 3 septembre 1974, — mais on ne le verra guère au Pentagone, soit que la Maison Blanche lui confie des missions d'information en Asie du Sud-Est (Bangkok, Vientiane, Saigon en janvier 1973) ou de persuasion auprès du général Thieu, qu'il presse de se rallier aux accords Kissinger-Le Duc Tho.

Sans aucun doute, tant de dévouement et d'activité appellent une consécration. En même temps, la relève d'un président par un autre comporte des reclassements et des éloignements. Alexander Haig était « chez lui » à la Maison Blanche. Peu-être a-t-il cru que cela pouvait durer, qu'un nouveau président solliciterait ses conseils et son entente avec la même instance que M. Nixon. D'où, certainement, de part et d'autre, des malentendus et des tensions.

ALAIN CLEMENT.

Le commandement suprême allié en Europe ou SACEUR (Supreme Allied Commander in Europe) est l'un des trois commandements, mais le plus important, des forces de l'OTAN. Son quartier général ou SHAPE (état-major suprême des forces alliées en Europe), installé près de Mons, en Belgique, dirige un certain nombre de quartiers généraux subordonnés correspondant aux différents régions. Les deux autres commandements de l'OTAN sont le SACLAN (océan Atlantique), situé à Norfolk, aux États-Unis, et le CINCHAN (Manche et région méditerranéenne de la mer du Nord), établi à Northwood, en Grande-Bretagne.]

L'EXTRÊME DROITE MULTIPLIE LES ASSASSINATS POLITIQUES

De notre correspondant

Buenos-Aires. — M. Atilio Lopez, dirigeant syndical des transporteurs urbains de Cordoba, et l'un des chefs de file du mouvement ouvrier provincial, a été assassiné, dans la matinée du lundi 16 septembre, M. Lopez, qui était venu à Buenos-Aires pour assister à un match de football, a été enlevé à son hôtel par plusieurs hommes fortement armés. Son corps, criblé de balles, a été retrouvé quelques heures plus tard aux abords de Capilla-del-Señor, une localité proche de la capitale.

Le syndicaliste assassiné avait joué un rôle de premier plan lors des émeutes de Cordoba, en 1969. Leader des syndicats dits « légalistes », fidèles à Peron mais opposés à la direction nationale de la C.G.T., il s'était, par la suite, allié aux syndicats « indépendants » que dirigeait MM. Agustin Tocco (socialiste) et René Salamancas (autonome). Désigné comme secrétaire général de la C.G.T. provinciale, il avait renoncé à sa charge au début de l'année dernière, pour se présenter aux élections. Elu vice-gouverneur de Cordoba en mars 1973, il fut contraint de démissionner en février de cette année, en même temps que le gouverneur, M. Ricardo Obregon Cano, victimes tous deux d'une sorte de « pulch » perpétré par le chef de la police.

C'est la deuxième fois en quelques jours qu'une personnalité de Cordoba est assassinée dans la capitale. La semaine dernière, M. Alfredo Curtochet, un jeune avocat conseiller juridique du Syndicat de la construction automobile, a trouvé la mort dans des circonstances semblables. Une organisation d'extrême droite a

assumé la responsabilité de ce crime dans un communiqué signé A.A.A. (Action antiliberaliste argentine). Il s'agirait, en fait, d'une version crôle de l'escadron de la mort brésilien. Le sénateur Hipólito Solari Yrigoyen (Union civique radicale), victime, l'an dernier, d'un grave attentat à la bombe, en avait reçu des menaces, ainsi que M. Rodolfo Ortega Pena, député péroniste dissident, tué au mois d'août, en plein centre de Buenos-Aires.

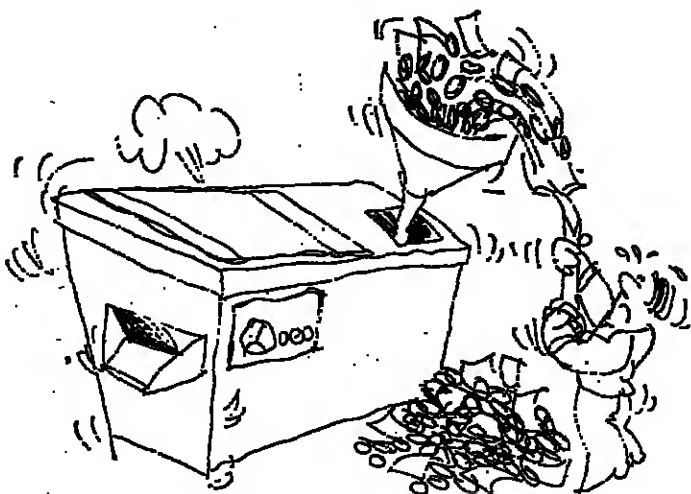
L'organisation terroriste semble d'ailleurs avoir une prédilection pour les parlementaires de l'opposition. Une douzaine d'entre eux, parmi lesquels le sénateur Solari Yrigoyen et les députés du groupe de l'A.P.R. (Alliance populaire révolutionnaire) figurant sur une liste d'hommes à abattre, signée des trois lettres fatidiques, M. Hector Sandler, un des députés appartenant à ce groupe, a même été nommé de démissionner et de quitter le pays.

Si les « Montoneros » (jeunes péronistes de gauche) ont déclaré la guerre au gouvernement en passant dans la clandestinité, c'est l'extrême droite qui, d'évidence, a pris l'offensive. Cependant, les guérilleros, péronistes et autres, ne sont pas restés inactifs. Une cinquantaine d'attentats à la bombe, visant pour l'essentiel des établissements commerciaux ou bancaires, ont eu lieu dans la nuit de dimanche à lundi, à Buenos-Aires. Jusqu'au petit matin, les sirènes des voitures de police n'ont cessé de mugir, provoquant un climat de peur qui évoquait les pires heures de la dictature militaire.

PHILIPPE LABREVEUX.

Gagnez une lithographie numérotée de Jean Cocteau au stand Océ-Photosia du Slob. (Stand n° 5500 Niveau 5 - Zone E)

Avez-vous les moyens de vous tromper ?



Avec la quantité de copieurs qui vous sont proposés aujourd'hui, vous avez vite fait de vous retrouver avec une machine qui n'est pas faite pour vous. Après quelques mois, vous vous apercevrez que votre copieur ne convient pas et que vos prix de revient s'en ressentent. Avec Océ, cela ne doit pas vous arriver.

Océ s'informe de vos besoins réels pour vous proposer le système le mieux adapté. Nous tenons à vous recommander ce qu'il vous faut exactement pour vous satisfaire aujourd'hui et demain. Dire la vérité, c'est notre intérêt et le vôtre. Parce que, de cette façon, nous nous comprenons mieux.



Des copieurs faits pour vous.

Océ-Photosia S.A. 27 rue Cuvier, 93107 Montreuil - Tél. : 808.22.88
Océ et van der Grinten sont des marques déposées.

Deux livres essentiels sur l'Amérique latine

DESTIN DU BRÉSIL

par Michel SCHOOYANS

Une fine analyse de la technocratie militaire et de son idéologie.

232 pages - 29 F

AUTOPSIE DE PERON

par Louis MERCIER VEGA

Le tout premier bilan de l'expérience péroniste. Un livre percutant.

208 pages - 35 F

Collection SOCIOLOGIE NOUVELLE

DUCULOT
GEMBLoux (Belgique).

En France : DIFF-EDIT
96, bd du Montparnasse, Paris-14^e.

POLITIQUE

Un nouveau paysage électoral ?

II. — Les zones de force

Par ALAIN RICHARD

Après avoir souligné dans un premier article (« Le Monde » du 17 septembre) les difficultés qu'il y a à composer des scrutins de nature différente, Alain Richard tire une première leçon de l'élection présidentielle quant aux zones de forces des différentes familles d'esprit.

Une première constatation s'impose : la très nette réduction des différences électorales entre les départements et même les circonscriptions (1). La notion de fief, ancrée dans la tradition politique française, perd à chaque

consultation de sa vigueur. Puisque les circonscriptions politiquement extrêmes sont en France assez bien groupées dans l'espace, cette tendance se traduit par une atténuation des originalités régionales. On trouve de plus en plus de circonscriptions « marginales » dans les régions qui ont constitué, depuis le rétablissement du scrutin uninominal, des étendues massivement réservées à l'une des grandes tendances de l'opinion.

L'Alsace et la Lorraine

On peut décrire sommairement l'évolution de quatre grandes unités : deux marges à droite, et deux marges à gauche.

La première grande région favorable à la droite groupe l'Alsace et la Lorraine, 6 départements, 34 circonscriptions dont actuellement 3 appartenant à la gauche et 31 à « tous les autres ». C'est indiscutablement la partie du territoire qui a évolué le plus fortement. Elle donnait globalement moins de 27 % des suffrages à la gauche au 1^{er} tour de 1967 et moins de 30 % à M. Mitterrand au 2^e tour de 1968, soit dans chaque cas 16 % au-dessous de la moyenne nationale. En 1973, déjà, un mouvement sensible s'était révélé dans presque toutes les circonscriptions, surtout au profit du parti socialiste. Le total des voix de gauche au 1^{er} tour atteignait 32,2 % soit 13 % au-dessous de la moyenne. Au second tour de l'élection présidentielle, M. Mitterrand a obtenu sur l'ensemble 42 % des voix, et la distance à la moyenne nationale n'est plus que de 7 %.

Dans ce secteur, l'explication purement sociologique ne rend

pas entièrement compte des progrès accomplis par la gauche. Car la tradition ouvrière des deux régions de l'Est est ancienne, et l'urbanisation y a suivi un cours plus régulier qu'ailleurs. Aussi bien faut-il noter que les progrès de M. Mitterrand ont été particulièrement nets dans des régions encore rurales, qui détenaient jusqu'alors le record national du vote à droite : dans la 7^e circonscription de la Moselle (Sarreguemines), le total P.O.-P.S. s'élevait en mars 1973 à 14,7 % ; M. Mitterrand y a obtenu 38 %.

La disparition du gaullisme, qui s'adressait efficacement à une tradition patriotique populaire restée vivace en Alsace-Lorraine,

L'Ouest

L'évolution de l'autre pôle conservateur, celui de l'Ouest, est moins simple et moins monolithique. Il faut y ranger la Bretagne, la Basse-Normandie, le Pays de la Loire (moins la Sarthe et le sud de la Vendée), auxquels doit s'ajouter la circonscription de Bressuire (Deux-Sèvres), qui relève de la même mouvance politique. Cela recouvre en tout 59 circonscriptions, dont 8 sont actuellement représentées par des députés de gauche. Dans cette vaste région, la remise en cause des traditions s'était nettement manifestée en 1973 : la gauche obtenait 34,3 % des voix, contre 28,2 % en 1967. La poussée était plutôt concentrée sur les circonscriptions touchées par l'urbanisation récente (Rennes, Nantes, Angers, Caen, Le Mans), mais consolidait aussi des positions plus anciennes comme Cherbourg, Saint-Brieuc, Lorient et Saint-Nazaire.

a sans doute « libéré » un fort contingent de voix qui ne se reconnaissent guère dans le modernisme un peu cosmopolite de M. Giscard d'Estaing. Dans des pays comme le bassin sidérurgique mosellan, on peut du reste penser que ces voix seraient aussi disponibles pour un P.O.F. très « national » que pour le P.S. épaulé par la C.F.D.T., bien implantée. Des à présent toutes les circonscriptions de Lorraine sauf à celles de Metz, II, Sarreguemines et Sarrebourg ont donné plus de 42,5 % de leurs voix à M. Mitterrand le 19 mai ; ce qui autorise la gauche à espérer des progrès en sièges. L'Alsace, où elle partait de plus bas encore, ne lui en promet pas pour le proche avenir ; mais les 35 % y sont dépassés dans 5 circonscriptions urbaines, et celle de M. Bord (Strasbourg-II) a même donné 41,2 % à M. Mitterrand. On comprend l'alignement avec laquelle les centristes, jusqu'aux seules opposition reconnues en Alsace, se plaignent de n'avoir pas vu apparaître de « révolution » dans la représentation de la région au gouvernement (M. Bord, qui symbolise à leurs yeux « l'Etat U.D.R. », est un chef de file qu'ils jugent compromettant).

dans 23 des 59 circonscriptions de l'Ouest. Les affrontements seront sans doute beaucoup plus âpres que par le passé dans les secteurs touchés par l'industrialisation, où le centriste déclinant ne joue plus guère le rôle de tampon. Deux taches conservatrices de moindres dimensions demeurent sur la carte : le sud du Massif Central et l'ouest de Paris. La première, qui rassemble 8 circonscriptions de tradition catholique, ne se détourne que lentement de la droite, malgré le désarroi économique où elle s'enfonce (ou à cause de lui). La gauche, qui y occupe un siège de 1967 à 1973, grâce à d'heureuses

Régression de la gauche dans le Midi

La région de plus forte implantation de la gauche, où celle-ci a trouvé un refuge dans les périodes difficiles, est le Midi qui s'étend de la Provence à l'Aquitaine et se prolonge sur une partie du Massif Central (Limousin et nord de l'Auvergne). La gauche y contrôle la plupart des conseils généraux (des assemblées électorales qui présentent l'inertie la plus forte aux changements politiques) et y a retrouvé en mars 1973 les deux tiers des 106 sièges de députés : 51 pour l'U.G.S.D., 30 pour le P.C.F. Mais c'est certainement là que le tassement des voix de gauche est le plus visible et tend le plus à se généraliser. En 1967, aux législatives, et en 1968, aux présidentielles, la gauche recueillait dans cet ensemble de régions 8 à 9 points de plus que sa moyenne (52 et 54,5 %). En 1973, l'avantage se réduisait à 5,6 % (53,1 % au lieu de 45,5 %), et les dernières présidentielles l'ont ramené à 4,4 %, soit la moitié de ce qu'il était naguère.

Cette régression, si elle est générale, frappe les divers fiefs avec une ampleur variable. Malgré la tendance habituelle à la réduction des hautes pourcentages, certaines zones de force ont bien résisté comme l'Arrière-Pyrénées, la banlieue bordelaise, la Vendée. Mais, dans quatre circonscriptions, la baisse depuis le premier tour de 1973 est supérieure à 5 %, en dépit du progrès national de 3,8 % : à Digne, à Draguignan, à Marseille-III et

circumstances, ne peut pas nourrir dans cette région de grandes ambitions : les 39,8 % qu'y a recueillis M. Mitterrand sont répartis régulièrement, sans fiefs particulièrement favorables, quant aux quartiers conservateurs de Paris, qui recouvrent 9 circonscriptions (les 4^e, 5^e, 6^e, 7^e, 18^e, 20^e, 21^e, 22^e, 23^e). Ils symbolisent bien l'identification de classe qui semble marquer de plus en plus les scrutins nationaux : la gauche ne cesse d'y décliner depuis 1965. M. Mitterrand y obtenait alors 35,2 %, tandis qu'avec 25,2 % en 1967, 24,3 % en 1973 et 28,8 % en 1974, ce secteur, à la sociologie bien typée, se situe régulièrement 20 % plus à droite que la moyenne nationale.

éminence de la gauche sont septentrionales : d'une part le Nord-Pas-de-Calais (37 circonscriptions, dont 15 appartenant au P.S. et 12 au P.C.F.), d'autre part les trois départements de la « petite couronne » parisienne (30 circonscriptions, dont une est socialiste et 17 communistes). La révolution est plus contrastée : le rapprochement avec le scrutin législatif de 1973 fait apparaître un léger recul relatif de la gauche, mais la comparaison avec l'élection présidentielle de 1968 est beaucoup moins favorable à la majorité. Dans la proche banlieue, la gauche recueillait au premier tour de 1973 53,9 %, soit 8,4 % de plus que sa moyenne nationale. M. Mitterrand a obtenu le 19 mai, 55 %, soit 5,7 % de plus que sa moyenne d'ensemble. En 1968, avec 50,8 %, il avait juste la même avance relative. Ainsi, il semble bien qu'un certain « vote d'influence », qui profite au parti communiste dans ses meilleures bastions, pour l'élection de députés se soit dispersé : c'est visible à Nanterre, Ivry-Vilry, dans le nord de la Seine-Saint-Denis. Mais la comparaison avec 1968 montre que M. Mitterrand a entièrement recouvré les voix de gauche qui soutenaient le général : il compense ainsi ce qu'a pu lui faire perdre la « rénovation » de nombre de cités, notamment dans les Hauts-de-Seine.

Dans le Nord-Pas-de-Calais, le phénomène est plus net encore : M. Mitterrand y a obtenu en mai dernier 55,6 %, soit exactement le pourcentage de la gauche le 4 mars 1973 ; il n'est donc plus qu'à 5,3 % de sa moyenne nationale au lieu de 10,1 %. Mais cette même région ne lui apportait en 1968 que 46,2 % des voix, soit à peine plus que son pourcentage global. C'est là que le « détournement » de votes populaires par le gaullisme avait été le plus fort, au détriment tant du P.C. que de la S.F.I.O. M. Giscard d'Estaing n'a rien conservé de cet avantage et se contente de récupérer un certain « déchet » sur les voix anticomunistes du P.S. En effet, il est très net que les seuls gains sensibles de la majorité se concentrent sur 7 circonscriptions parmi les 37 de la région : Arras, Boulogne-Sud, Bruay, Liévin, Lens, Hénin-Liétard et Cambrai. Toutes sont marquées par une forte compétition entre P.S. et P.C. pour la première place « au sein d'une gauche largement majoritaire ». Les candidats socialistes, pour conserver ou reprendre l'avantage, ne dédaignent pas de se présenter comme le meilleur rempart contre les communistes : on conçoit sans mal que certains électeurs conquis sur une telle base répugnent ensuite à porter M. Mitterrand à l'Elysée. Mais, au total, le comportement de cette région n'offre pas de grands espoirs à une majorité bien éprouvée l'an dernier. Il est symptomatique que, même dans la circonscription d'Armentières, où M. Maurice Schumann fut battu en 1973 à la surprise générale, sur les 50,27 % de voix du nouveau député socialiste, il en est resté 49,98 % pour M. Mitterrand. Dans tous les autres sièges tenus par la gauche, dont une dizaine sont habituellement marginaux, les résultats du 19 mai ne modifient pas l'équilibre antérieur.

Une vaste zone médiane

Entre toutes ces régions, figurant sur la carte comme des marches, qui restent en question leurs alliances anciennes, se déploie une vaste zone médiane : elle rassemble tout le Bassin parisien (y compris les 4 départements de la « grande couronne »), la Bourgogne et la Franche-Comté, la région Rhône-Alpes et, à l'opposé, la région Poitou-Charentes. Cet ensemble recouvre 169 circonscriptions, auxquelles on peut joindre celles de Paris-ville après défection des 9 circonscriptions « bourgeoises ». Il paraît constituer un vaste champ clos où presque toutes les situations sont ouvertes. Sur les 161 circonscriptions intéressées, seules 9 se sont écartées de plus de 10 % de la moyenne nationale le 19 mai et 128, soit 7 sur 10, ont approché cette moyenne à moins de 5 %. Même si l'on peut distinguer des subdivisions, ayant leur évolution pro-

pre, un tel « tir groupé », qui touche pratiquement tous les départements, flussent la cohésion politique, au moins négative, de ce glaciaire. Le plus souvent on y trouve des circonscriptions assez équilibrées sociologiquement, où les traditions politiques sont moins marquées qu'ailleurs, les implantations personnelles plus périssables. C'est assurément sur ce vaste terrain, qui répercute fidèlement les tendances nationales et qui plonge assez bien les « parachutages », que se dérouleront dans la période à venir les manœuvres préélectorales de la plus grande ampleur. Un simple exemple, qui montre la fluidité des situations : M. Mitterrand a obtenu entre 50 et 51 % dans les circonscriptions de MM. Ponsatowski (Ponloise), Dassalet (Beauvais-Nord), Taltinger (Reims-Sud), Bettencourt (Pécamp), Duhamel (Dole), Duratour (Saint-Etienne-Nord). M. Giscard d'Estaing a recueilli la même courte majorité chez Mme Thome-Patenôtre (Rambouillet), chez MM. A. Vivien (Mehun), C. Duratour (Charolles), Berthoin (Amboise), etc.

ERRATUM. — Deux coquilles ont rendu inintelligible le premier paragraphe du « chapeau » de présentation de l'édition d'Alain Richard (Le Monde du 17 septembre). Il fallait lire que les prochaines élections législatives partielles « donneront un regard d'actualité aux problèmes et aux affrontements qui avaient posé le pays tout au long de la campagne présidentielle ».

Prochain article :

LES VILLES-CENTRES ET LES BANLIEUES

Suivez les hirondelles.
Plein sud.

Oubliez l'automne, les jours gris, les jours trop courts.
Au Club, il fait plein soleil. Venez bronzer, juste avant l'hiver.
Au Club, les bougainvillées sont en fleurs, le sable chaud, la mer accueillante.
Vous profiterez des tarifs basse saison. Avec les excursions du Club, vous découvrirez de nouveaux horizons, pour vous tout seul, ou presque.
Et si vous ne voulez pas bouger, le famiente aura bien du charme.
Vous pourrez bronzer sans témoins ou bridger en toute quiétude.
Goûter les plats typiques de notre table d'abondance ou faire une cure de jerks au night-club, histoire de faire un peu plus de sport.
Au Club, tout est compris et le Club a bien du charme en automne.

La vie du Club, vous pourrez la découvrir à partir du 16 septembre gratuitement au cinéma UGC Ermitage, 72, Champs-Élysées, salle 3, permanent de 10 h à 13 h 30, non stop.

Club Méditerranée.

Place de la Bourse 75083 Cedex 02 Paris / 86 avenue des Champs-Élysées Paris 8^e / Tél. 266.52.52. Agence Havas-Voyages de votre ville.

POLITIQUE

LA GRANDE LOGE DE FRANCE VEUT DÉFINIR « UNE ÉTHIQUE POUR L'EUROPE »

La Grande Loge de France, qui a tenu son congrès annuel du 12 au 15 septembre, a réélu comme grand maître M. Pierre Simon, qui avait repris la direction de cette obédience au mois de septembre 1973.

Le docteur Pierre Simon avait déjà assumé la fonction de grand maître de septembre 1969 à septembre 1971. Le congrès a élu ou réélu comme membres du bureau du conseil fédéral MM. Jules Sebastianelli (grand maître adjoint), Serge Coche (grand orateur), Jacques Lacombe (grand secrétaire), Albert Monesson (grand chancelier) et Jean Cailliau (grand trésorier).

À l'issue des travaux de ce congrès, le docteur Pierre Simon a précisé les orientations de la G.L.F. et indiqué qu'elle avait été les trois questions qu'il se posait : « La première question avait trait à la valeur humaine du travail, considéré comme un moyen d'accomplissement de connaissance et non comme une peine ; la seconde question traitait de l'engagement du franc-maçon « bon du temple » ; la troisième question traitait de la recherche d'une « morale pour notre temps » (voir le Monde du 7 septembre). « La méthode initiale », a souligné le grand maître, « consiste à rassembler des faits, aussi bien sur le plan des personnes que des collectivités ou des cultures ».

Après avoir affirmé que la franc-maçonnerie avait inventé, la première, le système de la « dynamique de groupe », le docteur Pierre Simon a notamment déclaré : « Les franc-maçons d'aujourd'hui affirment que la situation créée par l'abolition du progrès technique a été telle qu'une intelligence solitaire ne peut plus dominer la technique. Lorsque les sociologues de 1974 proclament que l'heure est venue de l'intelligence collective, les franc-maçons répondent : « L'intelligence collective, c'est ce que nous appelons la loge. Nous avons ainsi mis deux cents cinquante ans à jeter l'outil que nous mettons aujourd'hui à la disposition d'une humanité menacée. Quand la tradition et le monde moderne divergent, ce

n'est pas la tradition qui erre. Mais cette dernière peut être révisée et l'on admet dans une obédience repensée que la science peut épouser d'autres finalités que la maîtrise de la nature. (...) Notre obédience entend participer activement à ce que certains ont appelé « la conjuration des maîtres ». Si nous admettons que tous les maîtres ne sont pas francs-maçons, du moins affirmons-nous que la voie symbolique demeure la voie privilégiée pour accéder à l'astuce instinctive. »

« Qu'est-ce qu'un maître en 1974 ? Ce n'est pas nécessairement l'homme qui prétend savoir, c'est celui qui possède les voies d'accès à la connaissance. » De cette « conjuration des maîtres », les Églises ne sont pas exclues. « La franc-maçonnerie reste une morale de la solidarité, solidarité des hommes dans la cité, solidarité des hommes dans l'univers. »

C'est pourquoi la Grande Loge de France, d'ores et déjà, s'est attelée à la recherche et à la définition d'une éthique pour l'Europe. « Morale de la solidarité, la franc-maçonnerie ne résoudra pas à elle seule toutes les contradictions sociales contemporaines. » La première étape de la recherche d'une morale de relation sera la prise de conscience des mécanismes qui régissent nos comportements. À ce congrès, assistaient les représentants de la plupart des obédiences d'Amérique, d'Afrique et d'Asie, et notamment le Grand Maître d'Argentine, président de la Confédération maçonnique inter-américaine. — A. G.

CORRESPONDANCE

M. Zeller et l'engagement politique du Grand-Orient de France

À la suite du compte rendu du congrès du Grand-Orient de France (le Monde du 12 septembre), M. Fred Zeller, ancien grand maître de cette obédience nous a adressé la lettre suivante :

Il n'a jamais été dans mes intentions, ni dans celles de la « mission » du conseil de l'ordre du Grand-Orient de France de donner une orientation politique quelconque à notre association.

S'il est vrai que l'appartenance au parti socialiste et à son épaule, c'est-à-dire que quatre-vingt-cinq pour cent des membres du Grand-Orient de France, n'est pas une orientation politique, elle n'est pas une orientation politique.

Je suis toujours affirmé, au contraire, conformément à nos principes, que la maçonnerie n'est ni un parti, ni une église et qu'elle n'a pas vocation pour participer aux compétitions électorales, c'est pourquoi elle a su rester depuis deux cent cinquante ans « le centre de l'union ».

Il est néanmoins historiquement exact que le Grand-Orient de France, en opposition sur ce point avec la maçonnerie anglosaxonne, a constamment insisté pour la défense des traditions républicaines et laïques — ce qui lui a valu les persécutions que l'on sait — qu'il n'a pas hésité à faire entendre sa voix chaque fois que ces traditions lui paraissent menacées.

Le parti socialiste devrait dans quelques mois s'installer dans un nouveau siège de 800 mètres carrés situé 7, place du Palais-Bourbon. Les socialistes conservateurs négligent leurs locaux, 12, cité Malesherbes.

étaient menacées sur un point quelconque du globe.

C'est ainsi que cette année encore, notre congrès a rendu à l'unanimité un hommage solennel à notre frère Salvador Allende, assassiné par les soldats fascistes.

Cet hommage a été, en fait, la dénonciation d'un régime politique et social exécré, qui écrase le peuple chilien.

C'est dans cet esprit que je souhaitais, avec plusieurs de mes amis, qu'à l'occasion de la dernière campagne présidentielle, le Grand-Orient de France affirme une fois de plus sa fidélité à l'idéal démocratique et son vœu de contribuer à réaliser le progrès social dans une société nouvelle qui reste encore à imaginer puis à bâtir.

DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS

● Au cabinet de M. Jacques Chirac, M. Lucien Chabouat est nommé chargé de mission en remplacement de M. Maurice Sabatier appelé à d'autres fonctions.

● Au cabinet de Mme Veil, ministre de la Santé, il est mis fin aux fonctions de M. Jacques Paquet, chef de cabinet, sur la demande de ce dernier.

● Le parti socialiste devrait dans quelques mois s'installer dans un nouveau siège de 800 mètres carrés situé 7, place du Palais-Bourbon. Les socialistes conservateurs négligent leurs locaux, 12, cité Malesherbes.

M. PRADÉL REPREND SES ACTIVITÉS A LA MAIRIE DE LYON

M. Louis Pradel, maire de Lyon et président de la communauté urbaine, a repris, lundi 16 septembre, ses fonctions, après l'opération chirurgicale qu'il a subie le 3 août dernier. Sa convalescence l'avait empêché d'accueillir dans sa ville le président de la République et les membres du gouvernement, à l'occasion du conseil des ministres tenu le 11 septembre.

M. Pradel a présidé lundi soir le conseil de la communauté urbaine.

M. GISCARD D'ESTAING REÇOIT LE PRÉSIDENT DU CAMEROUN

M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu mardi matin 17 septembre, MM. Jacques Chirac, premier ministre, et Michel Pomalowski, ministre de l'Intérieur, avec lesquels il a préparé la rentrée parlementaire. Le président de la République devait s'entretenir ensuite avec M. Pomalowski avant de recevoir, dans l'après-midi, M. Ahmadou Ahidjo, président de la République du Cameroun, puis M. Sadruddin Khan, haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés. Enfin, en fin d'après-midi, M. Giscard d'Estaing devait s'entretenir de nouveau avec M. Chirac.

COLLECTEUR ESPAGNOL

ACHÈTE TABLEAUX ESPAGNOLS XIX^e et XX^e siècles

H. Anglada-Camarasa, Agramon, Arteta, Baroja, Beltrán-Massés, Benedito, G. Escudé, J. Benlloch, Aureliano de Beruete, G. Bibero, R. Canal, Cardona, Casanova y Estorach, R. Casas, Pausa-Cosío, J. Cusachs, V. Cutanda, U. Checa, Chicarro, Domingo-Marquez, Domingo Muñoz, Roberto-Domingo, Ferran, Ferrandiz, B. Galdós, J. Gállegos, García y Rodríguez, García Ramos, Gessa, F. Gimeno, Gutiérrez Solana, C. Haza, Jiménez-Aranda, León y Escosura, Lizaso, Luna y Novicio, E. Lucas, Vilasmit, G. Pérez-Villamil, R. Madrazo, F. Madrazo, Martí y Alsina, Marcelino de Urteaga, Martínez-Abadías, S. Martínez-Cubells, E. Martínez-Cubells, Mas y Fontdevila, Meléndez, J. Mir, F. Miralles, Mongrell, Matillas, Moreno-Carmona, Muñoz-Degrain, J. Morillo, J. Navarro, Nicolás-Cutanda, I. Nogués, E. Ocon, Benjamin-Palencia, Palmaroli, I. Pinazo, C. Pla, F. Pradilla, Darío de Regoylos, J. Romero de Torres, A. Reyna, Riancho, M. Rico, Rodríguez-Acosta, S. Rusiñol, C. Saenz, P. Salinas, E. Sala, Sánchez-Barbudo, Sancha-Perrier, J. María-Sert, E. Simonet, J. Sorolla, M. Utrilla, Valera, Valera de Zubizarra, Valentin de Zubizarra, J. Zuloaga, Zabala, Zurro.

Tel. : HOTEL DE CASTIGLIONE, 40, Fg-St-Etienne

Mme OLIVIER — PARIS (8^e)

265-07-50 - 265-77-80

Paye au plus haut prix

Un mouvement des sous-préfets affecte soixante-quatorze postes

Le corps préfectoral est de tous les corps de l'État celui qui connaît la plus grande mobilité. Depuis quatre ans, en effet, plus de deux cents mutations ont affecté les préfets, et pour la seule année 1974 près de soixante-dix changements de postes ont déjà intervenus. Le corps des sous-préfets n'a pas échappé à cette tendance. Le Journal officiel du 14 septembre publie un mouvement particulièrement important puisqu'il touche soixante-quatorze postes. Ce mouvement, qui était prévu pour la fin du mois de septembre, a été précipité pour échoir, semble-t-il, les pressions et interventions qui auraient pu se manifester de la part des fonctionnaires, des membres du gouvernement et des parlementaires.

M. René Barthelemy, sous-préfet hors classe, sous-préfet de Montluçon, est nommé sous-préfet de Béziers. M. Emmanuel de Zélicourt, sous-préfet d'Albi-en-Provence, est nommé sous-préfet de Montluçon. M. Félix Henry, secrétaire général de l'Éclaire, est nommé sous-préfet d'Albi-en-Provence. M. Jean Barreau, sous-préfet de Forbach, est nommé secrétaire général de l'Éclaire. M. Jean Dusserre, secrétaire général des Côtes-du-Nord, est chargé des fonctions de sous-préfet de Forbach. M. Henri Hugues, sous-préfet de Saint-Mandé, est nommé secrétaire général des Côtes-du-Nord. M. Yves Escoffier, sous-préfet de Loches, est nommé sous-préfet de Saint-Mandé-Mont-Bond. M. Roger Vigand, sous-préfet de Béziers, est nommé sous-préfet de Loches. M. Albert Jada, administrateur civil détaché en qualité de sous-préfet de Bonneville, est remis à disposition du préfet de la Seine pour être réaffecté dans son corps d'origine. M. Paul Langoustin, sous-préfet de Senlis, est nommé sous-préfet de Bonneville. M. Pierre Serrail, sous-préfet de Roanne, est nommé sous-préfet de Senlis. M. Maxime Goussier, secrétaire général d'Ille-et-Vilaine, est nommé sous-préfet de Roanne. M. Michel Bouleau, chargé de mission auprès du préfet de la région Bretagne, est nommé sous-préfet d'Ille-et-Vilaine. M. Georges Mazon, sous-préfet de Molsheim, est nommé sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine. M. Yves Regnery, sous-préfet d'Avannes, est mis à la disposition du premier ministre pour être détaché dans un emploi d'administrateur civil. M. Jacques Millot, sous-préfet de Châtelleraut, est chargé des fonctions de sous-préfet d'Avannes. M. Gilbert Belin, sous-préfet de Saint-Estève, est nommé sous-préfet de Châtelleraut. M. Pierre Cantegrel, sous-préfet de Senlis, est nommé sous-préfet de Saint-Estève. M. Yves Moureaux, sous-préfet de l'Yonne, est nommé secrétaire général des Yvelines. M. Michel Martaguet, secrétaire général de l'Yonne, est chargé des fonctions de sous-préfet de l'Yonne. M. Michel Tonnal, sous-préfet de Guebwiller, est nommé secrétaire général de l'Yonne. M. Paul Adani, sous-préfet de Châteauneuf, est nommé sous-préfet de Guebwiller. M. Norbert Vadi, sous-préfet de Meyreux, est nommé sous-préfet de Châteauneuf.

Les permutations ainsi décidées se produisent à l'intérieur même du corps, aucun fonctionnaire n'étant nommé en dehors de son corps, par conséquent, ce mouvement, qui signifie qu'un sous-préfet ne doit demeurer au même poste trop longtemps et en tout cas pas plus de cinq ans environ. Les promotions de fait que reçoivent par le biais de leur affectation certains jeunes sous-préfets — et notamment ceux qui sont issus de l'École nationale d'administration — ont pour conséquence des sortes de rétrogradations imposées à certains sous-préfets déjà anciens. Ainsi se dégage une pratique qui touche avant la limite d'âge statutaire les sous-préfets approchant de la soixantaine.

M. Jean Bonault, sous-préfet de Sainte-Menquende, est nommé sous-préfet de Mamers. M. Maurice Bourgeois, sous-préfet d'Haguenau, est nommé sous-préfet de Sainte-Menquende. M. Albert Taill, sous-préfet de Cholet, est nommé sous-préfet d'Haguenau. M. François Bonalle, secrétaire général des Vosges, est nommé sous-préfet de Cholet. M. Robert Montpézat, directeur du cabinet du préfet de la Loire, est nommé secrétaire général des Vosges. M. Jean Pruvot, sous-préfet de Montbard, est nommé sous-préfet hors cadre. M. Auguste Fauré, sous-préfet de Sarreguemine, est nommé sous-préfet de Montbard. M. Albert Bucourt, sous-préfet de Vervins, est nommé sous-préfet de Sarreguemine. M. René Gondran, sous-préfet de Saint-Girons, est nommé sous-préfet de Vervins. M. Georges Fastinger, sous-préfet de Carpentras, est nommé sous-préfet de Saint-Girons. M. Bernard Chevrier, sous-préfet de Salntes, est nommé sous-préfet de Carpentras. M. Georges Moyon, sous-préfet de Barcelonnette, est nommé sous-préfet de Salntes. M. Georges Le Sidaner, sous-préfet de Lannion, est nommé sous-préfet de Barcelonnette. M. Jean Le Cor, secrétaire général de la Marine, est nommé sous-préfet de Lannion. M. André Berhaut, chargé de mission auprès du préfet des Yvelines, est chargé des fonctions de secrétaire général de la Marine. M. Jean Figueras, sous-préfet de Limoux, est nommé sous-préfet chargé de mission auprès du préfet des Yvelines. M. Henry Bonis, sous-préfet de Bergerac, est nommé sous-préfet de Limoux. M. Luc Lalonde, secrétaire général de la Vienne, est nommé sous-préfet de Bergerac. M. Christian de Polin, sous-préfet d'Autun, est chargé des fonctions de secrétaire général de la Vienne. M. Jean Bourvas, sous-préfet de Lens, est nommé sous-préfet d'Autun. M. Bernard Pataut, sous-préfet de Lunéville, est chargé des fonctions de sous-préfet de Lens. M. Bernard Terrier, sous-préfet de Châteauneuf-Thierry, est nommé sous-préfet de Lunéville. M. Pierre Mancette, sous-préfet de Châteauneuf-Thierry, est nommé sous-préfet de Châteauneuf-Thierry. M. Guy Milgrom, sous-préfet de Montbéliard, est nommé sous-préfet de Châteauneuf-Thierry. M. Robert Miguet, sous-préfet de Bastia, est nommé sous-préfet de Montbéliard. M. Jacques Guerin, directeur du cabinet du préfet de la région Aquitaine, est nommé sous-préfet de Bastia.

POUR CE LIVRE PRESTIGIEUX

Les liaisons dangereuses

"lettres recueillies dans une société et publiées pour l'instruction de quelques autres" par CHODERLOS DE LACLOS



Mathématicien puis Capitaine d'Artillerie, inventeur du "boulet creux" ou obus, Choderlos de Laclos fit exploser une véritable bombe littéraire en mai 1782, en publiant *Les Liaisons Dangereuses*. Le succès fut immédiat et prodigieux. La peinture qu'il fit de ce merveilleux et léger 18^e siècle lui valut les qualifications de « *abominable, pernicieux, immoral, débauché* ». Dans cet échange de lettres, l'amour apparaît comme un jeu machiavélique, un ensemble de roueries où il n'est que le prétexte du plaisir. A notre époque de pornographie envahissante, cette lecture nuancée des vices et de l'immoralité d'une certaine société, est d'une surprenante séduction.

Regardez bien...

Le papier vergé véritable, filigrané « aux canons », agréable à feuilleter (512 pages). Et non un quelconque « *boutfard* » qui gonfle artificiellement le volume.

L'impression luxueuse en beaux caractères GARAMOND sobres et nets. Et non faux caractères, sans aucune lecture difficile.

La reliure véritable peau, mouton de pays (format en octavo 140/210 mm), taillée d'une seule pièce et repliée à la main avec trois toiles par des joints cachés sous la dorure.



Le décor époque Louis XV, aux armes de la Comtesse du Barry et des gardes imprimées sur son ton comme au XVIII^e siècle.

La dorure or 22 carats frappée à chaud sur le cuir, pratiquement inaltérable. Et non simple impression dorée qui s'efface avec le temps.

17 illustrations tirées directement sur les gravures originales au burin du XVIII^e siècle. Et non simples reproductions de faible valeur d'après photos.

Ce livre magnifique vous est offert pour seulement le prix d'une belle édition classique cartonnée : 56,95 F. Pensez à la valeur qu'il prendra bientôt...

Vérifiez vous-même l'intérêt et la beauté du livre en demandant son envoi GRATUIT pour un examen sans engagement de 8 jours. Il suffit de remplir et retourner le BON ci-dessous à Jean de BONNOT, 7, Faubourg St Honoré, 75008 Paris Cedex 08.

ENGAGEMENT DE RACHAT. Ayez moins de livres, mais choisissez-les avec goût, en amateur éclairé. Un bon livre ne peut être vendu à vil prix. Jean de Bonnot ne publie que des œuvres soignées dans les plus petits détails, prenant de la valeur chaque année, s'engage à les racheter en permanence au prix de souscription.

MON VRAI CADEAU c'est sa beauté... Jean de Bonnot certifie personnellement l'authenticité des matières les plus nobles utilisées pour la confection de ce volume tel qu'il est décrit.

ENVOI GRATUIT sans engagement, du volume LES LIAISONS DANGEREUSES, pour en vérifier personnellement la beauté.

Envoyez-moi de prestigieux volumes pour que je puisse l'examiner tranquillement chez moi pendant 8 jours. Je pourrai ensuite le renvoyer dans son emballage à vos frais. Mais si je juge qu'il embellira merveilleusement ma bibliothèque, je le garderai pour seulement 56,95 F (+ 2,65 F de participation aux frais d'envoi), prix de lancement de la souscription, au lieu de 83,00 F.

Code..... N°..... Rue..... Ville.....

Signature indispensable
Signature des parents ou du tuteur pour les mineurs.

CADEAU A GARDER, même sans achat. Si vous avez d'examen GRATUIT parvenez dans les 100 premiers, vous recevrez en CADEAU une superbe gravure originale d'un artiste contemporain, tirage numéroté et signé sur papier chiffon. Gardez-la, même si vous renvoyez le livre, en espérant qu'elle vous donnera l'émotion des véritables livres d'ART.

POLITIQUE

A la Martinique

Un projet d'aménagement touristique divise l'opinion

Fort-de-France. — Un mouvement d'opinion se dessine depuis un mois la Martinique, à propos de ce que l'on appelle déjà « l'affaire des Salines » : il s'agit d'un projet de « Riviera touristique » à la côte sud de l'île, élaboré par une société à capital en majorité étranger. Les ambitions sont énormes : 273 hectares à aménager en dix ans ; coût global de l'opération : environ

450 millions de francs, dont une partie non négligeable serait supportée par la puissance publique. L'opération est l'œuvre de huit mille employés. Le conseil général doit discuter, du projet dans les prochaines semaines. Un comité de défense et de sauvegarde des Salines et autres sites et plages de la Martinique s'est créé, qui réunit déjà plusieurs milliers d'adhérents.

De notre correspondant

Les Salines, à la pointe extrême sud de la Martinique, une succession de plages et de rive, qui tire son nom d'anciennes salines salées situées à proximité. Par temps clair, c'est-à-dire presque toujours, on distingue à l'horizon l'île voisine de Sainte-Lucie. L'eau chaude et verte de la mer des Caraïbes, le sable blanc, le soleil assuré, on fait depuis longtemps le lieu de détente privilégié des Martiniquais. Aucune construction à des kilomètres à la ronde, mais des tentes pendant le week-end et les vacances.

C'est à ce coin de côte resté sauvage que la société Asatama s'intéresse. Les premiers projets de l'architecte londonien Corvill Matthews remontent à novembre dernier. Le 28 avril 1974, une agence de presse locale en avait révélé l'essentiel. Il était tard déjà, car trois semaines auparavant une importante réunion avait eu lieu à la préfecture entre l'administration et les représentants de Asatama.

Ce nom, formé à partir de ceux des membres du groupe, est le raisonnement d'une société anonyme au capital de 100 000 francs qui achètera les terrains et les revendra (après viabilisation) aux promoteurs intéressés. La société a d'abord été présentée comme une société à but lucratif. Son président est en effet Martiniquais : c'est M. Roger Sablé, fils de M. Victor Sablé, député républicain indépendant de la troisième circonscription. Son siège est actuellement en cours d'enregistrement à Fort-de-France.

On connaît dans tous les DOM, les investisseurs bénéficiaires, en vertu de la loi du 24 décembre 1971, d'allégements fiscaux. Quant au capital, il est à 60 % anglais. Le projet prévoit la création de 11 250 lits, soit six hôtels (trois « trois étoiles », deux « quatre étoiles » et un « cinq étoiles ») ; 1 000 villas et 600 appartements. Le tout devant constituer une véritable ville. S'y ajoutent, outre les magasins et services divers (banques, poste, etc.), une marina pouvant accueillir 600 bateaux, trois casinos, un centre religieux interconfessionnel, un aéroport de classe D, etc. L'ensemble du projet est divisé en cinq tranches.

Environ 195 hectares environ seraient nécessaires appartenant à des particuliers (dont l'un n'a pas encore été contacté) ou à des sociétés. Le reste est à l'état et comprend notamment un terrain « 50 pas géométriques » non « vendable » au regard de la loi.

Le prix que propose la société Asatama pour l'étang des Salines et les anciens marais salants (au total 50 hectares jugés de peu de valeur) est presque symbolique : 100 francs l'hectare. L'état conserverait la propriété d'une portion de 13 hectares environ, constituée par les trois plages qui bordent l'ensemble. Pour la société, qui n'aurait finalement à couvrir que des dépenses modestes, l'affaire paraît donc éminemment rentable : la vente des 50 premiers hectares viabilisés (soit à peu près la première tranche d'aménagement) suffirait à équilibrer l'opération. Les choses pourraient aller très vite, puisque l'ouverture du premier hôtel est prévue pour le début de l'année 1977.

Les adversaires du projet met-

tent l'accent sur les investissements considérables qui vont être nécessaires : investissements privés, certes, mais aussi investissements publics qui viendraient financer les infrastructures nécessaires à la desserte d'une « ville nouvelle » créée dans une zone actuellement semi-désertique. Une ébauche de viabilisation avait eu lieu il y a quelques années lors d'un projet touristique de moindre envergure qui avait capoté. Mais le minuscule château d'eau créé à l'époque et la route à deux voies qui conduisent à l'extrême sud de l'île ne sauraient désormais suffire. Tout est à revoir, depuis la capacité d'accueil de l'aéroport jusqu'à la production d'électricité, elle devrait être augmentée d'un tiers. On avance du côté des adversaires du projet, le chiffre de 100 millions de francs d'investissement publics supplémentaires répartis sur dix ans. Les avantages escomptés en contrepartie sont : l'augmentation du revenu des ménages, la hausse de la production intérieure et l'amélioration du solde de la balance commerciale.

D'autre part, cette concentration des investissements dans le sud de l'île provoque mécontentement des certains élus du Nord appartenant à la majorité. Ceux-ci ne manquent pas de faire remarquer qu'accroître d'un tiers le chiffre d'affaires de l'île ne sera pas la et qu'il y aurait peut-être mieux à faire avec tous ces millions.

Du côté de l'administration, si on évalue, certes, les coûts, on met l'accent sur les avantages : les huit mille emplois proposés par la société constituent l'argument numéro un : la Martinique comptait officiellement, en 1972, quelque trente mille chômeurs (la réalité est certainement supérieure). Depuis la création de la cinquantaine emplois seulement ont été créés pour deux mille six cents supprimés depuis le 1^{er} janvier 1973.

Outre que le chiffre de huit mille emplois créés aux Salines risque d'être grossi, on peut se demander, compte tenu des fluctuations saisonnières, si tous les emplois seront permanents. On se pose la question de savoir, aussi, si la société Asatama n'est pas parvenue à ce chiffre de huit mille en additionnant aux emplois nécessaires lorsque la réalisation sera terminée ceux de la phase de construction. Enfin, un tiers de plus, il s'agit, à n'en pas douter, d'emplois subalternes.

On parviendrait ainsi au schéma suivant : deux mille emplois seraient créés, c'est-à-dire le nombre des logements prévus pour le personnel ; l'homme serait maçon dans un premier temps, puis « homme à la place » à la femme employée comme chambrière et l'ouverture du complexe. A cela s'ajoute qu'on ne peut parler qu'avec prudence d'emplois nouveaux dans la mesure où le tourisme attire une

forte proportion de ceux qui abandonnent la terre.

Autre argument fréquemment avancé en faveur du projet : un complexe de cette taille ferait franchir à la Martinique le « seuil » au-delà duquel il devient intéressant de produire localement.

M. Christian Orsetti, préfet de l'île, explique dans son rapport aux conseillers généraux qu'on se trouve, pour la première fois, en présence d'un projet de relance économique aussi « sur une base solide à long terme » : le marché touristique. Pourtant, dans le même temps, les chiffres de la dernière saison touristique indiquent une baisse sensible de l'indice de fréquentation des hôtels déjà existants. Deux d'entre eux, au moins, de création récente, ont eu de sérieuses difficultés. Il faut, d'autre part, une forte dose d'optimisme « pour penser que la poursuite d'hommes qui sont à la tête de l'import-export martiniquais renonceraient à importer et encourageraient les initiatives locales, alors même qu'ils vendent la demande de leurs fournisseurs et s'écroulent. Enfin, la réorganisation de la production est une tâche qui nécessite une attention et des crédits spécifiques. » Tout cela est très intéressant à retenir.

M. Orsetti dans une interview au Journal France-Antilles. Or, le projet Asatama pourrait bien avoir des effets de monopole sur la quasi-totalité des fonds publics dans les dix années à venir.

Il reste bien d'autres points délicats : l'administration a-t-elle obtenu des garanties ? Pourrait-elle passer à d'éventuels mouvements spéculatifs ?

La solidité du marché touristique

La Martinique n'atteindra-t-elle pas d'ici dix ans, un degré de « saturation » en touristes ? C'est là une autre question, et grave. Non, répond-on, ce risque n'existe pas, et de citer le cas d'autres îles de la Caraïbe où le tourisme a été développé. Mais la « population » est plus élevée : c'est oublier que chaque île a sa personnalité propre. Si ce n'est pas la personnalité, c'est l'afflux touristique, en particulier en provenance de l'Amérique du Nord, pourrait bien avoir déjà eu certains effets dans les mentalités. Il suffit d'observer les réactions à l'arrivée d'un navire de croisière à Fort-de-France pour se convaincre que les phénomènes de rejet sont peut-être plus proches qu'on ne le pense. Les succès du comité de sauvegarde (qui se veut apolitique) n'en est-il pas, d'ailleurs, le début ? Les Martiniquais ont, cette fois, commencé à se battre pour leur île, entend-on dire parfois.

En marge du projet, on envisageait de créer, dans le centre de la ville, un centre de loisirs destiné à la population locale et permettant « la coexistence du tourisme international et de celui populaire ». Mais aucune étude poussée n'a encore été faite et, de toute façon, un tel centre aura sans doute quelque difficulté à ne pas apparaître comme un ghetto.

Le courant d'opinion a pris de l'importance, soutenu par une partie de la presse (exception faite de France-Antilles, qui fait pratiquement campagne pour le projet). Le comité de sauvegarde, qui s'est déclaré prêt à mener en 1975 une campagne de type Larcas, est sur le point d'être débordé par sa base. De l'autre côté, M. Victor Sablé, père du P.D.C. d'Asatama, soutient le projet avec tout le poids que lui confère son mandat de député : « Depuis vingt ans, je soutiens les intérêts des autres, à-t-il déclaré dans un journal local. Je n'ai aujourd'hui aucun complexe à soutenir mon propre fils. » Quant à M. Sablé fils, face à l'indignation des écologistes, il invoque l'écologie « salée » des plages en cause, et déclare au même journal : « C'est là qu'il faut faire la révolution, c'est l'administration se défend d'avoir pris aucun engagement et met l'accent sur l'importance d'un accord de la population et de ses élus. M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a précisé, lors de son récent passage, que rien ne serait fait sans un plan financier précis ; certains ont vu là sinon un désaveu discret.

La question doit être débattue à partir du 19 septembre par les instances régionales, qui émettront un avis. Le conseil général, dont les commissions concernées ont été saisies, devrait également se réunir prochainement. De lui dépend l'accord de principe qui doit intervenir avant le 1^{er} octobre pour que les dépenses soient inscrites au VII^e Plan. Les travaux seraient alors engagés, puis, par la suite, les avantages fiscaux consentis aux investisseurs prendront fin au 31 décembre 1975.

PUBLICATION JUDICIAIRE

« LE MONDE » CONDAMNÉ

Un journal qui ne pratique pas l'auto-censure s'expose à des poursuites de la part de plaignants qui s'estiment diffamés alors même que la preuve a été recherchée et puisée à bonne source. Mais la loi est la loi, et sa stricte application conduit le plus souvent à des condamnations, fussent-elles de principe, dès lors qu'une plainte est déposée.

Dans le Monde daté du 12 mai 1973, Francis Cornu avait exposé les circonstances d'un krach immobilier à Ajaccio. Il avait rapporté en termes mesurés les reproches articulés par certains souscripteurs contre leur notaire, M. Alexandre, exposé le point de vue du notaire et celui du procureur de la République qui ne pouvait être cité comme témoin mais n'a jamais démenti ses propos. Bien que les positions de toutes les parties en cause aient été analysées, M. Alexandre s'est estimé diffamé par les griefs rapportés de certains de ses clients.

Condamné en première instance, le Monde, sûr de son bon droit, avait fait appel, en même temps d'ailleurs que la partie civile. M. Alexandre évaluait le dommage subi à 100 000 F ; le tribunal l'avait abaissé à 10 000 F et la cour d'appel ne l'a fixé qu'à 2 000 F.

Les considérants exposent bien l'affaire et suffisent, selon nous, à justifier le but et le fond de l'article. A « la preuve » que nous avons apportée,

Le 7 mai 1974, la 1^{re} chambre de la cour d'appel de Paris a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR.

Considérant que FAUVET et CORNU préviennent, la S.A.R.L. le Monde, civilement responsable, de l'atteinte à leur honneur et à leur réputation causée par l'article intitulé « L'AJACCIO. UNE INFORMATION DEVENAIT ENTRE OUVRETTES » paru dans le Monde daté du 12 mai 1973 ;

Considérant que FAUVET et CORNU soutiennent qu'ils ont rapporté la preuve de la vérité des faits qu'ils ont exposés ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Il n'est reproché que de n'être ni « complet », ni « absolu ». Comment le journal-elle dans une affaire aussi complexe ? Faut-il qu'un journaliste assume la tâche d'un juge d'instruction ? Ne doit-il pas seulement exposer les thèses en présence ? Est-il condamné à taire les scandales jusqu'à leur dénouement ? Le cour d'appel reconnaît d'autre part que le journaliste, auteur de l'article, était « exempt de malveillance et de mensonge » et qu'il se proposait « un but honorable ». Cela suffit à nous convaincre qu'il a servi la vérité et la moralité. Mais la cour exige de sa part, pour ne pas être condamnée, « une objectivité parfaite ». Quel journaliste peut y prétendre ?

Qu'a plaidé le notaire sinon ce que l'article avait justement dit de son point de vue ? S'il avait, comme tant d'autres, utilisé son droit de réponse — et il est urgent que la loi soit modifiée pour empêcher toute plainte en diffamation avant l'envoi d'une réponse — le notaire n'aurait rien ajouté à l'article qui contenait déjà sa réplique aux griefs de ses clients.

L'arrêt de la cour d'appel, que nous devons intégralement publier ci-dessous, malgré la place que nous avions consacrée aux débats illustres, face à l'application stricte de la loi sur la diffamation, la vulnérabilité du journaliste soulevé de vérité. — J. P.

Une attention de l'article fait apparaître que sans prendre en compte le fait que le notaire, M. Alexandre, n'avait pas été cité comme témoin, mais qu'il avait été cité comme plaignant, ce qui est une faute grave, car elle a entraîné la condamnation de FAUVET et CORNU à payer à M. Alexandre la somme de 2 000 F.

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Considérant que les faits qu'ils ont exposés sont présentés par les plaignants et les prévenus d'une manière qui ne peut être considérée que comme une dénigrement ;

Microfilm.
Enfin tous les moyens
de s'en servir.



Microfilm. Enfin tous les moyens de s'en servir.

Aujourd'hui, le microfilm révolutionne le monde de la communication. On l'utilise déjà en liaison directe avec l'informatique et même en édition.

Pourtant, il est encore mal utilisé.

Pourquoi ? Tout simplement parce que l'information qu'il contient n'est pas directement exploitable.

Si on veut la rendre accessible à tous, on doit pouvoir

1. La retrouver. 2. La diffuser. 3. La consulter. 4. La réagir.

Après l'offset et la diazo, le spécialiste de la reprographie

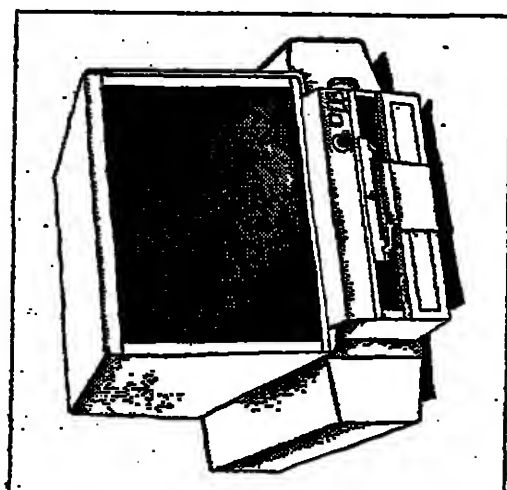
de rapidité et de rentabilité.

Ces 4 opérations, Photogay les a étudiées, simplifiées, perfectionnées.

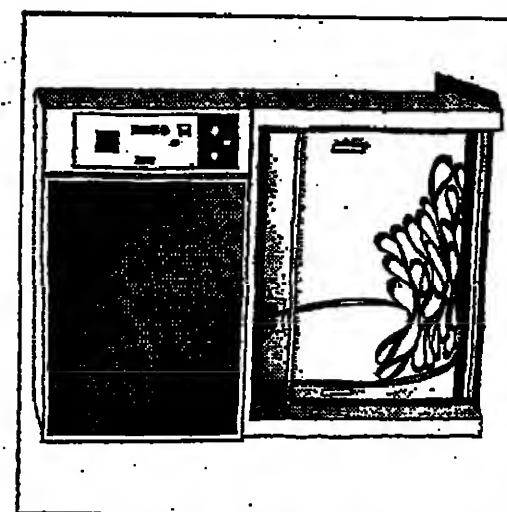
Après l'offset et la diazo, le spécialiste de la reprographie

maîtrise maintenant un nouveau domaine : l'exploitation du microfilm.

Un domaine qui a de l'avenir...



Lecteur-Reproducteur



Duplicateur de microfilms

PHOTOGAY
COPIE
TREUBES DE PLANS, OFFSET DE BUREAU, MICROGRAPHIE

Visitez Photogay et ses spécialités.

Photogay, BP 10, 69220 Vaulx-en-Velin, tél. (73) 64.45.81

SICOB : Treubres de plans : Stand 6 D 8400 - Offset : Stand 2 A 2119 - Micrographie : Stand 6 D 8401

Si vous avez trouvé mieux,
c'est que vous connaissez déjà Photogay !

DÉFENSE

APRÈS LA MANIFESTATION D'APPELÉS A DRAGUIGNAN

Dans nos rapports sur le moral, les éléments positifs sont devenus une peau de chagrin estime le délégué militaire du Var

Draguignan. — « Si on publiait maintenant tout ce que savent les régiments, on ne pourrait pas le publier. Si on le voulait, on y trouverait, j'en suis sûr, tout ce qui agite aujourd'hui l'armée. » Le colonel Georges Paccard, chef de bataillon, délégué militaire pour le Var, représentant permanent du commandement auprès du préfet, peut se vanter d'avoir « expérimenté sur le terrain » cette agitation. C'est lui, en effet, cet officier que l'on a vu sur les écrans de télévision, dans les journaux, en train de « négocier » le retour à la caserne des soldats du 15^e Régiment d'artillerie lors de leur manifestation du 10 septembre, dans les rues de Draguignan.

De notre envoyé spécial

tat d'une « manipulation ». Selon lui, des « éléments positifs », quelques jours avant, ont fait signer à leurs camarades une pétition reprenant en grande partie l'appel des cent qui réclame une amélioration de la condition des appelés. Puis, ayant fait imprimer leurs noms sur un tract, ils leur ont expliqué qu'ils n'avaient d'autre solution que de descendre dans la rue afin d'atténuer les risques de sanctions en provoquant un soutien extérieur. Le colonel ne cache pas ses sentiments traditionalistes — il se réfère volontiers aux déclarations de l'amiral de Joybert, l'ancien chef d'état-major de la marine, — et il critique le libéralisme des pouvoirs publics, qui ne se comportent pas assez sévères à l'égard des mouvements antimilitaristes. Toutefois, cet officier inquiet ne se satisfait pas totalement de l'explication fournie par la « manipulation ». Il résume, d'autre part, les accusations de racisme inscrites dans le tract des manifestants. Il ne croit pas que certains aient été victimes de brimades parce qu'ils sont Antillais : « C'est un argument facile qui fait bien dans le tableau ». En faisant les cent pas dans son bureau, il résume : « Tout cela n'explique pas ce mouvement. Nous avons tous été surpris, car c'est une fois de plus la répétition d'être bien tranquilles les que

ne contestent pas certains appelés que l'on rencontre à Draguignan. D'ailleurs, la plupart des manifestants ne se trouvaient au 15^e Régiment d'artillerie que depuis moins d'un mois et demi. » « Ce qui me frappe, continue le colonel Paccard après un long silence, c'est le caractère bon enfant de cette manifestation, qui n'a tout fait rien d'antimilitariste. Ces jeunes m'ont rappelé à plusieurs reprises qu'ils n'étaient pas là pour s'en prendre à leurs supérieurs, mais ils exigent que les mesures récemment prises par le ministre de la Défense soient appliquées immédiatement. »

Une situation financière injuste

Il explique que, dans ces conditions, après l'isolement des « responsables », il était nécessaire de défendre l'atmosphère. Le soir même de la manifestation, les soldats du 15^e R.A. ont pu profiter des autorisations de sortie en ville. Elles ne furent pas données le lendemain, car « ils étaient trop le proie des journaux ». Mais le dimanche 15 septembre, les permissions ont été accordées en plus grand nombre qu'à l'ordinaire. Pour le colonel Paccard, les sanctions doivent être maniées avec prudence, et il ajoute qu'il est en général inutile d'obliger des soldats à faire de la présence dans une caserne quand cela ne s'impose pas. Il s'insurge alors contre un règlement qui contraindrait les chefs de corps à garder au quartier 60 % de leurs effectifs le dimanche et les jours de fêtes (1). A ce moment, le colonel reconnaît que certaines revendications du contingent sont justifiées. « Il me paraît non seulement normal, dit-il, d'augmenter le nombre des permissions, mais encore faudrait-il pour cela accorder aux soldats la gratuité des transports, surtout si l'on considère le cas d'un jeune, originaire de Lille, qui est affecté à Draguignan. La situation financière faite aux militaires est injuste. » Le colonel Paccard remarque que toutes propositions gardées à la situation des officiers et sous-officiers n'est pas meilleure que celle du contingent. « Quand on ne paie pas suffisamment les gens, il est logique que l'on connaisse des problèmes de recrutement et la qualité de l'encadrement s'en ressent. En outre, nous manquons de crédits pour développer des activités utiles aux jeunes recrues. Il n'est pas toujours étonnant que celles-ci trouvent le service national pour une corvée. Voilà pourquoi, dans nos rapports traditionnels sur le moral, les éléments positifs sont devenus une peau de chagrin. »

FRANCIS CORNU.

Un quatrième sous-marin lance-missiles « l'Indomptable » a été mis à l'eau à Cherbourg

Le quatrième sous-marin lance-missiles à propulsion nucléaire, l'Indomptable, a été mis à l'eau, ce mardi 17 septembre, à l'arsenal de Cherbourg. Le bâtiment, comparable aux trois précédents, le Redoutable, le Terrible et le Foudroyant, a déjà reçu son réacteur et ses échangeurs, mais son « cœur » nucléaire ne sera pas embarqué avant l'été prochain. Il fera ensuite ses essais, avant d'être admis au service actif après septembre 1976 et après la formation de ses deux équipages, qui se relayeront à bord pour des patrouilles de cinquante jours.

Par rapport aux trois sous-marins précédents, l'Indomptable a ceci de particulier qu'il embarquera un nouveau modèle de missile stratégique, le M-20. Cet engin dispose d'équipements électroniques de pénétration accrue — pour une meilleure protection contre les systèmes adverses de missiles antissiles — et d'une charge thermonucléaire mégatonnique (1 million de tonnes de T.N.T.), que le Commissariat à l'Énergie atomique s'est engagé à livrer en série à compter du début de 1976. Le Redoutable, premier de la série, qui est actuellement en grand carénage pour quinze mois, après deux années et demie de fonctionnement, et le Terrible, qui est en patrouille opération-

nelle depuis janvier 1973, sont équipés, chacun, de seize missiles M-1, porteurs d'une charge nucléaire de 500 kilotonnes (une demi-mégatonne), dont le rayon d'action est de 2500 kilomètres de distance. Le troisième sous-marin de la série, le Foudroyant, entré en service en juin dernier, a reçu en partie des nouveaux missiles, le M-2, capables de transporter la même charge explosive à environ 3000 kilomètres de distance.

Dès la mise à l'eau de l'Indomptable, l'arsenal de Cherbourg a prévu de commencer la construction d'un cinquième sous-marin, baptisé le Tonnant, qui entrera en service en 1979. La mise en chantier d'un système bâtiment a été décidée, le 30 avril dernier, par M. Robert Galley, ministre des armées, alors que M. Alain Poirer, président du Sénat, exerçait par intérim les fonctions de président de la République. A ce jour, cette décision n'a pas été remise en question. La constitution d'une flotte de six sous-marins nucléaires devrait permettre à la France de disposer en permanence de deux bâtiments en patrouille opérationnelle, de deux autres en inter-patrouilles et des deux derniers en carénage ou en refonte plus profonde pour durer deux années.

LE GÉNÉRAL MITTERRAND :

« L'appel des cent est un salmigondis. »

« La discussion politique à la caserne a le pire des maux », a notamment déclaré, lundi 16 septembre, à Villacoublay (Yvelines), le général d'armée aérienne Jacques Mitterrand, inspecteur général de l'armée de l'air, qui est depuis plusieurs jours, en tournée d'inspection des commandements de régions aériennes en France, à la demande du ministre de la Défense. « Sur des problèmes qui sont généraux de conflits, les discussions sont contradictoires avec la nécessité de la discipline. Il faut habituer des jeunes auxquels on a laissé la bride longue sur le cou à vivre en communauté disciplinée », a expliqué le général Mitterrand.

Interrogé sur ce qu'il pensait des propositions contenues dans l'appel des cent, qui réclame une amélioration de la condition des appelés, le frère du président de la République s'est contenté d'indiquer que ce manifeste est « un salmigondis de choses raisonnables et blaguiques ». Le général Mitterrand a alors expliqué que, dans l'armée de l'air, « avec un service d'une durée suffisante, les appelés rendaient de bons services », mais que, sur un plan technique, « le fonctionnement de l'armée de l'air n'était pas lié à la conscription ». Il a observé qu'un service de six mois dans l'armée de l'air « n'avait pas de sens », et il a noté qu'il y avait, dans nos unités qui ont pour tâche d'abord d'instruire, puis d'utiliser le personnel formé, enfant de sous-officiers d'encadrement que d'hommes du rang. »

Le général Mitterrand a exprimé l'avis que « le soldat du contingent est un garçon disponible, dévoué, capable de travailler, mais qui demeure passif parce que personne ne lui a expliqué à quoi cela servait. Quand parfois on ne lui a pas enseigné le contraire. »

« Il n'est pas du rôle des armées de se substituer à l'éducation nationale, mais le service militaire devrait être une bonne occasion d'enseigner aux jeunes les impératifs de la défense nationale », a conclu l'inspecteur général de l'armée de l'air tout en notant que « les armées ne devraient pas avoir l'exclusivité de cette formation. »

En échange de l'achat de Mirage

PARIS OFFRIAIT AU DANEMARK DE CONSTRUIRE UN AÉRODROME

Copenhague (Reuter). — Selon le quotidien danois Borsen, la France serait prête à financer, construire et équiper un aéroport commercial dans l'île de Saltholm au cas où le Danemark se déciderait à acheter des chasseurs Mirage F1 - M 53. C'est un représentant de la firme Breguet-Dassault qui aurait formulé cette offre dans une interview au quotidien danois. Le ministre des transports danois, M. Damsgaard,

JUSTICE

SOUS LE CONTRÔLE DE M. PONIATOWSKI

Une commission élaborera un projet de code des libertés

Une allocution de M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, aurait dû ouvrir, lundi 16 septembre, la Convention informelle. Le ministre n'ayant pu, en raison de la prise d'otages de La Haya, s'y rendre, son discours a été lu par un de ses collaborateurs. Consacré aux menaces que l'ordinaire, utilisé sans contrôle, peut faire peser sur la vie privée, elle représente une conclusion provisoire aux études consacrées à ce problème par les instances gouvernementales.

Le conseil des ministres du 31 juillet ayant décidé « l'élaboration d'un code des libertés fondamentales de l'individu, regroupant dans un ordre logique des lois et décrets (...) qui définissent les principes et régissent l'exercice de ces libertés », le ministre va installer une commission qui devra établir ce projet de code et le compléter par des dispositions nouvelles concernant en particulier l'information et les communications téléphoniques.

Traitant des fichiers de personnes, le ministre remarque que de tels fichiers ont toujours existé, mais que l'information

permet de « réunir des informations dispersées et complémentaires sur un citoyen et d'exploiter par là même ces informations dans un but autre que celui pour lequel elles ont été recueillies ». Il estime que de tels fichiers doivent être soumis à des règles précises. Leur existence doit être publique. Chacun doit pouvoir se faire communiquer les informations qu'il a fournies, afin de contrôler leur exactitude et l'emploi qui en est fait. Quant aux informations provenant de l'organisme qui constitue le fichier, leur communication ne peut être automatique, « mais il paraît à tout le moins nécessaire que chaque individu se voie communiquer toutes les données qui le concernent, au cas où elles motiveraient une décision prise à son encontre et lui faisant grief ».

Une institution devra assurer le respect des règles précédentes, qui seront valables aussi bien pour le secteur public que pour les organismes privés. Ce pourrait être une commission spécialisée, qui serait habilitée à enquêter sur les pratiques en vigueur et à recevoir les plaintes des citoyens, qu'elle transmettrait ensuite à la justice.

Si la commission Informatique et Libertés était rattachée au ministère de la Justice, c'est au ministre de l'Intérieur que la nouvelle commission, dont le domaine est beaucoup plus large, adresserait ses rapports. La nouvelle commission sera vraisemblablement présidée par M. Bernard Chenot, vice-président du Conseil d'État. Sa composition sera bientôt fixée. Ses travaux devront permettre au gouvernement de soumettre, au second semestre de 1975, des textes législatifs au Parlement. Mais il n'a pas été dit que serait rendu public le rapport de la commission.

Après ce discours, avait lieu un débat sur le répertoire d'identification des personnes physiques qui, constitué l'INSEE (le site SAPARI, assez mal venu en la circonstance, a été abandonné).

QUATRE FEMMES SONT NOMMÉES A DES POSTES ÉLEVÉS DE LA HIÉRARCHIE JUDICIAIRE

Quatre femmes viennent d'être nommées à des postes élevés de la hiérarchie judiciaire. Deux d'entre elles seront chefs de juridiction. La première, Mme Marie-Jane Lagrèze, âgée de quarante-neuf ans, sera procureur de la République à Marseille (1^{er} et 2^e arrondissements) ; la deuxième, Mme Isabelle Cahal, âgée de cinquante-sept ans, sera président du tribunal de grande instance de Saint-Omer (Pas-de-Calais). De plus, deux autres postes vont pour la première fois être confiés à des femmes. En effet, Mme Suzanne Chaila, âgée de quarante-huit ans, vient d'être nommée président de chambre à la cour d'appel d'Alençon (Orne) et Mme Marie-Annie Ferraudin, âgée de quarante-neuf ans, conseiller à la cour d'appel de Paris.

FAITS DIVERS

● Au cours de l'incendie qui a ravagé le centre commercial des Florétières-Claude à la Ville-du-Bois (Essonne), dimanche 15 septembre (nos dernières éditions), M. Jean Chevance, sous-préfet de Palaiseau, M. Marcel Prioul (P.O.), maire de la Ville-du-Bois, le lieutenant-colonel Satelli, chef des sapeurs pompiers, et vingt et un sapeurs pompiers ont été blessés par une explosion de chlorure de potassium entreposé dans une cave du bâtiment. Dix sapeurs pompiers ont dû être hospitalisés. L'origine de l'incendie serait un court-circuit.

● Parce qu'il menaçait, saisi au poing, les clients du drugstore Public-Méditerranée le lundi 16 septembre vers 23 h. 30, un jeune homme de vingt-trois ans, M. Oscar Gahrido, sans profession ni domicile fixe a été appréhendé.

● Accident d'avion en Haute-Vienne : quatre morts. — Un appareil monomoteur Cessna, type D-140, s'est écrasé, lundi après-midi, à Compeigne, dans la Haute-Vienne. Ses quatre passagers — des industriels de Sarlat, en Dordogne — ont été tués. D'après les premiers éléments de l'enquête, l'appareil aurait explosé en vol.

● Nouvelle saisie de haschisch à bord du « Massalia ». — 87 kilos de résine de haschisch ont été saisis ce lundi matin 16 septembre à Marseille à bord d'une voiture arrivant du Maroc par le car-ferry « Massalia ». Les deux passagers du véhicule ont été arrêtés. La dernière saisie de drogue à bord de ce bateau remonte au 10 septembre (Le Monde du 12 septembre). — (Corresp.)

Hôtel Sofitel-Sèvres ★★★★★ le nouveau Sofitel de Paris.

En direct sur Paris et sa région.
Le Sofitel-Sèvres est implanté à Paris, Porte de Sèvres. Par le périphérique, la voie express ou l'autoroute, vous êtes en relation directe avec les centres d'affaires et les aéroports.

Chambres : confort intégral.
Les 600 chambres de ce nouveau 4 étoiles sont toutes entièrement insonorisées avec air conditionné réglable. Equipement privé : téléphone, télévision, radio, bar-réfrigérateur. Certaines comportent des bureaux attenants.

Équipement exceptionnel pour congrès et séminaires.
2.500 m² de salles de réunion. L'espace est modulable à volonté par des cloisons mobiles en béton s'effaçant dans le sol. Equipement audio-visuel complet. Salle de cinéma de 300 places. Traduction simultanée.

Et la détente...
Un jardin intérieur, des ascenseurs-bulles panoramiques d'où l'on découvre tout Paris et les environs, le Bar-Piscine du 23^e étage constituent une ambiance agréable pour traiter vos affaires et pour vous détendre entre deux rendez-vous. Galerie marchande. Cinéma d'exclusivité.

Restauration : du snack au repas d'affaires
Vous pourrez prendre un lunch à « la Poterie », recevoir au « Relais de Sèvres », au Bar-Salon « Le Choiseul », faire un break autour de la piscine, dîner ou souper au restaurant panoramique « Le Montgolfier ».



Hôtel Sofitel le nouveau

Ouvert depuis le 19 août



SPORTS

EQUITATION

Les championnats du monde de concours complet CHEVAUX FOURBUS, CHEVAUX DISPOS

De notre envoyé spécial

Burghley. — « This is the winner, my dear ! » (Voilà le vainqueur, ma chère !) En effet, sur un cob (1) à l'arrêt en bordure du terrain, indifférent à la foule, elle-même parfaitement insensible à sa présence, l'homme, du type chasseur de renards, une bruyante ravissante à sa botte, pointe de son fouet la silhouette blanche casquée de noir du capitaine Mark Phillips attaquant en trombe le obstacle et dernier obstacle du steeple, véritable course contre la montre avant la grosse épreuve reine du championnat du monde de concours complet d'équitation. C'était samedi 14 septembre, à Burghley, et la grande compétition, du moins dans sa phase essentielle, touchait à son terme. Avec le recul, le dressage de la veille, aux yeux de l'amateur impartial, semblait une simple amusez-vous. Cependant, en bout de piste, sous un ciel radieux, le mari de la princesse Ann, agissant par légères saccades sur le mors, ralentit le cheval de la reine, le gris Columbus, et le pas obtenu, d'un coup de reins sauta à terre. Nœud de vases, les mains à peine dégainées, palper l'un après l'autre les boulets, les jarrets de sa monture, comme pour

s'assurer si une manifestation localisée de chaleur intempestive s'était, en chemin, déclarée ou non. Quand le premier cavalier du royaume, du moins le plus célèbre par son alliance, relève la tête, nous nous sommes, à son expression, combien fragiles substatent ses chances à l'auréole. Le dénouement n'est, hélas ! que trop connu. Doit-on, à son sujet, orner au scandale, comme s'y emploie, dans ses dernières éditions, la presse britannique, pour la plus grande jubilation des vieilles ladies au cœur trop sensible ? Une heure après le steeple, les trente-deux obstacles du cross ont été au prix de mille souffrances, les gris Truitt, orgueil de l'équipe britannique, regagnait son box, nous en témoignons, les jambes en pelé de foin, la mine défaite. Et, le lendemain, malgré les embrassades et les décoctions de vitamines aux fesses, tout le brail-bas général facile à imaginer autour de son grand corps, le crack se voyait refuser, d'ordre des vétérinaires, l'accès au rectangle du concours hippique.

Un canter de routine

Dans le même temps, les Américains triomphaient en beauté à Burghley sur les produits de leurs élevages, pur-sang pour la plupart, mais et disparus après la bataille comme après un canter de routine ou une promenade de santé à travers la campagne.

Le secret de cette réussite, à moins égarés, sidérants ? La question devrait être posée à l'entraîneur, notre compatriote Le Goff, grand ardeur de la victoire américaine, instructeur crâin et respecté aux Etats-Unis. Mais comme les dirigeants français, pour des questions misérables de préséance et d'autorité, l'ont écarté de leur chemin, ce n'est pas aujourd'hui, ni demain, malgré ses attaches avec la France, que ce maître cavalier livrera les fruits de ses réflexions et les enseignements de sa méthode.

Ce qui est sûr, c'est que les arguments ne manquent pas pour excuser l'échec des cavaliers français à Burghley, où certains pays sans allége, sans tradition équestre très ancienne et sans moyens financiers comparables aux nôtres, ont figuré honorablement. Hier, Fontainebleau, où l'école nationale d'équitation a connu un commencement de vie avant son déménagement avec armes et bagages à Saumur, était mise en accusation : terrain à multiples tares, prétendait-on à propos d'une forêt offrant la plus riche variété de sols souhaitable. Demain...

Mais les choses sont trop avancées au bord de la Loire pour qu'on se risque de ce côté à une critique, même légère. Nous ne serions pas surpris si les haras nationaux étaient mis sérieusement sur la sellette.

ROLAND MERLIN.

(1) Cheval de taille moyenne à l'encolure épaisse et courte.

CYCLISME

UN VELODROME POURRAIT ÊTRE CONSTRUIT A FONTENAY-SOUS-BOIS

Le déclin du cyclisme français résulte en grande partie de la fermeture ou de la démolition des vélodromes. L'absence de piste couverte dans la capitale — le Palais des sports de Paris (de fameux Vél d'Hiv) détruit en 1959 n'a toujours pas été reconstruit — a privé les aspirants champions d'un instrument de travail indispensable, elle a pénalisé les meilleurs coureurs qui se sont révélés depuis quinze ans : dont Fontenay-Pingeon, Almar ou Thévenet : elle a formellement condamné la catégorie des routiers-sprinters, malgré si riche et presque inexistante aujourd'hui, bref, elle a causé un grave préjudice au sport de la bicyclette.

La reconstruction d'une piste d'hiver est donc un problème d'urgence qu'il faut enfin résoudre. On en parle depuis trois lustres, mais si tous les projets ébauchés à ce jour sont restés dans les cartons, il semble cette fois qu'un progrès décisif ait été réalisé vers l'édification d'un complexe sportif véritablement digne de ce nom.

M. Bayeurte, maire de Fontenay-sous-Bois, conseiller général du Val-de-Marne (P.C.), a présenté, lundi 16 septembre, au cours d'une conférence de presse, le maquette de ce qui pourrait être le futur Vél d'Hiv parisien : une piste de 222,22 mètres — légèrement plus grande que celle de Grenoble, mais plus petite que celle qui existait autrefois dans le quartier de Grenelle — avec des virages inclinés à 48 degrés.

Ce palais des sports, à vocation multi-spectacles, pourrait accueillir dix mille spectateurs. Il serait situé à proximité de la station Fontenay-sous-Bois-Nord du réseau express régional, dont l'ouverture aura lieu ultérieurement et bénéficierait ainsi d'un excellent emplacement.

La réalisation de cet ensemble s'inscrirait dans le plan d'urbanisme de la proche banlieue est, on présume que l'obtention du permis de construire pourrait ne pas se heurter à des difficultés majeures.

FOOTBALL

CRUIFF ET NEESKENS LE 9 OCTOBRE A PARIS

Dans le cadre de leur gala annuel, les journalistes sportifs de France organiseront le mercredi 9 octobre, à 20 h 30, au Parc des Princes, une rencontre opposant le F.C. Barcelone à une équipe Reims-Paris S-G.

Dans l'équipe de Barcelone, championne d'Espagne, joueront les Néerlandais Cruiff et Neeskens et le Péruvien Sotil.

La location sera ouverte le samedi 28 septembre à la Fédération de football à la Ligue de Paris et aux Wagons-Lits.

SACHEZ CHOISIR et ACHETER

L'AMATEUR d'ART

bimaneux
4 F chez votre libraire
Abonnement annuel : 70 F
1, Cité Bergère, Paris (1^{re})

Plus de 15 marques - 300 pianos exposés
LOCATION VENTE PAR PIANO BAIL en 3, 4 ou 5 ans
C. SAUTER R2 piano droit "double répétition"
Une rapidité d'exécution équivalente celle du piano à queue.
Répond aux exigences des plus grands mélomanes.

piano center
LA PLUS GRANDE EXPOSITION DE FRANCE
71, RUE DE L'ÉGLISE 92250 LA GARENNE - TEL 242.26.30 ET 782.75.67

Un ouragan romantique rempli de passion et d'amour TOUT VICTOR HUGO



POUR LA PREMIÈRE FOIS, TOUTE L'ŒUVRE LITTÉRAIRE ET GRAPHIQUE présentée et analysée dans l'ordre chronologique par 40 grands spécialistes hugoliens.

Une œuvre monumentale.
Il a fallu attendre cette édition présentée par les Editions du Cap pour que le vrai grand Hugo se réalise enfin : sa montagne littéraire est maintenant éditée dans son intégralité et classée dans l'ordre qu'il souhaitait. Toutes les œuvres sont là, dans 36 somptueux volumes habillés de rouge et d'or.

Co premier volume EN CADEAU à tout souscripteur

Pour vous faire apprécier l'intérêt exceptionnel de cette régulation unique et définitive, nous vous offrons le premier volume en cadeau.

Si ce premier ouvrage vous séduit, et que vous décidez de souscrire à l'ensemble de la collection, non seulement vous bénéficiez de conditions de crédit particulièrement avantageuses, mais encore vous conservez ce tome 1 en cadeau définitif : en effet, vous n'aurez alors à nous régler que la somme correspondant aux 35 autres volumes, que vous recevrez d'ailleurs sur une seule traite, dès votre premier versement.

L'édification "définitive".
Tout ce qu'a produit Hugo en 75 ans se trouve ici réuni : poésie lyrique, satirique et épique, romans, drames en vers et en prose et tous ses autres ouvrages. Chaque volume contient :
1) Les œuvres de Hugo dans l'ordre où elles furent composées.
2) Le "portefeuille" où sont regroupés les poèmes isolés, chapitres, scènes et dialogues retranchés au dernier moment, notes de travail, etc.
3) Un "dossier" rassemblant les textes autobiographiques de Hugo et des textes biographiques sur l'auteur : discours, écrits politiques, carnets de voyages, journaux intimes, correspondances.
4) La trame de l'histoire politique et littéraire que couvre l'œuvre délimitée par le volume.

Des inédits absolus !
Ces volumes présentent une multitude d'inédits passionnants, totalement inconnus jusqu'à ce jour, retrouvés dans les collections particulières ou chez les érudits. Par ailleurs, 4 volumes sont réservés à une facette peu connue du talent de Hugo : le dessin (gouaches, plumes, lavés, dessins humoristiques, etc.).
Ce monument fera date dans l'histoire de l'édition française.

Et, en plus, UN CADEAU INÉDIT et hors commerce.

3 superbes dessins inédits de Victor Hugo, extraits des 4 derniers volumes de cette édition et fidèlement reproduits en 5 couleurs, vous seront adressés avec le premier volume si vous nous retournez le bon ci-contre dans les 5 jours. Quelle que soit votre décision, vous pourrez les conserver définitivement : ils vous sont offerts en cadeau de bienvenue.

Bon d'examen gratuit du tome 1
réserve en cadeau à tout souscripteur

Où, je désire recevoir le tome 1 des Œuvres complètes de Victor Hugo pour un examen gratuit de 10 jours chez moi. Il est bien entendu que je conserve, pendant ce délai, le droit de vous le retourner sans frais vous devez.

Si je suis entièrement satisfait par ce volume et désire souscrire à l'ensemble de la collection, je le conserverai en cadeau définitif et bénéficierai de conditions de souscription exceptionnelles pour les 35 autres volumes. Si je refuse à régler : (1) le versement au comptant de 698 F ; (2) à crédit, un acompte de 44,70 F, suivi de 25 mensualités de 44,70 F (au total : 1.072,50 F). Réception de mon paiement constant est de mon acceptation, vous m'envoyez les 35 autres tomes de la collection. Les 3 derniers livrets de Victor Hugo me sont offerts en cadeau définitif, si je vous retourne ce bon dans les 5 jours.

Nom Prénom

N° et rue Ville

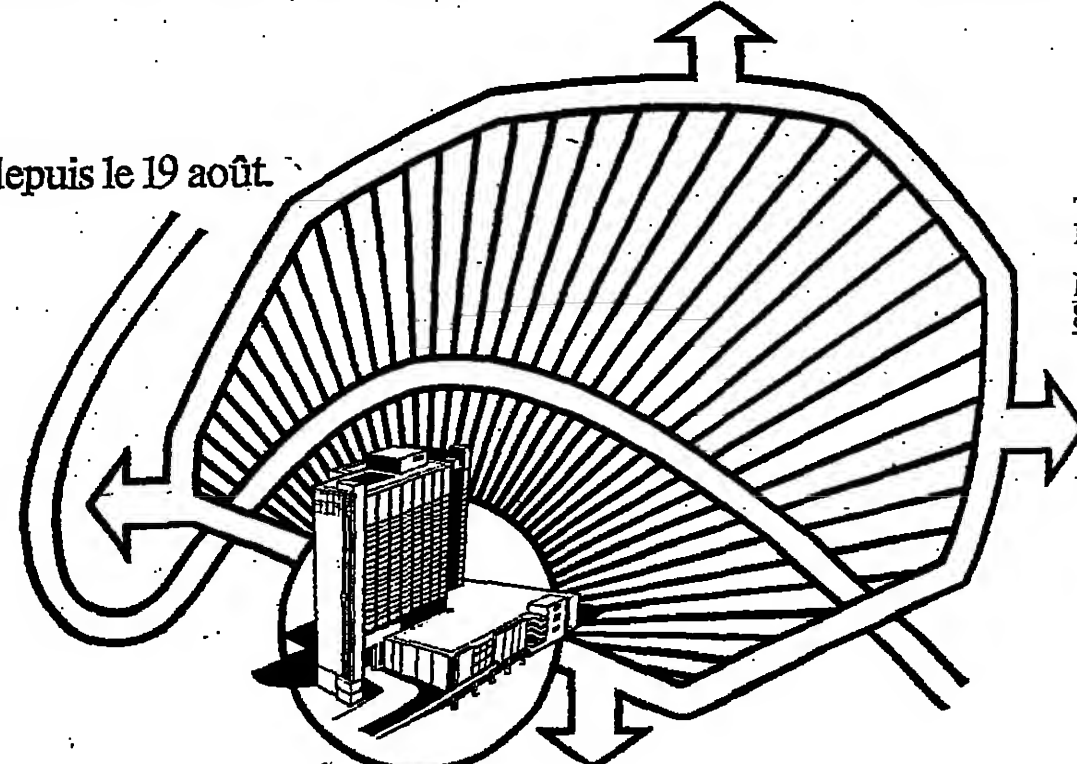
Code postal Date

Signature

A retourner aux EDITIONS DU CAP
Palais de la Scala - Montreuil-Carrie - 93100

Hôtel Sofitel-Sèvres ★★★★★ le nouveau Sofitel de Paris.

Ouvert depuis le 19 août



SOFITEL-SEVRES, 2 rue Groghet, 75015 Paris.
Tél. 828.31.32. Téléc. 20.261 (Métro : Place Balard, Porte de Versailles. A 5 mn du Parc des Expositions.)

Réservations : Bernadette JEANNIN,
828.31.32.



SUPPLÉMENT ÉDUCATION

Le « contrôle continu » dans les collèges techniques

Découper pour mieux comprendre

LES initiatives pédagogiques sont rares dans les collèges d'enseignement technique. Une expérience, pourtant, ne manque pas d'ambition : celle du « contrôle continu de la formation ». A partir de la suppression des examens ponctuels elle entraîne une remise en cause de toute l'organisation de l'enseignement : contenu, méthodes de travail des professeurs, rapports avec la profession à laquelle on prépare les élèves.

Cela explique la relative lenteur avec laquelle l'expérience a progressé. Les enseignants qui y étaient engagés ont eu à découvrir eux-mêmes de nouvelles méthodes de contrôle, à partir de la définition de nouveaux types de programmes. Tâche difficile, d'autant plus que les C.E.T. « expérimentaux » ne bénéficiaient que d'avantages limités par rapport aux autres établissements : les initiateurs de l'expérience se trouvaient déjà confrontés aux difficultés d'une généralisation.

L'expérience a rencontré certaines résistances parmi les syndicats, qui redoutaient à la fois une aggravation des conditions de travail des enseignants, une dévalorisation des diplômes et un droit de regard excessif des employeurs sur les conditions de leur délivrance.

Appliqué depuis deux ans dans douze C.E.T. des académies de Bordeaux, Paris, Lille et Grenoble, le « contrôle continu » sera étendu cette année à dix autres établissements des académies de Nancy et Strasbourg et aux collèges d'application de quatre écoles normales nationales d'apprentissage.

DANS toutes les salles et tous les ateliers, de grandes foules de candidats attendent au tour des dossiers où se recoupent des notes, des séries d'opérations ou de « difficultés » à valider avec des cartes rouges ou vertes, marquant à la fois le bon ou le mauvais, les succès et les échecs. C'est l'élément le plus immédiatement visible du « contrôle continu de la formation » : dans certains C.E.T. expérimentaux, celui-ci a changé l'organisation de la classe, les horaires, les programmes ; ailleurs les modifications sont encore peu perceptibles et vont même à l'encontre du travail des professeurs que celui des élèves.

L'expérience a commencé à la rentrée 1972, dans douze C.E.T. de la mécanique, du bâtiment, du génie électrique et du secteur tertiaire. Elle est partie d'un double constat : l'absence des examens ponctuels au moins les établissements expérimentaux ; elle coïncide avec le début d'une année d'enseignement. D'autre part, les élèves qui échouent au C.A.P. (de 25 à 40 % selon les spécialités) se retrouvent sans diplôme après trois ans d'études. Sans parler de ceux, presque aussi nombreux, qui abandonnent en cours de scolarité.

Il s'agit d'évaluer au fur et à mesure le travail accompli, pendant les deux premières années d'études en C.E.T. et de sanctionner les acquisitions, y compris pour ceux qui ne seraient pas parvenus au C.A.P. Il faut donc individualiser l'enseignement et tenir compte des motivations des élèves (leur désir d'acquiescer, un refus, ce qu'ils attendent de celui-ci).

Au-delà, les initiateurs de l'expérience voulaient remplacer les programmes actuels par une liste d'objectifs généraux à atteindre, ce que l'élève doit être capable de faire à la fin de ses études, selon la formule de M. Bertrand Schwartz (ancien conseiller à l'éducation permanente au ministère de l'Éducation nationale) : « L'élève doit être capable de faire à la fin de ses études, ce qu'il faut pour la formation des adultes » à partir de là, on définit les « étapes » par lesquelles il faut passer et les « difficultés » qu'il faut surmonter.

« bachotage ». Par exemple, au lieu des quatre ou cinq « étapes » à dates fixes initialement prévues pour les C.A.P., on s'oriente vers un bilan annuel. Mais, mode de contrôle, contenu et méthode de l'enseignement ont été également transformés selon les établissements, et même selon les professeurs.

Vers l'équipe pédagogique

Ce n'est que maintenant que l'on arrive à définir les objectifs généraux de chaque discipline (les « être capable de »). La tâche est particulièrement délicate pour les disciplines abstraites (lettres et mathématiques) et les enseignements techniques théoriques, où l'on ne dispose pas des points de repère fournis par la pratique du métier. Il reste encore à faire la « mise en commun », c'est-à-dire définir les capacités professionnelles et les capacités générales exigées pour un C.A.P. dans un travail va commencer en 1974-1975 pour quelques disciplines.

Le contrôle continu implique en effet une coordination étroite des enseignants. Une « décharge de service » de deux heures par semaine a été attribuée aux enseignants des établissements expérimentaux pour la recherche et la coordination. Celle-ci a été organisée de façon très différente —

mais pas encore satisfaisante — selon les établissements. Dans certains, après des tentatives infructueuses, on a renoncé à toute réunion régulière.

Les contacts restent la plupart du temps individuels : deux ou trois enseignants d'une même discipline ou disciplines complémentaires (dessin industriel et atelier, français et secrétariat, lettres et mathématiques) travaillent ensemble. La plupart se contentent de se mettre d'accord sur des thèmes communs d'étude, mais certains souhaitent aller au-delà : « Il faut chercher les opérations intellectuelles qui sont communes à plusieurs disciplines », déclare un professeur d'enseignement artistique. Beaucoup d'enseignants commencent à ressentir la nécessité de former de véritables équipes pédagogiques pour prendre en charge les élèves. Au C.E.T. de Jurançon (Pyrénées-Atlantiques), on ont été institués des « professeurs-coordonneurs » dans chaque section, un document proclame : « Tout problème de caractère pédagogique pourra être étudié en commun ».

Les adaptations d'« étapes » et d'« unités » acquises pendant la scolarité ont-elles apporté quelques avantages aux élèves qui n'ont pas été repus au C.A.P. ? Il est pratiquement impossible de le savoir, aucune étude n'ayant été faite sur ce point. Mais au-

come formule satisfaisante permettant aux « récalés » de compléter leur diplôme n'a été mise sur pied. Au C.E.T. de Lomme, toutefois, des sessions spéciales de dix à quinze semaines en cours du soir ont été organisées pour les élèves des sections commerciales.

Deux raisons rendent difficile l'organisation de telles « sessions de rattrapage » : la dispersion des lieux de travail des élèves et la diversité des « manques » en particulier parmi les élèves du secteur industriel (il aurait fallu parfois former des groupes de « deux élèves »). Le système implique un développement de la formation continue dans les établissements scolaires. En attendant, on envisage d'accorder en 1976 aux élèves des établissements expérimentaux le droit à un « congé-formation » après six mois de présence dans une entreprise (au lieu d'un an).

Mais l'administration de l'éducation redoute aussi que l'existence d'un rattrapage institutionnalisé n'aboutisse à accroître les exigences pour l'attribution du diplôme (pour le revaloriser) et à une sélection déguisée tant que le « profil » des C.A.P. et des brevets d'études professionnelles n'est pas défini. Le contrôle continu doit, par ses retombées sur l'enseignement, permettre de réduire le nombre d'échecs et d'abandons en cours de route.

GUY HERZLICH.

ISTH
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
TAUX DE RÉUSSITE CONFIRMÉS DEPUIS 20 ANS

- Concours d'entrée : HEC-ESSEC, EAP SUP, de CO, Paris et Province
- Examinés d'entrée : AP et 2^e Année DEUG 1^{re} et 2^e Année DROIT ET SCIENCES ÉCONOMIQUES
- PREPARATIONS A L'ENA - 2 concours

ANNEE UNIVERSITAIRE 1974-75

Documentation et inscriptions : ISTH, 6, avenue Léon Heuzey, PARIS 16^e
Métro : Mairie d'Asnières - Arcueil - 329.02.09 - 224.10.72

L'ÉCOLE DES CADRES DU COMMERCE ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES :

première Ecole Française de Gestion, dotée d'un Laboratoire d'Entreprise.

Pour qu'une formation soit efficace, il faut une navette permanente entre l'ACQUISITION DE CONNAISSANCES, la PRÉFLEXION ET L'EXPERIMENTATION. Si ces trois composantes sont présentes dans un système pédagogique, la formation est efficace, enrichissante et source de créativité.

Jusqu'à ce jour, il n'était pas d'expérimentation possible dans les enseignements de management d'entreprise.

Or, il existe des laboratoires de langues, des laboratoires de Physique, de Chimie, d'Électricité.

Pourquoi n'existerait-il pas des laboratoires de Management d'Entreprise permettant de tester certains styles de direction, certaines techniques de gestion ?

L'objectif prioritaire d'une formation fondée sur ce principe du laboratoire d'entreprise devient alors la réflexion et l'expérimentation et non plus l'acquisition de connaissances.

Dans les systèmes de formation actuels, chaque phase prise isolément existe, mais elle ne sont pas intégrées en un système cohérent.

Or, dans la vie professionnelle de tous les jours, il n'y a pas rupture entre l'acquisition d'informations, la réflexion, la prise de décision et l'expérimentation. Au contraire, ces phases de travail sont simultanément présentes et les résultats obtenus après l'expérimentation conduisent à réviser les informations acquises en première phase.

A la fois laboratoire d'expérimentation et laboratoire de recherche, cet outil permet d'imaginer des solutions nouvelles à des problèmes nouveaux de situations socio-économiques complexes telles que celles que nous connaissons aujourd'hui.

Ce laboratoire, l'ÉCOLE DES CADRES DU COMMERCE ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, a été créé par la culture des hommes d'entreprise et des hommes de la recherche, et il met à la disposition des étudiants et des chercheurs une équipe de professeurs expérimentés et des hommes d'entreprise confirmés et des étudiants prêts à le devenir peuvent travailler en équipe à résoudre des problèmes communs d'entreprise.

Les deux porteurs d'expérience, les experts porteurs de nouvelles techniques, s'enrichissent mutuellement de l'expérience réciproque de leurs comportements.

Pendant le fonctionnement de ce laboratoire, la liaison entre formation première et formation permanente, entre école et industrie, se trouve ainsi facilitée.

L'École des Cadres met à la disposition des entreprises une gamme complète de laboratoires, allant du laboratoire de Techniques de Gestion jusqu'au laboratoire d'Économie Sociale, en passant par des laboratoires plus spécialisés et permettant la formation à des spécialistes particuliers dans l'entreprise, telles que la Production, le Marketing, la Gestion Financière, la Gestion du Personnel.

LABORATOIRE D'ÉCONOMIE SOCIALE
POURQUOI CE LABORATOIRE ?

Ce laboratoire permet de stimuler au plan macro-économique, les relations qui lient directement les phénomènes sociaux et les phénomènes économiques et au plan micro-économique, celles qui lient la gestion du personnel de l'entreprise et le développement économique.

Tous les aspects sociaux et économiques y sont étudiés :

- l'entreprise et ses principales dépendances ;
- l'état ;
- les banques ;
- les syndicats ;
- les délégués du personnel ;
- les comités d'entreprise ;
- On assiste ainsi à une négociation permanente entre la direction des entreprises et les autres représentants sur des problèmes d'une nature analogue à ceux qui ont pu être résolus en partie par les accords de Grenelle.

Cette négociation sert de plateforme de créativité et permet d'imaginer de nouvelles lois sociales en accord avec une croissance économique raisonnable.

Ces nouvelles lois peuvent être expérimentées à l'aide du simulateur utilisé dans ce laboratoire et on peut en tester l'influence sur la vie économique de la branche professionnelle à laquelle appartiennent les entreprises en concurrence.

Lorsqu'on sait que les dépenses sociales croissent à un rythme beaucoup plus rapide que la production nationale et qu'on ne peut guère répartir que ce qui a été préalablement produit, il convient de soutenir cet effort social par une économie en expansion dont le développement industriel doit être soutenu par une imagination exercée sans répit.

L'obsession de l'examen

Suppression de l'examen final et remise en cause des programmes ont obligé les professeurs à s'interroger sur le contenu de leur enseignement. Elles ont ouvert la porte à l'abandon des techniques périmées. Beaucoup de certificats d'aptitude professionnelle, remontant aux années 50, n'avaient pu être révisés depuis. L'opération permet aussi de rapprocher l'enseignement de la réalité. Les épreuves pratiques d'examen devaient être précédées d'enseignements et les exercices pour pouvoir être exécutés de la même façon par tous les candidats (si possible en même temps). Comme toujours, l'opération d'expérimentation a révélé des désirs et des capacités d'innovation chez les enseignants, dans des directions très diverses, depuis la réalisation de séries d'exercices jusqu'à la recherche de l'individualisation de l'enseignement par des systèmes de « fichiers auto-correctifs », d'« aides » ou de travail indépendant. Dans plusieurs établissements, on a remplacé des classes par des « groupes de niveau » mobiles — les enseignants ont obtenu que les élèves non repus par le contrôle continu puissent passer un examen traditionnel. Ainsi celui-ci a-t-il provisoirement été maintenu — même si le nombre des candidats a diminué, et bien que le nombre requis soit en général très faible.

En fait, en même temps qu'ils s'étaient délivrés de l'obsession de l'examen, les enseignants se trouvaient privés de leur guide habituel. On a commencé par découper en tranches les anciens programmes pour constituer un répertoire exhaustif de « difficultés » à faire franchir aux élèves dans le même ordre qu'apparaissent et minutieusement contrôlés. Invités à ne pas se précipiter sur le résultat des exercices mais à observer le comportement des élèves, certains ont parfois juxtaposé à ce contrôle une grille d'attitudes (« attention », « mémorisation », « soin », « propre », etc.). On tend aujourd'hui à adopter un système plus souple pour éviter le

SE RAPPROCHER DU MÉTIER

UNE grande carcasse métallique occupe tout le centre de l'atelier de serrurerie ; celle d'un ensemble d'armoire à parachutes commandé par un club sportif du voisinage. La conception et la réalisation ont occupé trois mois les élèves de la section.

« L'intérêt d'un travail important comme celui-ci », dit M. Raymond, professeur d'atelier, « est de présenter un grand nombre de difficultés diverses. Avec de petits exercices, les élèves ne voient pas le but du travail ; de plus, ils sont perdus quand ils sont confrontés pour la première fois à la fabrication d'un objet réel et complexe. Nous faisons beaucoup de travaux à caractère industriel ».

Au collège d'enseignement technique du bâtiment de La Ravolle (Savoie), dans la banlieue de Chambéry, on a voulu s'approcher le plus possible des conditions réelles du métier. Ce choix n'a été possible que lorsque l'on a supprimé le système de l'examen terminal.

Pour le C.A.P. de charpentier, les élèves devaient construire une maquette très complexe, de 50 centimètres de haut, demandant un dessin très élaboré, dit M. Dalban, directeur du C.E.T., en montrant dans son bureau deux exemplaires de ces « chefs-d'œuvre », alors que les charpentiers tracent souvent leur dessin directement sur le sol. Aujourd'hui, grâce à la coopération des artisans du voisinage, les élèves peuvent participer à la mise en place et au levage des charpentes.

Se rapprocher vraiment de la réalité professionnelle exigeait, dans certaines sections, un véritable travail sur le chantier. Du moins a-t-on abandonné partout la préparation des « purs exercices d'examen » (les « pièces-poubelles »

parce que vouées au rebut la séance terminée). Les professeurs ne souhaitent pas revenir en arrière, même ceux qui étaient réticents à l'égard de l'expérience ou réservent encore leur jugement. La suppression de l'examen a permis d'abandonner l'apprentissage de techniques périmées, au profit de nouvelles ou de l'utilisation de nouveaux matériaux. Par exemple, à la veille des vacances d'été, professeurs et élèves de la section peinture examinaient un nouveau revêtement mural présenté par une firme des environs. Dans les disciplines théoriques, en particulier, cela a permis de récupérer du temps : « On en fait moins, mais c'est mieux assimilé ».

Le problème

« c'est le C.A.P. »

Les professeurs essaient de s'entendre sur des thèmes d'études successifs. « Autrefois, nous faisions un enseignement systématique, avec des exercices bien gradués », dit M. Molard, professeur de dessin industriel. Aujourd'hui, nous devons suivre l'atelier, de façon à y lier étroitement le dessin et la technologie. Les élèves font moins de dessin systématique, mais ils voient mieux l'utilité de ce qu'ils font. Par exemple, des élèves sont allés à l'atelier vérifier une cote sur la pièce ou, à l'inverse, ils sont venus en classe réexaminer le dessin ».

Pour faciliter la coordination entre différentes disciplines, l'emploi du matériel a été modifié de façon à « masser » certains enseignements par quinzaine. Des échanges d'enseignements ont lieu aussi entre des professeurs : ainsi le professeur d'atelier donne pour « démarrer » certains modèles de dessin aux futurs charpentiers, le

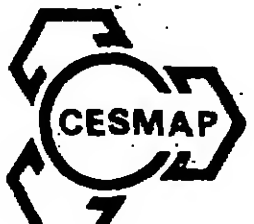
professeur de « terrain » certains éléments de trigonométrie aux élèves-géomètres, les spécialistes reçoivent ensuite l'étude. « Mais il faudrait aller plus loin et pratiquement faire certains cours en commun », estime un professeur.

Mais une véritable coordination ne se fait qu'entre des professeurs ayant une communauté de conceptions et de méthodes pédagogiques : « Un professeur qui a dit classes ne peut bien fonctionner qu'avec quatre ou cinq ».

Aussi les élèves sont-ils parfois déçus. Dans certaines sections, ils jugent le travail qui leur est demandé encore trop parcellaire ou pas assez libre (les cours traditionnels n'ont pas disparu). Chez beaucoup de candidats au C.A.P., les mathématiques continuent de susciter des inquiétudes, malgré le système de « groupes de soutien » mis en place au C.E.T. En cas d'échec, l'attestation des « unités » acquises ne leur paraît pas représenter un avantage réel.

« Le contrôle continu, c'est bien. Mais le problème c'est d'avoir le C.A.P., sinon on a perdu trois ans », dit un apprenti plombier. En moyenne la proportion de repus n'a pas augmenté très sensiblement avec la suppression de l'examen, et l'on n'a pas réussi à organiser une bonne « suite » pour les récalés.

Le professeur, lui, n'est plus protégé par l'« objectivité » de l'examen. « Il est parfois difficile de trancher. Or nous ne pouvons pas trancher face aux patrons ». Sentiment éprouvé par les techniciens. « C'est nous qui portons en conseil de classe. Un professeur d'enseignement général ne s'oppose pas au passage d'un élève si celui-ci réussit en technique. « Je suis de plus en plus seul à décider », dit l'un d'eux.



- Former à la démarche R.C.B. et aux Budgets de Programmes les administrateurs civils des ministères...
 - Définir des critères de choix pour les investissements des collectivités locales...
 - Confronter sur le terrain l'expérience du management des chefs d'entreprise et des responsables du secteur public...
 - Construire un système permanent d'étude de marché pour prévoir l'évolution d'une demande de service public...
 - Sensibiliser les attachés principaux de préfecture à la dynamique du changement en milieu public...
- CENTRE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DU MANAGEMENT PUBLIC**
FORMATION - CONSEIL - RECHERCHE
67, avenue Léonia - 94112 ARCUEIL - 656-46-46

LES CENTRES DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION

C'est en cherchant qu'o

« APPRENDRE à apprendre ». La formule n'est certes pas nouvelle. Mais sa mise en application, liée au cheminement des conceptions nouvelles de la pédagogie, se fait lentement. Pourtant, le maître désormais n'est plus seul à transmettre des connaissances aux élèves. Il est en concurrence avec l'école parallèle, et ne peut plus, comme autrefois, se contenter d'un cours magistral copié, résumé et appris plus ou moins par cœur par les élèves.

Plus que d'un savoir figé, les jeunes ont aujourd'hui besoin d'acquiescer des méthodes leur permettant d'apprendre de façon permanente. L'école, d'autre part, doit s'ouvrir sur l'extérieur, sur le monde contemporain. Guidés par les enseignants, les élèves peuvent participer personnellement et activement à leur apprentissage, notamment par la recherche de documents, la compréhension et la mise en forme des informations recueillies. Les méthodes de pédagogie active « gagnent du terrain », et avec elles les centres de documentation et d'information (C.D.I.) dont tous les établissements d'enseignement secondaire devraient être pourvus dans les prochaines années.

« ACCOMPLISSEMENT maximal et pouvoir permanent et autonome d'adaptation supposent un certain nombre de conditions dont la principale, sinon la fondamentale, est probablement que l'élève participe à son propre accomplissement, à sa propre évolution, que, dans le domaine intellectuel, il ne soit plus un récepteur passif, mais un acteur, mû par un chercheur ». écrivait en 1973, dans les *Amis de Sévres*, M. Marcel Siré, inspecteur général honoraire de l'instruction publique. Quel que soit le nom de la méthode choisie pour favoriser cette attitude — « pédagogie du concret », « méthodes actives », « travaux scientifiques expérimentaux », « travaux dirigés », « enquêtes dans les milieux », « travail indépendant » — ce type d'enseignement implique nécessairement une grande part de travail personnel de l'élève.

Cette forme active d'apprentissage exige que soit mise à la disposition des maîtres comme des élèves une sérieuse documentation.

C'est pourquoi les centres de documentation et d'information (C.D.I.) qui existent depuis plusieurs années, dans un certain nombre d'établissements d'enseignement secondaire se voient aujourd'hui reconnaître une fonction pédagogique essentielle. Il est vrai que l'histoire des C.D.I. est relativement récente, puisqu'ils sont nés officiellement en 1969, à l'initiative de M. Siré, du regroupement des bibliothèques d'élèves

et des services de documentation jusqu'alors réservés aux enseignants. Pendant l'année scolaire 1973-1974, il y avait en France 1743 postes de documentalistes-bibliothécaires, alors qu'il existe environ 6 000 établissements de second degré.

Après une aussi longue période d'expérimentation, on donne enfin aux C.D.I. les moyens d'entrer dans une phase d'expansion. En effet, lors de la discussion du budget de l'éducation nationale pour 1974, M. Joseph Fontanet a annoncé la création de 440 nouveaux postes de documentalistes-bibliothécaires, la totalité des établissements d'enseignement secondaire devant être pourvus d'un C.D.I. dans les cinq ans à venir. Mais l'actuelle période d'expansion risque de prolonger ce délai.

L'ancien ministre de l'éducation nationale avait ainsi l'une des recommandations de la « commission des sages » qui insiste sur le fait que le « centre documentaire constitue le cœur de la vie éducative et de l'activité pédagogique ».

Plusieurs textes allant dans ce sens ont déjà été publiés. Ainsi, tous les collèges d'enseignement secondaire construits depuis 1970 disposent, en fonction de leurs effectifs, de 500 à 900 mètres carrés de locaux au C.D.I. 1 200 ont été édifiés depuis cette date, mais 800 d'entre eux n'avaient pas encore de documentalistes pendant l'année 1973-1974. D'autre part, tous les lycées et collèges d'enseignement technique construits depuis 1973 ont un centre documentaire, ce qui a été décidé en mars 1974 de répartir entre toutes les régions une subvention de

35 millions de francs destinée à financer les travaux d'aménagement des C.D.I. dans un certain nombre de bâtiments anciens (à raison de 200 000 F maximum par établissement). Cette décision in-

La Bourgogne, la femme ou les fusées...

teresse les lycées, les C.E.S. et les collèges d'enseignement général et technique. L'enseignement primaire n'est pas encore touché, il serait souhaitable qu'il le soit dans la prochaine étape.

Les élèves, en effet, doivent pouvoir apprendre le plus tôt possible, et avec l'aide des documentalistes et des professeurs, à « travailler sur documents ». Ce travail — du moins tel qu'il se pratique dans un certain nombre d'établissements — peut se faire sous diverses formes : exposé (éventuellement accompagné d'un matériel audiovisuel), exposition, dossier, fabrication d'objets (en technologie, par exemple). Quels que soient la forme de l'exercice et le sujet retenu — présentés par l'enseignant ou laissés au libre choix d'un ou plusieurs élèves — il faut commencer par rechercher et rassembler des informations. Que l'on ait choisi de « monter » une exposition sur la Bourgogne, les fusées ou les sports, de présenter un exposé sur la publicité, le racisme ou la condition féminine — sujets qui rencontrent fréquemment les goûts des jeunes — les fichiers, rayonnages, bases à disposition, à l'usage des élèves, sont les mêmes. Encore faut-il savoir les trouver et les utiliser. Après un certain apprentissage des méthodes de recherche, l'élève intéressé par son sujet doit parvenir à lui-même à faire preuve d'initiative et mettre en œuvre de nouvelles méthodes de travail.

Une telle démarche favorise aussi le développement de la curiosité. Posant toutes sortes de questions aux documentalistes (« Est-ce que vous avez de la musique pour illustrer des poèmes ? »),

utilisant éventuellement des documents à l'extérieur de l'établissement, l'élève complète peu à peu ses connaissances qui, sur un même thème, peuvent faire appel à plusieurs disciplines. Ainsi, de jeunes élèves d'un lycée parisien qui ont exposé en fin d'année des travaux relatifs à divers ouvrages de littérature ont illustré un cahier sur « Colomb » de photographies et descriptions de la Corse fournies par un élève originaire de ce département.

D'autres qualités peuvent être aussi développées par le travail personnel sur documents : sens de l'observation, méthodes d'analyse et de synthèse, créativité. Au C.D.I., guidés bien sûr par les documentalistes et les enseignants, les élèves ont la possibilité de transmettre des connaissances — les élèves participent activement à leur propre apprentissage. Si au début, ils ont le plus souvent tendance à recopier des chapitres entiers sans chercher à comprendre, et ne parviennent guère ensuite à intéresser leur auditoire, c'est-à-dire leurs camarades, en revanche, après un bon entraînement, ils n'est pas rare que certains travaux d'élèves complètent les richesses du C.D.I.

L'existence du C.D.I. d'autre part, favorise à la fois le décloisonnement des disciplines et l'ouverture sur le monde. Les C.E.S. expérimentaux Bréart, à Mâcon, qui

est particulièrement bien a, en ce sens, fort bien reçu des décisions d'accueillir notamment les expositions artistiques mais aussi celles des clubs d'information et UNESCO.

Le centre de documentaliste d'information type, décrit par les instructions officielles, est presque luxueux. Il se compose d'une bibliothèque et d'une de documentation commune élèves et aux professeurs, d'un plus petit — de l'activité de groupe, de l'pour les professeurs et, « moyens le permettent », « audiovisuelle » ou sa travaux pratiques audio-vis d'un atelier de reprographie taines salles sont obligatoirement, d'autres non, semble de la documentation accessible à tous.

Le C.D.I. doit être un accueillant : la moquette, mobilier élégant et confort sont recommandés. C'est le cas, mais on recrée notamment dans les établissements anciens — du mobilier en bois, de métal gris, d'écrits ne permettant pas de placer. A moins qu'un ast bricoleur, voire le document ne donnent d'un coup de pio un air de gaieté au vieux lieu. Souvent le décor est ment d'affiches de théâtre d'expositions, d'objets fait les élèves durant les cours cœurs manuels. Au C.E.S. d'Mont (Essonne), d'une architecture particulièrement réussie travaillent, en cou dessin, l'habitation de tures destinées au C.D.I.

Les C.D.I. sont plus ou riches en documents, p c'est au fil des années qu

UNIVERSITY OF CAPE TOWN
CHAIR OF CULTURAL HISTORY OF WESTERN EUROPE

Applications are invited for the ZASM Chair of Cultural History of Western Europe which will be vacant on 1st January, 1975. It is hoped that the successful candidate will be able to take up the post on that date or as soon as possible thereafter. The salary scale is R 100 x 300 — R 300 per annum, plus a pensionable allowance of 15 % of basic salary.

Applicants should submit a curriculum vitae, stating present salary, research interests and publications, and the names and addresses of at least three referees.

Memoranda concerning the position and further information should be obtained from the Registrar, UNIVERSITY OF CAPE TOWN, BOSCH, C.P., REPUBLIC OF SOUTH AFRICA, by whom applications must be received not later than 31st October, 1974.

Appointment will be subject to a satisfactory medical examination. The University reserves the right to appoint a person other than one of the applicants or to make no appointment.

Un métier d'avant-garde qui peut être le vôtre



ANIMATEUR



ANIMATRICE

Ceux qui ont regardé, que l'on écoute, que l'on apprécie à tout moment, le sont partout où il se passe quelque chose : la radio, la T.V. par câbles, les clubs de vacances, les organisations de loisirs et de tourisme, en France et à l'étranger.

L'animation est maintenant un métier de professionnels, mais ce métier, tout I.P.S.A. vous l'apprendra. Les cours sont animés par des professionnels de la radio, de la T.V. et du tourisme.

Les stages, dans ces organismes, se prolongent souvent en engagements. Je désire recevoir une documentation gratuite sur votre enseignement.

Cours du jour ☐ Cours du soir ☐

nom..... prénom.....

âge..... profession..... tél.....

adresse.....

*IPSA Institut Privé Supérieur d'Animation

71, Fg St-Honore, 75008 Paris - 266.66.82

Pour apprendre vite une langue, rien ne vaut l'audio-visuel.

Pour apprendre vite une langue, rien ne vaut un professeur.

Pigier

exige de ses professeurs de langues une parfaite connaissance de l'audio-visuel.

Chez Pigier Rive Gauche, vous apprendrez l'anglais ou l'allemand par petits groupes en laboratoire, selon les techniques de l'enseignement audio-visuel. Et toujours en compagnie d'un professeur. C'est plus efficace. Plus rapide aussi. Et vous pourrez suivre cet enseignement aux heures qui vous conviennent du lundi au vendredi de 8 h 30 à 21 h.

Quant au montant des cours, il peut être pris en charge par l'entreprise dans le cadre de sa participation aux actions de formation professionnelle continue.

Renvoyez-nous ce bon après y avoir indiqué votre nom et votre adresse et, par retour du courrier, vous recevrez une documentation complète sur le laboratoire de langues.

Nom:.....

Adresse:.....

Je désire recevoir sans frais ni engagement votre nouveau programme d'enseignement des langues pour l'année académique 1974-75

Pigier Rive Gauche

Laboratoire de Langues Pigier, Institut d'enseignement privé

22, rue Tiquet - 75015 Paris - Tél. 567.81.56

25, quai St-Michel - 75005 Paris - Tél. 033.88.02 ou 508.93.15

LE CENTRE D'AUTODOCUMENTATION DE MARLY-LE-ROI

Dix heures de liberté par semaine

« CELA ne peut pas marcher, ton moteur n'est pas tenu ! »

Penchés au-dessus d'un petit véhicule composé d'éléments de Meccano et qui avance par sauts, deux garçons réfléchissent. « Si le mets un poids là-dessus, ça devrait aller. » Elèves de troisième au collège d'enseignement secondaire de Marly-le-Roi (Yvelines), ils participent, comme tous leurs camarades de même niveau, à une expérimentation de travail indépendant, dans un centre d'autodocumentation (CAD).

Le C.E.S. de Marly-le-Roi est, par bien des aspects, un établissement expérimental. On y emploie des techniques audio-visuelles très développées, et en particulier un circuit fermé de télévision. A cette spécialité se sont ajoutées plusieurs expériences d'individualisation de l'enseignement, notamment par la mise en place progressive de groupes de niveau (avec une pédagogie de soutien pour les élèves en difficulté) et, plus récemment, du travail indépendant.

La documentation et la matière mis à leur disposition sont importants : livres et documents imprimés, matériel de technologie et surtout matériel audio-visuel. Pour les aider, trois documentalistes et deux professeurs sont détachés au CAD. De plus, les autres enseignants y tiennent des permanences. Seuls ou en groupes, les élèves choisissent soit de travailler sur

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

La documentation et la matière mis à leur disposition sont importants : livres et documents imprimés, matériel de technologie et surtout matériel audio-visuel. Pour les aider, trois documentalistes et deux professeurs sont détachés au CAD. De plus, les autres enseignants y tiennent des permanences. Seuls ou en groupes, les élèves choisissent soit de travailler sur

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

La documentation et la matière mis à leur disposition sont importants : livres et documents imprimés, matériel de technologie et surtout matériel audio-visuel. Pour les aider, trois documentalistes et deux professeurs sont détachés au CAD. De plus, les autres enseignants y tiennent des permanences. Seuls ou en groupes, les élèves choisissent soit de travailler sur

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l'établissement. Une salle de discussion et une salle de réunion leur sont aussi ouvertes.

l'intérieur, à travers les bases vitrées. Les élèves peuvent s'installer pour travailler, dans la grande salle de lecture ou dans des salles de travail prévues pour les petits groupes. A moins qu'ils n'aient besoin de s'enfermer, bien protégés du bruit, dans des salles de consultation du matériel sonore ou des cabines audio-visuelles, où ils peuvent, par exemple, demander qu'un sujet soit projeté sur l'écran à partir du studio de télévision intégré à l

CORRESPONDANCE

Les redoublements en « math spé »

plus impraticable. Les divers établissements ne peuvent pas se résigner à perdre une clientèle jusqu'alors source de revenus fructueux. Une ancienne formule de devoirs de vacances, un peu délaissée, est remise au goût du jour : le cahier de vacances. Elle présente de nombreux avantages pratiques, mais sa mise en place demande des moyens importants.

été, « partir comme des bellets plats », selon l'expression d'un de ses responsables (cent mille exemplaires). Le *modem*, le *modem*, le *modem*, maison de taille moyenne, est, en 1973, de 60 % supérieur à celui de 1963. Mais les cahiers Magnard sont apparus. Mais, depuis dans, le *modem* d'auto-enseignement « prend une extension « fantastique », selon un responsable. Et cela, bien que certains regrettent le « rapport pédagogique fondamental » que permettait, selon eux, entre le professeur et l'élève. Les avantages pratiques du *modem* sont nombreux : « permet d'un côté, serré de la part des parents, l'importance 1 y a en outre un agrandissement, le *modem* est, en principe, plus modeste, de

Dépasser l'artisanat

Derrière ces stratégies de vente, une préoccupation fondamentale : l'adaptation à la nouvelle situation du marché. Pour que la formule du cahier scolaire rentable, il faut organiser la vente à une grande échelle. Mais son prix n'est pas très élevé et son élaboration, incluant des perfectionnements pédagogiques, coûte cher. Il faut donc vendre non plus des milliers, mais des centaines de cahiers. Dans de telles conditions, accorder une ristourne à l'instituteur qui en achète pour les « suggérer » aux élèves de sa classe n'est pas un moyen promotionnel intéressant. Il faut trouver un autre moyen d'élargir le marché scolaire, en créant une échelle quasiment industrielle.

Des prix modiques

Les cahiers de vacances commencent, en effet, un succès commercial qui va en s'affirmant. Ils se présentent généralement sous une forme agréable à l'œil, volumineuse et abondamment illustrée. L'idée est invitée, page après page, à répondre aux questions posées par les auteurs ou les éditeurs précis. Il se réfère, pour la « autocorrection », à une réponse type jointe au cahier.

Cahiers de vacances : Maugnard, au titre fameux de *Louise* et *Babette*, se vendent annuellement à un million deux cent cinquante exemplaires dans les librairies universitaires de France placées chaque été deux cent mille Pont-à-Bardas, qui existent depuis trois siècles, et dont le directeur, M. X. Lescroart, est un spécialiste des sciences sociales culturelles. Une société spécialisée apparaît dans les voyages scolaires en Angleterre, aux États-Unis, en Espagne, etc., etc. Le marché est là, première fois que

nist ses propres devoirs de vacances depuis 1965, les « cours Garibaldi »). La principale innovation porte sur la répartition des devoirs proposés. En effet, celui-ci est déterminé en fonction des ressources de la famille de l'élève. Un quotient familial, obtenu par la division de l'ensemble des ressources de la famille par le nombre de membres qui la composent, sert de base aux calculs. Quatre catégories de tarifs sont ainsi établies : la première concerne les élèves en classe de 4^e, le prix est de 57 F pour le quotient le plus faible et de 101 F pour le quotient le plus élevé.

4 à 20 F selon les éditeurs et le niveau scolaire.

La vente directe est utilisée pour la distribution des cahiers, reprenant le circuit des cours par correspondance. Ce système est très répandu, surtout pour les commerçants, notamment pour le C.U.F... On y adjoint des annonces dans les journaux, comme le fait l'Ecole universelle et l'on utilise des lettres de renseignements de distributions de prospectus à la sortie des lycées ou dans les boîtes aux lettres.

La vente en librairie est également très répandue. Pédagogue moderne une fois, elle a recréé en librairie organisée d'une ma-

vers la production de documents d'auto-instruction ».

Stratégies nouvelles de vente, mutations juridiques, les diverses maisons doivent s'adapter à l'évolution du marché, au déclin de pouvoir d'achat de celle-ci, à la situation scolaire. Mais l'on remarque dès maintenant, entre les diverses publications, des différences notables dans le niveau d'élaboration pédagogique. A l'heure où le cahier de vacances est appelé à devenir un produit de consommation de masse, il faut espérer que les lotissements grand nombre ne sera pas celle de la plus grande médiocrité.

FRANK NATALI.

*Pour suivre à la radio
les cours d'Anglais
de la BBC*
A L'ÉCOUTE DE LONDRES
Textes et explications en Français
Abonnement 12 N° par an, F 38,40
Spécimen gratuit sur demande à
EDITIONS-DISQUES BBCFM
8, rue de Berri - 75008 PARIS

LA FEMME SECRÉTAIRE

FRANCIS LEFEBVRE LES IMPOTS EN FRANCE

une école
vivante

The logo for ESD Soufflot is a circular emblem. It features the letters "esd" in a large, bold, lowercase sans-serif font. Below "esd", the word "SOUFFLOT" is written in a smaller, uppercase sans-serif font. The entire text is contained within a circular border that has a slightly distressed or hand-drawn appearance.

CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ
CENTRE PSYCHOPÉDAGOGIQUE ORSAY-FABERT
GUIDE NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

M. J. Bérard, Psychologue

Documentations - Informations - Consultations

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Réception des familles sans rendez-vous en juin,
juillet, septembre, de 10 à 12 h et de 14 à 17 h
(sauf samedi)

20, RUE FABERT, PARIS-7^e (Parking) - TÉLÉPHONE : SOL 31-68

74120 MEGÈVE
« LES OISEAUX »
ECOLE PRIVER
De la 7^e à la 1^{re} incluse
Inscription année scolaire
ESTERCI réduit - Rabaispage
Professeurs qualifiés
Tous les sports d'été et d'hiver
Directeur, M. GLEY
recrute du 3 au 5 octobre
Hôtel ATALA
19, r. Châteaubriand, PARIS-8^e

- au Secrétariat Trilingue.
- aux Chambres de Commerce étrangères.
- **SECURITE SOCIALE :**
- régime « Étudiants ».
- **ADMISSION :**
- Baccalauréat ou équivalent.
- à défaut, examen d'entrée pour les élèves sortant de l'externat.

PROCHAINES EPREUVES :

24 septembre
Reentrée le 1^{er} octobre

- **SECTION PREPARATOIRE**
- pour les élèves sortant de classe de première.

Inscriptions tous les après-midi à l'École.

- **Un ouvrage spécialement conçu pour l'enseignement de la fiscalité pratique.**
- **Sérieuse édition entièrement revue et mise à jour**
- **Un volume 16,5 x 24 de 460 pages sous couverture plastifiée.**
- **Prix 800 francs - Franco 845 francs**

Nouveaux détails sur simple demande adressée aux éditions Francis & Taylor
15, rue Viala - 75004 Paris CEDEX 17

Mon ou mon mari travaille

Profession

Je désire recevoir la notice gratuite sur les EPOTS

NOM

un enseignement
"sur mesure"
à partir d'une orientation
personnalisée

des méthodes
dynamiques
appliquées par les meilleurs
spécialistes

des débouchés
assurés
dans deux voles spécialisées:
l'assistantat de Direction
et le secrétariat général

l'école
la plus appréciée
des employeurs
parce qu'elle connaît
les réalités de l'entreprise
et sait y préparer ses élèves

Ecole des
Secrétaires de
Direction
(enseignement privé)
15 rue Soufflot 75005 Paris

Demandez vite une
documentation à notre
"Service d'orientation"

d'actes 881

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

ÉCOLE VIOLET

*Reconnue par l'Etat
(Décret du 3 Janvier 1922)*

ÉCOLE PRIVÉE D'ÉLECTRICITÉ ET MÉCANIQUE INDUSTRIELLES

INSCRIPTIONS POUR L'ANNEE SCOLAIRE 1974-1975

PRÉPARATION A L'ENTRÉE EN SECTION ÉLÈVES INGÉNIEURS

SECTION PRÉPARATOIRE : Admission des élèves à partir des classes de Seconde jusqu'à la classe Terminale.
(Possibilité de se présenter au Baccalauréat C ou E)

SECTION SPÉCIALE SUPÉRIEURE : Admission des candidats sortant des classes terminales, à l'issue de la Préparation au concours d'admission en Section Ingénieurs de Juin 1975 (niveau de Mathématiques Supérieures), avec possibilité de se représenter au baccalauréat. Les jeunes filles sont admises (Externat).

SECTIONS ÉLÈVES INGÉNIEURS. — Admission en 1^{re} année :
Concours officiel (2 sessions juin et septembre 1975).

REPRIS DES COURS

Vendredi 4 octobre 1974, à 8 h. 25

INTERNAT

Entrée des élèves : le Jeudi 3 octobre, de 9 h. à 20 heures

INTERNAT - EXTERNAT - DEMI-PENSION

Renseignements à l'École : 70, rue du Théâtre
et 115, avenue Emile Zola 75738 PARIS CEDEX 15
Tél. : 571-36-94

**LE CONSERVATOIRE
LIBRE DU
CINEMA FRANÇAIS**

pour devenir

**assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

dpb

**FORMATION
D'ANIMATEUR**

VOUS AVEZ 21 ANS AU MOINS.
UNE PRATIQUÉ DE L'ACTION
SOCIO-ÉDUCATIVE ET CULTU-
RELLE. VOUS VOULEZ ACQUÉRI-
R.

**A DES RESPONSABILITÉS
DE DIRECTION**

NOTRE CENTRE ORGANISE

UN STAGE RÉMUNÉRÉ

PAR LA PROMOTION SOCIALE

DURÉE : NEUF MOIS

TÉL. : 284-52-40

**la plus appréciée
des employeurs**
parce qu'elle connaît
les réalités de l'entreprise
et sait y préparer ses élèves

**École des
Secrétaires de
Direction**
(enseignement privé)
15 rue Soufflot 75005 Paris

Demandez vite une
documentation à notre
"Service d'orientation"

nom _____
prénom _____
adresse _____

niveau études _____

01 42 56 11 00

Des conclusions générales et des synthèses seront tirées lors d'une séance solennelle de clôture, le mardi 24 septembre, séance à laquelle assisteront M. Giscard d'Estaing, président de la République, et M. Maheu, directeur général de l'Unesco, qui lira une adresse aux participants. Le président de la République prononcera, à cette occasion, un discours sur la mission universelle de la science.

LES MANIPULATIONS GÉNÉTIQUES : des risques, des réalités, des fictions

Par MARTINE ALLAIN-REGNAULT

Onze biologistes américains de renommée internationale, soutenus depuis par des membres de l'Organisation européenne de biologie moléculaire (OEBM), ont lancé en juillet dernier un appel pressant tant auprès du gouvernement américain que de la communauté scientifique du monde entier pour que soient momentanément interrompues certaines expériences de génétique biochimique pouvant être dangereuses pour l'homme. Le comité d'études des molécules d'ADN, reconstitué dont ils étaient tous membres a pris cette décision à l'unanimité, après que divers organismes scientifiques se sont à plusieurs reprises inquiétés depuis 1971 des risques que présente aujourd'hui en biologie moléculaire et en génétique l'avancement des techniques.

L'exposé publié en novembre 1973, puis en mai dernier dans les comptes rendus de l'Académie américaine des sciences, d'une technique relativement simple, utilisable sans difficultés par de nombreux laboratoires et permettant d'insérer à volonté dans le matériel génétique d'une bactérie commune de la flore intestinale de l'homme des gènes étrangers provenant d'espèces animales variées ou de virus cancérogènes, précipita les événements.

Bien qu'à ce jour nul n'ait à proprement parler observé ou causé de drame expérimental, la crainte de créer en laboratoire des bactéries pouvant contaminer l'homme, plus dangereuses que n'en produit la nature, a conduit les hommes de sciences à faire

une pause préventive : maintenant que l'on sait à volonté manipuler des gènes, il convient, avant de le faire, de bien connaître ce que l'on manipule et la nature présente du résultat. C'est pourquoi, loin de commander l'arrêt des recherches, les biologistes se sont bornés à réclamer qu'un embargo soit mis sur ce type d'expériences en attendant qu'avec l'accord de tous quelques laboratoires très spécialisés, présentant les normes de sérieux et de sécurité les plus grandes, tentent de mettre au point des méthodes fiables qui puissent rendre plus sûres des recherches dont la thérapeutique et l'industrie attendent beaucoup.

Parce que les manipulations génétiques ne sont plus une vue de l'esprit, la société prend conscience et pour tout à la fois de

la montée de ce que certains appellent des « biocrates ». La littérature consacrée aux réalités, aux risques et aux fictions de la biologie prolifère (« Le Monde » du 9 juin 1973), tandis que de nombreuses réunions de réflexion consacrent une part importante de leurs travaux aux règles éthiques et au devenir de l'homme sous l'influence de la « nouvelle biologie ». Ainsi, un symposium international doit être entièrement consacré en octobre, à Davos (Suisse), aux « possibilités et aux limites de la manipulation génétique ». Ce thème sera, d'autre part, longuement traité lors du colloque mondial de la Sorbonne sur les devoirs et les pouvoirs de la science.

Le temps de la réflexion

LES bactéries et les virus sont depuis trente ans un matériel de choix de la génétique et de la biologie moléculaire. La relative simplicité de leur structure a permis d'innombrables découvertes, dont nul n'ignore aujourd'hui la portée : la structure en double hélice de l'acide désoxyribonucléique (ADN), le code génétique et la synthèse des protéines-enzymes, la régulation cellulaire, etc.

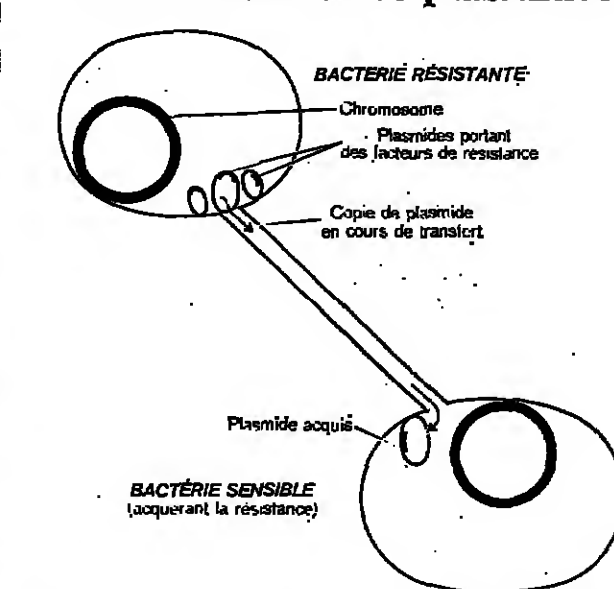
Une bactérie commune du côlon de l'homme, *Escherichia coli*, en a été l'instrument privilégié. Il n'existe pas actuellement une autre structure vivante dont on connaisse aussi bien les rouages et le fonctionnement. Mais si le code génétique est universel et si, comme l'avait dit en son temps le professeur Jacques Monod, prix Nobel, ce qui est vrai pour une bactérie, l'est aussi pour une puce ou pour un éléphant, et par conséquent pour l'homme, il ne s'agit que d'un code commun. La bactérie est une cellule « procaryote », c'est-à-dire sans noyau individualisé avec un seul chromosome facilement observable, que l'on peut considérer comme sommaire au regard des cellules « eucaryotes » (à noyau vrai) des organismes supérieurs. Le matériel nucléaire d'une bactérie, son métabolisme, sont beaucoup plus faciles à observer que ceux des cellules eucaryotes aux centaines de milliers de gènes contenus sur les chromosomes eux-mêmes imbriqués dans un noyau de nature complexe.

C'est ce second type de cellules qui intéresse l'homme au premier chef, quant aux applications possibles de la biologie. C'est pourquoi, très naturellement, il cherche, au niveau de la bactérie, qu'il connaît bien, le moyen d'étudier les gènes des cellules qu'il connaît moins bien. Or les bactéries et, notamment *Escherichia coli*, présentent souvent la particularité de posséder, outre leurs chromosomes de structure, de petites entités circulaires d'acide nucléique appelées « plasmides ». Ceux-ci, dont l'existence n'est généralement pas vitale pour la bactérie, portent des gènes utiles dans certaines conditions de milieu, notamment en ce qui concerne la résistance aux antibiotiques. Ces plasmides, formés de courtes molécules d'ADN, se reproduisent comme l'ADN chromosomique en de multiples copies de leurs gènes qui peuvent souvent être transférées d'une bactérie à une autre. C'est par ce

transfert contagieux de facteurs de résistance qu'on explique le phénomène actuel de la résistance des bactéries à de nombreux antibiotiques.

Parce qu'ils portent ces facteurs de résistance, et parce qu'ils contiennent des petites unités d'acide nucléique accessoires pour la bactérie, ces plasmides ont été très étudiés.

Chromosomes et plasmides



Ce schéma montre comment, dans la nature, une bactérie porteuse de plasmides, dont certains contiennent des facteurs de résistance aux antibiotiques, communique avec d'autres ces informations génétiques. Le fait, entre autres, que ces plasmides situés en marge du chromosome ne sont généralement pas essentiels pour la vie de la cellule, qu'ils sont de petite taille, donc faciles à extraire, à purifier et à transférer, en a fait les outils privilégiés de l'ingénierie génétique. Pour la commodité du schéma, les tailles respectives du chromosome et des plasmides n'ont pas été respectées. En réalité, le rapport est de 1 à 100.

On savait déjà, depuis quelque temps, manipuler les plasmides : on les avait extraits de bactéries pour leur ajouter ou leur enlever à volonté des gènes porteurs d'une résistance à un antibiotique, comme l'a montré le Monde du 9 mai 1973.

Depuis peu, plusieurs équipes de biologistes moléculaires, dont Paul

Berg, le chef de file des signataires de la lettre d'embargo publiée en juillet (1), et Chang et Cohen (Stanford University) sont parvenus, à l'aide d'enzymes appelées « endonucléases de restriction », à scinder en des endroits strictement définis la molécule d'acide nucléique d'un plasmide et à la morceler en autant de morceaux que cette séquence se

manipulation génétique avait pour objet de reconstituer un plasmide à partir de ces fragments. Puis cette opération avait été menée à bien, de créer des plasmides chimeres provenant de l'hybridation de deux molécules d'ADN appartenant à des plasmides de bactéries différentes mais de même souche, puis à réintroduire le produit obtenu dans une bactérie en s'assurant de son fonctionnement. Ensuite, comptant sur l'universalité du code génétique qui, une fois de plus, se trouve démontrée, les manipulateurs de gènes envisagent de créer des plasmides nouveaux à partir de bactéries très différentes, puis, de tenter d'insérer dans un plasmide bactérien toutes sortes de fragments d'ADN, provenant aussi bien de virus que de cellules animales eucaryotes, voire humaines. La preuve est faite, aujourd'hui, que toutes ces expériences sont possibles, relativement aisées, et que certaines ont déjà été réussies. Par exemple, Stanley Cohen, Annie Chang et leur équipe de Stanford sont parvenus à créer en laboratoire des plasmides hybrides à partir de fragments d'ADN de staphylococcus et d'*Escherichia coli*, et à faire fonctionner et se reproduire dans cette dernière bactérie des gènes provenant de la première, portant le facteur de la résistance à la pénicilline. Plus récemment, ils sont parvenus à incorporer sur un plasmide bactérien un fragment d'ADN d'un chromosome de grenouille. Ce plasmide « recombiné » s'est montré capable, une fois réintroduit dans *Escherichia coli*, de se reproduire de façon rigoureuse et de synthétiser l'acide ribonucléique (ARN), complémentaire à la fraction d'ADN de grenouille (travaux de Morrow). D'autres équipes, qui travaillent sous la conduite de Hogness, Davis, Boyer, sont parvenues très récemment à incorporer des fragments d'ADN de drosophile (la petite mouche de laboratoire) dans des plasmides bactériens, soit dans des molécules d'ADN de virus bactériophages, soit dans des molécules d'ADN de virus de l'homme, qui infectent *Escherichia coli* et s'y multiplient.

L'éventail des possibilités, ouvertes par ces techniques et ces résultats, est vaste et il est en biologie fondamentale comme en thérapeutique, des horizons sans précédents auxquels personne ne songe à renoncer. Un peu partout dans le monde, les biologistes moléculaires mènent des expériences parallèles, nourrissent les mêmes espoirs et sont en proie aux mêmes inquiétudes (2).

Des promesses thérapeutiques

Pour la biologie fondamentale, c'est un moyen d'études sans précédent de protéines fondamentales, d'enzymes, et de leur rôle dans le contexte cellulaire des eucaryotes. L'exemple le plus actuel est donné par les protéines produites par les virus oncogènes (ou oncogènes), qui apparaissent de plus en plus comme directement responsables de la tumorigénèse de la cellule. Ces techniques offrent donc un moyen très commode de pouvoir parcourir le puzzle géant qu'est le noyau des cellules eucaryotes, et d'étudier quelques fragments d'ADN, porteurs d'une séquence de gènes délimités dont on pourra suivre isolément le fonctionnement jusqu'à la synthèse des protéines. Le premier débouché thérapeutique et industriel découle immédiatement de cette notion : les firmes pharmaceutiques, grâce à ces techniques, pourraient, en

(1) Les onze biologistes signataires de la lettre de demande d'embargo sont MM. Paul Berg (Stanford), David Baltimore (Massachusetts Institute of Technology), Herbert Boyer (Université de Californie), Stanley Cohen (Stanford), Ronald Davis (Stanford), Davis Hogness (Stanford), Daniel Nathans (Rockefeller), James Watson (Cold Spring Harbor), Sherman Weissmann (Yale), Norton Zinder (New York).

(2) Dans une lettre adressée à Sir John Kendrew, président du Comité scientifique de l'Organisation européenne de biologie moléculaire (OEBM), dont ils sont membres, MM. Lionel Crawford (Londres), François Cuzin (Institut Pasteur, Paris), Renato Dulbecco (Londres), W. Pierre (Genève), Bernhard Hirt (Lausanne), Lennox Philipson (Uppsala), John Suck (Glasgow), Klaus Weber (Cold Spring Harbor), Roger Wells (Genève), Charles Weissmann (Genève), Ernest Winocour (Israël), Pierre-François Spahr (Genève) demandent que ces problèmes soient étudiés en commun, pour mesurer les risques et poursuivre les recherches européennes dans les meilleures conditions de sécurité.

produisant l'enzyme qui, anormalement, manquait. Le même type de manipulations est d'ailleurs envisageable sur le plan théorique, au niveau des cellules de l'organisme humain par le biais de virus domestiques.

Vues sous cet angle, ces manipulations génétiques s'avèrent essentiellement prometteuses et bénéfiques. Mais beaucoup d'inconnues demeurent encore. On ne peut être assuré pour l'instant que les tâtouements expérimentaux qui précéderont ces tentatives de virus domestiques ne seront pas plus dangereux que ne peut l'autoriser le bénéfice escompté.

En effet, si la biologie dispose actuellement d'une batterie d'enzymes qui scindent et qui soudent des fragments d'ADN, de toutes espèces, on ne connaît encore pour le moment avec précision que les extrémités de ces chaînes et certains gènes « marqueurs » choisis en conséquence, tels les facteurs de résistance aux antibiotiques. Le reste du fragment n'est pas connu dans le détail et peut contenir des gènes inconnus présidant à la synthèse de protéines hautement toxiques, normalement réprimées (virus latents notamment), mais que le morcellement et la recombinaison dans un plasmide ont pu déprimer. De tels gènes pour-

L'ombre de l'industrie

raient fabriquer en quantité relativement considérable ces produits toxiques.

Le fait que les bactéries soient capables de transférer des copies de plasmides des uns aux autres et le fait qu'il s'agit de bactéries du côlon humain obligent en conséquence à des précautions extrêmes.

D'autant que certaines manipulations de virus cancérogènes ont permis d'isoler dans leur matériel génétique des gènes particuliers dont on a tout lieu de penser, à l'heure actuelle, qu'ils président à la synthèse de protéines qui modifient les mécanismes régulateurs de la cellule et rendent celle-ci tumorale. Rien ne prouve que les expériences actuelles conduisant à une contamination accidentelle de la flore intestinale de l'homme ; rien ne prouve non plus que de telles bactéries résistent à tous les antibiotiques, ou porteuses de protéines cancérogènes, puissent être tolérées par les organismes ni que leurs toxines franchissent la barrière intestinale. Mais, devant la nature des risques possibles, on comprend que les hommes de sciences hésitent. Ce sont les propres auteurs de ces expériences qui ont pris la décision d'arrêter, et non des instances supérieures inquiètes de l'inconscience des chercheurs. Ce fait est révélateur.

D'autres types de recherches

H AINSI les manipulations des plasmides qui semblent pour le moment parmi les plus avancées et des plus prometteuses, d'autres recherches sont entreprises ou envisagées qui pourraient poser, à leur tour, de problèmes. Certaines relèvent encore, de l'utopie, d'autres ont déjà donné des résultats précis, notamment :

● LA FÉCONDATION IN VITRO : l'annonce au mois d'août, en Grande-Bretagne, que trois enfants seraient nés d'une fécondation en éprouvette a été le sujet de nombreuses discussions scientifiques et l'opinion publique. Bien qu'il n'ait reçu aucune confirmation, le fait est reconnu possible par des chercheurs comme le professeur Thibault, de l'Institut national de la recherche agronomique, qui étudie ces phénomènes chez les animaux. On sait maintenant, pour un même animal, « capoter » in vitro ovule et spermatozoïde, assurer la fécondation et le développement de l'œuf durant les premières divisions et le réimplanter dans un utérus maternel. Ces expériences chez les rongeurs se heurtent encore à des difficultés de synchronisation entre l'évolution de l'utérus et le développement de l'œuf. Le docteur Edwards a présenté au colloque de la Sorbonne sur la biologie et le devenir de l'homme un débat sur ce sujet de particulière actualité.

● L'HYBRIDATION CELLULAIRE : cette technique de fusion de cellules découvertes par Baskin (Villajuit), Harris (Grande-Bretagne), Ephrussi et Weiss (Gif-sur-Yvette) est, aujourd'hui, employée un peu partout dans le monde pour étudier le comportement de cellules complexes, d'organismes supérieurs, ou de cellules pathologiques par rapport à des cellules normales. On sait, par exemple aujourd'hui, obtenir et faire se

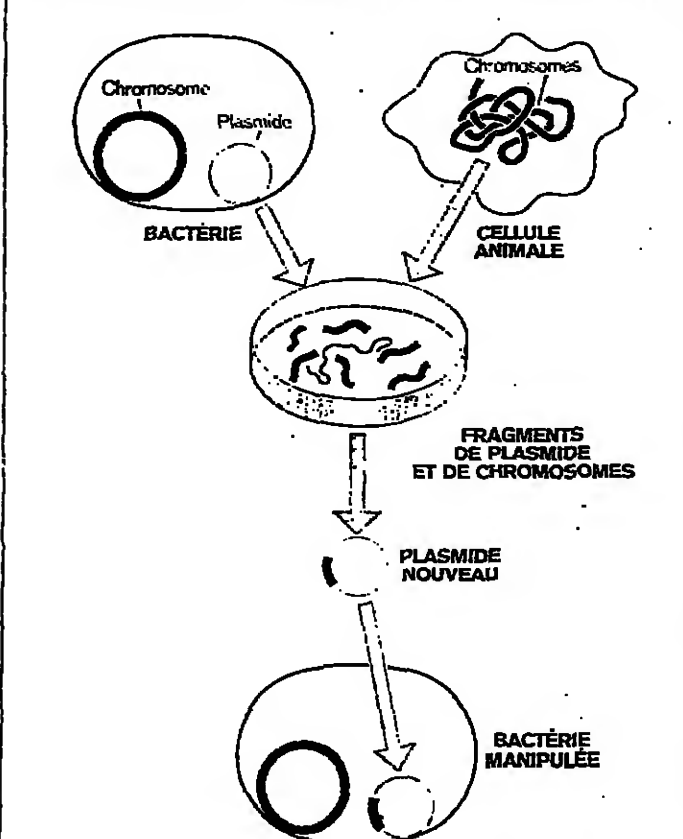
multiplier des hybrides de cellules de souris et d'homme de mousette et d'homme, de cellules normales et cancéreuses, etc.

L'hybridation cellulaire est la technique utilisée pour tenter de dresser la carte génétique des chromosomes humains.

● LE CLONAGE : cette méthode vise à élever des cellules génétiques ou sexuelles et à remplacer leur noyau par celui d'autres cellules dont le contenu génétique est différent. Expérimenté sur des cellules de grenouille, elle commence à être utilisée chez les mammifères. Lors d'un séminaire sur l'avenir de la génétique, réuni à Bâle pour le sixième-quinzième anniversaire des laboratoires Hoffmann-Laroche, le professeur Joshua Lederberg (États-Unis), prix Nobel, avait énuméré les perspectives fantastiques envisageables par ce moyen parmi lesquelles la parthénogénèse (et la reproduction d'individus exceptionnels...), la régénération, la production de jumeaux, le chimérisme, etc.

● LES VIRUS DOMESTIQUES : cette technique visant à accorder un message génétique sur un virus non pathogène servant de véhicule a déjà été utilisée chez l'homme. Certains virus non pathogènes peuvent, en effet, jouer directement au niveau des cellules humaines un rôle de vecteur génétique comparable à celui d'un plasmide au niveau d'une bactérie. Des recherches parallèles à celles sur les plasmides sont donc entreprises dans cette voie dans l'espoir de parvenir à corriger certains défauts enzymatiques graves. Mais pour affecter la correction de ces tares, il faudrait intervenir à un stade embryonnaire précoce, ce qui soulève de nombreux problèmes éthiques tant en ce qui concerne les risques d'erreur que de changement de personnalité.

Comment on modifie une bactérie



Voici comment, très schématiquement, on peut insérer un fragment d'ADN d'un chromosome d'une cellule animale dans une bactérie. Ce fragment d'ADN, qui, dans la cellule animale, était difficilement reconnaissable au regard des millions d'autres et qui était parfois réprimé, dans le plasmide de la bactérie, s'exprime et permet la synthèse des protéines correspondantes. Celles-ci seront aisément identifiables, car isolées des milliers d'autres et placées dans une cellule simple dont on connaît bien les détails de fonctionnement et la plupart des métabolites.

ACTUALITE SCIENT
SPECULATIONS DE
l'avenir serait une

La qualité

Machine à lever le

السلامة

LES DÉCOUVERTES DE LA SONDE AMÉRICAINE PIONEER-10

Jupiter serait une planète presque entièrement liquide

PIONEER-10, dont les découvertes seront complétées par les observations de Pioneer-11, qui doit arriver après de Jupiter en décembre prochain, ne laisse guère croire que certaines formes de vie soient vraiment pu apparaître dans l'atmosphère de la planète.

Constituée à 82 % d'hydrogène, à 17 % d'hélium, et d'autres gaz pour moins de 1 %, la planète possède, en particulier, un très fort et très vaste champ magnétique qui emprisonne des particules, électrons et protons, dotées d'une grande énergie. Ces particules sont regroupées, comme pour la Terre, dans des ceintures autour de la planète, et émettent des radiations que Pioneer a évaluées à cent fois la dose mortelle pour un être humain. Jupiter est, après le Soleil, la seconde source de radiations du système solaire.

Pioneer a découvert deux zones magnétiques assez distinctes autour de la planète. La zone la plus proche occupe un volume sphérique d'un diamètre d'environ 2,9 millions de kilomètres, et son axe est incliné d'environ 10 degrés par rapport à l'axe géographique nord-sud. La seconde zone s'étend beaucoup plus loin, jusqu'à 2,5 millions de kilomètres, et parfois même jusqu'à 21,1 millions de kilomètres, selon que le flux de particules émis par le Soleil la comprime plus ou moins. Elle n'est pas sphérique, mais forme un anneau aplati autour de la planète, dont le grand axe est dans le prolongement de l'équateur. Cette particularité provient de sa double origine : au centre propre de la planète vient se superposer, dans cet anneau, un champ électrique plus fort, dû au courant électrique que crée le mouvement des particules concentrées dans le plan équatorial de la planète. Ce qui contribue à étaler ce champ en longueur.

La sonde américaine a bien fait de pas survivre aux radiations qu'elle a reçues en passant à 131 000 kilomètres de Jupiter. Dans la ceinture que forme le champ magnétique le plus proche, l'engin était frappé jusqu'à un milliard de fois par centimètre carré et par seconde par des électrons de haute énergie (3 à 30 millions d'électrons-voies). Ces électrons sont dix mille fois plus nombreux que dans les ceintures terrestres. Les protons des ceintures de Jupiter sont environ cent fois moins nombreux que les électrons, environ 10 millions par centimètre carré et par seconde. Toutes ces particules sont très concentrées dans le plan équatorial de la planète, et l'intensité diminue d'un facteur 3 entre l'équateur et 20 degrés de latitude, d'un facteur 10 à 40 degrés de latitude nord. Dans la ceinture

La sonde spatiale américaine Pioneer-10, qui, en décembre 1973, a survolé la planète Jupiter après un voyage de vingt et un mois dans l'espace interplanétaire, a permis aux planétologues d'entre-Atlanique de commencer à déchiffrer les mystères de la planète la plus lourde du système solaire.

Après avoir déposé les tables signaux que Pioneer leur a transmis à 800 millions de kilomètres de distance, les spécialistes croient pouvoir affirmer que Jupiter n'est pas, comme Mercure, la Terre ou Mars, une planète rocheuse, mais une énorme sphère d'hydrogène presque entièrement liquide, sans surface solide détachable. Les bandes brillantes et sombres qui entourent la planète en latitude seraient des masses de gaz descendant et descendant que la rapide rotation de la planète sur elle-même étalerait tout autour de Jupiter. Quant à la fameuse tache rouge, qui s'étend sur près de 40 000 kilomètres de long à 22 degrés de latitude sud, elle serait un violent cyclone qui ferait rage depuis au moins sept cents ans.

La sonde a aussi mesuré la température, qui est de moins 130 degrés au sommet des nuages, croissant très vite pour atteindre 2 000 degrés à 1 000 kilomètres de profondeur. L'hydrogène deviendrait alors liquide et, dès 3 000 kilomètres de profondeur, serait tellement comprimé que sa densité serait équivalente au quart de celle de l'eau. La température serait alors de 5 500 degrés et la pression de 90 000 atmosphères. Tous en restant liquide, l'hydrogène passerait à l'état métallique à 25 000 kilomètres de profondeur, où régnerait une température de 11 000 degrés et une pression de 3 millions d'atmosphères. Au centre, la température serait d'environ 30 000 degrés, soit six fois la température régnant à la surface du Soleil.

Les modèles mathématiques que l'on peut imaginer montrent que la planète ne doit guère être autre chose qu'une boule liquide. Selon le Dr William B. Hubbard de l'université d'Arizona, l'atmosphère gazeuse de la planète aurait environ 1 000 kilomètres d'épaisseur, et la température, qui est de moins 130 degrés au sommet des nuages, croissant très vite pour atteindre 2 000 degrés à 1 000 kilomètres de profondeur. L'hydrogène deviendrait alors liquide et, dès 3 000 kilomètres de profondeur, serait tellement comprimé que sa densité serait équivalente au quart de celle de l'eau. La température serait alors de 5 500 degrés et la pression de 90 000 atmosphères. Tous en restant liquide, l'hydrogène passerait à l'état métallique à 25 000 kilomètres de profondeur, où régnerait une température de 11 000 degrés et une pression de 3 millions d'atmosphères. Au centre, la température serait d'environ 30 000 degrés, soit six fois la température régnant à la surface du Soleil.

Les photos prises par la sonde américaine montrent, en effet, d'énormes formations elliptiques de gaz descendant et descendant, de cellules de gaz descendant. Le Dr Hubbard a calculé que l'hydrogène chaud remonte du centre de Jupiter à sa surface en dix à cent ans, à la vitesse maximum de 2 400 kilomètres par an.

Bien qu'ayant une origine différente, les mouvements de convection de l'atmosphère jupitérienne sont analogues à ceux de l'atmosphère terrestre, où l'air chauffé sous les tropiques remonte vers les pôles, tandis que l'air polaire

descend vers l'équateur. On sait que sur terre, la rotation de la planète, à l'origine des forces de Coriolis, provoque la déviation des flux d'air nord-sud dans le sens ouest-est dans l'hémisphère nord, et vice versa dans l'hémisphère sud. Sur Jupiter, qui accomplit une rotation sur elle-même en dix heures, cette déviation est si puissante qu'elle étale les cellules de gaz descendant et descendant en bandes parallèles tout autour de la planète.

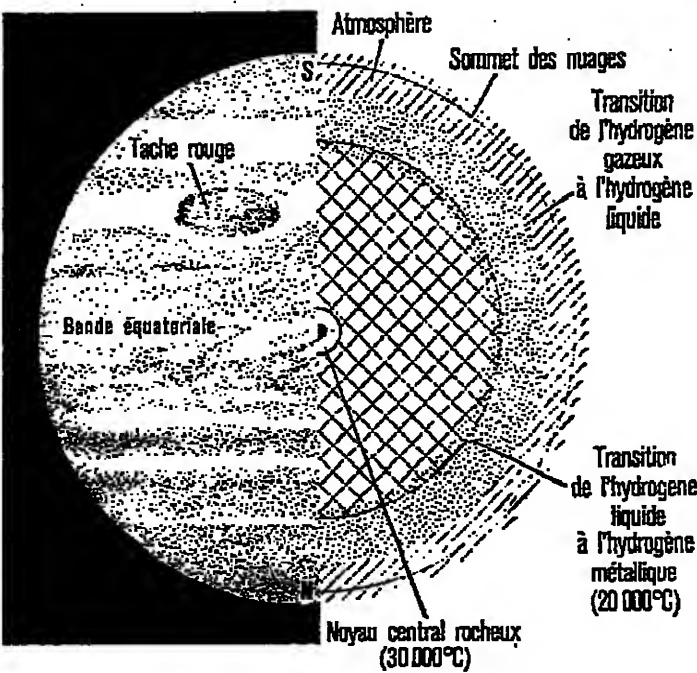
Pioneer a observé que les bandes brillantes ont environ 9 degrés de moins que les bandes sombres et sont à 20 kilomètres au-dessous. Les bandes rouge-orange seraient ainsi des cellules de gaz descendant, probablement des cristaux d'hydrosulfide d'ammoniac, les bandes gris-blanc des cellules de gaz descendant, sans doute des cristaux d'ammoniac.

On s'attendait à ce que les grands mouvements de convection au sein de Jupiter créent beaucoup de turbulence. Mais l'absence de surface solide, la constitution liquide de la planète et l'égalité de la température du gaz descendant et du gaz descendant, ont empêché que les masses de gaz dans les bandes doivent se déplacer à très grande vitesse, jusqu'à 600 kilomètres à l'heure. Les vents sont les plus violents près de l'équateur.

La tache rouge est aussi une formation ée en latitude par les forces de Coriolis, et si les spécialistes ne savent pas encore expliquer toutes ses caractéristiques, il est peu probable qu'elle soit due, comme on le croyait jusqu'ici, à un accident de terrain au-dessus duquel stagnait une colonne de gaz en rotation. Elle doit être un violent cyclone qui fait rage depuis des centaines d'années, et elle s'étend à environ 8 kilomètres au-dessus des nuages. Le mouvement tourbillonnaire est suffisamment fort pour pousser vers le nord la bande médiane des nuages qui lui est adjacente. Une autre formation analogue, moins grande, a été découverte dans l'hémisphère nord.

Une dernière particularité de Jupiter est que son satellite le plus proche, Io, possède une atmosphère très ténue, peuplée d'un mélange d'hydrogène, d'azote et de méthane. C'est le plus petit objet du système solaire à avoir une atmosphère. On pense maintenant que si les deux plus grands satellites, Io et Europe, sont rocheux, les deux suivants, Ganymède et Callisto, doivent être essentiellement constitués de glace.

DOMINIQUE VERGUESE



LA MORT DES BALEINES

DANS le savant, la mort d'un grand nombre d'animaux à bras est due moins à la vieillesse ou à des blessures qu'à la multiplication, dans l'intestin des animaux, de vers parasites absorbés en même temps que la nourriture végétale.

Il paraît probable, aujourd'hui, que la mort de certaines baleines qui viennent échouer sur les plages soit due à un semblable phénomène. Des vers parasites se multiplient dans leur sinus et dans l'oreille moyenne et détruisent ainsi partiellement le système auditif et de sonar dont disposent les baleines pour s'orienter.

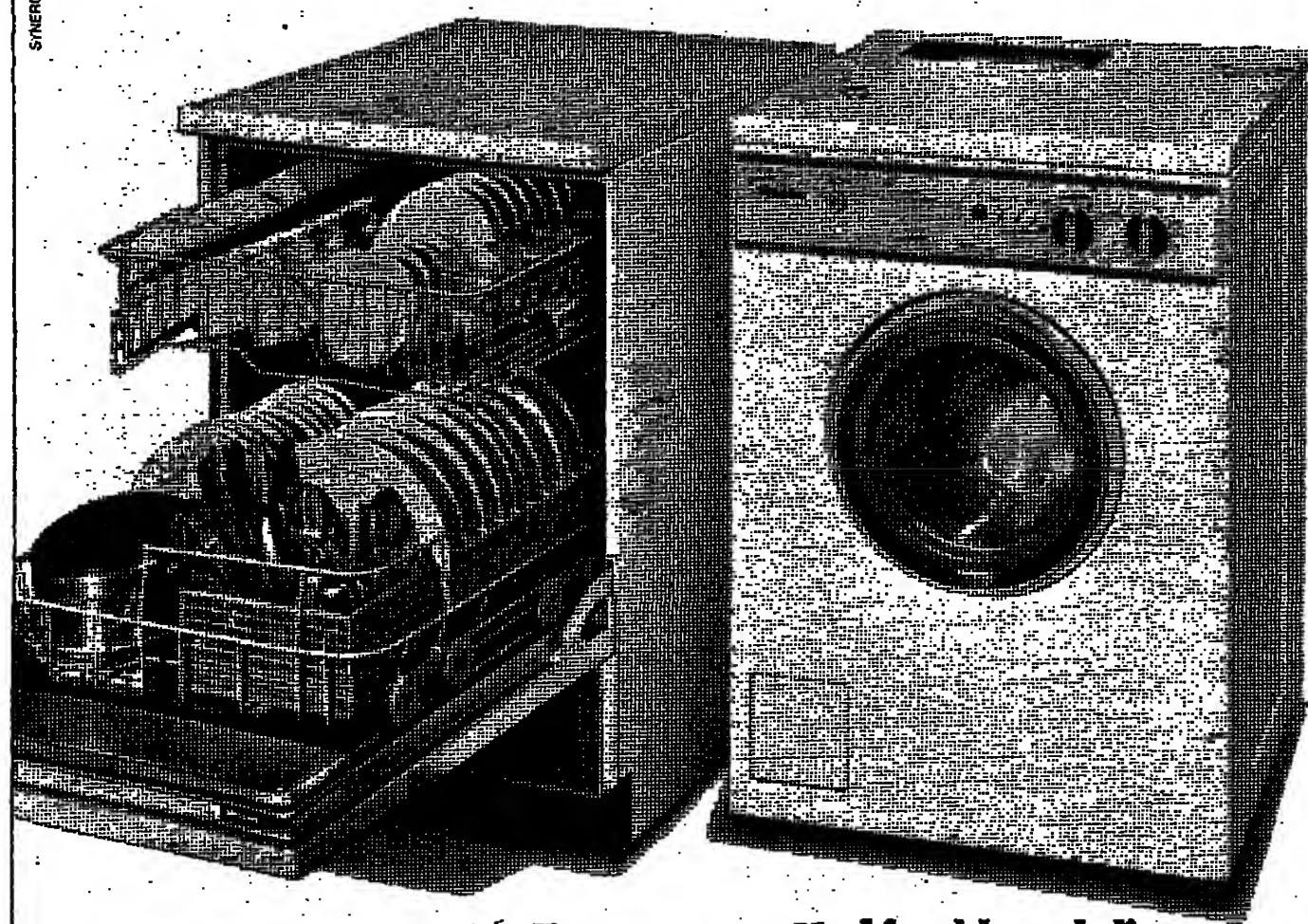
Cette découverte a été faite tout récemment par deux chercheurs américains, John H. Prescott, directeur du New England Aquarium de Boston et James G. Mead, qui travaille au muséum d'histoire naturelle du Smithsonian Institute de Washington.

Il y a longtemps que l'on s'interroge sur les raisons qui provoquent l'échouage des baleines sur les plages, et leur mort. Certains ont avancé l'idée d'un suicide, d'autres la peur des requins et un affolement de l'animal qui se retrouverait par inadvertance dans des eaux peu profondes. D'autres spécialistes pensent plutôt que le système de navigation dont les animaux disposent, et qui est analogue à un sonar — des signaux sonores émis par l'animal lui sont renvoyés par des obstacles, ce qui lui permet d'en apprécier l'éloignement, — ne fonctionnerait pas dans certains cas. Une plage s'enfonçant sous l'eau en pente douce ne renverrait pas d'écho lorsqu'il n'y a pas de ressac.

La véritable explication est probablement autre. En mai 1973, John Prescott découvrit dans les sinus de dauphins échoués au cap Cod, près de Boston, de nombreux vers parasites. Le 5 novembre dernier, trente-cinq baleines s'échouèrent en Caroline du Sud et seize femelles et six mâles moururent. Aucune d'entre elles, sauf deux bébés baleines, n'avait de nourriture dans l'estomac, mais leurs oreilles internes et leur sinus étaient infectés par des dizaines et dans certains cas par des milliers de parasites. Peu de temps après, vingt-huit baleines échouées au cap Lookout, en Caroline du Nord, ou nageant à faible profondeur furent examinées, et les mêmes observations furent faites.

Le docteur Prescott pense que ces vers doivent gêner partiellement l'audition et donc empêcher le système de navigation de fonctionner convenablement. Les baleines ne peuvent plus trouver leur nourriture, ni localiser les plages. Il doit leur rester assez de capacité auditive pour entendre les cris de leurs compagnons et rester groupées.

La qualité se paie. Pas nécessairement très cher.



Machine à laver la vaisselle.

Machine à laver le linge.

2495 f C'est le prix de la machine à laver Miele W 429.

- L'efficacité : De nombreux programmes de lavage adaptés à chaque catégorie de linge. Un rinçage alterné avec refroidissement progressif du bain de lessive, évitant la formation de faux-plis. Un moteur pour laver, un moteur pour essorer.

La solidité : Une carrosserie en tôle d'acier émaillée direct unicouche. Une cuve robuste en tôle d'acier de 1,5 mm d'épaisseur. Un tambour en acier inoxydable.

Comme toutes les machines Miele, la W 429 est bien faite, dans tous les détails. Elle dure longtemps.

2890 f C'est le prix du lave-vaisselle Miele G 230. Un lave-vaisselle muni de tous les perfectionnements.

Un lave-vaisselle rapide : Trois bras rotatifs de dispersion d'eau, une pompe de circulation surpuissante, un adoucisseur d'eau de grande capacité et un turboséchage efficace.

Un lave-vaisselle discret : Une couche de polyuréthane injectée entre la carrosserie et la cuve élimine 40 % de bruit en plus. Carrosserie émaillée et cuve en acier inoxydable.

Comme tous les appareils Miele, le lave-vaisselle G 230 a été conçu pour durer longtemps.

Miele

Miele - B.P. 1000 - 93151 Le Blanc-Mesnil - Documentation gratuite sur demande.

LA VIE DE LA RÉGION PARISIENNE

Les Halles au vert

QUELS JARDINS POUR LA CAPITALE ?

L'AMÉNAGEMENT aux Halles d'un jardin de 8 hectares — au plus — est un événement. Mais pour que ce nouveau don du prince ne soit pas seulement un gadget, il faut qu'il s'accompagne d'une nouvelle définition de ce que doit être un jardin dans la ville. Le « vert » ne suffit pas, explique les urbanistes, qui évoquent notamment l'exemple danois de Tivoli.

Avant cela, il faut aussi engager une politique de grande envergure pour combler le retard de Paris et donner aux citadins le calme et la verdure qu'ils doivent chercher trop loin le dimanche.

Les douze des deux mains suffisent à combler les jardins publics de plus de 10 hectares à Paris : les Buttes-Chaumont (25 hectares), le parc Monceau (8,5 hectares), les Tuileries et le Louvre (43 hectares), le Jardin des Plantes (23 hectares), le Champ de Mars (24 hectares), les Jardins des Champs-Élysées (12 hectares), ceux du palais de Chaillot (8 hectares) et de l'avenue Foch (8 hectares).

Les grands espaces verts de la capitale sont presque tous plus que centenaires. Notre siècle n'a pas su ménager les espaces libres nécessaires.

Le trou béant des Halles ouvre la porte aux rêves. Chacun se prend à imaginer un avenir pour cet espace de 8 hectares, au cœur de Paris. En mai 1968, certains voyaient volontiers une prairie et des vaches. Aujourd'hui, ce serait plutôt un morceau de « forêt civilisée » où chacun pourrait faire ce qu'il lui plaît : les minidettes rêver, les vieillards s'asseoir au calme, les mères de famille pousser un landau, les adolescents faire du patin à roulettes, les employés de bureau manger un sandwich ou plus simplement... marcher à l'air des voitures. L'un veut des feuilles mortes, l'autre de l'herbe et le droit de s'y allonger.

Qui viendra dans ce jardin ? demandent les hommes de l'art consciencieux. Sans obtenir une réponse claire. Pour les hommes politiques, qui décident, il s'agit de satisfaire le besoin mal défini de verdure, de calme et d'espace que ressentent les citadins. Le vert qui sied tellement bien aux penopies électorales. Le creux, le « plat d'épinards », comme disent par dérision les paysagistes.

A quel sort un jardin dans la ville ? Avant tout, c'est un espace libre, « ouvert » comme disent les spécialistes, un endroit qui n'est pas construit et où les voitures ne circulent pas. Quelle que soit la façon dont on l'aménage, son utilité se définit d'abord « à l'envers » : finie la foule, la grisaille et l'encombrement. Là, le citadin peut marcher tranquillement et regarder.

Un jardin pour marcher. Dans les allées, pas sur les pelouses... car le règlement l'interdit et les techniciens — même jeunes et de bonne volonté — affirment qu'on ne peut « libérer » le gazon sans le condamner. A Paris en tout cas. Parce qu'il y a trop de candidats pour occuper chaque centimètre carré d'herbe et parce que le climat est trop sec. A Londres, vous dit-on, il pleut, et les surfaces disponibles sont considérables. Mais a-t-on vraiment essayé d'accommoder chez nous les mélanges de variétés particulièrement résistantes comme celles que l'on étudie à la Défense ou que l'on utilise à l'étranger, en Suisse notamment ?

Faut-il se contenter de marcher sous les arbres ? Les jardins très fréquentés de Paris, comme le Luxembourg ou les Tuileries, ont, c'est vrai, un sol très peu vert. Le contact avec

la terre sablonneuse est déjà une satisfaction pour le piéton habitué au bitume, même si elle vole en poussière dès qu'il y a trop de monde.

Un jardin fait pour le plaisir des yeux. C'est la fonction essentielle des jardins « à la française » : des broderies de buis qui s'étendent sous les fenêtres des palais et des maisons élégantes. Ces aménagements somptueux sont-ils encore adaptés à notre époque ? Deux exemples récents montrent que le public ne les apprécie guère. Il y a quelque temps, les rivaux des Tuileries se sont opposés à la reconstruction du parterre dessiné par Le Nôtre, le long de l'avenue du Général-Lemoinne, à la place des deux allées courbes bordées d'arbres plantés au siècle dernier. Auparavant, les projets de restauration de la place des Voages avaient subi le même sort. Les jardins à l'anglaise, qui inspirèrent l'œuvre de Napoléon III, répondent mieux au double désir des promeneurs : marcher sous les arbres... et admirer des compositions florales.

Mais peut-on planter un petit parc Monceau sur une dalle de béton ? Pressés par les besoins de l'époque et par l'habitude contemporaine de remplir le sous-sol, les techniciens ont étudié les moyens de réduire l'épaisseur de terre nécessaire au développement des arbres. On estime aujourd'hui que 2 à 4 mètres de terre suffisent, même pour les grands sujets, moyennant des techniques particulières.

Mais cela coûte très cher : la terre est lourde, son poids est réparti sur toute la surface de la dalle, ce qui nécessite des sous-bassements importants.

Ghetto vert ou Luna-Park ?

« Quand nous travaillons avec un conseil municipal, explique une équipe de paysagistes, on nous donne un véritable catalogue : un solarium, une piste de course, des jeux pour les enfants, un restaurant... La tour, sur un hectare. » Les préoccupations électorales des élus locaux rejoignent le souci de certains urbanistes. « Conçus comme des îlots de calme en opposition avec le bruit et le mouvement urbain, les espaces verts accueils sont trop exclusivement réservés aux seules pratiques liées à la détente : promenade, jeux. Ils forment

très souvent des zones mortes, à l'exception de quelques heures par jour, à la belle saison », pouvait-on lire dans une étude de l'Atelier parisien d'urbanisme (1).

Buvettes, kiosques à musique, théâtre, café-concerts, animaient les jardins de l'ancien temps. Faut-il encore aujourd'hui y attirer les citadins, ou la garantie du calme, à l'abri de la circulation automobile, leur suffit-elle ?

S'appuyant sur les exemples étrangers, comme celui du parc de Tivoli, à Copenhague, les urbanistes proposent de « rendre les parcs et les jardins à la vie urbaine » de cesser d'en faire des « ghettos verts ». De petits équipements comme des halles-garderies, des crèches, des maisons de jeunes, peuvent, selon eux, y être installés. Des piscines, des patinoires, peuvent y être aménagées. Des expositions, des concerts, des bals musettes, peuvent y être organisés. Le tennis, le ping-pong, le volley-ball, y sont les bienvenus.

Toutes ces activités seraient certainement à leur place dans des jardins... s'il y avait suffisamment de jardins. Le mètre carré d'espace vert dont dispose chaque Parisien — dix fois plus qu'il y en a dans les bois de Boulogne et de Vincennes — ne permet pas qu'on y trouve aussi tous les équipements culturels et sportifs dont les citadins ont besoin. Les enfants et les adolescents, en revanche, pourraient être mieux traités qu'ils ne le sont. Les « désignés » ont étudié à leur intention des installations modernes que les enfants du quartier des Halles, justement, sembleraient fort apprécier, lors de leur expérimentation sous les pavillons de Ballard : toboggans, filets, tunnels, constructions de toutes sortes à escalader... Et les adolescents, qui trouvent difficilement leur bonheur dans les squares composés, au règlement strict, préfèrent, on le sait, les fameux « terrains d'aventure », appellation noble des terrains vagues où ils ont la liberté de jouer avec des planches, des clous et quelques outils.

Pour satisfaire les mille besoins de détente, de jeu et de distraction des citadins, il faudrait, en fait, mille fois le jardin des Halles.

MICHEL CHAMPENOIS.

(1) Paris. Profet, numéro 4.

Les paysagistes remettent leur copie

Des idées à revendre

L'ES quelques architectes et paysagistes consultés par l'Etat à la culture, pour l'aménagement de l'espace vert des Halles lui ont remis leurs esquisses et leurs projets, lundi 16 septembre. Il s'agit notamment de MM. Emile Aillaud, architecte de l'ensemble de la Grande-Borne, à Grigny (Essonne) et auteur du projet d'immeubles-miroirs de la Défense ; Gérard Grandval, architecte et auteur du centre des antiquaires, prévu aux Halles au mois de mai, « élève » de son compatriote espagnol Gaudi et auteur d'un projet d'immeuble-cathédrale pour la ville nouvelle de Gergypontoise ; Claude Vessoni, architecte du forum scotlandais ; André et René, architectes de nombreux ensembles d'habitation et du premier quartier de la ville nouvelle d'Evry.

Deux équipes de paysagistes ont aussi été consultées ; celle de M. Maurizio Vitale, architecte italien qui travaille déjà dans les Alpes-Maritimes et à Crétail (Val-de-Marne) ; celle de M. Provost, réalisateur du parc de La Courneuve.

Les autres propositions ne manquent pas. En voici deux

exemples parmi tant d'autres.

Ainsi M. Jean Schein, architecte, estime : « Paris, ville où l'équipement mis à la disposition des enfants et des adolescents est presque inexistant et de médiocre qualité, se trouve posséder aujourd'hui un lieu privilégié, dont, une fois de plus, les adultes vont s'emparer pour commettre des fautes. (...) Il faut, au contraire, que l'on transforme la cavité existante en un « espace magique » où les enfants et les adolescents, pourront continuellement improviser et changer leur environnement (...)

On peut dresser une liste non exhaustive de ce qui pourrait prendre place en ce lieu : prototypes de nouvelles crèches, nouvelles maternités et nouveaux types de classes liées à de nouvelles méthodes d'enseignement ; ateliers et « espaces informels » où auront lieu des activités de toutes sortes techniques, artistiques, de créativité manuelle et intellectuelle ; des équipements sportifs ; des « lieux scéniques » ; un musée de l'enfance ; un hôtel pour enfants. Des « terrains d'aventure », enfin.

De son côté, M. Jean Deloigne, paysagiste, indique : « La présence de la Bourse de commerce

et des deux bâtiments l'encombrant à demi ainsi que celle de l'église Saint-Eustache nous montrent que l'on se doit d'intervenir d'une façon formelle et rigoureuse. (...) Le jardin devrait donc être dessiné suivant une infrastructure très classique sans pour autant reproduire les jardins anciens. Une telle infrastructure serait de plus liée à la vie du quartier, au mode de vie de ses habitants, à ses traditions, à son commerce. (...)

Une plantation d'une hauteur, à sa taille adulte, de 20 mètres environ, permettrait de créer un écran important entre les façades et l'espace intérieur du jardin en organisant des ouvertures pour mettre en valeur certaines perspectives en direction de Saint-Eustache et de la Bourse de commerce par exemple. (...)

« L'intérieur du jardin serait organisé et animé par les grandes axes de circulation pour piétons reliant des petites places plantées, des pièces d'eau, des fontaines et certains bâtiments protégés par la vie artisanale et les activités propres aux habitants. Au centre du programme, il serait possible d'envisager un bâtiment principal, sorte de point de rencontre reliant le forum intérieur, la Bourse et Saint-Eustache. (...) »

L'EXEMPLE DE TIVOLI A COPENHAGUE

PUISQU'IL est, semble-t-il, décidé que l'on plantera aux Halles, peut-être pourrions-nous y faire un pas de plus ? C'est cette fois Copenhague qui nous fournirait l'exemple avec le jardin de Tivoli, qui est devenu l'attraction principale de cette ville, bien que celle-ci n'en marque pas par ailleurs.

Qu'est-ce que Tivoli ? C'est un jardin de près de 8 hectares, créé en 1843 et situé en plein centre de Copenhague, à côté de la gare centrale. Il est donné en concession par la municipalité, moyennant un loyer de 2,8 millions de francs par an (en 1972) à une société d'exploitation. Cette dernière, qui a un capital de 4 millions de francs, fait un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 16 millions et a servi à ses actionnaires en 1972 un dividende de 12 %. Le jardin est totalement ouvert au public de mai à septembre (de 9 h du matin à minuit), pour un prix d'entrée de 2 à 3,20 F pour les adultes, moitié pour les enfants ; il existe des abonnements. En dehors de la saison d'été, la grande salle de concert de 1.800 places fonctionne en permanence. Le nombre des visiteurs a été de 540 000 en 1972.

Tivoli est d'abord un magnifique espace vert : il contient 160 000 plantes. Fleurs, arbustes, arbres, admirablement tenus composent un espace riche, ponctué de bassins, de fontaines, de chutes d'eau et d'un beau lac. Il offre des centaines d'attractions variées, allant des automates aux grands concerts classiques, mais on réagit surtout les amusements et les spectacles qu'ailleurs on croirait destinés aux enfants. Car telle est l'ambiance de Tivoli que la grande fêle intéresse petits et grands et lorsque aux roulements de tambour de la parade en grand uniforme succèdent illuminations et jeux d'artifice, qui ne s'y sentiraient une âme d'enfant ?

Le feu de Bengale

Peut-on transporter à Paris ce paradis des grands enfants, avec son carnaval permanent, ses airs parfois d'opérette et sa gaieté simple ? Il n'est pas sûr qu'on puisse le faire sans réserve, c'est-à-dire sans essayer de réaliser un produit plus adapté. Evidemment, il y aura pas de problèmes pour réaliser les espaces verts. Ce sont les attractions qui devront être repensées. L'original danois a heureusement su se préserver.

d'une certaine vulgarité. Mais à Paris, il faudra être plus circospect encore, prévoir un niveau d'attractions plus original ou plus intelligent, imaginer des directions d'animation peut-être différentes — et mettre en œuvre une architecture qui ne soit, elle non plus, ni banale, ni vulgaire.

A Paris comme à Copenhague malgré la saison réduite, Tivoli pourrait se réaliser sans entreprises financièrement rentables, mais il n'est pas la question. Elle est de savoir si l'on réussira à recréer cet esprit d'enfant qui fait les délices du Danois et, singulièrement, de Tivoli — et qui paraît avoir été à jamais chassé d'un Paris agité. Petits et grands, les visiteurs de Tivoli s'émerveillent d'une famille de canards qui s'ébattent ou d'un feu de Bengale coloré. Par les mêmes moyens, on par d'autres mieux pensés, pourrait-on créer à Paris un coin où la vie paraît plus douce, les gens plus aimables et fraternels — et où, enfin, l'on puisse rencontrer ce qu'on ne voit décidément plus : faire la fête sans rien causer ?

V.-G. LUTIA (architecte)

Le salon de l'auto chez vous...
De A à Z, 1000 modèles avec leur consommation exacte

SALON DE L'AUTO 74

en vente partout 12 F

IMPAYÉS RÉCUPÉREZ VOS IMPAYÉS SANS RISQUES

• Rien à payer d'avance.
• Honoraires au pourcentage sur les encaissements.

4.000 notes, factures, traites ou chèques récupérés chaque mois.

Demandez documentation à
Cabinet M. D'ORMANE
5 rue Yves Villareau PARIS 16^e
Tél. 727.10.21 — 704.39.58

élimine le DESORDRE sur vos bureaux

Une «Vaccin» à l'acide CLEN à portée de la main libère au permanence la surface de travail des bureaux aménageant les lignes (couleur de dessin et de diffusion de l'attention). Le tiré CLEN reçoit un ou plusieurs dessins.

réf. F55 20
20 copies tirées
643 Ftc
TEL. PARIS 901-16-73

Exposition-Information (Etoile)
35 Av. FRIEDLAND PARIS 8^e

Documentation gratuite en retour après 100 F
CLEN Directeur Général 25 BERTOT
LA FORÊT 97500 CHIRON.

RIDEAUX VOILAGES

Marcel SELGER
Maître Artisan Tapissier.
1, Impasse Druinot
Paris-12 628.35.30

spécial WEEK END

pour les Week-end d'automne, Madelios joue le confort, l'élégance (Madelios oblige) et les prix : à vous de juger

MADELIOS

place de la Madeleine
Paris
ouvert de 9 h 45 à 18 h 30

4 parkings gratuits :
Madelios - Concorde - Madeleine - Concorde

السلامة والجمال

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

TRANSPORTS

POUR SOUTENIR L'ÉQUIPAGE DU « FRANCE »

La grève de 48 heures des marins français est largement suivie

La grève générale de quarante-huit heures décidée par les syndicats de marins pour soutenir l'équipage du « France », qui occupe le paquebot, devrait s'achever ce mardi 17 septembre, à minuit. Il semble que les mots d'ordre soient largement suivis.

Lundi, le volume du trafic maritime a été fort réduit dans les ports français. Les équipages des paquebots s'associant très souvent à l'arrêt de travail des équipages embarqués. Les liaisons régulières entre le continent et la Corse, les passages de bus entre Saint-Nazaire et Mûr-de-Nazaire, entre Lorient et Groix, entre La Rochelle et l'île de Ré, sont interrompues. Entre la France et l'Angleterre, seuls les car-ferry et les hovercraft britanniques ont assuré quelques navettes et ont en la permission d'accoster. La plupart des équipages des quarante-quatre navires français à l'ancre dans les ports ont obéi aux consignes syndicales. Cependant, quelques mouvements sont signalés, tels le départ de Toulon du paquebot « Renaissance » pour une croisière en mer Noire avec trois

cent vingt-cinq passagers à bord, des transports de fret et de ciment entre la Corse et le continent. Pour ce qui concerne le sort du « France », la situation reste bloquée après la plainte qu'a déposée la direction de la Transat contre l'équipage du navire.

M. Michel Durafour, ministre du travail, répondant le 16 septembre au soir aux questions des journalistes dans l'émission télévisée « Actualité 2 » (voir page 40), a affirmé que pour la grande majorité des marins ou employés du paquebot, voire la totalité, la question de leur reclassement était véritablement résolu. Pour les autres, il a déclaré, la Transat offre de les reclasser au sein de la compagnie et pour le personnel de l'hôtelier il n'y aurait pas non plus de graves difficultés. Reste donc la situation du personnel administratif du « France », six cent trente-quatre personnes, pour lesquelles il faut trouver une solution.

À La Havre même, le comité de défense avait organisé une manifestation de solidarité.

De notre correspondant

La Havre. — Le Comité de défense du « France » avait appelé les Havrais à une manifestation de masse, lundi 16 septembre à 18 heures, à la bourse du travail. Trois mille personnes, selon les responsables, mille cinq cents selon les services de police, ont répondu à cette invitation et ont écouté les allocutions des responsables syndicaux. Après quoi, les manifestants se sont formés en cortège pour aller déposer une motion à la sous-préfecture. Dans cette motion, « ils exigent le retrait immédiat des forces de la gendarmerie, de la police et de l'armée et le libre accès à bord du France sous le contrôle des organisations syndicales ».

Cette exigence survient après une controverse qui a opposé, lundi, les syndicats et la Compagnie générale transatlantique. Selon les syndicats, la Transat aurait reçu des consignes gouvernementales très strictes afin que seul le courrier soit désormais acheminé à bord du paquebot. La Transat aurait ainsi refusé l'envoi de vivres à l'équipage. Or, la Compagnie dément ces propos et affirme qu'elle peut toujours ravitailler le bord sur la demande du commandant du paquebot.

Pourrait, au cours d'une conférence de presse qui a réuni, dans l'après-midi de lundi, le Comité de défense du « France » à maintes reprises son accusation contre

le gouvernement qui « veut affaiblir l'équipage ». Le président du comité, M. André Duroméa, député communiste et maire du Havre, a rappelé que ses amis et lui-même ne contestaient pas le droit du paquebot mais son montant, et déplore que les autorités leur aient interdit d'examiner les comptes.

La déclaration de M. Duroméa a pris un tour politique pour dénoncer les récents propos de M. Chirac qui « tente d'assomoir le combat du France à la défense des intérêts des milliardaires ». Mais, a poursuivi M. Duroméa, il y a bon nombre de travailleurs qui sont contraints d'accepter pour des gens riches ou de fabriquer des produits non conformes à leurs intérêts, par exemple des armements atomiques. Ces déclarations démagogiques du premier ministre visent à écarter de répondre sur le fond ».

Président du comité, lui, entend aborder le dossier au fond, et il a proposé sa solution : mettre en chantier des paquebots mieux adaptés à la croisière et, pour ne pas perdre la clientèle, maintenir le France en service jusqu'en 1978.

Alors que la grève des commerçants — le Comité de défense leur a demandé de baisser leurs tarifs — a été assez peu

suivie (à peine 50 % d'entre eux), celle des marins en revanche a été totale. Sur vingt et un mouvements prévus dans la journée de lundi au port du Havre, douze seulement ont été enregistrés et concernaient des navires étrangers. Tous les bâtiments français sont restés au port et les arrivées ont été bloquées par la grève des remorqueurs. Cependant, pendant la nuit, la clemence du temps, quelques cargos étrangers sont entrés au port sans assistance. Les car-ferry ont assuré leur rotation comme à l'accoutumée, à l'exception du Léopard, qui bat pavillon français.

Sûrin, en ce qui concerne le blocus du port pétrolier par le France, on a appris lundi que le Judo (250 000 tonnes), qui était attendu mardi en rade, s'est allégé avant de revenir au Havre, après la grève de la marine marchande. Quant à l'Andros-Apollon (215 000 tonnes), il arrivera mardi en rade et attendra de nouvelles instructions.

CLAUDE SOYER.

PLAN DE RELANCE MARITIME EN ARGENTINE. — Mme Péron, présidente de la République Argentine, vient d'annoncer que le gouvernement a mis en route un plan naval d'un coût de 800 millions de dollars, pour la rénovation et le développement de la flotte marchande, dans le but de « libérer le pays de la dépendance étrangère en matière de fret ». Elle a souligné que plus de 95 % du commerce extérieur de l'Argentine s'effectue par voie maritime et qu'en 1973 seulement 23 % des exportations ont été transportées à bord de bateaux sous pavillon argentin. — (A.F.P.)

LES INTENTIONS DE M. GALLEY

- Nouvelles mesures pour favoriser les transports en commun
- Discussion de la taxe locale d'urbanisation lors de la prochaine session parlementaire

« Les automobiles qui circuleront ou stationneront dans un couloir réservé aux autobus seront passibles d'une contravention de 80 F à 160 F, soit un doublement du tarif actuel », a annoncé M. Robert Galley, ministre de l'équipement, à l'occasion d'une conférence de presse tenue ce mardi 17 septembre. Ce relèvement entrera en vigueur dès la parution du décret au « Journal officiel » d'ici à quelques jours.

De même, et toujours pour favoriser les trans-

ports en commun, les crédits d'investissement consacrés aux nouveaux travaux routiers dans les villes seront réduits de 43 % dans le budget de 1975 par rapport à 1974.

Dans le domaine de l'urbanisme, le ministre a indiqué enfin qu'il souhaitait que le projet de loi créant une taxe locale d'urbanisation (T.L.U.) calculée d'après la valeur des terrains et versée au profit des collectivités locales soit soumis au Parlement au cours de sa prochaine session.

plus commode leur utilisation. Les contrôles techniques de véhicules seront faits de façon épisodique en présence d'un technicien du service des mines et d'un agent de la force publique. Un code de la route simplifié et assorti de conseils de bon sens va être publié.

- AUTOROUTES : 575 kilomètres mis en service en 1975.
- URBANISME : réforme de la déclaration d'utilité publique.
- REGIME FONCIER : collectivisation partielle des terrains.

Après avoir souligné la priorité qu'il convient de donner aux villes moyennes et à la restauration des vieux quartiers, M. Galley a affirmé, à propos des projets d'urbanisme et, en particulier, des zones d'aménagement concerté (ZAC), décidé après des négociations entre les promoteurs et les collectivités publiques : « Je ne veux plus voir de zones d'aménagement étudiées ».

Dans le but d'informer et de faire participer le public : une vaste campagne sur les plans d'occupation des sols (POS) va être lancée au cours de l'automne pour que chacun soit pleinement conscient des décisions qui sont en train de se prendre. La procédure de la déclaration d'utilité publique va être améliorée.

- PERMIS DE CONSTRUIRE : plus d'exemption de permis.
- SECURITE ROUTIERE : permis de conduire provisoire pour trois ans.

Le port du caque va être prochainement rendu obligatoire pour les usagers des vélomoteurs, même dans les villes. Cette disposition était jusqu'à maintenant en vigueur seulement pour les motocyclistes. Un permis de conduire automobile provisoire avec mise à l'épreuve pendant une durée de trois ans va être également créé. Un système d'équivalence permettra de délivrer un permis valable à la fois pour les véhicules lourds et les véhicules de tourisme (le permis le plus difficile donnant droit automatiquement aux autres permis). La hauteur des pare-chocs des véhicules du sol des poids lourds sera fixée à 55 centimètres pour éviter les risques d'encastrement des petites voitures. Les calculs de sécurité seront à réviser, ainsi que les normes de construction, pour rendre

« Je compte faire aboutir d'ici à 1975 une importante réforme simplifiant le droit d'urbanisme », a précisé le ministre. Le régime de la déclaration préalable des travaux institué en 1969, notamment dans les ZAC, dont les plans d'urbanisme avaient été officiellement approuvés, sera supprimé. On reviendra au régime antérieur du permis de construire. Les exemptions accordées à certains services publics (P.T.T., armée, Aéroport de Paris, etc.), qui dans certains cas n'étaient pas tenus de demander un permis de construire, seront aussi supprimées.

Les services devront d'autre part mieux s'organiser pour assurer la répression des infractions en matière d'urbanisme. Ils pourront être indulgents pour les fautes, mineures commises par ignorance et sans intention de

- REGIME FONCIER : collectivisation partielle des terrains.
- URBANISME : réforme de la déclaration d'utilité publique.
- SECURITE ROUTIERE : permis de conduire provisoire pour trois ans.

Après le vote de la loi créant la T.L.U. qu'il souhaite la plus rapide possible et malgré la poursuite de la politique des zones d'aménagement d'urgence qui couvrent déjà 200 000 hectares où les collectivités publiques peuvent exiger un droit d'achat lorsque un certain prix est dépassé, M. Galley vient de mettre à l'étude deux nouvelles mesures. La première consisterait à appliquer un « véritable plan de refroidissement des valeurs foncières » grâce à un classement dans le domaine de la collectivité des droits de construire qui dépasseraient une limite fixée par la loi. Au-delà d'un certain seuil, le promoteur-construteur, désireux d'édifier un bâtiment, devrait donc racheter à la collectivité le droit de construire. Il s'agit en fait d'une collectivisation partielle des terrains à bâtir.

- PORTS : meilleure utilisation des équipements.

Au moment où il est indispensable de favoriser le commerce extérieur, « il n'est plus tolérable que les ports travaillent moins de douze heures par jour, avec la perte qui résulte de la sous-utilisation des équipements », a indiqué M. Galley.

En conclusion, le ministre a précisé que le budget de son ministère représentait plus du quart des investissements civils de l'Etat (11 550 millions de francs en 1974).

ETIENNE MALLET.

PRESSE

L'AFFAIRE DE « L'EST RÉPUBLICAIN »

Motion commune des partis de gauche et des syndicats

De notre correspondant

Nancy. — Les partis de gauche (P.S., P.C.F., P.S.U. et radicaux de gauche) et les organisations syndicales (comité régional de Lorraine C.G.T., Union régionale C.F.D.T., Fédération F.O. des employés de presse et de publicité, A.G.E.V.-UNEP), ainsi que la Ligue des droits de l'homme ont adopté une motion au sujet de l'affaire de l'Est républicain.

Considérant que « la conception que prépare l'opinion financière Vilgrain-Républicain lorrain (...) entrainera une crise au niveau de l'emploi » et que « le renforcement du pouvoir des puissances financières sur plus de cinq millions de lecteurs constituerait une entrave supplémentaire au droit d'expression et d'information », la motion ajoute : « Cette crise de la presse régionale, au-delà des incidences locales, pose le problème plus général de l'indépendance de la presse en France. L'entreprise de presse ne doit plus être considérée comme une entreprise identique aux autres, assimilant l'information à une quelconque marchandise. Au moment où l'on célèbre la trentième anniversaire de la libération, le programme du Conseil national de la Résistance (« Libérer la presse des puissances d'argent ») demeure lettre morte ».

« C'est la raison pour laquelle les partis de gauche et les syndicats mettront tout en œuvre pour qu'enfin dans la presse soit clairement établie une séparation entre le capital et l'information. Ils demandent à tous les parlementaires de se prononcer rapidement en faveur de l'élaboration d'un statut de la presse assurant l'indépendance des entreprises de presse par rapport aux puissances d'argent ».

« Les partis de gauche, les organisations syndicales, dénoncent la complexité du gouvernement dans cette affaire et exigent la suspension de cette opération. Ils soutiennent activement la lutte du personnel pour la garantie réelle de leur emploi et l'indépendance de la presse. » L'intersyndicale de l'Est républicain s'est associée à ce texte.

« A l'Union de Reims, la grève des journalistes — déclenchée vendredi à l'appel des syndicats S.N.J., C.G.T. et C.F.D.T. — pour obtenir la réintégration de deux de leurs confrères licenciés — a pris fin le lundi 16 septembre. Le conseil de grève revenant sur sa décision à l'issue d'un entretien entre les représentants des grévistes et la direction du journal : la mesure concernant Pierre Desfosses est purement et simplement annulée ; le cas du second journaliste sera examiné au cours d'une commission nationale de conciliation qui se réunit ce mardi 17 septembre.

Dans le groupe Bayard-Presse

LE PÈRE JEAN POTIN rédacteur en chef de « la Croix »

Le Père Jean Potin devient rédacteur en chef du journal la Croix, où il succède au Père Lucien Guissard, déchargé de ce poste à sa demande. Ce dernier ne quitte pas pour autant le quotidien du groupe Bayard-Presse, où il reste éditorialiste et responsable des rubriques culturelles.

Le Père Potin, responsable de l'orientation doctrinale de la Croix, partagera avec M. André Gérard la responsabilité de la conception du quotidien.

Pour sa part, M. Roger Levalle, administrateur de Bayard-Presse, directeur de Notre Temps et de Presse-Actualité, vient d'être nommé directeur général adjoint de la société d'édition Ouest-France (où il était déjà membre du conseil d'administration). Il sera plus spécialement chargé des actions de développement et de diversification du groupe de presse rennais.

(Né le 16 juillet 1931 à Guillemin (Finistère), le Père Jean Potin est membre de l'Ordre des Assomptionnistes. Ordonné prêtre en 1955, docteur en théologie, il enseigne à l'Institut catholique de Paris en même temps qu'il exerce les fonctions de rédacteur en chef de la Croix. Prêtre et docteur, il est aujourd'hui Vicaire Episcopi. Il assurait également, depuis plusieurs années, la chronique biblique de la Croix avant d'y entrer définitivement en septembre 1973.)

Au Club, les bougainvillées sont en fleurs

Au Club, les feuilles sont toujours vertes, le sable chaud, la mer accueillante. Tennis, ski nautique, pêche en mer, pique-niques, yoga, concerts, night-club, mini-club, toutes les activités vous sont offertes...

Les paysages du Club, les villages du Club, les activités du Club, vous pourrez les voir à partir du 16 septembre gratuitement au cinéma UGC Ermitage, 72 Champs-Élysées, salle 3, permanent de 10 heures à 13 h 30, non stop.

Vous pourrez les vivre si vous profitez dès maintenant de nos tarifs basse saison.

Au Club, tout est compris et c'est moins cher en automne.

Club Méditerranée.

Place de la Bourse 75003 Paris / 86 avenue des Champs-Élysées Paris 8^e / Tél. 266.52.52. Agence Havas-Voyages de votre ville.

CARNET

Réceptions

— A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur du Mexique et Mme Silvio Zavala ont donné une réception lundi dans les salons de l'ambassade.

Noissances

— M. Xavier Blohorn et Mme, née Florence du Chaffaut, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille Sylvie.

Le 13 septembre 1974.
2, rue Fabert, 75 007 Paris.

— M. et Mme Jean-François Carrez, Serge et Thérèse, sont heureux d'annoncer la naissance d'Anne.

Le 13 septembre 1974.
— M. Pierre Ledoux et Mme, née Agnès Dériat, Christian et Bruno, ont la joie d'annoncer la naissance d'Anne.

Paris, le 28 août.
— M. et Mme Philippe Balaud, Anne et François, sont heureux d'annoncer la naissance d'Olivier.

Paris, le 15 septembre 1974.
203, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8.

— Marc et Madeleine Sibony sont heureux de faire part de la naissance de leur fils.

James Orlando Joseph, à Londres, le 11 septembre.

— M. et Mme Fernand Terres ont la joie d'annoncer la naissance de leurs petits-enfants.

Le 8 août 1974, au foyer de Jean-Louis et Odile, née Troussell, et Corinne.

Le 8 septembre 1974, au foyer de Didier et Marguerite, née van Seghen.

Fiançailles

— M. Gérard Moullet-Bertaux et Mme, née Brigitte Delmont, M. Marcel Fritsch et Mme, née Françoise Baudouin.

Le 22 septembre 1974, au foyer de Corinne et Jean-Pierre.

32, rue de Longchamp, 75 116 Paris.

Mariages

— M. et Mme René Legagneux, le professeur et Mme Henry Brueset, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants.

Marie-José et Guy, qui sera célébré le 21 septembre 1974 à Bry-sur-Marne.

Décès

— Yvette Jacquot-Armand et Raymond Jacquot, Jean-Marie, Sylvette Jacquot et leur fils.

Lionel, Dominique Jacquot et leur fils, ont la douleur de faire part du décès, survenu à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Mme Albert ARMAND, née Marie-Louise Marché, leur mère, belle-mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le 11 septembre à Chaussement (Cantal).

Price pour elle.
1, rue Camille, 75 014 Paris.

— M. et Mme Pierre Bertin-Casse et leurs enfants, M. et Mme Henry Bertin-Casse et leurs enfants.

M. et Mme Daniel Leroux-Bertin et leurs enfants et petits-enfants.

Les familles Bertin, Bertoghe.

A L'HOTEL DROUOT

EXPOSITION
Mercredi
S. 12 - Bons meubl. M. Pescheteau.

un lit de tweed
une chambre de flanelle
une maison de coton
... le luxe !

ERES POUR VIVRE

2 rue tronchet paris 8°

Lentilles de contact miniflexibles.
Encore plus petites.
Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez:
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52
Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

Wirtz, Georgette, Lefebvre, Fievet et Collignon.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Michel D. WEILL, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918.

Le 9 septembre 1974, dans sa quatre-vingt-septième année, en son domicile à San-Francisco, assistant à sa mémoire son épouse, née Evelyn Palmer, décédée récemment.

De la part de son épouse et de sa fille, M. et Mme Paul Meyer-Lévy, de leurs enfants et petits-enfants.

Remerciements

— Mme Roger Hourcade, Mlle Marie-France Hourcade, M. Charles Durand, Mme et leurs enfants, le colonel (G.R.) Guy Hourcade, Mme et leurs enfants, M. et Mme Hourcade, Mme veuve Henri Hourcade, amis et alliés, profondément touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès du

Bernard Hourcade, prient toutes les personnes qui ont pris part à leur peine de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs remerciements émus et sincères.

Anniversaires

— Six ans ont passé, le 18 août, depuis la mort de

Gilbert TREMBLAY, et son souvenir radieux demeure.

Avis de messe

— M. Maurice Herzog, député, maire, et le conseil municipal de Chambray-Moiti-Biane, informent qu'un hommage sera rendu à la mémoire de

Gérard DEVOYASSOUX, chef de l'expédition à l'Himalaya, adjoint au maire, guide de haute montagne, directeur de l'école de ski et de ses cinq fidèles Sherpas, décédés tragiquement le 9 septembre 1974 au cours de leur tentative d'ascension à l'Everest.

Une messe sera célébrée, jeudi 19 septembre 1974, à 17 h. 30, en l'église Saint-Michel de Chambray. Une cérémonie suivra devant la Maison de la montagne.

Services religieux

— Un service sera célébré le jeudi 19 septembre, à 18 heures, en l'église de la Madeleine, à la mémoire de

Mme Robert GARAND, née Françoise Laroque, décédée brutalement le 11 août 1974 à Saint-Brieuc. L'inhumation a eu lieu à Pléneuf-Val-André.

De la part de : M. Robert et Michel Garand, M. et Mme Jean Laroque et leurs enfants.

Le personnel de la maison Aux Fortunes et des Etablissements Jacquemin et Bidera.

De toute la famille et de ses nombreux amis.

Visites et conférences

MERcredi 18 SEPTEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 15 h, rue Saint-Antoine. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

« Hôtel de Sully », — 15 h, rue de la Harpe. M. Mme Legrand :

ÉCHECS

A Moscou

Korichnoi et Karpov disputent la finale du tournoi des prétendants

Moscou. — Depuis lundi, 17 heures, à Moscou, les deux grands maîtres soviétiques, Viktor Korichnoi, l'expert, et Anatole Karpov, le jeune étoile des échecs, se battent pour savoir qui rencontrera le « méchant » Fischer l'an prochain. Mais la situation est rendue plus piquante par le fait que nul ne sait si ce tournoi des prétendants n'est pas en fait un championnat du monde. En effet, l'Américain, qui n'a pris part à aucune compétition depuis sa victoire de 1972, doit, d'après les règlements de la FIDE, donner son accord avant le 15 février 1975 pour affronter le vainqueur du tournoi des prétendants. Sinon, ce dernier serait déclaré automatiquement champion du monde.

La prévision des ordinateurs

Pour cette première partie, après l'ouverture anglaise de Korichnoi, Karpov démarre lentement et mettra du temps à surmonter une sérieuse offensive des noirs. Mais il semble parfaitement sûr de lui, tandis qu'il arpente la scène en attendant que son adversaire joue. Il se concentre pendant vingt-sept minutes au dix-septième coup avant de se décider à sortir pour la seconde fois le cavalier du roi. Les mêmes coups se répètent, Korichnoi propose, après trente-sept coups, le match nul. Ce que Karpov accepte immédiatement. Les deux champions se sont rencontrés cinq fois depuis 1972 ; ils ont gagné chacun deux parties et ont fait une partie nulle. Un institut de Moscou a tenté de prévoir l'issue de la rencontre en programmant sur ordinateur les qualités et les défauts des deux joueurs — pourcentage d'erreur, stabilité de leurs résultats, calcul du temps, maîtrise de soi, bagage technique, etc. La machine a finalement prévu la victoire de Karpov par 5 contre 2. Mais qui se risquerait à croire un ordinateur ? L'âge jouera-t-il ? Et à la faveur de qui ? Korichnoi a déclaré avant le début : « Maintenant ou jamais. » Mais Karpov joue comme s'il n'avait pas de temps à perdre pour être champion du monde.

NICOLE ZAND.

Deux générations d'hommes

On n'en est pas encore là. Même si Fischer est habituellement présenté comme un ennemi de la détente qui n'observe pas toutes les règles du sport, on estime, parmi les spécialistes, qu'il défendra néanmoins son titre. Pour l'instant, le public va se passionner pour la lutte entre les deux meilleurs joueurs d'Union soviétique.

Sur la scène, au milieu des colonnes à énormes chapiteaux « corinthiens-moscovites » et sous les lustres de cristal et de bronze doré, une table et deux fauteuils, tel est le champ de bataille où s'affrontent deux générations d'hommes en costume gris.

Gris foncé à droite (les blancs), poids mi-lourd, tassé au fond du fauteuil, les doigts entrelacés, Viktor Korichnoi, quarante-trois ans, quatre fois champion d'U.R.S.S., vieux routier des tournois, grand maître des jeux d'échecs, ennemi des techniques d'attente, qui ne joue jamais si bien que lorsqu'il n'est pas favori.

Gris clair à gauche (les noirs),

SC PO-ENA

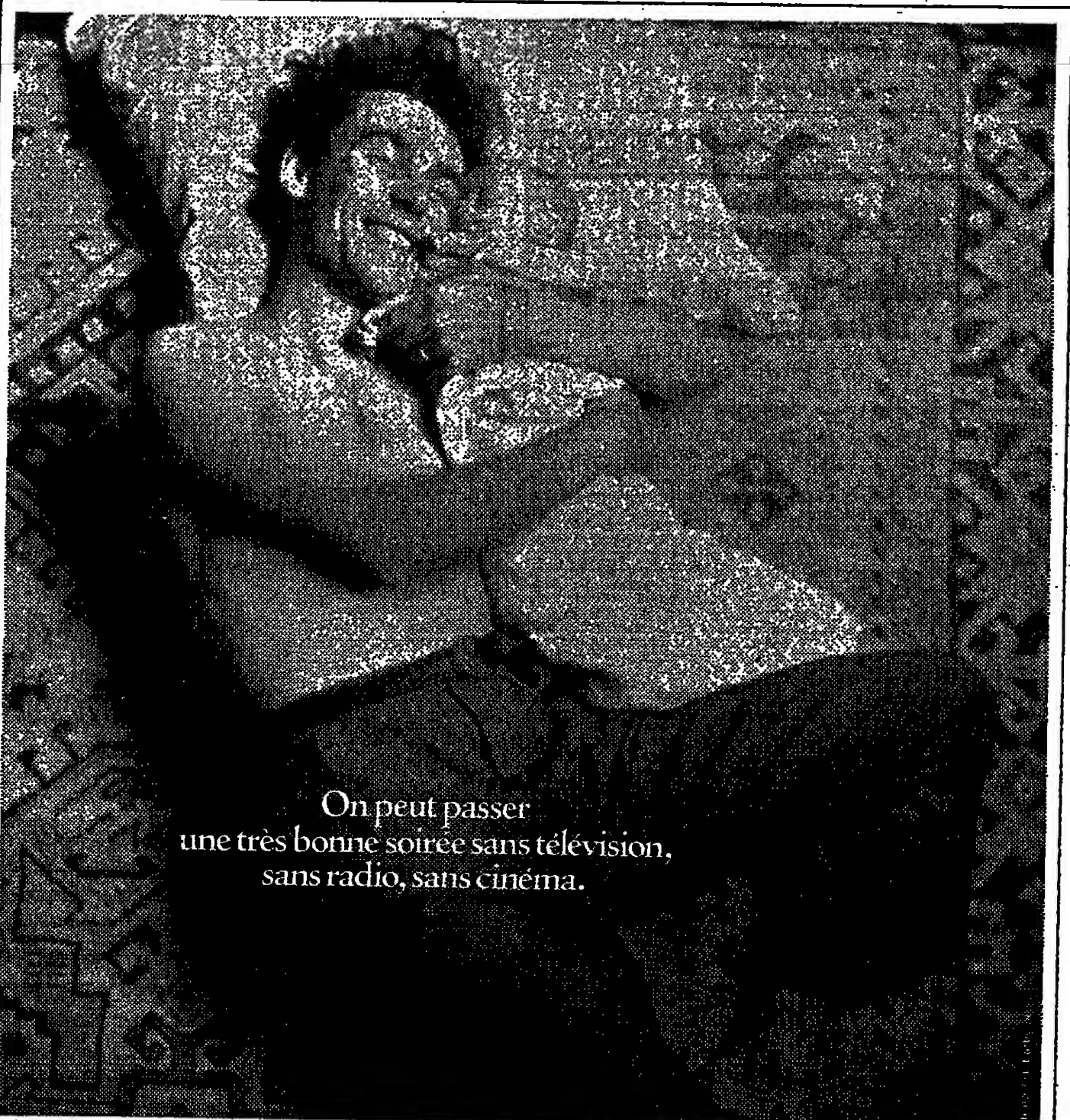
De novembre à juin préparations parallèles à la Fac. entrée en 1^{re} et 2^e année. Encadrement en cours d'AP. concours ENA.

DROIT-SC ECO

(1^{re} et 2^e année). Encadrement dans les principales matières par groupe de quinze et par centre.

C.E.P.E.S.

Groupe de professeurs 57, r. Ch.-Lafitte, Neuilly (92) 722-94-94



On peut passer
une très bonne soirée sans télévision,
sans radio, sans cinéma.

Télérama vous propose des programmes complets : toute la télévision et toute la radio. Mais aussi nous avons vu les films nouveaux et les principales émissions, pour partager avec vous notre plaisir ou notre refus. Analyser clairement, réagir, s'indigner, rire, discuter en toute liberté, sans aucune complaisance, telle est notre passion.

Car pour nous la radio, le cinéma et la télévision expriment la vie. Et libèrent ou asservissent. Nous croyons que « la vie est aussi faite pour être vécue et pas seulement regardée ». Nous voulons voir plus large et plus loin que le spectacle ou qu'une simple grille de programmes. Pour que vous puissiez choisir entre vivre et regarder vivre.

Télérama.

Un hebdomadaire d'opinions sur la télévision, la radio, le cinéma, les disques.

العمل

vision et radiodiffusion
SEPTEMBRE

SKOB

Calmitlorine

MERcredi 18

al officiel

Monde

STV

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre



Les difficultés de la décentralisation

● L'Association technique pour l'action culturelle (ATAC) présentait lundi soir les programmes des établissements de la décentralisation à la région. Maisons de la culture, théâtres nationaux, centres dramatiques... Ils sont une centaine et leur prochaine saison, en chiffres, totalise 141 spectacles, 49 créations mondiales, 77 auteurs contemporains et 37 auteurs français vivants (dont Jean-Claude Grumberg, Serge Gance, Victor Hahn, Marguerite Duras, Philippe Adrien...).

Les responsables de l'ATAC, une fois épuisés l'inventaire des spectacles de la décentralisation, ont fait part de leurs inquiétudes. Les mesures déjà prises ou annoncées par le secrétariat d'Etat à la culture ne les satisfaisaient pas. Sa politique de diffusion et de mobilité a été vivement critiquée. « Les hautes instances de l'implantation nous semblent moins grandes que les risques de déracinement ». On a parlé de « liquidation de la décentralisation » et on a regretté la « phase de soutien bienveillant » des anciennes tutelles gouvernementales.

Il semble que les organismes professionnels d'action culturelle ont été pris de court par les décisions du secrétariat d'Etat à la culture. Traditionnellement divisés en deux camps de protestation d'intentions, les responsables de la décentralisation dramatique tentent d'esquisser la part de responsabilité qui leur incombe dans les récents changements. Le Syndicat des directeurs d'établissements d'action culturelle (Syndicat) a annoncé qu'il venait de passer un accord avec l'Association pour le jeune théâtre (A.J.T.) : ses adhérents n'accepteront aucune proposition ministérielle sans en avoir avisé les deux organismes. Ceci pour éviter les tractations clandestines, suivies d'« épurations-surprises », menées en juillet dernier.

● Illustration de ces difficultés, l'annonce du départ de Jacques Rosner, directeur du Théâtre du Lambrequin, pour le Conservatoire national d'art dramatique (« Le Monde » du 12 septembre) a ouvert une polémique sur l'avenir du Centre dramatique du Nord. En intervenant dans le débat, par une lettre ouverte à Jacques Rosner, le député-maire (P.S.) de Lille, M. Pierre Mauroy, qui est aussi président du conseil régional, met en cause le fonctionnement du centre dramatique tel qu'on le connaît depuis 1960 : « Il y a place, dans une région de plus de quatre millions d'habitants, pour des formes différentes d'expression dramatique, allant du jeune théâtre et du théâtre de recherche à un théâtre populaire sans oublier un théâtre spécialisé pour la jeunesse ».

« Le Centre dramatique du Nord doit être l'expression de cet accord. Je ne saurais donc accepter, pour ce qui me concerne, que votre successeur quel qu'il soit démissionne à lui seul le titre et les moyens du Centre dramatique du Nord, pour se retrouver ensuite dans une situation d'impasse que vous avez vous-même décidé de dépasser ».

● Cependant, le secrétariat d'Etat à la culture a présenté Gilles Bourdet pour succéder à Jacques Rosner ; co-directeur du Théâtre de la Salamandre, une jeune compagnie dont le travail dans la Haute-Saône, en liaison avec la Maison de la culture du Havre, a été remarqué, ainsi que ses dernières créations, une « Vie de Jean-Baptiste Poquelin » Gilles Bourdet achèverait le contrat du nouveau directeur du conservatoire et un nouveau cahier des charges devrait être défini pour juin 1975. Le secrétaire d'Etat continuerait cependant de favoriser (en la subventionnant) le maintien d'une activité de création dans la région havraise.

« Les Jeux de la nuit »

Les Jeux de la nuit est une comédie pas méchante de Frank D. Gély, New-Yorkais cinquantenaire portant beau, qui aime jouer aux courses. Petit garçon, il rêvait d'écrire un jour des pièces de théâtre. C'est fait.

Celle-ci raconte la « love story » d'un pianiste de bar et d'une danseuse de cabaret, à Las Vegas. Le pianiste est Breton, ce qui modifie assez peu le cours dramatique des choses et l'étude des caractères. Dans l'adaptation allemande, le pianiste doit être Bavarois, et dans l'adaptation italienne, Sicilien. Il faut concéder.

L'intérêt de la soirée ne réside pas dans les capacités dramaturgiques de Frank D. Gély, mais dans l'emploi que le metteur en scène, André Voutsinas, a fait des deux comédiens Tanya Lopert et Claude Brasseur. Il leur a recommandé la relaxation complète. Pas question d'entrer dans la peau des personnages. L'une des erreurs du théâtre dit de Boulevard est d'ailleurs là : les comédiens ont, pestant, pour donner une apparence de vie à des figurines de plastique telles qu'on en trouve parfois dans les paquets de gamelle ou de café.

Le sur-mesure des comédiens s'ajoute à l'absence de pièce, c'est gênant.

Voutsinas a recommandé à ses acteurs de faire comme chez eux, préparer le café, mettre un disque, se déshabiller et se rhabiller sans toutefois oublier un détail : balancer à l'orchestre le texte de Frank D. Gély (assez finement traduit par Marcel Mithail), puis en plaçant ce texte nettement à côté du visage, de préférence sous le coude gauche, et tambour battant.

Le résultat est bon. Nous ne sommes plus au Boulevard, nous sommes chez des jeunes gens charmants, ni Texans ni Bretons, chez deux comédiens de Paris, qui savent recevoir. Tanya Lopert a un visage de femme, un corps d'acier, un caractère ombrageux et attachant. Claude Brasseur a beaucoup de charme, une voix chaude.

Le tout est de trouver des comédiens, comme ces deux-là, qui sont plus sympathiques et enjoués que les personnages de théâtre que, d'habitude, on leur fait jouer. A cette condition, la méthode Voutsinas promet d'être très intéressante. Qui n'aime les rencontres ?

MICHEL CURNOT.

★ Théâtre Fontaine, 20 h. 45.

■ La chanteuse Teresa Berganza, souffrante, sera remplacée lors des prochaines représentations des « Noces de Figaro », à l'Opéra de Paris, par Frederica von Stade le 22 septembre, Anne Howells les 2 et 5 octobre et Anna Rungt le 3 octobre.

■ Le dixième Festival international du cinéma consacré aux documentaires, aux courts et longs métrages aura lieu en Suisse, à Nyon, du 21 au 27 octobre. Au programme, notamment, une rétrospective de documentaires soviétiques des années 1927-1945.

■ Le premier congrès mondial de cœlillon s'est récemment tenu à Douai et a réuni les principaux cœlillons du monde. Une rétrospective internationale du cœlillon a été constituée, dont le siège est fixé au beffroi de Douai, symbole de la plus ancienne tradition camparière.

UN LIVRE

Le pont d'Arnhem

Il y a trente ans, le 17 septembre 1944, 17^e armée aéroportée alliée se posait en Hollande.

Les défilés, on n'aime pas en parler. Ainsi oublie-t-on souvent que, après le débarquement et la percée victorieuse de 1944, les forces alliées ne se sont pas avancées à pas lents et sûrs jusqu'à l'Elbe. Elles ont subi deux revers majeurs dont seuls les vieux généraux et les colonels chenus discutent encore.

La seconde défaite a été celle des Ardennes : les forces allemandes y ont gagné une bataille et perdu définitivement la guerre. Montgomery, qui commandait les troupes britanniques, et Bradley l'Américain, eux, ont perdu jusqu'à l'apparence d'une coopération courtoise. Heureusement, Eisenhower veillait.

Mais il veillait déjà lors de la première défaite, la moins connue, celle d'Arnhem (1). En septembre 1944, Montgomery et, derrière lui, l'Agiterie se sentaient frustrés : tandis que les Anglais s'usaient devant Coen, les Américains avaient percé dans le Cotentin, cavalcadé à travers la France à grands renforts d'acclamations, de boisons et de distributions de cigares, et ne s'étaient arrêtés qu'à Aix-la-Chapelle.

Les Anglais, eux, à la poursuite de ce qui restait d'Allemands après l'écrasement de la bataille de Normandie, étaient allés jusqu'à Bruxelles évacuer le glorieux souvenir de Wellington dans la ville de Waterloo. Une division blindée était même allée jusqu'à Anvers. Belle ville, mais le général qui commandait la division n'avait pas pensé qu'elle avait un port, et il n'en avait pas occupé les abords...

Le général Dwight D. Eisenhower, commandant suprême se trouvait dans une situation gênante. Montgomery voulait aller à Berlin tout de suite, par le nord. Patton, poussé par Bradley, voulait y aller le premier à travers la Sarre et la ligne Siegfried. « Ike », lui, fidèle à son tempérament de bulldozer pensait vouloir y aller majestueusement, tout droit « sur un large front ». L'ennui était que la libération s'était faite trop vite. Anvers était au fond d'une bouteille bouchée par l'ennemi, les ports de la Manche restaient occupés ou détruits. Tout le ravitaillement venait de Cherbourg. Résultat : peu de munitions, peu de vivres, peu de carburant.

L'insupportable « Monty », vedette incontestée du théâtre des opérations, réclamait le premier rôle auquel il estimait avoir droit, et les Britanniques avec lui. Il devenait insolent, réduisant le pauvre comman-

dant suprême à ne hurler et à ne taper du pied que devant ses infimes pour conserver en public sa réputation de « gentil organisateur ». Il fallait céder.

Montgomery, qui s'était fait une réputation de stratège prudent, pointilleux et à tout va, se sentait frustré. Il était absolument sûr de gagner, vendit-il à la stupéfaction générale : les Allemands eux-mêmes furent longs à y croire — un plan plein d'imagination d'audace et de risque. Il le baptisa « Market Garden ». Son itinéraire passait par le nord. Il est coupé des polders, de fleuves et notamment de bras du Rhin, qui forment une série d'obstacles redoutables pour les blindés. Qu'à cela ne tienne. On jettera un tapis sur 100 kilomètres de Hollande et on y fera rouler les chars.

Le tapis ? Trois divisions aéroportées, superbes godasses formées de soldats d'élite, on ne sait pas trop bien à ce moment comment utiliser. Le commandant de cette armée est un Américain assez rude, Brevint, son second, Frederick Browning, un Britannique raffiné, époux de la romancière Daphne du Maurier. On lâchera la 101^e division aéroportée américaine (général Taylor) près d'Eindhoven (tous pas pour Philips), la 82^e (général Gavin) près de Nimègue et la 1^{re} division aéroportée britannique sur le Rhin inférieur, à Arnhem, à l'extrémité de la flèche. Les ponts seront pris ; les blindés anglais franchiront. La route de Berlin sera ouverte. Montgomery aura gagné la guerre.

Les Allemands, eux, étaient en pleine pagaille. Ils traînaient par toutes les routes et par tous les ponts. Mais si les alliés s'étaient habitués à la victoire, eux ne l'étaient pas encore à la défaite.

Ce qui fait que lorsque la 1^{re} division aéroportée du général Brevint sauta près d'Arnhem (à 10 kilomètres du pont du Rhin), deux divisions blindées toujours pugnaces se trouvaient dans la région ainsi que des troupes aéroportées, tout cela par hasard. Les communications se rompirent, le pont d'Arnhem, tombé dans ce guêpier, refusant de fonctionner. Il voulait aller voir sur place ce qui se passait et, une journée et une nuit durant, joua à cache-cache avec les Allemands dans les greniers et les jardins d'Arnhem.

Les Anglais, les Américains et les Allemands se battirent avec un acharnement féroce dans l'ensemble et une grande courtoisie dans le détail. Les Britanniques y ajoutaient cette touche d'amateurisme qui fait le charme de la bonne société anglaise : jeunes généraux à foulards voyants et pantalons de velours, colonels sonnant du

Cinéma

Le « Milieu du monde », d'Alain Tanner

UNE PASSION AU MICROSCOPE

Elle, lui, la Suisse. Elle, serveuse italienne dans un buffet de gare au pied du Jura. Lui, ingénieur dans une petite entreprise à la ville voisine, marié, père de famille. La Suisse, décor naturel d'existences sans histoire, d'une vie encore rythmée par les saisons, microcosme d'ambitions plus ou moins avouées, de passions contenues. Tout n'est qu'ordre apparent, acceptation des valeurs traditionnelles. Dans cet univers de carte postale et de grisaille quotidienne, surgit le grand amour. Boy meiste girl (un garçon rencontre une fille) selon le vieux schéma hollywoodien. Elle, Adriana, et lui, Paul, s'aiment.

Alain Tanner, après Charles mort ou vit, le Salamandre, le Retour d'Afrique, poursuit sa patiente investigation d'une société : la stérilité, chimérique dans le bien-être. Il brasse sa caméra sur des révoltes individuelles, symboliques, ne remet en question que les rapports d'individu à individu. Charles (François Simon) et le Salamandre (Bulle Ogier) agissent par caprice, par coup de tête. Le jeune couple du Retour d'Afrique rate son voyage aux horizons, et découvre le rien dans le banal ambiant de la grande ville.

Le couple adultera du Milieu du monde vit une passion dévorante, mais sans issue possible.

Adriana, la serveuse, née à Vicenza, dans une famille ouvrière, est venue, comme des centaines de milliers de

ses compatriotes, chercher de l'autre côté de la frontière la liberté matérielle, le bien-être. Fils de paysan, d'origine modeste, Paul incarne la réussite, il se voit même présenté aux élections par le comité local des sages. Au début de sa campagne électorale, lors d'une réunion au buffet de la gare où travaille Adriana, il remarque cette dernière et revient la voir.

Une intrigue naïf, et les éléments du scandale : un respectable jeune bourgeois helvétique, candidat à la députation, et ayant toutes les chances d'être élu grâce à l'appui du parti au pouvoir, court après une étrangère, une Italienne, au risque de gâcher ses chances. Paul est dynamique, chasseur, n'a cure des canons, prend ses risques et se trouve amené insensiblement à sacrifier sa carrière politique au profit de sa liaison avec Adriana. L'échec électoral ne l'affecte guère. Il pense avoir assez d'atouts pour poursuivre une solide carrière dans son usine. Il entend faire d'Adriana sa chère, l'installer au foyer en renvoyant son épouse légitime. Adriana refuse de devenir l'objet de Paul. Elle part.

L'idée du film mûrissait depuis plusieurs années dans l'esprit du metteur en scène. Un de ses amis, Francis Reusser (Vive la mort), lui avait raconté un fait divers qui s'était produit dans sa petite ville d'origine, dans une famille ouvrière, sans venue, comme des centaines de milliers de

Le Milieu du monde, premier film en couleurs d'Alain Tanner, mêle le documentaire, les notations sur les saisons, sur le travail, sur le décor de la vie quotidienne, et des ébauches romanesques que seule arrive à tenir en main sa volonté de prendre du recul, de la « distance », pour utiliser la formule passe-partout de Brecht. Tanner croit malgré lui au cinéma-cinéma, à l'Hollywood éternel, dont il essaie de renverser les valeurs en étalant le temps narratif sur un maximum de durée (utilisation des dates pour marquer la progression de l'intrigue de Paul et Adriana, 41 dans le film), en fragmentant les épisodes, toujours très lents, en mettant en contre-point du récit les variations saisonnières de la plaine de l'Orb. Il écrit la pièce de la psychologie en « dédramatisant » les rapports des personnages, et d'abord des deux amants.

Avec son scénariste John Berger, romancier, critique d'art, Britannique fixé en Suisse qu'il avait obtenu dès son séjour en Angleterre, dans les années 50, quand il avait fréquenté les « Angry Young Men », Tanner trace une nouvelle carte du Tendre sur les contradictions modernes de l'amour. Et il donne le beau rôle à la femme : « Pour moi, c'est très simple. Dès que la fille bouge, elle ébranle l'édifice social, beaucoup plus vite qu'un homme. Parce qu'elle touche à la famille, à tout ce qui est à la base de notre société... »

Le Milieu du monde est à ce jour le film le plus ambigu d'Alain Tanner, une grande « belle histoire d'amour » sur toile de fond de critique sociale, mais traitée en dentelle, entre les vagues, dans les marges du temps réel.

LOUIS MARCORRELLES.

★ Saint-Germain-Huchette, Saint-Léonard, Montparnasse-Palace, 14-Juillet, Montparnasse-Palace, Gaumont-Convention.

« LA COUSINE ANGÉLIQUE »

De film en film — du moins à travers ceux que nous connaissons à Paris, la Chasse, Pipermint trappé et Anna et les Loups, qui, déjà présentés à la presse, doit sortir en octobre — Carlos Saura semble construire la suite romanesque d'une bourgeoisie espagnole, en l'occurrence dans ses domaines, ses appartements, ses souvenirs et ses obsessions.

Dans la Cousine Angélique, Saura creuse profondément ses rapports douloureux du passé et du présent, jusqu'à faire apparaître les mouvements intérieurs du cœur et de l'âme.

Un homme de quarante-huit ans, Luis (c'est José Luis Lopez Vazquez, l'acteur de Pipermint trappé et du Jardin des délices, encore inédit) revient dans une ville de Castille pour déposer les ossements de sa mère dans le caveau de famille. En 1936, il avait passé les vacances dans cette ville et il y avait été retenu. Longtemps par la guerre civile, loin de ses parents. Son père appartenait au camp des « rouges ». La famille de sa mère : grand-mère, oncle et tante, était nationaliste. L'adultère, la mémoire et l'imagination.

L'inconscient de Luis — qui désirait cette rencontre pour se retrouver tel qu'il était — le ramène, à partir de ce qu'il est en 1973, à recréer les étés 36-38, le temps des amours enfantines avec la petite cousine Angélique, la guerre éclatant dans la rue, derrière les persiennes fermées d'un salon ou dans un réfectoire de collège atteint par un bombardement aérien et de l'effondrement du monde des adultes.

Or Saura, au lieu d'utiliser la traditionnelle figure de style du « retour en arrière », introduit directement le passé dans le présent. Luis se voit sous la forme, le physique de l'homme qu'il est devenu. On passe sans transition d'un plan de réalité à un autre, avec seulement des détails décoratifs différents. Si Angélique, maintenant mariée à un cadre gôchard, les délices de la société de consommation, n'appartiennent qu'au présent, sa fille — même prénom — la représente dans l'autrefois. Et son mari, est le même homme que son père, l'onde répercutée de Luis. Il s'agit moins de souvenirs que de conscience de certains événements, de certains sentiments dans l'esprit d'un homme qui ne peut plus revenir en arrière, même pour s'attendrir, même si l'état était beau malgré la guerre, même si la tante Pilar, cette vieille dame remuée d'émotions, était si belle et si charmante un matin au lever, même si la voix de la chanteuse Imperia Argentina accompagnait les images de romance des années 30.

Par l'écran cinématographique et la dimension psychologique, Saura réinvente dans un climat espagnol les Félises sauvages de Bergman. Non pas inconscience, mais déma-

che créatrice sensible à travers l'inspiration romanesque de Proust. C'est explicite : Luis cite à Angélique, Mlle d'Angélique, la madeline dans la tasse de thé... de la Recherche du temps perdu. Il ne faut pas voir là pour autant un film « intellectuel ». Tel est le talent de Saura, qu'il nous entraîne, nous boue, par un voyage dans le temps irréversible d'enfance, la vieillesse et la mort.

Pour le cinéma espagnol que Saura représente dans les festivals internationaux, la Cousine Angélique est aussi une conquête artistique sans précédent.

JACQUES SICLIER.

★ Saint-André-des-Arts (7.0.).

« LE CRI DU CŒUR »

C'est un gentil garçon, un « gosse de riches », pareil à beaucoup d'autres. Un accident le rend infirme. Le voilà condamné à la chaise roulante. L'amerume et la frustration exacerbent ses problèmes affectifs et sexuels. Mépris teinté de haine à l'égard de son père, qu'il rend responsable de son malheur (et qui l'est, en effet, dans une certaine mesure). Chantage envers sa mère, dont il a surpris les amours clandestines. Côté sexuel : voyeurisme photographique, rêve romantique et intrigue sentimentale qui se termine en catastrophe.

Pour son premier film, Claude Lallemand a choisi la voie du cinéma romanesque et psychologique. Sur l'analyse d'un drame humain se greffe la description d'un milieu familial et social. Les notations de Lallemand sont sobres, justes (les accès de rage de l'adolescent suivis d'accalmies trompeuses, ses efforts pour « culpabiliser » ses parents). Et la scène au cours de laquelle Seyrig rejoint le camp de l'infirme, s'élève très au-dessus du simple constat. L'auteur est, en revanche, moins heureux quand il insiste sur les aspects érotiques ou mélodramatiques de l'histoire. Il provoque alors un malaise de qualité douteuse... Maurice Ronet et Stéphane Audran composent un couple très « chahutier ». L'un et l'autre un peu ternes dans leur futilité et leur accablement. Le jeune Eric Damain (qui fut Jacques le Croquant) se tire à son honneur d'un rôle où beaucoup se seraient cassés les reins. — J.B.

★ France - Élysee. Quartier Latin, Montparnasse-Palace, Gaumont-Lumière, Fauvette, Cambron, Publicis Défense, Club Maisons-Alfort.

directeur commercial

chef de centre de calcul

INGENIEURS DES VENTES

INTERSUB

1500 1000 500 0

صباح الخير

DEMANDES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	6,00	6,00
REPRESENTAT. Demandes	27,00	31,52
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés"	27,00	31,52
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,88

ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.	60,00	70,05
CAPITAUX	21,00	24,51
OCASIONS	21,00	24,51

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANT
groupe textile
Intervenant sur les marchés de l'ÉQUIPEMENT et de l'ÉQUIPEMENT de la MAISON en FRANCE comme à l'ÉTRANGER recherche pour une FILIALE à gestion décentralisée (CA 1974 : 100 MF), spécialisée dans la fabrication et la vente de produits élaborés pour l'industrie de la confection principalement masculine, un **directeur commercial** pouvant avoir vocation à la DIRECTION GÉNÉRALE dans un délai rapide.
Sa première mission sera d'améliorer l'image de la Société en assurant la qualité et la créativité des collections qu'il devra faire évoluer dans une optique de rentabilité.
Ce poste qui exige une grande facilité dans les contacts humains, du réalisme dans l'appréciation des objectifs et une bonne connaissance de la Gestion des entreprises conviendrait à un cadre supérieur pouvant justifier d'une expérience commerciale, soit dans la CONFECTION ou la DISTRIBUTION de VÊTEMENTS MASCULINS soit dans l'INDUSTRIE des TISSUS pour l'ÉQUIPEMENT.
La rémunération envisagée est de l'ordre de 150.000.000 F. annuels.
Résidence Métropole
LILLE - ROUBAIX - TOURCOING
Envoyer CV détaillé (retour) sous n°313 à PARFRANCE S.A.
4, rue Robert Estienne 75008 Paris.
(Discretions assurées)

Importante Société de Services en Télématique
recherche pour son centre de l'Ouest un **chef de centre de calcul**
Le candidat retenu sera responsable :
• de l'organisation et de l'exploitation (13 personnes).
• des développements systèmes (7 ingénieurs).
• de la gestion de l'ensemble des ressources machines et humaines.
• de l'image de marque de notre Société.
Les qualifications demandées comprennent :
• un diplôme d'études supérieures, (grande école ou universitaire).
• une expérience d'au moins 7 ans de l'informatique sur des systèmes (type IBM 370/155 par exemple).
• le sens du commandement et des relations humaines.
Le poste pourrait convenir à un chef de projets habitué à encadrer un personnel important.
Les candidats intéressés sont priés d'envoyer leur Curriculum Vitae et leurs prétentions à Pierre LEBEAU S.A.
10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra la référence 1659.

TRANE
Air Conditioning
FABRICATION ET VENTE de matériel de conditionnement d'air.
SOCIÉTÉ MULTINATIONALE en expansion constante recherche **DES INGÉNIEURS DÉBUTANTS** pour poste **INGÉNIEURS DES VENTES**
disponibles dans plusieurs grandes villes universitaires de FRANCE.
• formation assurée par stage aux U.S.A.
Adresser CV, photo sous réf. 21820 DÉPARTEMENT DU PERSONNEL
B.P. 127 - 88004 ÉPINAL

INTERSUB
SEUL OPÉRATEUR FRANÇAIS DE SOUS-MARINS EN MERS DU NORD, recherche pour entrée immédiate :
— INGÉNIEURS OU CHIEFS DE CHANTIER sachant commander et rédiger en ANGLAIS.
— TECHNICIENS SUPÉRIEURS, SPÉCIALISTES ÉLECTROMÉCANIQUE ÉLECTRONIQUE, FORMATION AÉRONAUTIQUE OU MARITIME.
Si vous n'êtes pas la mer, si vous tenez à vos week-ends, à vos vacances d'été, n'écoutez surtout pas... Si vous voulez une vie peu ordinaire, au contact des péripéties de mer du Nord, servez avec plaisir à INTERSUB, Châteaux d'Or, Estaque Gare, 12016 MARSEILLE.

TOULOUSE
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Nous sommes une entreprise moyenne (300 personnes) et notre activité s'exerce dans l'industrie photo-couleurs, où nous sommes un des premiers sur le plan national.
Dans notre nouvelle structure, voulue par notre expansion, nous créons le poste de Secrétaire Général.
Homme de Conseil pour les grandes options de politique générale, le Secrétaire Général sera chargé de la Direction du Personnel, de l'Information, de la Politique Sociale, il mettra en place le Contrôle de gestion, il supervisera le Service Informatique.
Le Secrétaire fait partie du Conseil de Direction.
Ce poste intéresse un homme de 35 ans minimum, de formation supérieure et de personnalité affirmée, ayant acquis une solide expérience du management et de la communication.
Séle CECOS
Adresser lettre de candidature et curriculum vitae détaillé sous la référence M. 75.109. Discretions assurées.
33, rue Gallieni, 92165 SURESNES.

Ardoisiers d'Angers S.A.
2 000 Personnes
C.A. du Groupe 250 000 000 F
Recherche **contrôleur de gestion**
• Diplômé INSA, ESC, ... ou niveau équivalent.
• 3 à 4 ans d'expérience dans un poste de gestion ou d'organisation.
• Qualités d'animateur et rigueur incontestables.
Pour participer à l'élaboration et à la mise en place du nouveau système de gestion de l'entreprise (DPO-PMT) et prendre en charge directement son animation.
Après avoir fait ses preuves, accession possible à des postes de plus haute responsabilité dans un groupe en développement.
Lieu de résidence : ANGERS
Envoyer lettre manuscrite, CV et photo à ASSOR CONSEIL
85, rue La Fayette 75009 PARIS

DIRECTEUR COMPTABLE
LILLE 120/150.000
Notre client, une société américaine multinationale spécialisée dans l'alimentation animale, recherche pour sa filiale française un **Directeur Comptable** qui rendra compte au Président Directeur Général. Agé au minimum de 30 ans, le candidat idéal aura une expérience comptable confirmée et en particulier une profonde connaissance des principes comptables français et anglo-saxons. Très familiarisé avec la fiscalité française il devra de plus être bilingue anglais-français.
Les perspectives de développement de carrière dans cette société sont exceptionnellement bonnes pour un homme ambitieux capable de communiquer avec tous les niveaux de direction. À ce salaire de départ élevé s'ajouteront une voiture de fonction et le paiement des frais de déplacement s'il y a lieu.
Les candidatures seront reçues sous la référence P.95 et examinées confidentiellement par MICHEL SOYER, 4, rue de Téhéran - 75008 PARIS, tél : 227.89.92 poste 217.

SOCIÉTÉ PRODUITS ALIMENTAIRES DE GRANDE CONSOMMATION
Leader sur son marché (C.A. 300 millions) recherche : **DIRECTEUR D'USINE**
NORMANDIE - OUEST
POUR :
— diriger une de ses unités de production existante ;
— participer immédiatement à la construction d'une nouvelle unité moderne ;
— et en assurer la direction.
• Age minimum : 35 ans.
• Formation : Ingénieur I.N.S.A. - AGRO ou équivalent.
• Expérience souhaitée :
— produits de grande consommation, et possible alimentaires ;
— 3 ans minimum de commandement d'usine ou d'atelier.
• Poste impliquant des qualités de meneur d'hommes et d'organisateur, et comportant une large délégation.
Adresser CV, dict. et lettre manuscrite, photo, à n° 68113, CONTRESECR. PUBL. 20, av. de l'Opéra, PARIS-1^{er}, q. 2. DISCRETION TOTALE ASSURÉE.

INGÉNIEURS FORMATION
BSN Gervais-Danone, dans le cadre du développement de sa Politique Humaine et Sociale, recherche de jeunes ingénieurs ayant déjà acquis une expérience industrielle à des postes de production ou d'organisation qui auront pris en charge des actions concrètes de formation du personnel ou souhaiteront le faire.
Ils prendront, selon leurs préférences, le poste d'animateur de formation d'une des Usines de la Société Européenne de Brasseries Implantées à Eu (76), Brest (29), Bordeaux (33) ou Sceaux (92).
Sous la responsabilité du Directeur de l'Usine, l'animateur de formation met au point et réalise les programmes de formation du personnel. Il apporte également son assistance aux différents services dans les actions d'amélioration des conditions de vie au travail.
Adresser votre candidature avec C.V. détaillé en précisant lieu souhaité, sous références J 19, à Jean Burchiel, BSN Gervais-Danone, 128130, rue Jules Guesde 92302 Levallois-Perret.

INGÉNIEUR CHEF DU SERVICE INDUSTRIALISATION
ROUEN
La Société fabrique des transformateurs de distribution depuis plus de 50 ans. Son chiffre d'affaires, en accroissement constant, dépasse 65 millions. Elle emploie 650 personnes.
Elle recherche un ingénieur mécanicien ou électromécanicien (A et M, IEG, ESME...) ayant une dizaine d'années d'expérience industrielle. Dépendant du Directeur d'Usine, ce cadre devra animer un service méthodes et un bureau d'études d'outillage, chargé de concevoir les machines spéciales nécessaires aux nouvelles fabrications pour adapter en permanence l'outil de production à l'évolution des techniques.
26 RUE MARBEUF - 75008 Paris
vous adressera une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande. Réf. 445M

ingénieur, adjoint du chef d'exploitation
D'UN PORT FLUVIAL À LYON.
Un organisme d'utilité publique cherche un jeune ingénieur AM, INSA ou équivalent. C'est un homme de contacts et de développement qui participe à l'analyse technique et financière du potentiel existant et des investissements à réaliser, notamment en équipements.
Il est nécessaire d'avoir deux ans minimum d'expérience dans un service méthodes ou fabrication d'une entreprise de mécanique générale ou électro-mécanique.
Les ingénieurs intéressés peuvent établir un premier contact en envoyant leur dossier de candidature (ss réf. 225 M) à Mme G. DILL.
ALEXANDRE TIG.S.A.
10, rue de la République - 93001 THY
membre de l'ANCIERP

GROUPE SEB
SEB - TEFAL - CALOR
Le Groupe SEB en très forte croissance réalise un C.A. voisin de 800 M. de France. Il recherche :
chef de produits
pour la filiale CALOR à Lyon.
Sous l'autorité du Responsable Marketing, il devra élaborer le plan de Marketing (un an et cinq ans), gérer et développer plusieurs familles de produits, lancer et promouvoir les produits nouveaux sur le marché français.
Le candidat recherché a au moins 4 ans d'expérience de gestion de produits ou de marques de grande consommation.
Le poste est à créer au sein d'une nouvelle équipe. (RM. 27385/84)
chef département gestion
pour la filiale SEB près de Dijon.
Sous l'autorité du Directeur Financier, il aura l'entière responsabilité des comptabilités (général, analytique, fiscal) de contrôle de gestion et de la trésorerie. Il participera à l'établissement du plan financier, devra perfectionner les outils de gestion (budgets, contrôles, interventions de gestion) et assurer les procédures administratives en liaison avec les Responsables de Services.
Ce poste à créer s'adresse à un candidat de formation supérieure ayant plusieurs années d'expérience de responsabilité de comptabilité, de contrôle de gestion, de révisions comptables. (RM. 27385/84)
I.C.A. International Classified Advertising
5, rue d'Hauteville, PARIS 10^e

PS Conseil
GROSFILLET, un des leaders européens dans la transformation des matières plastiques (expansion 30 % par an), recherche un **INSPECTEUR DES VENTES EXPORT**
Il aura la responsabilité d'une zone de vente comprenant l'Extrême-Orient et la Scandinavie où la société est déjà implantée. La clientèle est composée d'industriels, de grossistes et d'importateurs. Bénéficiant d'une grande autonomie, il travaillera dans le cadre d'un programme annuel et d'une direction par objectifs. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 27 ans au moins, de formation commerciale supérieure (E.S.C.) et ayant acquis environ deux années d'expérience de l'exportation de préférence dans les produits « grand public ». La pratique courante de l'anglais est indispensable, ainsi qu'une résidence à Oyonnax ou dans la région (80 km Genève - 100 km Lyon - facilités de logement). De fréquents déplacements sont à envisager.
Adresser C.V. sous réf. A/2067 BM à P.S. CONSEIL
3, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16
Discretions assurées

ALSTHOM
USINES DE BELFORT
PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE ET MÉCANIQUE
recherche **INGÉNIEUR MÉCANICIEN**
EXPERIENCE DE QUELQUES ANNÉES TURBINES OU TURBINES A GAZ NECESSAIRE
Il assumera après une période de formation de 6 mois environ, la responsabilité de CHANTIERS D'INSTALLATIONS DE CENTRALES TURBINES A GAZ À L'ÉTRANGER.
Longs séjours à l'étranger. Anglais indispensable.
Adresser candidature avec C.V. au Sec du Personnel ALSTHOM - 90001 BELFORT

lyon
ingénieur bureau d'études
Une Société filiale d'un groupe chimique français de première importance, leader sur son marché, recherche un ingénieur de Bureau d'Études diplômé d'une grande école et ayant une première expérience industrielle d'au moins 2 ans.
En liaison avec le Chef de Département Equipement et les responsables des Services clients, il dirigera, animera et coordonnera le travail d'une équipe de 5 ingénieurs dans les domaines suivants :
— bâtiment, génie chimique formulation, fluides, ventilation.
Connaissance de l'ANGLAIS indispensable.
Adresser CV détaillé, photo et prétentions au Service 5505
plein emploi 18 ms rémun. pers. 2

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.		La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	8,89	IMMOBILIER		
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52	Achat - Vente - Location	21,00	24,51
REPRESENTAT.	13,00	14,91	AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
Offres	27,00	31,52	PROPOSITIONS COMMERC.		
Offres d'emploi "Placards Encadres" (2 col.)			CAPITAUX	60,00	70,05
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86	OCCASIONS.	21,00	24,51



emplois régionaux

ASSISTANT DIRECTEUR DE MARKETING

25 ans minimum

Leader sur notre marché — emballage — avec un taux annuel de développement supérieur à 25 %. Nous employons 1.500 personnes et notre CAHT avoisnera 200 millions de francs en 1974.

Nous proposons ce poste fonctionnel à un homme jeune de formation : école de commerce, Sciences-Eco, ayant une expérience d'au moins 2 ans dans une fonction marketing.

Sa mission : assister le Directeur de Marketing pour tout ou partie des tâches ayant trait : aux produits/marchés, à la stratégie des prix, aux actions de promotion/communication, à la distribution des produits.

Lieu de travail : 40 km de Biarritz.



Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et dernière rémunération sous référence M 73252, 33, quai Gallieni, 92153 Suresnes.

Sté Industrielle - 1800 personnes
COTE ATLANTIQUE

psycho sociologue

Animation - Information

Homme ou Femme
65.000 F/AN.
chargé de la COMMUNICATION dans l'Entreprise.
La fonction fait appel à plusieurs années d'expérience vécue d'Entreprise Industrielle et à une réelle maîtrise des techniques de communication et de créativité.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information Carrière SVP 11.11 de 9 h à 18 h ou par courrier aux candidats concernés.

Référence 336
37, rue du Général Foy
75008 Paris.

COTE D'AZUR

Groupe d'investisseurs britanniques recherche pour ses filiales françaises en forte expansion (domaine immobilier et loisirs)

DIRECTEUR COMPTABLE

- niveau expertise-comptable ou premier préliminaire ;
- connaissance comptabilité analytique.

CONTROLEUR DE GESTION

- diplômé IESG ou équivalent ;
- connaissance contrôle budgétaire.

JURISTE

- connaissances approfondies dans le domaine de la construction et de l'immobilier.

Les candidats doivent avoir fait leurs preuves dans une fonction similaire.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à : Agence ELVAS NICS 0607, qui transmettra.

INGÉNIEUR DÉLÉGUÉ

35 ans minimum REGION RHONE-ALPES

Résidence LYON

Importante Société Européenne de Conseil d'Entreprises recherche un Ingénieur ayant une expérience industrielle ou de conseil, pour lui confier la coordination d'interventions, la mise en relation avec des Chefs d'Entreprises, et éventuellement l'exécution de certains contrats sur la région Rhône-Alpes.

Il devra avoir une bonne connaissance du milieu industriel de la région, et prendre place dans une agence déjà créée depuis plusieurs années, à titre de responsable d'un segment d'entreprises, ou d'activités industrielles.

Ecrire à n° 8541



30, rue du Chabrol 75010 Paris 17

IMPORTANT GROUPE recherche pour LILLE

CHIEF COMPTABLE

responsables :

- Service papiers ;
- Prévisions d'exploitation et de trésorerie ;
- Analyse de gestion.

Adresser C.V. et prétentions à : Fiduciaire Générale de Paris, 8, r. Cardinal-Mercier, PARIS-9.

INSTALLATION CONDITIONNEMENT AIR

recherche pour Lyon

INGÉNIEUR ELECTRICIEN

pour élaborer schémas installation, fonctionnement, dépannage.

Tous concernés au second œuvre électrique. Poste évolutif.

Adresser C.V. photo et prétentions sous réf. 727 à CENTRE DE PSYCHOLOGIE APPLIQUEE, 104, rue Ney, 69006 LYON.

Société HENRI MAIRE

recherche

Jeune Homme ou Femme

ADJOINT DE CHEF DE PUBLICITE

Très bonne connaissance de la rédaction et de la diffusion (études littéraires souhaitées).

Possibilité de logement en milieu confortable, av. landin.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., 6048, professionnelle, prétentions de salaire à : Grands Vins HENRI MAIRE, 3100 ARBOIS.

Société Mécanique et Automobile

recherche

pour Sud-Ouest

2 INGÉNIEURS

Débutants ou quelques années d'expérience.

A.M.E. Centre ou équivalent.

Ecrire avec C.V. à : A.M.E.I.-B. P. N° 2, 24, av. LA ROCHE-CHALAIS.

Ingénieur engineering

recherché par

SOCIÉTÉ FRANÇAISE A RAYONNEMENT INTERNATIONAL

Il sera responsable de la réalisation à l'étranger d'usines de production de fils ou fibres synthétiques (projets, budgets, plannings, élaborés en France).

Sa mission comprendra notamment :

- la recherche et le choix des fournisseurs locaux ou étrangers,
- la négociation et le suivi des contrats,
- la constitution et la direction des équipes locales (assistance de techniciens français pour certaines spécialités).

Le candidat devra avoir nécessairement :

- une expérience de plusieurs années d'engineering,
- la pratique courante de l'anglais.

Le candidat retenu aura une formation complète chez le bailleur de procédés.

La première réalisation sera dans un pays d'Extrême-Orient.

Le lieu de la résidence en France sera LYON.

Env. lettre manuscrite, C.V. photo s/réf. 3561 à Pierre LICHOU S.A., 10, rue de Louvois, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

CREANT SON DEPARTEMENT INFORMATIQUE

TIOXIDE S.A. CALAIS

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL 2° PRODUCTEUR MONDIAL D'OXYDE DE TITANE

Recherche :

UN PROGRAMMEUR

- 2 à 3 années d'expérience en programmation COBOL
- Connaissances nécessaires du matériel

BUTASOFT 1700/2700

Facilité de logement - Avantages sociaux

Adresser C.V. et prétentions au

Chef du Service du Personnel

TIOXIDE S.A. B.P. 89 - 62102 CALAIS

IMPORTANT SOCIÉTÉ recherche

pour son usine de

FRANCHE-COMTÉ

médecin du travail

Il complètera l'équipe d'un service autonome.

Excellentes conditions de travail dans une entreprise moderne.

Evolution de carrière possible.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. CLIN (location, s/ env.)

EMPLOIS ET CARRIÈRES

30 rue Vermet 75008 PARIS

R.T.C. LA RADIOTECHNIQUE

COMPELEC Centre industriel de CAEN

Poste à pourvoir :

Etudes et réalisations de

SYSTÈMES AUTOMATIQUES

basés sur micro calculateurs pour production de semi-conducteurs.

Ce poste qui se peut convenir aura un

INGÉNIEUR

GRANDES ÉCOLES (Mines, Sup. Agr.)

Évoluer vers de larges responsabilités au sein du Département Informatique.

Formation complémentaire assurée.

Ecrire : Service du Personnel, Route de la Délivrance, 14000 CAEN.

LILLE

recherche

INGÉNIEUR

format. A.M. débutant ou milieu

techniques ans, pour le bureau

d'études en vue développement, et

transformation des fabrications

ECR. n° 7127, "Le Monde" Pub.

S. P. des Indes, 75017 Paris-9

Joindre photo et C.V. manuscrit

emplois féminins

SOPRA rech. pour son Agence de GRENOBLE

ANALYSTE PROGRAMM. FEMME

pour assistance chef de projet.

Libre de suite. ECR. avec C.V. et prétentions à : SOPRA, 39, rue E-Calvet, GRENOBLE

offres d'emploi

etap

MEMBRE DU LANCER

SOPELEM

SOCIÉTÉ D'OPTION PRÉCISIONS ÉLECTRONIQUE MÉCANIQUE RECHERCHE A PARIS

DIRECTEUR

ACHATS APPROS

Il s'agit d'un poste couvrant l'ensemble des achats : matières premières, composants, sous-ensembles, sous-traitance, outillage et investissements qui nécessitent de solides compétences en mécanique (si possible méthodes) et une forte expérience pratique de la conduite d'un service Achats et Approvisionnement.

CES FONCTIONS IMPORTANTES PEUVENT CONVENIR A INGÉNIEUR A.M. OU ÉCOLE ÉQUIVALENTE AYANT 15 ANS ENVIRON DE VIE PROFESSIONNELLE ET DES QUALITÉS MARQUÉES D'ANIMATEUR ET DE GESTIONNAIRE.

Ecrire sous référence OS 181 AM

IMPORTANT GROUPE PRIVÉ RECHERCHE POUR SON BUREAU D'ÉTUDES (TRANSPORTS URBAINS DE VOYAGEURS) - PARIS

JEUNE

INGÉNIEUR PRINCIPAL

ECF-Mines-Ponts ou niveau supérieur équivalent ayant déjà acquis une expérience des problèmes urbains (circulation - transports), capable d'assumer, avec autonomie, responsabilités

D'ÉTUDES, D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE RELATIONS EXTERIEURES AVEC ADMINISTRATIONS.

Situation intéressante au sein petite équipe dynamique, dans secteur en fort développement.

Ecrire sous référence WG 174 AM

IMPORTANT FIRM FRANÇAISE ÉTUDE ET RÉALISATION D'ENSEMBLES INDUSTRIELS CLÉS EN MAIN - FILIALE PUISSANT GROUPE - PARIS

recherche

INGÉNIEUR PROJET

Ce poste peut convenir à jeune ingénieur grande école - ECF - Mines A.M. Génie Chimique ou école équivalente, débutant à 3 ans d'expérience.

Le titulaire du poste assurera des propositions d'usines clés en main en relation étroite avec service process. B.E. Contact à prévoir avec la clientèle.

LARGES POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTION DANS FIRME EN EXPANSION.

Ecrire sous référence RB 168 CM

offres d'emploi

PUISSANT GROUPE ALIMENTAIRE LEADER DANS SA BRANCHE - RECHERCHE POUR SA FILIALE EXPORTATION PARIS..

CHEF DE SERVICE EXPORT

H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P. OU ÉQUIVALENT,

ayant une expérience du commerce international acquise de préférence dans produit de grande consommation.

Ce poste de responsable concerne :

- l'animation commerciale des agents étrangers ;
- le contrôle de la gestion des commandes ;
- la recherche des actions nouvelles susceptibles de promouvoir la marque et d'améliorer le réseau de distribution ;
- les liaisons avec tous les services de la Société Mère (achats - production - marketing).

POSTE COMPORTANT DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION IMPORTANTES DANS LE CADRE D'UNE SOCIÉTÉ EN EXPANSION, ANGLAIS NECESSAIRE.

RÉMUNÉRATION DE L'ORDRE DE

90.000 à 110.000 F

Ecrire sous référence OY 187 AM

IMPORTANT AGENCE ASSURANCES COUVRANT RISQUES INDUSTRIELS, MARITIME, AVIATION, I.A.R.D., VILLE AFRIQUE NOIRE

recherche

DIRECTEUR ADJOINT

SITUATION IMPORTANTE POUVANT ÉVOLUER VERS UNE DIRECTION GÉNÉRALE.

Ce poste peut convenir à candidat diplômé études supérieures ou équivalent ayant acquis dans domaine assurances, expérience pratique solide et polyvalente, capable collaborer avec Direction Générale pour problèmes : commerciaux, gestion, animation (plusieurs bureaux, effectifs importants).

RÉMUNÉRATION ÉLEVÉE. AVANTAGES OUTRE-MER. POSSIBILITÉ ULTÉRIEURE INTÉRESSEMENT. SÉJOUR 10 MOIS - 2 MOIS.

Ecrire sous référence NC 178 AM

CABINET CONSEIL JURIDIQUE ET FISCAL RATTACHÉ A GROUPE DE SOCIÉTÉS - AFRIQUE NOIRE

recherche

JURISTE

ayant de bonnes connaissances en fiscalité, droit des Sociétés et si possible droit du travail et disposant de préférence, d'une expérience professionnelle.

INTÉRESSANTES PERSPECTIVES DE CARRIÈRE.

Ecrire sous référence LB 178 AM

Consultant conseil en informatique

F 75000 +

Paris

Un important cabinet international d'organisation spécialisé dans les disciplines suivantes : Marketing, Ressources humaines, Finance-Contrôle, Informatique, recherche, pour son bureau de Paris un Consultant en Informatique.

Diplômé de l'enseignement supérieur (École d'ingénieurs ou de gestion) et âgé de 25 ans minimum, il devra avoir une expérience d'au moins trois ans en programmation et analyse de systèmes, acquise de préférence dans l'industrie. Une expérience en base de données sera un atout supplémentaire. Dépendant directement du Chef de Département, il aura la responsabilité de concevoir, de développer et de contrôler tous les aspects des systèmes informatiques. Il aura la possibilité de travailler dans des équipes pluridisciplinaires (Contrôle, Marketing, Personnel) et d'élargir son champ d'expertise.

La croissance très rapide du cabinet permet un développement de carrière très attrayant.

Réf. F 601.

Fiscaliste

Paris-Strasbourg

Une très importante société américaine de réputation mondiale, spécialisée dans la fabrication et commercialisation de matériel de maintenance, souhaite structurer son département de fiscalité européenne et recherche un fiscaliste français.

Dépendant directement du Directeur Européen, il travaillera dans une équipe internationale et sera chargé de la fiscalité des filiales françaises. Il sera responsable de la préparation des déclarations fiscales, effectuera des révisions périodiques dans les filiales, étudiera l'aspect fiscal de tous les transactions et contrats, et d'une manière générale tous les problèmes de fiscalité d'entreprise.

Ce poste à créer offre la possibilité de travailler en détail sur une grande variété de situations et peut correspondre à un candidat ayant une expérience d'au moins cinq ans en fiscalité acquise soit dans un cabinet, soit en entreprise, et désireux de rejoindre une grande société internationale. Une bonne connaissance de la langue anglaise est requise.

Un salaire de départ intéressant est proposé.

Réf. T 602

Adresser C.V. détaillé, en spécifiant la référence, à G.-G. FULCONIS, Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75755 Paris Cedex 15.

Toute candidature est assurée d'une discrétion absolue.



offres d'emploi

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

الاول

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
VENTE DE BIENS D'EQUIPEMENT
recherche pour ses usines
DU BOURGET

INGENIEUR D'ETUDES
FORMATION : GRANDES ECOLES

Missions principales :
- mener à bien des études théoriques (souvent à long terme) portant sur **MECANIQUE DES FLUIDES**
- participer aux études d'amélioration et de renouvellement du matériel utilisé
- animer une petite équipe d'ingénieurs et de techniciens.

Une expérience minimum de 5 ans dans les **TURBOMACHINES** est indispensable.

Anglais et Allemand lus.

Déplacements de courte durée à prévoir.

Adresser curriculum vitae détaillé et récent, sous réf. 121.272, 30, rue de Mogador, 75009 - PARIS.

LE GROUPE SOGETI RECHERCHE

2 INGENIEURS D'AFFAIRES
(Réf. ES 100)
Ces postes conviendront à des ingénieurs informaticiens de 4 à 6 ans d'expérience, ayant dirigé avec succès des réalisations en logiciel de base et désireux de s'orienter vers la négociation et le suivi de contrats.
Travail basé à Paris avec de fréquents déplacements.

1 INGENIEUR CHEF DE PROJET
(Réf. ES 101)
4 ans d'expérience. Bonne connaissance de l'OS IBM. Cet ingénieur dirigera une équipe de plusieurs ingénieurs chargés de la réalisation d'un gros projet télécommunication. Déplacements de longue durée en province.

1 INGENIEUR CHEF DE PROJET
TEMPS RÉEL
(Réf. ES 102)
4 ans d'expérience. Bonne connaissance de plusieurs mini-calculateurs et si possible d'un operating system type OS/360, SIRS 2 ou SIRS 3.

3 ANALYSTES-PROGRAMMEURS
ASSEMBLEUR
(Réf. ES 103)
2 ans d'expérience. Connaissance de l'assembleur IBM appréciée.

2 INGENIEURS SYSTEME
(Réf. ES 104)
3 ans d'expérience minimum en OS IBM ou SIRS 2/3 CIL.

Écrire : E. BAZEILLE, 5, rue Louis-Lejeune, 92128 MONTRouGE.

chef comptable

Un des premiers groupes internationaux d'Audit, de Conseil de Direction et Conseil Fiscal, recherche un **CHEF COMPTABLE** pour diriger le service comptabilité d'un groupe de 500 personnes et maintenir un taux de croissance élevé.

Sous l'autorité du Contrôleur, il aura la responsabilité d'un groupe de 5 Comptables chargés de préparer l'ensemble des états de gestion mensuelle, trimestrielle et annuelle, regroupant les comptes analytiques de la Société, en liaison avec le service comptabilité générale et le European Headquarters.

Le candidat recherché a au moins le niveau du D.E.C.S. ou un diplôme d'Ecole Commerciale. Il aura acquis l'expérience du système comptable anglais ou américain, vécu si possible dans une firme internationale, son industrielle, soit du service (Conseil de Direction, Révision Comptable, Conseil Juridique et Fiscal). L'anglais courant est indispensable.

La rémunération ne sera pas inférieure à 65 000 F. Ecrire sous réf. 27.260 M, à I.C.A. qui transmettra. La candidature confidentielle sera scrupuleusement conservée et il sera répondu à toutes les candidatures.

I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

IBM
CORBEIL-ESSONNES
recherche pour ses Centres de fabrication de Composants électroniques

ingénieurs Réf. 218
physico-chimistes
Grandes Ecoles
Expérience en céramique souhaitable.

ingénieurs Réf. 219
arts et métiers
ou équivalent pour fonction méthodes.

Adresser CVs/réf. correspondants à **IBM FRANCE**
M. BACHELARD BP 58
91102 Corbeil-Essonnes

SOCIÉTÉ PROFILMÉGA
Route de Buchelay, E.L. 75009 MANTES-LA-JOLIE
recherche

DIRECTEUR CONFIRMÉ
spécialiste électromécanique

— Transfert.
— Outils de découpe et à suite, pour diriger toute spécialité dans études et réalisation matériel et outillages.

Relations technico-commerciales avec la clientèle. **LOGEMENT ASSURÉ.**

Adresser C.V. et prétentions sous le n° 70.222, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, PARIS-1^{er}, qui tr.

responsable du développement
PARIS
32 ans minimum.

De formation supérieure et expérimenté dans la distribution de produits destinés au secteur agricole et para agricole. Il sera responsable de la commercialisation d'une ligne de nouveaux produits de structuration des sols et d'engrais spécialisés.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par **Information-Carrière SVP 11.11** de 9h à 18h, qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

Références : 199
37, rue du Général Foy
75008 PARIS

COMPAGNIE MINIÈRE
recherche
pour le GABON

UN DESSINATEUR-PROJETEUR

Expérience confirmée de 5 ans minimum en installation d'usines (traitement de minerais).

Envoyer curriculum vitae et prétentions à **C.O.M.U.F.**
Service du Personnel
1, boulevard de Vaugirard
75751 PARIS CEDEX 15.

ANDRÉ

le chausseur sachant chausser

Recherche
Pour ses Filiales

DIRECTEUR COMMERCIAL
Formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC, etc.)

- plusieurs années d'expérience
- 35 ans minimum
- Anglais obligatoire - Allemand souhaité
- sera responsable de la politique commerciale (vente - marketing - publicité - promotion etc.) d'une filiale spécialisée dans la gamme de chaussures de ski et montagne
- sera chargé du positionnement de marques connues sur l'ensemble du marché.

Lieu de travail : PROVINCE

CHEF DE PRODUIT
Produit "entretien et bonneterie"

- âge minimum 30 ans
- Expérience commerciale (si possible en centrale d'achat)
- Bonne capacité de gestionnaire
- sera responsable de l'ensemble de la collection des produits "entretien et bonneterie" (achat - mise au point - gestion)

Lieu de travail : PARIS

CADRE RESPONSABLE EXPORTATION
Poste à créer
Formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC, etc.)

Le poste conviendrait à un débutant ambitieux et dynamique

- Anglais et Allemand obligatoires
- sera responsable du développement de l'exportation d'une filiale spécialisée dans la gamme "chaussures de luxe"

Lieu de travail : PROVINCE

COMPTABLE BTS - BP

Chargé de contrôler la comptabilité des Filiales

- âge minimum : 28 ans
- 4 ans d'expérience
- voyages fréquents

Lieu de travail : PARIS

Ecrire avec curriculum vitae et photo sous références exactes à :
GROUPE ANDRÉ - Direction des relations humaines
28, rue de Flandre - 75940 PARIS CEDEX 19
Il sera répondu à toutes les candidatures

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL
une Société française (C.A. 140 millions - 1.100 personnes) implantée dans la Banlieue Sud-Est, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'articles de conditionnement pour cosmétique, parfums, produits d'entretien, recherche

Pour l'une de ses divisions :

CADRES TECHNICO-COMMERCIAUX

- L'UN POUR MARCHÉ METROPOLITAIN
- L'AUTRE POUR MARCHÉ EXPORTATION

Leader européen de notre branche, nous recherchons des Collaborateurs de premier plan capables d'accroître l'expansion de notre position sur les marchés Français, Européens et autres secteurs mondiaux.

Les candidats devront pouvoir traiter les aspects suivants de la fonction :

- **TECHNIQUE**, qui exige des connaissances, notamment en chimie (formation complémentaire assurée dans l'entreprise).
- **COMMERCIALE**, qui réclame les aptitudes nécessaires à la gestion, en tant que responsable des budgets de ventes, de la mise en œuvre des moyens d'études des marchés et du développement des ventes.

- Formation : écoles supérieures de commerce (H.E.C., SUP. de CO., ESSEC, ou équivalent).
- Age : minimum 30 ans.
- Expérience : de 5 années à un poste similaire.

- Parfaite connaissance de l'anglais.
- Allemand souhaité pour le poste concernant l'exportation.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à : **MINET PUBLICITE**, n° 32.049, 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmet.

ARCT
Important constructeur matériel électro-mécanique premier mondial dans sa branche, recherche

technicien expérimenté
pour poste préparateur au service Méthodes. Fabrications petites et grandes séries. Une expérience de 6 années minimum à un poste similaire serait nécessaire.

jeunes techniciens supérieurs ou diplômés IUT
(Electroniciens, électro-techniciens, mécaniciens)

en vue orientation, après formation complémentaire, vers départements Etudes, Production, ou Technico-commercial.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à Direction du Personnel ARCT rue Cuvier 42500 Roanne.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
Filiale d'un puissant Groupe Multinational recherche, dans le cadre du développement de son **SERVICE MARKETING**

UN JEUNE INGENIEUR
SUPELEC ou équivalent

pour lui confier la responsabilité des **ETUDES DE MARCHÉ**

Placé sous l'autorité directe du chef du service il aura notamment pour mission :

- de contribuer à la définition des besoins avec les services intéressés,
- de réaliser ou faire réaliser les études correspondantes (éventuellement sous-traitants) avec la préoccupation constante du meilleur rapport qualité-prix.

Les candidatures de non-ingénieur (HEC, ESSEC, SUP de CO) seront étudiées si elles ont un niveau scientifique au moins égal à MATH-SUP.

Possibilité de développement de carrière pour un candidat de valeur au sein d'un groupe mondial en expansion.

Envoyer C.V., photo et prétentions avec lettre manuscrite, sous réf. 1010M à : **V.P.O.**
7, rue de Naples
75008 - PARIS

IMPORTANTE BANQUE
recherche en vue de renforcer ses équipes

1 ANALYSTE FINANCIER
confirmé (H.E.C., ESSEC, ou équivalent), capable d'animer son service d'études.

DES COLLABORATEURS
(H.E.C., droit, sciences Po, ou équivalent), ayant si possible 1 à 2 ans d'expérience au sein d'une Direction financière de banque, pour effectuer des études financières.

Travail à Paris.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions, sous référence 7431, F. LICHAU S.A., 10, rue Lavoisier, 75003 PARIS, cedex 02, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL ET SERVICES INFORMATIQUES
recherche

ANALYSTE SCIENTIFIQUE

- Expérience Fortran ;
- Analyse numérique, filtrage, mécanique rationnelle ;
- Expérience spatiale souhaitable.

PROGRAMMEURS

- Expérience temps réel ;
- Système et assembleur CII 10070 ou MITRA 15.

Envoyer C.V. et photo sous n° 567.661 **REGIE-PRESSE**, 25 bis, r. Beaumour, Paris-2^e, q. tr.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

PERSONNEL responsable gestion cadres et formation

Sous la supervision du Directeur du Personnel le candidat âgé de 28 ans minimum sera responsable d'une part de la gestion des cadres : recrutement, formation, suivi, départ, gestion prévisionnelle, description et évaluation des fonctions, études de structures de salaires, analyse de l'appréhension, d'autre part de la formation : analyse des besoins, programmes, organisation, animation et conduite des sessions. Il sera également responsable de la Sécurité des personnes. Il devra avoir une formation supérieure complétée si possible par une formation ou une spécialisation Sciences Humaines. Une expérience de 2 ou 3 ans dans la Fonction Personnel ou comme animateur de formation est indispensable. Une bonne connaissance de l'anglais écrit et parlé est nécessaire. Possibilités de formation complémentaire et d'évolution au sein d'une Société en pleine expansion (effectif total 320 personnes dont 200 cadres ou assimilés). Délégation réelle de responsabilité. Ecrire sous réf. E 122 au Directeur du Personnel DU PONT DE NEMOURS FRANCE S.A. 9, rue de Vienne 78008 PARIS. Discretion assurée.



GROUPES INDUSTRIEL (1.500 pers.) Secteur CONSTRUCTION recherche

CADRES ADMINISTRATIFS
40/45.000 F environ
Après mise au courant des procédures du groupe, ils seront détachés auprès des divisions ou filiales (région parisienne) avec autonomie et responsabilité, à la tête de petites équipes. Solides connaissances comptabilité et informatique. Expérience du commandement.
Ecrire sous référence 1.337.

CHEF DU DÉPARTEMENT ORGANISATION ADMINISTRATIVE
60/70.000 F environ
Au sein du secrétariat général, il :
— assurera l'audit administratif du groupe ;
— dirigera administrativement les services ;
— conduira les actions de réorganisation ;
— guidera la formulation des besoins informatiques.
Formation supérieure en administration, comptabilité et informatique. Expérience de conseil et de direction d'un service administratif.
Ecrire sous référence 1.348.
Envoyer C.V. photo et pré- en précisant la réf. à PUBLIPARIS, 28, rue Richer, 75001 Paris Cedex 01, qui transmettra.

importante société d'INFORMATIQUE

**UN INGENIEUR
chargé des problèmes
d'ORGANISATION**
au sein de la Direction Après-Vente
SES RESPONSABILITES :
— conception de l'organisation informatique ;
— coordination du traitement de l'information au sein de la Direction et Interface auprès des autres Directions
Une expérience de quelques années dans un poste analogue est indispensable.
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions s/réf. 13.197 à :
A.N.P.M. 100, rue de la Chapelle, 75018 PARIS

jeunes diplômés esc-livence

GENERAL INTERNATIONAL, en pleine expansion, recherche, afin de renforcer ses structures, de jeunes diplômés (BSC, ESCAE, Licence) débutant ou possédant une première expérience, dans les domaines suivants :
COMPTABILITE
pour participer à la comptabilité prévisionnelle (établissement des prévisions, rapprochements comptables et analyse des écarts). (Réf. RA 2625 M)
ADMINISTRATION EXPORT
pour la gestion de l'expédition des exportations (contacts fournisseurs, douanes, ports, transitaires, etc.). (Réf. RA 2626 M)
La connaissance de l'anglais est requise.
Ces postes sont à Saint Germain en Laye.
Envoyer C.V. photo récente et rémunération actuelle sous la référence ci-dessus.

BERNARD KRIEF SELECTION
1, rue Danton 75008 Paris (Membre de l'ANCFEP)

BIENS DE CONSOMMATION

destinés aux professionnels et au grand public
Marché en expansion : 20 % l'an

Une IMPORTANTE STE INDUSTRIELLE AU NOM REPUTE et affiliée à un Groupe puissant (C.A. : 250 MF dont 15 % Export) recherche pour base à PARIS - OUEST

DIRECTEUR DES VENTES FRANCE + EXPORT

RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT DU C.A. dans le cadre d'une nouvelle politique commerciale (à laquelle il participera) PAR ACTION DIRECTE SUR PLUSIEURS RESEAUX EN FRANCE et à l'EXPORTATION (100 REPRESENTANTS + AGENTS. 5 LIGNES DE PRODUITS) CONTACTS GROS CLIENTS

- Formation commerciale supérieure. • ANGLAIS et si poss. Allemand
- SPECIALISTE DE L'ANIMATION DE FORCES DE VENTES nationales, préférence Electro-ménager, outillage et appareillage élect., Radio-TV,...

GARANTIE DE DISCRETION ABSOLUE
Lettre manuscrite, CV détaillé s/réf. 3019 à

SC sélection conseil
6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

CENTRE DE RECHERCHES APPLIQUEES D'UN TRÈS GRAND SECTEUR INDUSTRIEL

recherche
**JEUNES INGENIEURS
GRANDES ECOLES**
(CE, Mines, E.C.P., A. et M., Supélec, E.P.C.I.)
Vous souhaitez, en début de carrière, compléter votre formation dans le domaine des applications industrielles concernant l'ELABORATION de l'ALUMINE, sa TRANSFORMATION et son UTILISATION.

NOUS VOUS OFFRONS DE PARTICIPER :
— à l'étude des procédés modernes et des perfectionnements qui peuvent leur être apportés, automatisés par exemple ;
— à la conception de procédés nouveaux et à leur mise au point dans des pilotes semi-industriels ou industriels ;
— aux recherches concernant les propriétés et l'utilisation de l'acier.

VOUS AUREZ LA POSSIBILITE :
— d'utiliser des moyens modernes d'investigation et de traitement de l'information ;
— d'avoir de nombreux contacts avec l'industrie et les Laboratoires des Universités et des Grandes Ecoles ainsi qu'avec des organismes étrangers ;
— de poursuivre, après quelques années au service de la recherche, votre carrière dans l'industrie de notre profession.
Une connaissance de la langue anglaise suffisante pour aborder une discussion techn. est souhaitée.
Contribution au logement assurée.
Env. curr. vitae, photo et prétentions à no 78.085, CONTEXTE Publ., 28, av. Opéra, Paris (1er), q. 12.

LE DIRECTEUR FINANCIER D'UN LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE (PARIS NORD-OUEST) EN CROISSANCE RAPIDE, AYANT UNE POLITIQUE REALISTE DE DIVERSIFICATION ET APPARTENANT A UN GROUPE INTERNATIONAL cherche

le chef de son département financier
Il réalise les études relatives aux investissements du Groupe, analyse la rentabilité des activités nouvelles, prépare le budget à long terme, gère la trésorerie à court, moyen et long terme. Il est responsable de la fonction « crédit management », est associé aux décisions de politique financière.
Nous cherchons un ESCP, ESSEC, etc. de 32 ans minimum, ayant acquis une expérience dans une affaire industrielle et considérant ce poste comme un tremplin vers des responsabilités plus larges au sein du Groupe. La connaissance de l'anglais est indispensable.
Les financiers intéressés adressent leur candidature (s/réf. 2639 M) à Mme TESSIER.
ALEXANDRE TICS S.A.
10, rue Royale-75008 PARIS
membre de l'ANCFEP

ETABLISSEMENT FINANCIER dimension internationale recherche pour son département Organisation et Informatique un

organisateur informaticien
75/85.000 F
Il participera à l'élaboration du Plan Informatique puis au contrôle de sa réalisation et du développement des projets importants qui en découleront.
Le candidat recherché, âgé d'au moins 27 ans, diplômé d'une Grande Ecole, devra posséder au minimum deux ans d'expérience de la participation à des grands projets d'Organisation et d'Informatique, si possible dans le cadre de la BANQUE OU DE L'ASSURANCE.
Adresser un C.V. détaillé en rappelant la référence AF 493 et le poste : Organisateur Informatique. Discretion absolue.
EGS
CONSEIL EN RECRUTEMENT 13 RUE DE LA PAIX 75002 PARIS

RECHERCHE OPERATIONNELLE

Pour renforcer son équipe d'organisation et de recherche opérationnelle
**FILIALE DE SOCIÉTÉ
MULTINATIONALE**
recherche
**INGENIEUR
GRANDE ÉCOLE**
ou
**DIPLOMÉ
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**
— Débutant ou ayant quelques années d'expérience ;
— Pourvu justifier de connaissances dans au moins un des domaines suivants :
• Mathématiques appliquées
• Economie
• Techniques modernes de gestion
— Connaissance de l'anglais appréciée.
— Formation complémentaire assurée en vue d'une intégration dans une équipe pluridisciplinaire.
— Lieu de travail : proche banlieue OUEST.
— Déplacement possible de courte durée en province ou à l'étranger.
Ecrire avec C.V. à N° 68.089 ConTEXTE Publication, 28, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er} q. 12.

LE BUREAU DE RECHERCHES ET DE PARTICIPATIONS MINIERES 27 Chari Moulay Hassan B.P. 99 - RABAT - MAROC

recherche
5 GEOPHYSICIENS
confirmés dont 1 spécialiste de la gravimétrie et du magnétisme, les 4 autres spécialistes dans l'interprétation sismique.
— 5 à 10 ans d'expérience dans la recherche pétrolière.
— Langues requises, anglais ou français.
— Contrat de 2 ans minimum renouvelable.
Envoyer curriculum vitae et prétentions à l'attention de Monsieur A. ALEM - B.P. 99 - RABAT - MAROC - Tél. 219-21 ou 330-34 - Telex 31.066.

5 GEOLOGUES
• 1 SEDIMENTOLOGISTE
• 1 STRUCTURALISTE
• 1 SPECIALISTE DES INTERPRETATIONS DES DIAGRAMMES ELECTRIQUES
• 2 GEOLOGUES PETROLIERS POLYVALENTS
— 5 à 10 ans d'expérience dans la recherche pétrolière.
— Langues requises, anglais ou français.
— Contrat de 2 ans minimum renouvelable.
Envoyer curriculum vitae et prétentions à l'attention de Monsieur A. ALEM - B.P. 99 - RABAT - MAROC - Tél. 219-21 ou 330-34 - Telex 31.066.

PHILIPS

Usine Région Parisienne
fabricant équipements électro-mécanique en petites séries
Recherche pour son service
DEVELOPPEMENT
**UN INGENIEUR-MECANICIEN
CONFIRMÉ**
— Technicien compétent, créatif et entreprenant ;
— Cherche aussi un homme intéressé par les contacts extérieurs.
— Connaissance de l'anglais indispensable.
Adresser lettre manuscrite, avec C.V., photo à Direction du Personnel, 51, av. Montaigne, Paris, sous référence 315.

Revue Médicale recherche médecin rédacteur

AHP
Travail mi-temps, 5 après-midi par semaine, excellente culture médicale exigée.
Ecrire avec C.V. photo (récemment) et prétentions sous réf. 43741 à Havas Compact 156, Bd Haussmann 75008 Paris. Discretion assurée.

IMPORTANT GROUPE MECANIQUE DE POINTE

ayant acquis une réputation internationale dans l'exportation de biens d'équipement renforce le potentiel industriel de sa PRINCIPALE UNITE DE PRODUCTION et recherche

ingénieurs grandes écoles

Débutants ou première expérience industrielle mécanique
attachés
BUREAU DES METHODES
ou encadrant
GROUPE DE FABRICATION

PROFIL :
• Solides connaissances mécaniques et métallurgiques, matériaux nobles.
• Goût pour des activités de fabrication en utilisant et adaptant des techniques ultra-avancées d'usinage.
• Dynamisme et aptitude au commandement.
• Anglais courant souhaité.
Lieu de travail : BANLIEUE SUD.
Pour candidater de valeur répondant à ces critères il sera proposé, après une période probatoire, une formation complémentaire dans une Université Américaine.
Adresser C.V., photo et prétentions sous le No 70.642 CONTEXTE Publication 20, av. Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui te.

CCI

Ingénieurs
grandes écoles

ayant connaissance de l'anglais souhaitée.
Lieu de Travail : CLAMART.
Facilités de transport assurées.
Ecrire avec C.V. sous référence No 52 à CIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES - Service du Personnel - 251, rue de Valenciennes, 75740 PARIS CEDEX 15.

Très importante Société AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

2.000 personnes
recherche
**SON FUTUR
CHEF COMPTABLE**
pour remplacer chef comptable actuel dont départ est prévu fin 1975

Le candidat aura :
• 35 ans minimum ;
• Une formation supérieure comptable ;
• Plusieurs années d'expérience au niveau chef comptable d'une unité industrielle importante ;
• Une bonne expérience en informatique (matériel IBM 360-90) ;
• Des aptitudes et du goût pour la formation.

Le titulaire :
• Sera dans un premier temps Adjoint du Chef de Service de la Comptabilité dont l'effectif est de 40 agents ;
• Bénéficiera d'une rémunération importante et de nombreux avantages sociaux dont 2 mois de congés pour 10 mois de séjour.
Envoyer C.V. et photo sous réf. 7853 à

Q.P. Organisation et publicité
2, rue Marmont - 75001 PARIS CEDEX 01

secteur alimentaire

GROUPE ALIMENTAIRE à caractère international recherche
• pour l'île universitaire EST affecté 300
**DIRECTEUR ADMINIST.
ET FINANCIER**
35 ans minimum, apportant l'expérience du poste en moyenne entreprise. (Réf. 561 M)

• pour base PARIS
AUDIT INTERNE
25 ans minimum, apportant : une formation comptable niveau DCE ; une expérience de Cabinet d'Audit français ou anglo-saxon. Déplacements à prévoir. (Réf. 562 M)

Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions, C.V. détaillé sous référence du poste proposé et Discretion assurée, au :

Groupe Opéra Sélection
8, RUE DE LA MICHODIERE - PARIS 2^e

offres d'emploi

CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

LA CHAUSSEUR

دعوات للتوظيف

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

CHAUSSEON

recherche
pour (60) CREIL
Effectif 3.600 personnes :
**UN CHEF DE LA
COMPTABILITÉ GÉNÉRALE**
MISSION : Sous la responsabilité du Chef de
Service Comptabilité Générale du
Siège :
- Établir et contrôler les écritures comptables ;
- Tenir au jour la balance générale de l'éta-
blissement ;
- Gérer la trésorerie.
EXIGENCES :
- Pour ce poste, il est nécessaire de posséder de
très bonnes connaissances comptables (B.P.
niveau, D.S.C.S., B.S.C.P.) et une
expérience acquise, par exemple dans un poste
d'adjoint au chef comptable d'une grande
société ou de chef comptable d'une moyenne
entreprise. Ce poste implique une relative auto-
nomie exigeant des qualités de personnalité, de
gestion, d'affirmation et de diplomatie.
Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à
M. J. 22, 2001 ANTIÈRES, ou se présenter, sans
engagement, de 9 h. à 11 h. et de 13 h. à 15 h. 30
10, avenue des Gratiotons, GRENNEVILLE, tél.
03-83-01-01, ou à l'AGENCE POUR L'EMPLOI des
MATHS-DE-SEINE, 128-132, avenue Joliot-Curie,
92 NANTERRE.

IMPT GROUPE INDUSTRIEL

recherche
**JEUNES DIPLOMÉS
DE L'ENSEIGNEMENT
COMMERCIAL SUPÉRIEUR**
L'U.S. - SUP. de CO.
Ages minimum 24 ans.
Intéressés par la VENTE sur un secteur géogra-
phique dont ils auront la responsabilité.
Désireux de se former en contact clientèle pendant
une période opérationnelle de 3 à 5 ans maximum.
IL EST OFFERT :
- un stage rémunéré de formation (techni-
que et commerciale) d'une durée de
quatre mois ;
- un salaire de salaire intéressant ;
- une évolution dans les différents secteurs
(Marketing, Promotion, Export...) dont
dispose une grande société.
Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 4499
LEVI-JOURNAY,
5, cité Pignatelli, 75009 PARIS, qui transmettra.

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ
D'INGÉNIEURS PÉTROLIER
ET CHIMIQUE
offre plusieurs postes de

**PROJECT MANAGER
INGÉNIEURS DE CONTRAT**
des candidats de formation supé-
rieure, âgés de 30 ans minimum
AYANT :
- une bonne connaissance de l'anglais
courant écrit et parlé ;
- le goût des déplacements de courte
et moyenne durée, souvent à l'étranger ;
- une expérience de la réalisation des
grands projets industriels.
Les postes proposés permettent d'exercer
des Responsabilités techniques, commer-
ciales et financières très étendues.
Adresser C.V., lettre manuscrite, photo +
prétentions s/réf. 708/M &
J.M.P.M. 100, av. Charles de Gaulle
92252 NEUILLY/S/SEINE

ORGANISME PROFESSIONNEL
SON CENTRE - INTERENTREPRISES - RAS. Paris.

MÉDECIN DU TRAVAIL
A TEMPS PLEIN - BORD CAMION - RADIO
Ce poste, à pourvoir rapidement, peut couvrir à :
- Jeune Médecin titulaire du C.R.S. de Médecine
du Travail (ayant au moins 2 ans d'expérience).
- Médecin du Travail confirmé.
- Ou Médecin issu Service Santé Militaire.
Adr. C.V. détaillé sous n° 58733, REGIE-PRESSE,
85 bis, rue Beaumont, 75002 PARIS, qui transmettra.

**FORMATION
HECJF - IEP - LICENCIÉE (GESTION, PSYCHO-SOCIO)**
25 ans minimum

- Vous êtes attirée par les problèmes humains, les contacts et les problèmes de perfectionne-
ment permanent ;
- Vous avez l'expérience de la vie d'une entreprise et une excellente connaissance des pro-
blèmes de secrétariat ;
- Vous cherchez à mettre à profit ce que vous avez appris dans une nouvelle activité qui vous
offre une ascension rapide à une large autonomie et à d'importantes responsabilités (position
cadre) ;
La CEGOS vous propose des postes d'

ANIMATRICE DE FORMATION

Votre mission sera de :
- Conduire des stages de perfectionnement centrés sur les techniques modernes de secrétariat ;
- Conseiller le personnel administratif dans ses tâches d'organisation ;
- Concevoir des stages pour le personnel de secrétariat dans des domaines variés (initiation à
l'économie et à la gestion, formation au travail en équipe) ;
- Étudier et mettre en place par des moyens pédagogiques nouveaux.

SÉLÉ
CIGOS

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous référence M. 70.195.
Discretion totale assurée.
33, quai Gallieni - 92153 SURESNES.

IMPORTANT GROUPE DU SECTEUR

TERTIAIRE (C.A. 450 millions de Francs)
recherche un cadre de formation supérieure
avec 3 ans d'expérience au moins en tant
qu'Adjoint au Directeur Administratif et du
Personnel d'une grande entreprise et une
compétence dans les domaines :
- administratif
- juridique
- du personnel
pour regrouper sous son autorité l'ensemble de
ces activités avec les services correspondants
et organiser progressivement la fonction de

**directeur
administratif
et du personnel**

Son rôle consistera alors à perfectionner
et à faire évoluer l'ensemble des procédures,
de l'organisation administrative et de la
gestion du personnel de la société et de
ses filiales.

Veillez adresser votre dossier de candidature
au service 1114N 1174
plein emploi 10 rue du mail Paris 2°

Société fabriquant
des instruments de mesure et de contrôle
de réputation mondiale

recherche
DIRECTEUR EXPORTATION

dynamique, formation ingénieur, ayant
- Expérience de vente à l'exportation (distribu-
teurs, prescripteurs, administrations locales) ;
- Expérience administrative (négociations de
contrats à haut niveau) ;
- Bonnes connaissances industrielles (pétrole,
chimie, industrie alimentaire) ;
- Anglais, allemand, coréen, autres langues
appréhendées.
Déplacements fréquents de courte durée
à l'étranger.

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Avant :
- Expérience auprès Sociétés Engineering et
industrie lourde ;
- Solides connaissances technologiques instru-
mentation, contrôle, régulation ;
- Bonnes connaissances en anglais.
Déplacements fréquents de courte durée
France et étranger.
Possibilités de promotion.

Les candidats adresseront dossiers manuscrits avec
C.V. et prétentions à M. S. 602, PUYLAZARIE REUNIONS,
112, bd Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

Importante Entreprise parisienne
(6000 personnes)

recherche pour sa
Direction des Relations Humaines

**un cadre
de personnel**

Après une période d'adaptation ayant pour
but essentiel la connaissance de l'entreprise,
il pourra en fonction de ses goûts s'orienter
soit vers une activité de recrutement de
cadres, soit prendre en charge des
problèmes de formation continue.

Agé de 25 ans minimum, ayant si possible
une formation supérieure et une première
expérience, il devra avant tout avoir la
volonté d'entreprendre.

Envoyer C.V. manuscrit et photo sous la
référence 3566 à Pierre LICHOU S.A.,
10, rue de Lognon 75063 Paris cedex 02
qui transmettra.

EUROMARCHÉ

recherche

Pour ses services administratifs centraux

JEUNE COLLABORATEUR (TRICE)

En vue d'assister le Chef du département immo-
bilier dans la gestion des centres commerciaux du
groupe.
Il sera donné la préférence à un candidat ayant
acquis une expérience de gestion immobilière au
sein d'un cabinet d'administration d'immeubles.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 001 à
EUROVENTE - Service Recrutement
180 R.N. 7 - 91200 ATHIS-MONS

**direction
technique**

90 000 F +

Nous sommes une société française (100 personnes) spécialisée
dans la fabrication de composants électroniques et électro-
niques qui nous permettent de réaliser des systèmes à partir des
besoins particuliers de nos clients. Notre développement est lié à
la qualité de nos services techniques (RE mécanique, RE électro-
nique, contrôle qualité, SAV) et à leur rapidité d'exécution.

Nous recherchons pour en prendre la responsabilité, un ingénieur
confirmé, électromécanicien en électronique, familiarisé avec les
applications et les aspects de l'électronique et ayant acquis une
expérience préalable des problèmes de fabrication. Des notions
d'anglais et d'allemand seraient un atout.

La réussite dans ces fonctions permettra d'accéder au
poste de Directeur Technique.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle
sous référence 154/M.

La lettre, accompagnée des candidatures, est envoyée par :
BERNARD KRIEF SELECTION
1, rue Danton 75005 Paris (Membre de l'ANEP)

Importante Charge d'Agent de Change rech. :
ANALYSTE FINANCIER

Mission : Elaboration des produits (bulletins, notes
de conjoncture, analyses très fouillées sur plu-
sieurs valeurs) avec l'aide de 2 jeunes analystes
qu'il supervise.

Profil : 30 ans minimum, formation supérieure.
Expérience de l'analyse financière (dans Banque
- Cie d'Assurance - SICAV...).

Salaire de base : 80.000 F par an. Évolutif.
Tél. à Madame DEGROTE : 269-51-73.

ETPM
ENTREPOSE-GTM

POUR LES TRAVAUX PÉTROLIERS
MARITIMES

Leader Européen de l'OFF SHORE
PÉTROLIER
Effectifs :
1971 = 370 / 1974 = 850 / 1976 = 1200

recherche
pour son Service PERSONNEL

**un adjoint
EMBAUCHE/FORMATION**

SA FONCTION :

Adjoint direct du Chef du Personnel et en
liaison avec les Directions Hiérarchiques
Régionales et Fonctionnelles du Siège.
Il lui sera confié la responsabilité du
recrutement et des actions de Formation
et Information du Personnel.

L'homme que nous recherchons aura 35 ans
minimum, le sens et le goût des contacts
humains, un très bon jugement, une expé-
rience professionnelle similaire de plu-
sieurs années, et, si possible la pratique
de la langue anglaise et de la vie des
chantiers.
Envoyer CV détaillé en précisant rémunération
actuelle sous référence 3.201
CANOVA B.P. N° 78
92200 NEUILLY

GROUPE MULTINATIONAL

recherche pour sa filiale française spécialisée dans
la diffusion de biens d'équipement industriel et TP

**marketing and
planning manager**

35 ans minimum - Formation commerciale
expérience industrielle.

En liaison étroite avec la Direction Générale,
il sera chargé de :
- étudier et rechercher de nouveaux marchés,
- suivre et contrôler les prix,
- participer à l'élaboration des plans de déve-
loppement.

Poste d'avenir pour un homme de contacts parlant
parfaitement anglais.
Ce poste est à pourvoir dans la banlieue SUD-
OUEST de Paris.

Adresser C.V. détaillé, prétentions et photo à
No 67.923 CONTEXTE Publ. 20, avenue Opéra,
75040 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.
C&C 3543

Très importante Société
AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

recherche
pour Formation Sanitaire Hôpital

**MÉDECIN
généraliste**

- Bonne expérience pathologie tropicale ;
- Références premier ordre exigées ;
- Rémunération importante ;
- Nombreux avantages sociaux dont 2 mois de
congés pour 10 mois de séjour.

Envoyer C.V. et photo sous référence 7.903 à :
Organisation et Publication
2, rue de Valenciennes - 75001 PARIS qui transmettra

Paris banlieue Ouest - Une société industrielle en pleine
expansion fabriquant des engins de manutention et
de levage (850 personnes - CA 120 millions)
recherche son nouveau

directeur commercial

pour relayer le titulaire actuel qui prend sa retraite.
Cette fonction à hautes responsabilités exige un ingénieur
(AM, IEG, ESE ou équivalent) possédant parfaitement
l'anglais, ayant une expérience technico-commerciale,
et maintenant les relations publiques, la gestion et l'ani-
mation de services commerciaux.
Une première information vous sera donnée en écrivant
sous référence 67 M à
Organisation & Publication 2, rue de Valenciennes
75001 Paris, qui transmettra.

**il y a deux ans
que nous
vous cherchons...**

Les collaborateurs d'un directeur ne se trouvent pas
du jour au lendemain.

Vous êtes A et M, E.S.E., E.C.P. et vous avez une
solide expérience de 5 années dans le domaine des
fabrications électromécaniques ou électroniques.
Votre avenir est celui d'une société multinationale
ayant devant elle un marché potentiel important.

Alors, si vous êtes intéressés nous vous demandons
d'écrire sous référence YP8, à AXIAL PUBLICITE
91, Faubourg Saint Honoré - 75008 PARIS
Toute candidature sera étudiée avec intérêt et discrétion.

cde recherche pour son Service
du Traitement de l'Information équipé
d'un IBM 370 158 sous VSI

**PATRICIEN DE
L'EXPLOITATION**

possédant une réelle expérience en vue de lui confier la
responsabilité d'un groupe de préparation.
Exigence : BAC minimum, DUT souhaité, grande
maîtrise du JCL - pratique, Assemblage OS,
périphérie OS, fonctions de l'OS.

Adresser cv, prétentions à J.-Y. MARTINEAU,
8 rue Volney 75002 Paris.

cde

**chef du service
informatique**

Il sera responsable de l'analyse, de la programmation ainsi que
de l'exploitation qu'il devra conduire avec beaucoup de rigueur.
Il devra pouvoir développer la fonction informatique dans
l'entreprise en élargissant le champ des problèmes traités.
cette fonction exige d'avoir la pratique d'un langage évolué et,
si possible, une expérience du temps réel.
La rémunération sera en rapport avec le haut niveau de
compétence demandé.

Adresser lettre manuscrite avec photo et c.v. détaillé
à Direction du Personnel ARCT Rue Cuvier 42300 Roanne.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
MECANIQUE DE POINTE**
C.A. supérieur à 2 milliards de Francs -
20.000 personnes
recherche

ingénieur brevets

ATTACHE AU SERVICE PROPRIETE INDUSTRIELLE

Formation Supérieure Universitaire
ou Grandes Ecoles.

Ce poste situé en banlieue Sud, exige :

- des connaissances scientifiques étendues, notamment en mécanique et physique des solides.
- une expérience d'environ 3 années de la propriété industrielle.
- une bonne maîtrise de l'anglais ; de solides notions d'allemand (lecture courante).
- des capacités de contact.

La rémunération de départ tiendra compte de ces critères et de l'expérience du candidat.

Adresser C.V. détaillé, photo et prêtant sous le No 70.608 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, q. tr. 1.

A.G.R.R.
Très important organisme de prévoyance et retraite
recherche

2 CHARGÉS D'ETUDES
J. F. ou J. H. libéré obligations militaires

1^{er} poste : UN DÉBUTANT
Formation E.S.C., avec option informatique ou formation universitaire équivalente. — Rémunération annuelle : 42.000 francs.

2^e poste : 1 ou 2 ANS
d'expérience professionnelle de gestion automatisée et plus particulièrement en télétraitement. — Rémunération en rapport avec l'expérience.

Possibilités de carrière ouvertes aux deux postes après stages approfondis.
Résidence soit PARIS, soit CHARENTES.
Cependant, déplacements à prévoir entre PARIS et CHARENTES.

Adm. lettre man., C.V., photographie (prêtant pour 2^e poste) à : A.G.R.R. - Service du Personnel, 37, boulevard Brune - 75014 PARIS.

Banque Populaire

Organisme central recherche pour étoffer son département « Communication »

ADJOINT A CHEF DE PUBLICITÉ

- Formation supérieure
- Expérience technique souhaitée (agence de publicité)
- Sens de l'organisation et des responsabilités
- Libre rapidement.

Envoyez curriculum vitae, photo et lettre manuscrite mentionnant : M. J. P. CAUD - F.F.P.P./S.D.M. C.S.B.P. 131, avenue de Wagram, 75007 PARIS CEDEX 17.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE**
recherche pour son Centre de Recherches

**INGÉNIEUR
GRANDE ÉCOLE**

pour activités de recherche appliquée en transfert thermique et traitement des minerais.

Possibilité d'évolution

Ecrire avec curriculum vitae sous n° 70.471, à CONTEXTE Publ., 30, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

IMPT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
PROCHE BANLIEUE NORD-OUEST
recherche

**ADJOINT
AU DIRECTEUR FINANCIER**

- Formation supérieure :
- Niveau expertise comptable et expérience entreprise privée appréciées :
- Âge minimum 28 ans.

Adresser C.V. détaillé avec photo et prétentions sous réf. 15.285 à GRAPA Publicité, 63, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ TRANSPORTS INTERNATIONAUX
TOURISME - VOYAGES
proximité Trappes Versailles recherche :

CHEF COMPTABLE

pour lui confier la responsabilité de ses services financiers (30 personnes).
Solides expériences fiscales requises.
SALAIRE 76.000 +

Ambiance dynamique - Possibilité promotion.
Adresser C.V. détaillé, références et photo à n° 70.330, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

sema
Première Société Européenne de Conseil
recherche pour sa Division

INFORMATIQUE

1-ingénieur confirmé
(X, Mines, ECP, Télécom, ESE, etc...)
• une expérience pratique des logiciels de télétraitement.
• une expérience des interventions d'organisation et d'informatique de gestion.
Pour prendre la responsabilité de projets de pointe en clientèle. (Réf. 4001/M)

2-ingénieur-système
ayant 5 ans d'expérience au moins dont :
• une expérience pratique de l'OS 370.
• une expérience de l'organisation d'un grand centre informatique.
• une expérience de l'organisation d'un grand centre informatique.
Dans une première période il aura une responsabilité importante dans un Centre d'Afrique du Nord. (Réf. 4002/M)

3-jeune ingénieur
(X, Mines, ECP, Télécom, ESE, etc...)
désireux de se préparer à une carrière de Conseil.
• pour participer initialement à des études et interventions informatiques en clientèle.
• formation aux techniques nouvelles assurée (généralisme, banques de données, etc...). (Réf. 4003/M)

4-analyste programmeur confirmé
• Une bonne expérience des applications de gestion et des langages évolués sera particulièrement appréciée.
• A ce niveau il pourra être demandé d'assurer des interventions de réparations défectueuses avec une assez grande autonomie.
Développement de carrière possible dans le poste. (Réf. 4004/M)

Adresser C.V. avec courte lettre manuscrite et prêt, sous référence correspondante à R. LEBEU

sema selection
16-18, rue Barbès - 92128 Montrouge
857.13.00 (120 lignes groupées)
(Membre de l'ANCIERP)

**TRÈS IMPORTANT
GROUPE FINANCIER**
en développement
recherche

**CHEF DE SERVICE
D'ETUDES FINANCIÈRES**

Expérience française et étrangère souhaitable.

Rémunération selon qualification.

Adresser curriculum vitae, photo, prétentions sous référence 3011 (à rappeler) à :

Madame Françoise GIRAUD,
21 bis, rue Valenciennes,
75015 PARIS
NE PAS SE PRÉSENTER.

**ENTREPRISE
JEAN LEFEBVRE**
TRAVAUX PUBLICS ROUTIERS

C.A. 500.000.000, effectif 5.000, recherche pour sa Direction Générale à NEUILLY

H.E.C. - E.S.S.E.C. - SUP. de CO.
débutant ou ayant une première expérience

Le candidat retenu, issu d'une option « Finances Comptabilité » ou « Contrôle de gestion », sera, en premier temps, chargé d'études et d'analyses, notamment financières.

Il évoluera ultérieurement, en fonction de ses goûts et aptitudes, vers des responsabilités hiérarchiques ou fonctionnelles, au siège ou en sein d'une des directions régionales du groupe.

Env. av. photo, C.V. détaillé indiquant carrière envisagée, stages, expérience professionnelle et rémunération souhaitée à :

M. TEANIER, B.P. 130
92280 NEUILLY.
Il sera répondu à toutes les candidatures.

CONTROLEUR QUALITÉ
Formation type B.T.S.
laiterie, chimie, microbiologie, etc.

— ayant au minimum 5 ans d'expérience industrielle dans les B.T.S. de grande consommation et la pratique de l'Anglais.
PEUT VALORISER SON EXPERIENCE CHEZ

GENERAL FOODS FRANCE

KREMA HOLLYWOOD - LEGAL - MAXWELL - SULKY

qui lui offre le poste de

Spécialiste assurance de la Qualité

Responsable, pour plusieurs lignes de produits, de l'efficacité des procédures qui définissent et assurent la qualité des produits G.F.F. Participer aux autres études Contrôle et Audit menées par le service.

INTERET : — Bénéficier de l'expérience du Groupe, qui assurera un complément de formation.
— Devenir épaisseur des qualités d'animateur, de Coordinateur et de Formateur en contact avec des nombreux services concernés.
— Poste région parisienne.

Si vous désirez en savoir davantage AVANT MEME D'ÊTRE CANDIDAT, demandez une documentation sous référence 2185, à J.-C. BLANCHARD.

DELTA CONSEIL 34, rue de Valenciennes 75008 Paris

**CHARGE
D'ETUDES DE MARCHÉ
produits industriels**

HENKEL FRANCE, Société de Produits Chimiques, nous vous proposons la responsabilité des études de marché dans un département commercialisant des produits très diversifiés pour le Bâtiment Second-Ouvrage.

Rattaché directement au Chef de département et en collaboration avec les responsables des différentes branches d'activité de ce département vous aurez à :

- analyser les marchés.
- participer à l'établissement des plans marketing, des prévisions.

Nous souhaitons :

- une formation de Gestion commerciale (BTS, DUT). Une expérience de 2 à 3 ans. Une bonne connaissance de l'allemand.

Ecrire S/ Réf. M.801 à HENKEL FRANCE D.R.H. BP 119 - 113, rue J.M. Naudin 69200 BANGALIE

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
pour services juridiques du siège social à PARIS

JEUNES JURISTES

Ils devront être capables de se former aux problèmes variés d'un très grand groupe dans des domaines tels que :

- droit commercial, droit des sociétés, négociations de contrats à l'échelon international, affaires immobilières, droit du travail, fiscalité.

Formation exigée D.E.S. — DOCTORAT — (droit privé) quelques années de pratique seraient appréciées.

Envoyer C.V., photo, prétentions sp. réf. CLODE (à mentionner sur l'enveloppe) à

EMPLOIS et CARRIERES
30 rue Vernet 75008 PARIS

Important Groupe Bancaire
souhaitant renforcer sa cellule Méthodes
recherche un

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Le candidat devra :

- participer à l'élaboration des standards d'analyse ;
- développer des packages méthodologiques (généralistes, banques d'informations, ...)
- offrir l'assistance technique correspondante aux responsables des groupes opérationnels.

Ce poste requiert une expérience concrète de 2 à 3 ans des problèmes posés par la mise en œuvre d'applications et le désir de s'orienter — pour une période limitée — vers une fonction « méthodes ». Une évolution vers des responsabilités de conduite de projets est prévue sous 3 ans.

La préférence sera donnée à un jeune ingénieur diplômé d'une grande École (Mines, Centrale, ...).

Nous avons confié à Jean FORBACHIA le soin d'étudier votre candidature.

Ecrivez-lui sous la référence 1.237 A

"CARRIERES INFORMATIQUES"
conseil en informatique
pour les entreprises de la région parisienne

gestion commerciale
jeune cadre de formation grande école

Une importante Société Pétrolière recherche pour l'un de ses services d'études de sa Direction Commerciale, un jeune cadre de formation Grande École.

Après une période de mise au courant, il sera chargé de coordonner à l'échelon national les politiques de prix, profils, types de contrats, modes d'intervention des unités opérationnelles régionales, de réaliser des études prospectives sur les produits, les secteurs d'activité, etc. Il devra proposer un plan de travail et de ces études, de nouveaux modes d'intervention commerciales.

Ce poste conviendrait à un jeune HEC, ESSEC, sup de la débiteur et desirant de se familiariser avec les produits, les structures et les méthodes de vente d'une société pétrolière avant de faire lui-même ses preuves sur le terrain.

Envoyer C.V., photo, prêt, sous référence 27082/M, à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

ingénieur organisation
PRODUCTION BASE PARIS

LE GROUPE OPÉRA, l'un des 5 premières sociétés françaises d'organisation, recherche pour ses branches industrielles diverses — avec une grande part dans le domaine pharmaceutique —

- UN INGÉNIEUR

apportant une expérience à la fois production et direction techniques.

• Déplacements en France fréquents.

Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions, C.V. sous référence 5133/M, réponse et discrétion assurées, au :

Groupe Opéra Sélection
8, rue de LA MICHODIÈRE - PARIS 2

**SOCIÉTÉ DE TRAITEMENT
DE PRODUITS DE CHARGE**
Leader de son marché
recherche

**JEUNE INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL**

2 à 3 ans d'expérience industrielle

Pour promouvoir et gérer ses ventes dans les secteurs :

- BATTIMENT (ciment-collé, béton de radins, etc.) ;
- PARA-CHIMIE (produits de charges pour adhésifs, plaques, caoutchoucs, etc.).

- Fortes basés à PARIS.
- Déplacements fréquents.
- Véhicule fourni.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à : SIBRACO 11, rue de Téhéran - 75008 PARIS.

**IMPORTANT GROUPE
Produits Chimiques**
recherche pour son usine
BANLIEUE EST

INGÉNIEUR CHIMISTE

ayant quelques années d'expérience pour poste fabrication dans Laboratoire de synthèse organique.

LANGUE ALLEMANDE EXIGÉE

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 7.897 A

Q7 organisation et publicité
2, rue AMERCO 75001 PARIS (1^{er})

**ATTACHÉ
COMMERCIAL**

NATIONAL MATSUSHITA recherche pour son département H-F un collaborateur capable de développer et de promouvoir les ventes de ce type de produit. Ce poste, pouvant déboucher sur des responsabilités plus larges, conviendrait à un jeune diplômé d'école de commerce ayant au moins 2 ans d'expérience de la vente, méthode rapide. Surtout cadre. Env. C.V., photo récente et rémun. actuelle se réf. 2.025 M à :

BERNARD KRIEF SELECTION
1 Rue Danton, Paris 6^e (membre de l'ANCIERP)

السلامة

100

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

APRÈS LA MISE EN LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le personnel de Titan-Coder occupe les trois usines du groupe MM. Durafour et d'Ornano reçoivent les grévistes

La mise en liquidation officielle de Titan-Coder, décidée par le tribunal de commerce de Paris lundi 18 septembre, entraîne le licenciement collectif de deux mille sept cents personnes. Dès que la nouvelle a été connue, lundi en début d'après-midi, les salariés des trois usines de Marseille, de Maubeuge et de Villefranche-sur-Saône ont décidé l'occupation immédiate et illimitée des locaux, « tant qu'une solution ne sera pas trouvée ».

Les fédérations nationales C.G.T., C.F.D.T. et C.G.C. de la métallurgie approuvent leur initiative. De même, le personnel de Titan-Coder a reçu le soutien des municipalités de Maubeuge et de Villefranche-sur-Saône.

Le ministre de l'Industrie et de la recherche devait recevoir mardi après-midi, à 16 h. 30, l'inter-syndicale de l'entreprise. Une heure plus tard, les quatre députés communistes représentant les circonscriptions où sont situées les usines de Titan-Coder rencontreront M. d'Ornano. De son côté, le ministre du Travail recevra également mardi, en fin d'après-midi, l'inter-syndicale, qui sera accompagnée des représentants des quatre fédérations nationales de la métallurgie.

De notre correspondant régional

à propos par ailleurs de reprendre le département de réparation de wagons de l'usine de Marseille. L'organisateur patronal a soumis aux pouvoirs publics un plan de développement caennais par la fédération des industries ferroviaires (dont le président est M. Pierre Sudreau) et agréé par la S.N.C.F., en fonction duquel les effectifs pourraient être portés

LES ATTENDUS DU TRIBUNAL

Dans les attendus du jugement, le tribunal de commerce de Paris précise qu'en prenant la responsabilité de reporter sa décision au 22 août, puis au 18 septembre 1974, il avait espéré qu'une société de gérance aurait pu être constituée. Mais, poursuit le texte des attendus, les négociations conduites à l'initiative du ministre de l'Industrie, entre l'administration, les professionnels de la réparation ferroviaire et la direction de la société, les négociations menées par la fédération des industries ferroviaires et de la construction de wagons ont été infructueuses. Le tribunal a constaté l'absence de toute solution susceptible de résoudre les problèmes que pose l'occupation industrielle, qui, par ailleurs, n'est pas en mesure de proposer un concordat sérieux à ses créanciers. Et il doit, conclut le texte, constater la situation de fait de liquidation de biens.

Le tribunal, dès lors, ne peut que constater l'absence de toute solution ou promesse de solution susceptible de résoudre les problèmes que pose l'occupation industrielle, qui, par ailleurs, n'est pas en mesure de proposer un concordat sérieux à ses créanciers. Et il doit, conclut le texte, constater la situation de fait de liquidation de biens.

d'ici au 1^{er} janvier de cinq cent cinquante à six cent vingt salariés (mutés du département route). La réalisation de ce plan conditionnerait la prise en charge par le concurrent de Tralor — l'autre société filiale de

groupe américain Fruehauf — du département de construction de remorques, de l'usine marseillaise. Fruehauf serait le plus désireux de s'approprier la marque Titan-Coder, mais donnerait des garanties relatives à l'exécution, à l'usine de Villefranche est, elle, encore assez bien pourvue en travail et se tirerait d'affaire avec la fabrication de matériel aéronautique (avions, hélicoptères) et de certaines pièces. Toutes ces possibilités ou propositions demeurent en attente.

On entendait également des difficultés d'ordre politique qui hypothéquent le rachat éventuel d'acier de Titan-Coder par les Américains. Tralor et Fruehauf. Encore faut-il veiller à ce que l'outil de production de l'entreprise ne soit pas cessé par l'application stricte du jugement de liquidation.

Les deux syndicats désignés par le tribunal de commerce de Paris, M.M. Labrel et Pavet, l'ont compris et cherchent, avec l'accord du juge commissaire, à reporter le licenciement d'une partie du personnel de l'usine de Maubeuge à la date du 1^{er} janvier 1975, afin de préserver certains éléments d'exploitation (le service de ventes de pièces de rechange, par exemple).

L'avenir de Titan-Coder, s'il existe, dépend bien sûr de l'issue de la lutte engagée par les salariés de l'entreprise et les syndicats. Nos lecteurs sauront celles d'un naufrage qui s'accroche à tout pour se sauver, a déclaré à Marseille le secrétaire du comité central d'entreprise, M. Elie Uras. Le personnel de l'usine de Maubeuge et de Villefranche-sur-Saône, devrait être suivi d'une série d'actions « spectaculaires », dont une « manifestation sur Paris » d'ores et déjà préparée dans les détails, et qui pourrait avoir lieu au cours de la semaine Letkovitv : la semaine de l'Industrie.

Horizontalement, les deux cents salariés âgés de plus de cinquante-sept ans, qui sont donc en mesure de bénéficier du régime de retraite, ont le moins de chances en principe aujourd'hui sur la sellette.

GUY PORTE.

Le tocsin va sonner à Maubeuge

Lille. — Dès que la décision du tribunal de commerce de Paris a été connue, le personnel de l'usine (huit cent cinquante cadres, employés et ouvriers) a décidé l'occupation des locaux. Le docteur Pierre Forest, maire de la ville de Maubeuge (P.S.), est venu s'adresser au personnel et a demandé très vivement l'assistance du gouvernement, qui « n'a pas su prendre ses responsabilités ».

Une manifestation de masse est prévue mercredi 18 septembre dans la matinée. A 10 heures, les cloches des églises de Maubeuge sonneront le tocsin et les magasins fermeront leurs vitrines pour deux heures. Enfin, dans la soirée, le conseil municipal de Maubeuge tiendra une réunion extraordinaire pour organiser la solidarité avec les travailleurs de Titan-Coder. — G. S.

A LA TÉLÉVISION

M. Durafour : la situation est grave...

« La situation dans laquelle nous nous trouvons est grave, même très grave. Cette déclaration de M. Durafour, lundi soir, à la fin de l'émission « Actuel 2 », aura-t-elle suffi à réveiller les quelques téléspectateurs qui n'avaient pas, entre-temps, renoncé à suivre ce débat sans éclat ? Les propos du ministre de l'Industrie ont été accueillis avec un double choc : d'une part, c'est la première fois qu'un ministre fait preuve de tant de pessimisme (ou de lucidité ?) ; d'autre part, cette affirmation en forme de conclusion tranchait avec les propos émissifs tenus par M. Durafour, trois quarts d'heure durant, sur les conflits et les négociations en cours.

Le France : il coûte trop cher, il fallait choisir entre la raison et le sentiment ; il n'y a pas de problèmes graves d'emploi, sauf pour la personne administrative (six cent trente-quatre personnes) ; mais, même pour eux, « une solution existe », et le ministre s'en préoccupe. Titan-Coder, où deux mille sept cents salariés vont être licenciés : « Je recevrai les représentants des syndicats mardi ; je ne peux

rien dire avant de les avoir entendus ». L'admission : le ministre conteste le chiffre de six mille licenciements avancé par un de ses interlocuteurs ; d'autre part, il a déclaré qu'il n'a été prononcé pour le moment. Le personnel de la SNIAS « constitue pour la France un capital exceptionnel dans les domaines technique, intellectuel et scientifique. L'objectif du gouvernement, c'est donc de sauver ce capital. Aux journalistes, qui ont tenté de montrer les contradictions entre les déclarations du gouvernement sur le plein emploi ou la concertation avec les syndicats et les réalités du moment (licenciement, défection, la loi sur la Sécurité sociale désapprouvée par l'ensemble des organisations ouvrières et patronales), M. Durafour, manifestement agacé, n'a fait que répéter les arguments cent fois entendus sur sa volonté de préserver l'emploi, de protéger les chômeurs, de dialoguer avec les partenaires sociaux. Jusqu'à ce que — fatigué, lui aussi, par cet interrogatoire ? — il ait enfin lâché comme un avertissement : « La situation est grave. »

J.-M. D.

SÉCURITÉ SOCIALE

VINGT ORGANISATIONS DE GAUCHE PRÉPARENT UNE RIPOSTE AU PROJET DE LOI SUR LA COMPENSATION FINANCIÈRE

Les vingt organisations syndicales, politiques et familiales de gauche, qui ont signé, en juillet dernier, une plate-forme revendicative sur la sécurité sociale se sont à nouveau rencontrées, vendredi dernier, pour définir une position commune, après la décision du gouvernement d'instituer une compensation financière.

Les vingt organisations (notamment les syndicats C.G.T., C.F.D.T., FEN et les partis de gauche) ont confirmé leur opposition au projet de loi, qui, en dépit d'une aide de 150, égale à la compensation mise à la charge du régime des salariés, constitue, selon elles, « une pseudo-solidarité nationale ».

Elles ont décidé d'« organiser la riposte » : demande d'entretenir au ministre du Travail, droit d'expression à l'O.R.T.F., campagne d'information et de mobilisation au niveau des régions et départements, puis intervention au Parlement pour empêcher le vote du projet gouvernemental.

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

A Saint-Etienne

LES CHUÉS CUD-UNATI DE LA CHAMBRE DE COMMERCE NE SIÈGENT PLUS AVEC LEURS COLLÈGUES.

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne. — La séance générale de la chambre de commerce et d'industrie de Saint-Etienne et du Montbrison, qui s'est tenue lundi 16 septembre à Saint-Etienne, risque de créer un précédent : vingt-cinq membres socialistes sur trente-quatre et seize membres associés sur dix-huit ont siégé normalement, tandis que dans une salle voisine les membres communistes du CUD-UNATI étaient réunis entre eux avec les délégués consulaires élus sous la même étiquette.

Quatre-vingts professeurs et assistants, issus pour la plupart des anciennes écoles de service social de la région, constituent l'infrastructure du personnel de ce centre ultra moderne, dont les locaux (8 000 mètres carrés), conçus par des architectes du Sud-Ouest, n'ont rien à envier aux plus belles réalisations étrangères : c'est une sorte de jardin japonais à deux étages, pourvu de toitures d'un impulsion, de rampes d'accès pour les handicapés et d'ouvrant par d'innombrables baies, sur les pelouses avoisinantes.

M. Lenoir a souligné que cet institut chercherait à former des travailleurs sociaux polyvalents, « capables de passer du milieu fermé au milieu ouvert, de l'action globale à l'action spécialisée ou vice versa, de l'enfant à l'adulte ou aux personnes âgées ». Cette polyvalence, a-t-il reconnu, est heurtée à deux types d'obstacles : les uns, juridiques — les professions d'assistant de service social, d'éducateur, d'animateur, de conseiller en économie sociale et familiale, ont été définies de façon différente, parfois par plusieurs ministères, — les autres psychologiques — certains professionnels parlent volontiers de la spécialité de leur travail.

Dans ce dernier domaine, a dit M. Lenoir, il faut éviter la tentation de l'exagération technicienne et s'élever du jargon des mandats, car le travail social impose d'abord un lien, une relation humaine, un accueil attentif, une disponibilité commandée par la générosité.

C'est avec bonne humeur que M. Lenoir a ensuite invité les nombreux étudiants, rassemblés dans le grand amphithéâtre de l'institut, à dialoguer et à « exprimer ». Des syndicalistes de la C.G.T. avaient distribué des tracts à l'entrée de la salle, orléaniques — déjà — l'état des finances du nouvel institut et le « démantèlement du secteur public au profit du secteur privé ».

Une militante de la C.F.D.T. prit la parole et déclara, en vrac, la disproportion entre l'investissement financier considérable consenti à l'institut d'Aquitaine et la réalité du travail social, les conditions de vie des travailleurs sociaux, l'orientation universitaire de la formation, le système actuel des bourses, la sélection socio-culturelle des étudiants, la sous-qualification des moniteurs éducateurs, etc.

Toutefois, la contestation est restée limitée. M. Lenoir est parvenu à se surmonter à ses interlocuteurs que les principales difficultés budgétaires de l'institut d'Aquitaine seraient apaisées dans une quinzaine de jours. Il a promis de réfléchir aux problèmes du statut des travailleurs sociaux dès qu'il serait prouvé, à Bordeaux même, qu'un « tronc commun » est possible entre les diverses formations.

JEAN BENOIT.

ACTION SOCIALE

Inaugurant l'Institut de formation des travailleurs sociaux d'Aquitaine

M. Lenoir annonce un assainissement des rapports entre l'État et les associations qui assurent un service public

Inaugurant, lundi 16 septembre à Talence, dans la banlieue de Bordeaux, en présence de M. Jacques Chaban-Delmas, l'institut régional de formation des travailleurs sociaux — le premier du genre en France. — M. René Lenoir, secrétaire d'État auprès du ministre de la Santé, chargé de l'action sociale, a annoncé que le gouvernement envisagerait, malgré l'obstacle de la majorité à droite, de consacrer, de prolonger jusqu'à vingt et un ans, pour certains jeunes relevant de l'aide sociale, le bénéfice de diverses prestations. Il a d'autre part déclaré qu'un texte ministériel codifierait au cours des prochaines semaines les conventions et les règles de gestion imposées aux associations du secteur privé chaque fois qu'elles accomplissent une mission de service public. Cela devrait permettre, a-t-il dit, un assainissement des rapports entre la puissance publique et les associations, comme, à l'intérieur de celles-ci, entre employeurs et employés.

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — Le nouvel Institut d'Aquitaine illustre, selon M. Lenoir, la conjonction des efforts du secteur privé et du secteur public, en même temps qu'il réalise l'un des principaux objectifs du VI^e Plan, visant à normaliser la formation des travailleurs sociaux. La construction et les équipements annexes de l'établissement ont, en effet, été financés pour moitié par le ministère de la Santé (action sociale) et par la Calés nationale des allocations familiales.

En moins de deux ans, une véritable université du travail social a surgi du sol, à proximité de l'École supérieure de commerce et de l'École d'architecture. Un amphithéâtre de six cent cinquante places, et de nombreuses salles de cours accueilleront quelque huit cents étudiants — ils sont pour l'instant cent cinquante venus des écoles précédemment installées à Bordeaux qui se répartiront dans les départements suivants : services sociaux, éducateurs spécialisés (quatre années d'études), moniteurs-éducateurs, stages des travailleurs sociaux. Plus tard, un département de recherche sociale sera créé, ainsi que d'autres disciplines : conseil en économie sociale et familiale, éducateurs techniques, animateurs d'organismes sociaux, travailleurs sociaux, tuteurs en prestations sociales.

Quatre-vingts professeurs et assistants, issus pour la plupart des anciennes écoles de service social de la région, constituent l'infrastructure du personnel de ce centre ultra moderne, dont les locaux (8 000 mètres carrés), conçus par des architectes du Sud-Ouest, n'ont rien à envier aux plus belles réalisations étrangères : c'est une sorte de jardin japonais à deux étages, pourvu de toitures d'un impulsion, de rampes d'accès pour les handicapés et d'ouvrant par d'innombrables baies, sur les pelouses avoisinantes.

M. Lenoir a souligné que cet institut chercherait à former des travailleurs sociaux polyvalents, « capables de passer du milieu fermé au milieu ouvert, de l'action globale à l'action spécialisée ou vice versa, de l'enfant à l'adulte ou aux personnes âgées ». Cette polyvalence, a-t-il reconnu, est heurtée à deux types d'obstacles : les uns, juridiques — les professions d'assistant de service social, d'éducateur, d'animateur, de conseiller en économie sociale et familiale, ont été définies de façon différente, parfois par plusieurs ministères, — les autres psychologiques — certains professionnels parlent volontiers de la spécialité de leur travail.

Dans ce dernier domaine, a dit M. Lenoir, il faut éviter la tentation de l'exagération technicienne et s'élever du jargon des mandats, car le travail social impose d'abord un lien, une relation humaine, un accueil attentif, une disponibilité commandée par la générosité.

C'est avec bonne humeur que M. Lenoir a ensuite invité les nombreux étudiants, rassemblés dans le grand amphithéâtre de l'institut, à dialoguer et à « exprimer ». Des syndicalistes de la C.G.T. avaient distribué des tracts à l'entrée de la salle, orléaniques — déjà — l'état des finances du nouvel institut et le « démantèlement du secteur public au profit du secteur privé ».

Une militante de la C.F.D.T. prit la parole et déclara, en vrac, la disproportion entre l'investissement financier considérable consenti à l'institut d'Aquitaine et la réalité du travail social, les conditions de vie des travailleurs sociaux, l'orientation universitaire de la formation, le système actuel des bourses, la sélection socio-culturelle des étudiants, la sous-qualification des moniteurs éducateurs, etc.

Toutefois, la contestation est restée limitée. M. Lenoir est parvenu à se surmonter à ses interlocuteurs que les principales difficultés budgétaires de l'institut d'Aquitaine seraient apaisées dans une quinzaine de jours. Il a promis de réfléchir aux problèmes du statut des travailleurs sociaux dès qu'il serait prouvé, à Bordeaux même, qu'un « tronc commun » est possible entre les diverses formations.

BUREAUX A LOUER/A VENDRE

Ordinal

A Ordinal, pour le même prix, l'aurait deux fois plus de surface qu'à Paris...



Au centre actif de Cergy-Pontoise, les bureaux d'Ordinal sont livrables dès avril à 300 F le m². Jour direct pour tous, climatisation, téléphone, personnel nombreux sur place. Pas d'aérotrain, mais déjà 115 trains par jour. Un film présente la ville et ses bureaux. Pour le voir, ou pour recevoir la documentation, retournez le coupon-réponse.


Nom : _____
Société : _____
Adresse : _____

GIM, 3, rue des Pyramides, 75001 Paris. Tél. 260.31.03

BUREAUX A LOUER/A VENDRE

Ordinal

On n'a pas n'importe qui comme voisins, à Ordinal.



A Cergy-Pontoise à côté de 3M, Ericsson et Burroughs, les bureaux d'Ordinal groupent le Crédit Agricole, les AGF et le Crédit du Nord. Pour savoir pourquoi toutes ces grandes Sociétés ont décidé de choisir, retournez le bon vous recevrez la documentation et vous serez invités à assister au film. Vous comprendrez tous les avantages d'Ordinal.

Nom : _____
Société : _____
Adresse : _____

GIM, 3, rue des Pyramides, 75001 Paris. Tél. 260.31.03

BUREAUX A LOUER/A VENDRE

Ordinal

A Ordinal, tous les bureaux ont l'éclairage naturel.



Grâce à l'architecture des « potes » conçue par Claude Balick, tous les bureaux d'Ordinal bénéficient de l'éclairage direct. Ordinal, à Cergy-Pontoise, sera livré dès avril à 300 F le m². Climatisation, téléphone. Pas d'aérotrain, mais déjà 115 trains par jour. Un film présente la ville et ses bureaux. Pour le voir, ou pour recevoir la documentation, retournez le coupon-réponse.

Nom : _____
Société : _____
Adresse : _____

GIM, 3, rue des Pyramides, 75001 Paris. Tél. 260.31.03

BUREAUX A LOUER/A VENDRE

Ordinal

A Ordinal, tous les bureaux ont l'éclairage naturel.



Grâce à l'architecture des « potes » conçue par Claude Balick, tous les bureaux d'Ordinal bénéficient de l'éclairage direct. Ordinal, à Cergy-Pontoise, sera livré dès avril à 300 F le m². Climatisation, téléphone. Pas d'aérotrain, mais déjà 115 trains par jour. Un film présente la ville et ses bureaux. Pour le voir, ou pour recevoir la documentation, retournez le coupon-réponse.

Nom : _____
Société : _____
Adresse : _____

GIM, 3, rue des Pyramides, 75001 Paris. Tél. 260.31.03

السلامة العامة

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

BILLET

Comment l'OPEP a maquillé à Vienne la nouvelle hausse du pétrole

L'incohérence que nous avions signalée (le Monde du 17 septembre) dans les résultats de la dernière conférence de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) à Vienne, et qui avait troublé nombre d'experts, n'est en fait qu'apparente. Elle provient de ce que l'organisation a maqué la nouvelle hausse du « brut » qui sera, en fait, plus importante que ce que les pays producteurs ont voulu faire croire : 5 % au lieu de 3,5 %.

En appliquant les nouveaux taux de redevance (16,57 %) et d'impôt (25,66 %) — ce dernier chiffre ne figure pas dans le communiqué de l'OPEP, mais nous le tenons de source sûre — on trouve bien un revenu fiscal moyen de 9,74 dollars par baril de pétrole, ce qui correspond à un revenu fiscal de 10,73 dollars par baril.

Si l'on compare ce chiffre de 9,74 dollars à celui résultant de la conférence de Quito en juin, soit 9,28 dollars (chiffre que l'on obtient en appliquant la fiscalité de cette époque : 14,5 % de taux de redevance et 55 % de taux d'impôt), on obtient une augmentation du prix de 5 %, soit 46 cents. Or, à Vienne, on n'a annoncé une augmentation que de 3,5 % ou 33 cents. Pourquoi cette différence ?

Parce que l'OPEP a comparé le nouveau prix de 9,74 dollars non pas à celui de Quito, comme il est logique, mais à celui résultant de l'accord de participation conclu au Koweït en août, et qui faisait passer le prix de participation de 93 % à 94,8 % du prix affiché (entraînant un revenu fiscal moyen de

9,41 dollars par baril). Entre ces 9,41 dollars et les 9,74 dollars du nouveau prix, il y a bien une différence de 33 cents, ou 3,5 %. L'OPEP a donc fait comme si l'accord de Koweït n'était qu'un simple ajustement de l'ensemble du golfe Persique, ce qui a induit en erreur les observateurs.

Comme elle voulait donner une leçon monétaire aux pays industrialisés, l'OPEP tenait beaucoup à retenir pour le trimestre finissant le 30 septembre, le taux d'inflation de 3,5 %, qui correspond au quart du rythme supposé d'inflation annuelle dans les pays industrialisés. Si elle avait appliqué ce taux au prix de Quito, elle n'aurait obtenu qu'un revenu fiscal moyen de 9,00 dollars, supérieur de 13 cents seulement à la dernière « parole » obtenue sur ce qui reste du front des grandes grandes compagnies. Elle a préféré partir de ce point de départ pour faire un bond en avant plus important. Comme il est naturel de comparer les résultats de Vienne à ceux de Quito, selon les données de l'OPEP, l'augmentation s'établit bien à 5 %.

Philippe Simonnot.

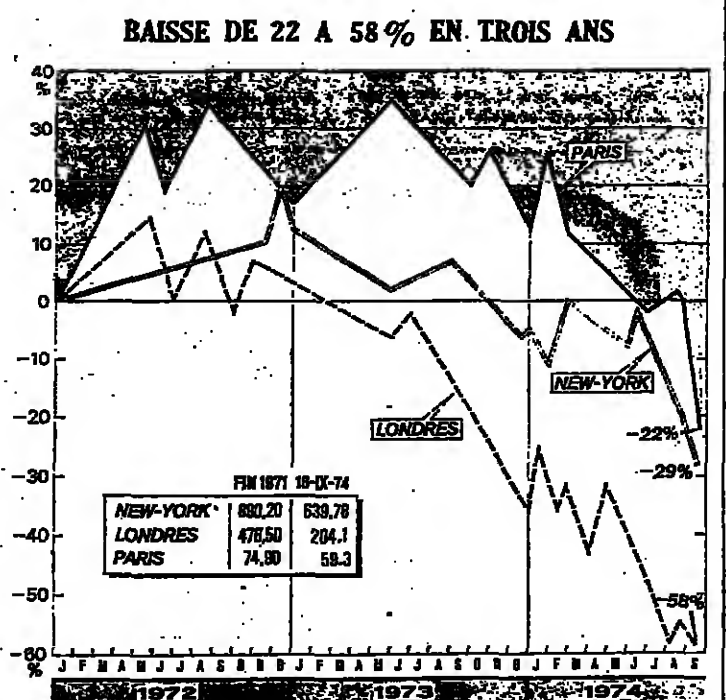
L'effondrement des Bourses traduit la crise de confiance des épargnants

Lundi, la Bourse de Paris a connu une nouvelle séance « noire » : l'indice des valeurs françaises a fléchi de 3 %, la baisse sur certains titres dépassant 10 % et la cotation d'une douzaine d'entre eux — dont des noms prestigieux comme L'Oréal et Moët-Hennessy — devant être différée en raison de l'abondance des offres et de la réticence des acheteurs.

Depuis le début de l'année, la baisse dépasse 30 %, et de nombreux cours se retrouvent aux niveaux d'il y a quinze ou vingt ans en monnaie nominale, c'est-à-dire sans tenir compte de l'inflation monétaire. C'est un véritable effondrement. Certes, convient-il de tenir compte de l'acheminement de septembre, très difficile pour les petites et moyennes entreprises. Ces jours-ci, on signale la multiplication des ordres de vente passés par les succursales de province des grandes banques pour le compte de clients.

Scepticisme général à l'égard du « plan Fourcade »...

Faut-il s'étonner, dans ces conditions, qu'un scepticisme général se manifeste vis-à-vis du plan de redressement récemment mis en place ? Un récent sondage pour le compte de l'hebdomadaire le Point ne montre-t-il pas que la majorité des



en mal de liquidités. Mais la corrélation n'est pas véritablement surprenante par un défilé de réalisations négatives.

Simplement, les acheteurs se font de plus en plus rares : même les organismes de placement collectif hésitent à se mettre en travers du mouvement, tant les perspectives immédiates leur paraissent peu favorables. Partout l'inflation fait rage, ampute les profits en valeur absolue (parfois aussi en valeur relative) dans les secteurs de l'économie qui sont les plus touchés, ce qui est l'automobile ou le bâtiment, et même l'alimentation, comme l'indiquait lundi, dans nos colonnes, M. Riboud, président de B.S.N.-Gervais-Danone. Pour noircir encore le tableau, l'indexation des prix du pétrole, décidée à Vienne par les représentants de l'OPEP, a entraîné les derniers espoirs de stabilisation des tarifs, nourris par les pays consommateurs. En dépit de ces pronostics optimistes de l'O.C.D.E., la menace d'un ralentissement planétaire sur l'économie mondiale, et surtout un multiplice des aléas à la crise de 1930.

Certes, l'histoire ne se répète jamais, mais, selon les auteurs du rapport annuel du F.M.I., les problèmes qui se posent actuellement sont « les plus complexes et les plus sérieux » que les gouvernements aient jamais eu à résoudre depuis la dernière guerre. Plus grave que tout, les experts internationaux s'avouent impuissants à lutter efficacement contre l'inflation galopante et commencent même à relâcher les effets nocifs de la seule arme qui

...et du capitalisme

C'est une crise de confiance généralisée vis-à-vis du capitalisme, incapable actuellement de résoudre ses contradictions, et vis-à-vis de l'épargne mobilière, en complète déroute dans tous les secteurs. Après tout, quelle est la valeur réelle d'une action ? C'est sa valeur d'échange, et l'indécision qu'y entraîne l'acquiescement à leur déclin, précède tout qu'il soit ou non conjugué avec la baisse des cours. C'est une véritable faillite de l'épargne à l'échelle mondiale.

François Renard.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
60 heures	10 1/2	11 1/2	8 1/4
1 mois	11 1/2	12 1/2	9 1/4
3 mois	12 1/2	13 1/2	10 1/4
6 mois	13 1/2	14 1/2	11 1/4

Le Syndicat des commerçants en pneus serait accusé d'entente illicite

Après les cris d'alarme lancés à cours de l'été afin de souligner la situation précaire des petits patrons face au plan de lutte contre l'inflation, la Confédération générale des petites et moyennes entreprises entame une nouvelle querelle avec le ministère de l'économie et des finances. Il ne s'agit plus cette fois de défendre les droits des chefs d'entreprise pris individuellement, mais ceux des syndicats professionnels qui sont affiliés à la C.G.P.M.E.

Tout commence le 4 septembre. Trois inspecteurs appartenant à la Direction nationale des enquêtes, brigade spéciale dépendant de la Direction des prix du ministère de l'économie et des finances, effectuent une perquisition dans les locaux de la Chambre syndicale du commerce en pneumatiques et saisissent un certain nom-

Qu'il y ait eu ou non entente importe peu dans le débat annexé qui oppose au ministère M. Gignemre, président de la C.G.P.M.E. Celui-ci proteste en effet contre le procédé et non contre la cause. « Le syndicat du commerce en pneumatiques n'a pas commis de délit, dit-il, il n'a seulement été le témoin. L'enquête

Les pouvoirs d'investigation

Qu'ils soient composés d'ouvriers ou de patrons, les syndicats sont régis par une législation précisée dans les deux cas les mêmes droits ou les mêmes obligations : seule se pose à leur propos la question de la représentativité.

Les garanties reconnues à l'action syndicale ne peuvent évidemment avoir pour effet sans réserve des droits de la défense de faire obstacle à la recherche des infractions et de leur auteur. Une circulaire ministérielle n° 104 (en application de l'article 56 du code de procédure pénale) indique : « La perquisition est possible non seulement au domicile de la personne soupçonnée mais aussi chez tous ceux qui paraissent détenir des pièces ou objets relatifs aux faits incriminés ».

L'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux infractions à la législation économique vise d'autre part, spécialement, dans son article 4, 3,

« l'opposition à l'action des agents et des experts » chargés de dresser des procès-verbaux.

C'est cette même ordonnance qui définit les pouvoirs de la direction nationale des enquêtes (articles 15 et 16) et notamment celui d'exiger la communication, en quel que main que les pièces se trouvent, et procéder à la saisie des documents de toute nature (...) propres à faciliter l'accomplissement de leur mission ».

Il est à peine besoin de rappeler que ces dispositions reposent sur l'existence d'une infraction. Ce fut en particulier le cas pour l'affaire d'entente illicite portant sur la distribution des produits pétroliers en France, qui donna lieu à trois rapports officiels. Ils font tous référence à des perquisitions et saisies, sans que celles-ci aient jamais été formellement recensées dans leur principe.

bre de dossiers. « Opération de routine » dit la Direction des prix. Cela déclenche néanmoins une véritable « guerre » de communication. Le 6 septembre, la C.G.P.M.E. prend fait et cause pour le syndicat des pneus, trois jours plus tard, la Bne de Rivoli répond et s'attire (quelques heures plus tard) une vive réplique de la C.G.P.M.E. Il en fait ? Le communiqué du ministère de l'économie et des finances indique que la saisie des documents a conduit à l'existence d'une entente sur les prix susceptibles d'être soumise à la commission des ententes et même des tribunaux. Le syndicat du commerce en pneus est, en effet, soupçonné d'avoir favorisé, voire organisé, une entente entre ses adhérents en vue de fixer un prix de vente minimum, ce qui est illégal puisque cette activité échappe à la loi récente sur les ventes à perte qui, elle, autorise la fixation d'un prix-plancher. Ce texte interdit aux commerçants de pratiquer un prix inférieur à leur coût d'achat porté sur la facture, mais il ne tient pas compte des remises de fin d'année éventuellement accordées par les fabricants aux clients, remises qui sont beaucoup plus fortes que la moyenne dans le commerce du pneumatique. Il ne peut donc s'appliquer à ce type de commerce ; quoique ayant pour effet de fixer un prix-plancher au détail supérieur aux frais d'achat réels du distributeur, il garantit paradoxalement à celui-ci une marge minimum appréciable. S'il ne s'appliquait pas au commerce du pneu, aucun prix-limite ne peut donc être imposé visant à limiter les rabais pratiqués. Le syndicat se trouverait, précisément, accusé d'avoir paré lui-même à cette « défaillance de la loi » en encourageant les commerçants à fixer un prix minimum : entente illicite aux prix qui relèverait du droit pénal.

M. Gignemre devrait bientôt rencontrer à ce sujet MM. Fourcade et Chirac.

Le débat annexe sur l'activité des contrôleurs des prix

Le syndicat du commerce en pneumatiques proteste de sa bonne foi. « Est-ce un crime, déclare son président, de conseiller à nos adhérents des règles de gestion afin d'éviter un bradage des pneus préjudiciable à toute la profession ? » La Direction des prix en jugera.

LE RÉGLEMENT DE L'AFFAIRE MARINE-SCHNEIDER

L'attente se prolonge

Selon toute apparence, le règlement du conflit entre les deux associés Marine-Friminy et Empain-Schneider pour la cession de la filiale commune Crenat-Loire présente bien des difficultés. Le tribunal de commerce de Paris ayant déclaré nulle l'acquisition, en novembre 1973, de 34 % du capital de Crenat-Loire par le groupe Empain (« le Monde » du 3 août 1974), les ex-partenaires sont depuis six semaines à la recherche d'une solution, et, à la fois, comble leurs vœux particuliers, permette à Empain-Schneider de recouvrer ses 34 % (payés 170 millions de francs) et satisfasse le souhait des pouvoirs publics de ne pas voir Crenat-Loire passer sous le contrôle total du baron belge Empain, comme ce dernier en a manifesté la volonté.

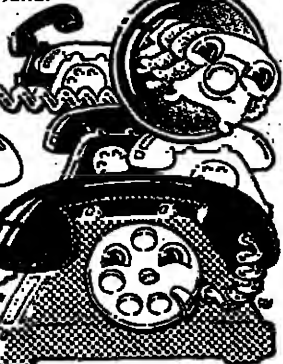
Depuis plusieurs mois, le Monde du 19 juillet 1974, le CLIP, holding du groupe De Wendel, et le groupe sidérurgique Odfors sont sur les rangs. Selon toute vraisemblance, la Crenat-Loire aurait pour objectif principal d'ajouter à sa participation de 27 % dans SACLOR celle de 12 % détenue historiquement par Marine-Friminy, ce qui lui permettrait de redevenir chef de file dans la sidérurgie lorraine.

Selon toute vraisemblance, la tâche des services du ministère de l'Industrie et de la recherche scientifique, qui ont pris l'affaire en main, est compliquée par les exigences du baron Empain, qui entend bien consolider ses positions dans Crenat-Loire, seul fabricant français de cuves nucléaires. La décision est pendante depuis le début de juillet, et continue à l'être...

BUREAUX A LOUER / A VENDRE

Ordinal

A Ordinal, vous n'attendez pas le téléphone : c'est le téléphone qui vous attend.



Ordinal à Cergy-Pontoise dispose de 590 lignes Per T réservées : vous communiquez avec toute la France sans passer par Paris. Les bureaux d'Ordinal sont livrables dès avril à 300 F le m². Un film présente la ville et ses bureaux. Pour le voir ou recevoir la documentation, retournez le coupon-réponse.

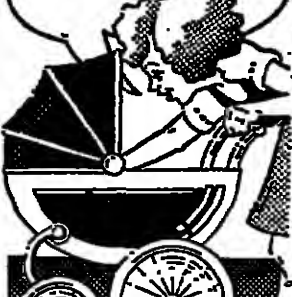
Nom : _____
Société : _____
Adresse : _____

GIM, 3, rue des Pyramides, 75001 Paris. Tél. 260.31.03

BUREAUX A LOUER / A VENDRE

Ordinal

Si tu es sage, toi aussi, quand tu seras grand, tu travailleras à Ordinal.



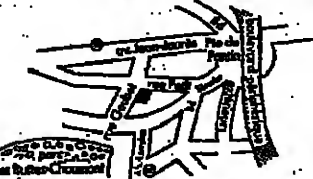
Au centre actif de Cergy-Pontoise, les bureaux d'Ordinal sont lumineux et confortables. Ils sont livrables dès avril, à 300 F le m². Jour direct pour tous, climatisation, téléphone, personnel nombreux sur place. Pas d'aéroport, mais déjà 115 trains par jour par Paris-Nord et la gare Saint-Lazare. Un film présente la ville et ses bureaux. Pour le voir, ou pour recevoir la documentation, retournez le coupon-réponse.

Nom : _____
Société : _____
Adresse : _____

GIM, 3, rue des Pyramides, 75001 Paris. Tél. 260.31.03

Pour 420 f le m² dans Paris :

Enfin des bureaux à louer qui ne sont pas à moitié finis !



Trop de bureaux à louer ne sont en fait que des dalles de béton avec des ascenseurs au milieu : tout reste à installer avant de pouvoir y travailler. Les travaux peuvent durer jusqu'à un an de location. Evolution, c'est différent : c'est déjà aménagé et livrable immédiatement. Arrivez quand vous voulez, il ne manque plus que vos meubles.

Les niveaux sont divisibles par lots à partir de 80 m² jusqu'à 900 m². Climatisation. Restaurant. Intermarchés. Parking de 180 places. Deux stations de métro Denfert et Orléans. 3 lignes d'autobus. Les périphériques vers les autoroutes A1 et A3.

Téléphonez à Uff 522.12.00

Evolution : vous avez tout, et vous êtes dans Paris.

TRANSCORP 37 rue de Rome 75008 Paris

LA VIE ÉCONOMIQUE

POINT DE VUE

La réforme de l'entreprise: des mots... à la réalité

Par PIERRE BÉRÉGOVOY (*)

UNE vaste campagne de propagande, habilement menée, tend à persuader les Français que l'entreprise est au pouvoir. La puissance de la réforme que manifeste le gouvernement aurait même pris la gauche au dépourvu. Au cours de l'ère nouvelle, la droite moderniste ne va-t-elle pas mettre la France en avance sur l'événement et la gauche se maintenir en arrière ? C'est tout juste si les laudateurs du nouveau pouvoir n'en sont pas là. Mais les mots et les choses ne sont pas à l'unisson des que l'on touche à la réalité des problèmes. Ce n'est pas M. André Ponsard-Vinay qui nous démentira. Il a vu ce qu'il advenait des promesses présidentielles dès lors que le spectateur n'était pas apparent.

En vérité, le pouvoir ne fait que remettre sa montre à l'heure, là où ses prédécesseurs, conservateurs à l'excès, avaient bloqué les aiguilles : droit de vote à dix-huit ans, contraception, divorce. Pour le reste, avortement, justice, droit social, on en reste encore aux déclarations d'intention, quoique certaines soient bien incassantes.

C'est ainsi que le ministre du travail nous avait annoncé l'élection des chefs d'entreprise en prenant à contre-pied tout le monde, car personne n'a jamais émis pareil vœu. Mais l'auteur de la formule devient plus modeste et parle aujourd'hui de désignation conjointe des chefs d'entreprise par les représentants du capital et les représentants des salariés. En définitive, il semble bien que l'Elysée souhaiterait que la commission de réforme de l'entreprise, présidée par M. Sudreau propose le développement de formules de co-gestion réservant aux salariés une présence minoritaire dans les conseils de surveillance.

Rappelons pour mémoire que cette forme de co-gestion inégalitaire existe en République fédérale d'Allemagne depuis 1951 et que ce pays s'apprête à passer au régime de la co-gestion paritaire. Il semble qu'en la matière l'Allemagne nous ait déjà précédé, et depuis longtemps. Quelle que soit la bonne volonté des membres de la commission de réforme de l'entreprise, il est à craindre qu'il ne s'agisse de «audaces très calculées, les réformes moins publicitaires mais plus efficaces étant passées sous silence.

Les socialistes et la gauche en général, tout comme l'ensemble des grandes centrales syndicales, ont manifesté des réticences, voire une hostilité de principe, à toute idée de co-gestion. Cette opposition devient encore plus vive si la participation des salariés aux organismes de décision est minoritaire. Ce n'est évidemment pas par phobie des réformes ou attachement au passé que le refus est exprimé. La confusion des pouvoirs et des responsabilités est une mauvaise chose, dans l'entreprise comme ailleurs. La propriété restant ce qu'elle est, les représentants des travailleurs, leurs élus et les militants syndicaux n'ont pas à cautionner une politique de gestion qu'ils peuvent être amenés à contester dans l'exercice de leurs fonctions.

Plutôt que d'accorder une présence minoritaire dans des instances très éloignées de la gestion quotidienne, il serait d'abord plus efficace de veiller à ce que l'information soit délivrée au comité d'entreprise.

La loi prévoit : chacun sait qu'elle n'est pas respectée. Ensuite, il est important d'accorder un pouvoir réel de contrôle aux instances élues par le personnel, en particulier au comité d'entreprise. Le programme commun proposait un droit de veto de cette instance sur les décisions de l'entreprise qui peuvent avoir des implications sociales importantes, en matière d'emploi notamment. Reprenant dans le droit français les dispositions de la loi allemande du 15 janvier 1972, sur les pouvoirs du conseil d'entreprise, l'équivalent de notre comité d'entreprise, serait un pas important pour affirmer un contre-pouvoir plus réel dans l'entreprise que tout système de co-gestion au rabais.

Par ailleurs, la commission Sudreau pourrait, en prologue de son action, s'interroger sur le fait qu'un grand nombre d'entreprises n'observent pas la loi, en particulier pour l'élection des représentants du personnel. Trop souvent, la volonté patronale de régner sans partage entrave la constitution et le fonctionnement de ces instances, cherche à les ramener à l'accessoire ou considère les syndicalistes comme des étrangers dans l'entreprise, en s'appuyant sur l'arbitraire de la désignation conjointe des chefs d'entreprise par les représentants du capital et les représentants des salariés. En définitive, il semble bien que l'Elysée souhaiterait que la commission de réforme de l'entreprise, présidée par M. Sudreau propose le développement de formules de co-gestion réservant aux salariés une présence minoritaire dans les conseils de surveillance.

Prenez l'exemple de la sécurité au travail : va-t-on attendre que les accidents se multiplient à une telle cadence pour se décider enfin à donner aux travailleurs, qui connaissent mieux que tous les experts, leur droit de travail, la possibilité de dire leur mot en allant jusqu'au droit d'arrêter les machines jugées dangereuses ? La formation, la promotion, les rapports hiérarchiques, les cadences, va-t-on accepter enfin que cela soit réellement et obligatoirement négocié dans l'entreprise ? Tout ce qui touche à l'organisation et aux conditions de travail, est essentiel, et c'est dans la mesure où les travailleurs pourront s'en saisir avec leurs syndicats que sera jugée la volonté réformatrice de la commission Sudreau.

Cependant, il est un point qu'elle n'a pas mission d'aborder, et ce point est décisif : la démocratisation du pouvoir économique. Sans aucun doute, ce qui se passe dans l'entreprise est d'une grande importance : c'est en son sein que se nouent les conflits de classes et que se développent les luttes sociales. Faire en sorte que le travailleur n'y soit plus traité comme un sujet est chose bonne, mais peut-on isoler l'entreprise des structures qui exercent la réalité du pouvoir économique dans notre société ?

Quels que soient les contre-poids mis au niveau de l'entreprise en vue de limiter le pouvoir unilatéral des représentants du capital, ce sont toujours les grandes monopoles, souvent incarnés par les firmes multinationales, qui décident des orientations de notre économie, de l'aménagement du territoire, du modèle de société, des priorités, de consommation, etc.

Posons-nous une question très simple. Qui est responsable aujourd'hui des licenciements collectifs qui vont en se multipliant : la direction de l'entreprise concernée, les petits

actionnaires ? Non. Le plus souvent, c'est un pouvoir anonyme et lointain qui impose ses choix aux entreprises elles-mêmes, en matière de restructuration ou de concentration, sous le seul crière du profit et suivant des impératifs résultant de décisions sur lesquelles n'ont aucune prise aussi bien le salarié dans l'entreprise que le citoyen dans la région ou dans la nation.

Briser les forces dominantes du grand capital et le pouvoir qu'elles exercent sur le corps social tout entier, c'est là que réside la clé d'une transformation profonde des rapports sociaux dans et hors de l'entreprise. D'où la nécessité des nationalisations limitées mais décisives inscrites dans le programme commun et l'importance de la planification démocratique. Le véritable changement est à ce prix, et cela vaut aussi pour les formes du pouvoir politique qui revêtent un caractère de plus en plus personnel.

Jadis, Marc Sangnier disait : « Tant que nous aurons la monarchie dans l'usine, nous ne pourrons avoir la république dans la société. » Il s'agit d'inverser la formulation et l'on voit que les deux concepts sont inséparables. Il faut aussi démocratiser l'Etat.

M. Sudreau a sans doute l'ambition de modifier certaines formes dépassées de la gestion capitaliste, et nous serons attentifs aux efforts de la commission pour aborder les véritables problèmes que pose la démocratisation de l'entreprise. D'ores et déjà, il nous paraît certain que le pouvoir ne la laissera pas aller très loin dans cette voie quand il en mesurera l'enjeu. Cela touche en effet à l'essentiel. Derrière les faux-semblants du libéralisme, il y a la réalité des forces sociales en présence, et M. Roger Chénou est venu rappeler qu'elles sont celles qui soutiennent le régime. L'entreprise de séduction du pouvoir risque de ne pas y résister longtemps.

(*) Secrétaire national du parti socialiste chargé des affaires sociales.

CONSTRUCTION

LES ARTISANS DU BATIMENT CONNAISSAIENT A LEUR TOUR DE GRAVES DIFFICULTÉS

Après les petits patrons, c'est au tour des artisans de tirer la sonnette d'alarme. M. Lecœur, président de la Confédération des artisans et des petites entreprises du bâtiment, a souligné le 13 septembre, au cours d'une conférence de presse, les difficultés rencontrées par ses cent six mille adhérents.

L'artisan, a-t-il rappelé, subit indirectement les conséquences des restrictions du crédit, dans la mesure où ses fournisseurs, eux-mêmes gênés, raccourcissent les délais de paiement qu'ils accordaient jusqu'ici. Or l'artisan n'est pas en mesure de présenter seul un dossier aux comités départementaux mis en place pour venir en aide aux entreprises en difficulté. Il serait donc souhaitable que soit créée une instance qui servirait d'intermédiaire entre ces comités et les artisans.

Par ailleurs, M. Lecœur s'est inquiété des conséquences sur les recettes de la Caisse des régimes sociaux de la loi d'amnistie votée après l'élection de M. Giscard d'Estaing.

AUTOMOBILE

LE 61^e SALON PORTE DE VERSAILLES DU 3 AU 13 OCTOBRE

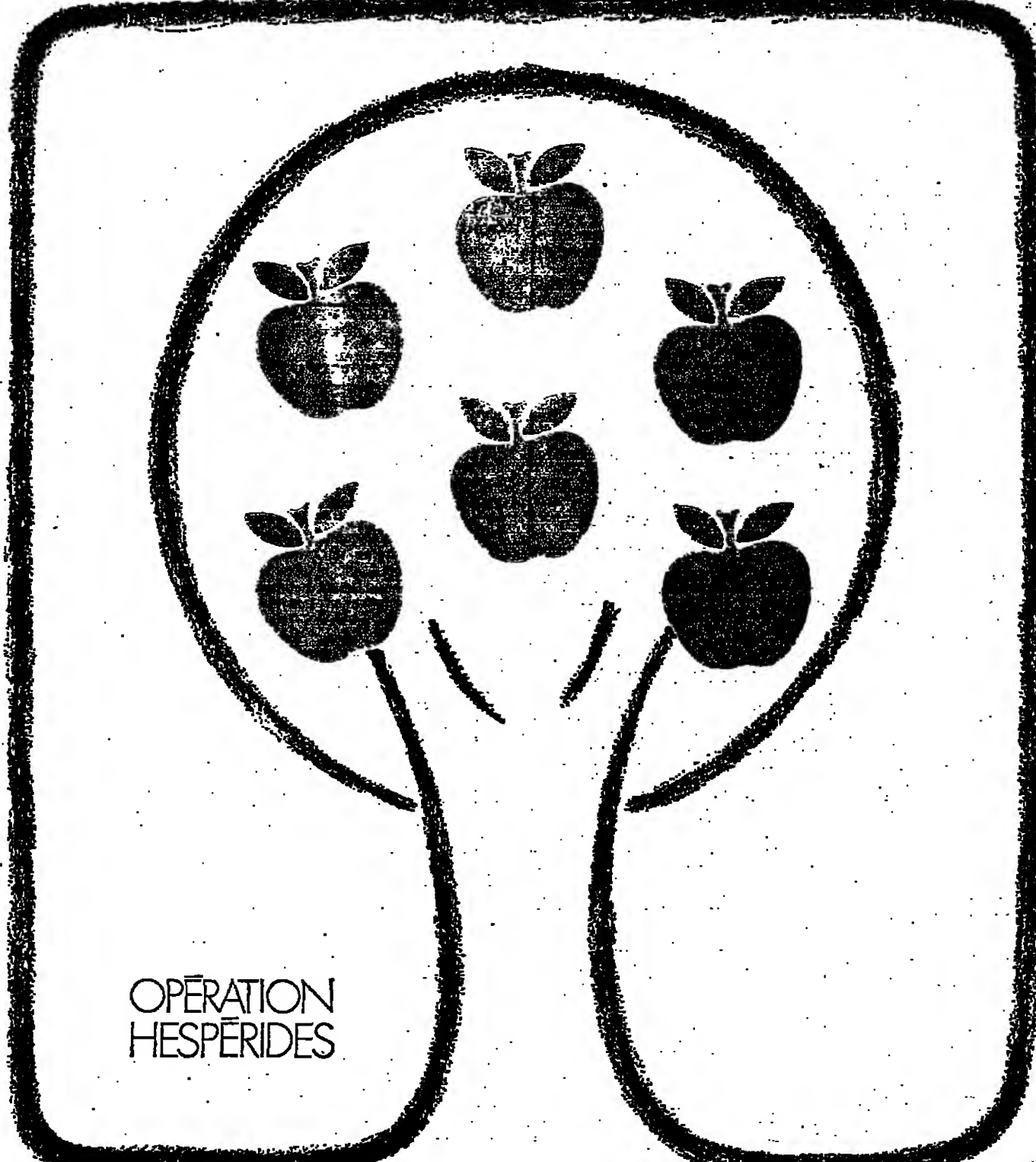
Le soixante et unième Salon de l'Automobile de Paris se tiendra du 3 au 13 octobre, porte de Versailles. Il sera inauguré le 4 octobre par le président de la République.

Le Salon comprendra cette année les voitures particulières, les taxis, les véhicules de tourisme, les véhicules utilitaires et les motos. Il comportera mille cent expositions, parmi les quatre cent cinquante expositions étrangères.

Aux mêmes dates aura lieu l'exposition nationale des véhicules d'occasion ; les billets d'entrée seront communs aux deux manifestations. Comme d'habitude, les visiteurs trouveront au Salon des restaurants, des bureaux de location de voitures, de change, de location de places de spectacles, etc., ainsi qu'une garderie d'enfants.

Jours et heures d'ouverture : le jeudi 3 octobre, à 13 heures ; le vendredi 4, à 10 heures (sauf après-midi, à 9 heures) ; le samedi 5, à 10 heures ; le dimanche 6, à 10 heures ; le dimanche 7, à 10 heures ; le dimanche 8, à 10 heures ; le dimanche 9, à 10 heures ; le dimanche 10, à 10 heures ; le dimanche 11, à 10 heures ; le dimanche 12, à 10 heures ; le dimanche 13, à 10 heures.

Prix d'entrée : tous les jours, sauf vendredi, 1,50 F ; les vendredis 9 F. Pour les visiteurs étrangers, entrée gratuite le 11 octobre.



OPÉRATION HESPERIDES

UNIVAC SÉRIE 90

ENFIN LE DIALOGUE AVEC L'ORDINATEUR N'EST PLUS UN FRUIT DÉFENDU



Le jardin des Hespérides... Souvenez-vous. Les Hespérides, des nymphes qui habitaient un jardin merveilleux. Dans ce jardin, un arbre. Un pommier fabuleux, un pommier aux pommes d'or. Des pommes d'or, voilà bien des fruits rares, des fruits inaccessibles aussi. Car un dragon veillait. Un dragon à cent têtes qui sans relâche, protégeait ces trésors. Jamais personne ne put cueillir une pomme. L'arbre gardait son fruit. Mais un jour, Hercule parut. Après maints efforts, il était arrivé, brisant ainsi le mythe du fruit inaccessible. Univac IMS 90, quand les services de l'entreprise accèdent eux-mêmes à l'information.

Regardez autour de vous. Que voyez-vous dans l'entreprise ? Un ordinateur lointain, souvent inaccessible. Un manque d'informations, des attentes, des saturations. Des montagnes de listings à dépouiller. Un informaticien débordé... Et pourtant, l'ordinateur est là, travaillant en fraction de seconde.

Alors aujourd'hui Univac décide de rendre l'information à ceux qui l'utilisent : les services de l'entreprise. IMS 90 libère les utilisateurs et les informaticiens. Aujourd'hui IMS 90 vous permet de dialoguer avec l'ordinateur, un ordinateur qui parle votre langage. Aujourd'hui Univac et la Série 90 (modèles 30, 60, 70) libèrent les informaticiens autrefois surchargés. Aujourd'hui la Série 90 d'Univac rend enfin accessibles aux services de l'entreprise des fruits autrefois défendus.

SPERRY UNIVAC - 3, rue Bellini - LA DEFENSE - PUTEAUX (92809) - Tél. 772.20.27. BRUXELLES 1170.117, Chaussée de la Hulpe - Tél. 73.98.00.

SPERRY UNIVAC

QUAND L'INFORMATIQUE DEVIENT DIALOGUE

CADRES

Désireux de changer ou améliorer votre situation

G F C

Groupement Français de CONSEILS EN CARRIÈRES vous aide efficacement à chercher et trouver un poste à votre mesure

Très nombreuses références Premier entretien sur R.V. et sans engagement

G F C S.A.

103, rue de la Pompe PARIS XVI • 553.89.29 et 87.55 Notre Cabinet n'est pas un bureau de placement

Piquet

RECOURIR LES CREAENCES

• à l'ami • sans commission • aux fournisseurs • sans abonnement • sans contrat • sans provision

BOI A PARIS 18 (31 17 00000) PARIS-12, rue Vivienne-233-56-85 LYON-2, place de la Bourse-42-43-57

MORRIS

LIVRAISON IMMÉDIATE

GRAND CHOIX D'OCCASIONS

Mécanique - Tôlerie - Peinture

Mise au point par spécialistes

FRANÇOIS & C^{ie}

6 rue St-Ferdinand - PARIS 17^e - Tél. 96-57

150 000 000

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. EUROPE

— GRANDE-BRETAGNE : le manifeste électoral du parti travailliste.

— Les Noirs assument la Grèce et le Portugal de leur appui.

4-5. LA « JOURNÉE EUROPÉENNE » DES AGRICULTEURS

— L'ÉVÉNEMENT : le mécanisme des prix dans l'Europe verte.

— Les manifestations.

6. LA REDONNÉE DES MINISTRES DE LA C.E.E.

— Les propositions de M. Fontaine.

6-7. AFRIQUE

— MOZAMBIQUE : M. Joaquim Chissano deviendrait président du gouvernement provisoire.

8. PROCHE-ORIENT

— La conférence interparlementaire euro-arabe demande la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien.

8-9. AMÉRIQUES

— ÉTATS-UNIS : le général Haig est nommé commandant suprême des forces de l'OTAN.

— ARGENTINE : l'extrême droite multiplie les attentats politiques.

10-12. POLITIQUE

— Un nouveau paysage électoral (1), par Alain Richard.

— La Grande Loge de France veut définir une « éthique » pour l'Europe.

— Un important mouvement de sous-préfets.

14. DÉFENSE

— Une conférence de presse du général Jacques Mitterrand.

14. JUSTICE

— Quatre femmes sont nommées à des postes élevés de la hiérarchie judiciaire.

15. SPORTS

— ÉQUITATION : championnat du monde de concours complet.

16. RELIGION

— Le jeûne du Ramadan commence pour cinq cent millions de musulmans.

16. ÉDUCATION

— LA REVENTRÉE AU LYCÉE DE RAMBOUILLET : la plus grande entreprise de la ville.

— Les projets de Mme Annie Lesur sur la réforme de l'école maternelle.

17-20. SUPPLÉMENT ÉDUCATION

— Le « contrôle continu » dans les collèges techniques.

— Les centres de documentation et d'information, carrefours de la communauté scolaire.

— Boom sur les cahiers de vacances.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

Pages 21 et 22

— La responsabilité universelle des scientifiques, par le recteur R. Millat : Nouveaux pouvoirs, nouveaux devoirs, par le professeur J. Bernard.

— Les manipulations génétiques : des risques, des réalités, des fictions.

23. L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

— Jupiter serait une planète presque entièrement liquide.

24. LA VIE DE LA RÉGION PARISIENNE

— Quel espace vert aux Halles ?

25. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

— URBANISME : la zone locale d'urbanisation sera discutée lors de la prochaine session parlementaire.

25. PRESSE

— L'office de l'est républicain : motion commune des partis de gauche et des syndicats.

26. ÉCHOS

40-42. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— POINT DE VUE : « La réforme de l'entreprise : des mots... à la réalité », par P. Bérégovoy.

— ÉNERGIE : comment l'OPEP a maillé la Vienne la nouvelle hausse du pétrole.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (27) : Annuaire classé (31 à 39) : Carnet (36) : Informations pratiques (37) : « Journal officiel » (37) : Météorologie (37) : Mots croisés (37) : Finances (43).

Pour le week-end, faites-vous plaisir. Louez une voiture chez Europcar. 645.21.25

A B C D E F G

L'ATTENTAT DU DRUGSTORE SAINT-GERMAIN-DES-PRÈS

L'INFORMATION JUDICIAIRE EST CONFÉE À M. HUBERT PINSSEAU

Après l'attentat contre le drugstore de Saint-Germain-des-Près, dans la soirée du 15 septembre, la section criminelle du parquet de Paris a ouvert une information contre X afin d'en rechercher l'auteur. Le dossier a été confié à M. Hubert Pinsseau, juge d'instruction, déjà chargé de second M. Alain Bernard dans l'instruction de l'information ouverte après l'affaire du « Canard enchaîné ».

Les policiers de la brigade criminelle, qui ne disposent d'aucun élément leur permettant d'orienter leurs recherches, en ont été réduits, vingt-quatre heures après l'attentat, à demander, par voie de presse, aux personnes se trouvant dimanche soir dans le drugstore ou aux abords immédiats de se mettre en rapport avec eux. Les témoignages sur leur possession, sur l'apparence de celui qui aurait pu avoir accès à la grenade, sont en effet contradictoires : deux personnes — dont une femme, qui a effectivement vu l'inconnu lancer la grenade — affirment avoir vu, peu avant l'explosion, à la balustrade du restaurant surplombant le bureau de tabac, un homme âgé de vingt-cinq à trente ans, de type européen, en revers, une broche en sautoir, un vêtement de type nord-africain.

La seconde victime de l'explosion, d'autre part, a été identifiée. Il s'agit de M. François Beau, vingt-sept ans, demeurant à Paris, dans le dixième arrondissement. L'état de certains des vingt-quatre blessés hospitalisés demeure préoccupant. Le projectile utilisé, une grenade défensive américaine M 26 fabriquée en 1966, ainsi qu'en atteste la culotte retrouvée sur place, est un type à fragmentation, projetant au moment de l'explosion au moins trois cents éclats de la grosseur d'un grain de riz. Certains clients du drugstore ont été criblés de dizaines d'éclats de métal et de verre de la décoration, dont l'extraction se révèle parfois très difficile.

Une quatrième assignation est délivrée contre LA FINANCIÈRE DE SUEZ

Une nouvelle assignation — la quatrième — a été délivrée par le juge d'instruction M. Hubert Pinsseau, juge d'instruction, contre la Compagnie financière de Suez (« le Monde » du 24 août). Cette nouvelle action est intentée pour « violation de la loi » et « atteinte à la réputation ». Les requérants visent l'irrégularité des opérations réalisées entre la Compagnie financière de Suez et sa filiale Suez-International, ainsi que des opérations réalisées entre Suez-International et ses propres filiales.

Pour les requérants, les bilans continuent, à la suite de subtilités et de manipulations dans les comptes, des erreurs et des « dissimulations » préjudiciables aux petits actionnaires.

L'assignation vise également d'autres opérations qui auraient été effectuées en violation de la loi sur les sociétés.

LES PROBLÈMES DU LIVRE CONFÉS À M. GRANET

Un communiqué publié lundi 16 septembre par l'hôtel Maitland annonce que M. Paul Granet, secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargé de la formation professionnelle, vient de recevoir M. Jacques Chirac, en mission de coordination des activités de l'État dans le domaine du livre.

Comme celle qui avait été confiée dans le gouvernement précédent par M. Messmer à M. Paul Dijoud, secrétaire d'État auprès du premier ministre, cette mission s'étend à l'ensemble des problèmes de la production et de la diffusion du livre : édition, imprimerie, librairie, exportation. En maintenant cette fonction de coordination interministérielle et en l'attribuant à un membre du gouvernement placé directement auprès de lui, le premier ministre entend souligner l'importance de la production et de la diffusion du livre.

En ouvrant un compte bancaire épargne sobi

vous retrouverez

APRÈS 3 ANS	APRÈS 6 ANS	APRÈS 8 ANS	APRÈS 12 ANS
vos capital	vos capital	vos capital	vos capital
+	+	+	+
27%	68%	100%	174%

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

26, bd d'Italie, MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)

Documentation N° 435 H sur simple demande

A L'ONU

M. VAN LAETHEM
VA REMPLACER
M. PHILIPPE DE SEYNES
COMME SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
ADJOINT

(De notre correspondant.)

New-York (Nations unies). — Le secrétaire général des Nations unies, M. Kurt Waldheim, a annoncé le lundi 16 septembre le prochain départ en retraite du plus haut fonctionnaire français de l'Organisation des Nations unies, M. Philippe de Seynes, qui, depuis vingt ans, exerce les fonctions de secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales. A ce titre, il a participé à de nombreuses conférences internationales. Au cours des dernières années, il a été l'animateur du mouvement qui a abouti à l'adoption de la résolution sur le développement des activités particulièrement importantes pour les problèmes économiques et sociaux, et notamment ceux du développement.

La retraite de M. de Seynes prendra effet le 1^{er} janvier 1975. Il sera remplacé par un autre Français, M. Gabriel Van Laethem, actuellement ambassadeur de France en Australie.

(Né à Paris en 1910, M. Philippe de Seynes est entré dans la carrière administrative comme inspecteur au ministère des finances en 1938. Fait prisonnier au cours de la deuxième guerre mondiale, il est désigné en 1945 comme membre du conseil français au Conseil de contrôle en Allemagne, membre de la commission des réparations allemandes. Il est désigné comme assistant du secrétaire général de l'Agence internationale des statistiques à Bruxelles.

Nommé en 1949 membre de la délégation française auprès des Nations unies, M. Philippe de Seynes est conseiller pour les questions économiques et sociales, il quitte les Nations unies en juin 1964 et entre au cabinet de M. Pierre Mendès France, président du conseil ministre des affaires étrangères. Nommé en 1969 secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales aux Nations unies et en 1969 secrétaire général adjoint.)

QUATRE MOINES DU MONT ATHOS SÉRIEMENT RÉDUITS À L'ÉTAT LAÏC

Athènes (A.F.P.). — L'ingénieur (supérieur) et trois moines du monastère orthodoxe de Saint-Païs, au mont Athos, jugés responsables de la « rébellion » contre le patriarche œcuménique, vont être réduits à l'état laïc, annonce la presse athénienne.

Les quatre moines appartenant à la secte dite du Vieux Calendrier s'étaient révoltés en mars dernier contre les décisions œcuméniques de Constantinople et avaient hissé un drapeau noir et une immense inscription : « L'orthodoxie ou la mort ».

Le numéro du « Monde » daté 17 septembre 1974 a été tiré à 578 818 exemplaires.

Dale Carnegie :

Sachez parler en public dans 4 mois

EXPRIMEZ VOS IDÉES. Développez assurance et confiance. Votre vie personnelle, professionnelle et sociale sera dynamisée par la méthode Carnegie, 100 % pratique, enseignée dans 35 pays. Des anciens du Cours Dale Carnegie vous renseigneront à la conférence d'information gratuite.

Jeu 19 Sept. à 19 h.

École des Chefs d'Entreprise, 24, rue Hamelin - 75016 Paris

Autres sessions à Bayonne, Bordeaux, Caen, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nice, Nîmes, Pau, St-Etienne, Tarbes, Toulouse, Tours, Vannes.

G. Wayne, 954-61-06 et 954-62-32

LATREILLE

LE SPÉCIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT

Quinzaine de la Jupe du 16 au 28 septembre

62, r. St-André-des-Arts 6^e

Parking attenant à nos magasins

Les journées parlementaires des républicains indépendants

M. Jean-Pierre Soisson propose la création d'une fondation européenne de l'enseignement supérieur

De notre envoyé spécial

Talloires. — Les premières journées parlementaires des républicains indépendants se sont ouvertes mardi matin 17 septembre à Talloires (Haute-Savoie), sur les rives du lac d'Annecy. La plupart des ministres appartenant au parti que préside M. Valéry Giscard d'Estaing avant son élection doivent participer à ces travaux. Toutefois une inconnue demeure quant à la venue de M. Michel Poniatowski, ministre d'État, ministre de l'Intérieur, dont l'affaire de la Haye, si elle ne connaît pas de dénouement avant mercredi, risquerait d'empêcher le voyage à Talloires. (M. Poniatowski devait prononcer mercredi matin le discours de clôture.)

Le débat s'est poursuivi avec l'intervention de M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État aux universités. Celui-ci a manifesté son intention de « recommander » les Français avec leur Université. « La création d'un secrétariat d'État dont je suis chargé, a-t-il dit, est le prolongement logique de l'ancienne commission des universités, par la loi d'orientation de novembre 1968. » M. Soisson a ajouté : « Il faut passer de l'université à l'université. Cette transformation doit permettre d'expérimenter de véritables pratiques de décentralisation. »

M. Jean Brocard, député de la Haute-Loire, a accueilli les participants. Il a notamment affirmé : « Il convient pour nous de nous défaire de réflexes sur les responsabilités et les devoirs nouveaux qui incombent à nos groupes parlementaires depuis l'élection de M. Valéry Giscard d'Estaing. Ces groupes doivent devenir des forces de réflexion. A responsabilité accrues, réflexion renouvelée. »

Les parlementaires « giscardiens » ont entendu un exposé de M. Gérard Douray, secrétaire d'État auprès du ministre de la Qualité de la vie, chargé du tourisme, qui a souligné l'importance des implications sociales et politiques du tourisme. Il a déclaré : « Il est temps que les pouvoirs publics reprennent l'initiative par une politique hardie et imaginative. »

L'avenir de la radio-télévision

Le décret créant l'établissement public de diffusion pourrait être publié mercredi

Le premier des quelque vingt-cinq décrets d'application de la loi du 7 août 1974 sur la radio-télévision française — celui créant l'établissement public de diffusion — pourrait être publié mercredi 18 septembre, en même temps que seraient désignés, à l'issue du conseil des ministres, les huit membres du conseil des nouvelles sociétés nationales.

A propos de ce choix, une nouvelle réunion a eu lieu lundi 16 septembre entre MM. Giscard d'Estaing, Jacques Chirac et André Ross. Mais aucun nom n'a été tiré sur la liste « définitive », d'autant plus, affirme-t-on, que « la discussion sera très ouverte » au conseil des ministres.

Cinq autres décrets pourraient paraître incombablement, peut-être même avant la fin de la semaine : celui relatif aux modalités de désignation des conseils d'administration des sociétés nationales, les deux décrets sur la commission de répartition des personnes, enfin les deux décrets relatifs aux fonctionnaires travaillant à l'O.R.T.P. ou à ceux des agents qui, ayant appartenu à la fonction publique, souhaitent réintégrer son statut.

Les organisations syndicales de l'Office continuent d'organiser des réunions d'information dans les différents centres, mais aucun préavis de grève n'a encore été déposé, en dépit de l'insécurité que suscitent les dispositions des décrets d'application. A ce propos, les délégués de l'Intersyndicat seront de nouveau reçus jeudi par M. André Ross pour entretenir le secrétaire d'État des modalités de la « position spéciale ».

du 14 Septembre au 5 Octobre

offre spéciale d'avant-saison

NICOLL

COSTUME SUR MESURES

formule industrielle

770^F

NICOLL, LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT MASCULIN

22, RUE TRONCHET / PARIS 8^e

18 SEPT. VENDREDI 15 49

dator 6

10 NOV. MERCREDI 12 58

16 39 cifra 6

solari

des horloges dessinées

dator 6 verticaux

documentation gratuite : C.E.V.M.I. - 15, av. Paul-Doumer - 75016 Paris

NOM : TEL :

ADRESSE : SICOB - Niveau 2 - 75009 - St-James N° 2305

Une

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la